

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LA
SUCCESSION DES BATARDS

DANS L'ANCIENNE BOURGOGNE

ET

CHARTES DE L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE

DE DIJON

de 1385 à 1394

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES JURIDIQUES

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le lundi 17 juillet 1905, à une heure et demie du soir

PAR

HENRY GUIGON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LOUIS-LUCAS, Professeur.

Suffragants : { M. ROUX, Professeur.
 { M. CHAMPEAUX, Agrégé.

DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

—
1905

gekocht op
verlenging Burger
a. Nieuw
Eigendom
U.B. Le
A'de
15

LA

SUCCESSION DES BATARDS

DANS L'ANCIENNE BOURGOGNE

ET

CHARTES DE L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE

DE DIJON

de 1385 à 1394

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES JURIDIQUES

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le lundi 17 juillet 1905, à une heure et demie du soir

PAR

HENRY GUIGON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LOUIS-LUCAS, Professeur.

Suffragants : { M. ROUX, Professeur.
 { M. CHAMPEAUX, Agrégé.



DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

—
1905



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- AMIABLE, *De la condition des enfants illégitimes dans l'ancien droit français* (Nouvelle revue historique, 1864).
- AUFFROY, *Evolution du testament en France, des origines au treizième siècle.*
- BACQUET, *Traité du droit de bâtardise.*
- BEAUMANOIR (Philippe de), *Les coutumes de Beauvoisis.*
- BEAUNE, *Introduction à l'étude historique du droit coutumier : la condition des personnes.*
- BEGAT et DEPRINGLE, *La coutume du duché de Bourgogne.*
- BEUGNOT, *Les assises de Jérusalem ; Les olim* (documents inédits de l'histoire de France).
- BOSSUET, *De la connaissance de Dieu et de soi-même.*
- BOUHIER, *Coutumes du duché de Bourgogne.*
- BOUQUET (dom), *Recueil des historiens des Gaules et de la France.*
- BOUVOT, *La coutume de Bourgogne.*
- BRETAGNE, *Coutume générale du pays et duché de Bourgogne.*
- CANCIANI, *Barbarorum leges antiquæ.*
- Cartulaire de Saint-Etienne* (Archives départementales).
- CHASSENEUZ, *Consuetudines ducatus Burgundiæ.*
- DAGUESSAU, *Œuvres*, t. VII.
- DAVOT et BANNELIER, *Traité sur diverses matières de droit français à l'usage du duché de Bourgogne.*
- D'ESPIARD, *Notes manuscrites sur la coutume de Bourgogne* (Archives départementales, B. 288).

- DE CHARMASSE, *Carlulaire de l'église d'Autun*.
- DE HUBÉ, *Histoire de la formation de la loi bourguignonne* (Revue historique de droit français et étranger, t. XIII).
- DE LAVELEYE, *La saga des Niebelungen dans les Eddas*.
- DE ROZIÈRE, *Recueil général des formules usitées dans l'empire franc*.
- DE SAVIGNY, *Histoire du droit romain au moyen âge*, traduction de Ch. Guenoux.
- DE VALROGER, *Les barbares et leurs lois* : Revue critique de législation, 1866.
- DELMONT, *Etude historique sur la condition des enfants nés hors mariage*, thèse, 1879.
- DESCOUSU, *Les coutumes du pays de Bourgogne rédigées par escript*.
- ESMEIN, *Le mariage en droit canonique. — Cours élémentaire d'histoire du droit français*.
- FRÉDÉGAIRE, *Chronique*.
- GALISSET, *Corpus juris civilis*.
- GALY, *La famille à l'époque mérovingienne*, thèse, 1901.
- GLASSON, *Histoire du droit et des institutions de la France. — Le droit de succession dans les lois barbares* (Nouvelle revue historique, 1885).
- GIRAUD, *Essai sur l'histoire du droit français au moyen âge : coutumes de Bourgogne. — Coutumier de Marnier* (Revue historique de droit français et étranger, 1857).
- GRÉGOIRE DE TOURS, *Historiæ Francorum*.
- GUIZOT, *Histoire de la civilisation en France. — Traduction de l'Histoire des Francs, de Grégoire de Tours, et de la Chronique de Frédégaire*.
- ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises*.
- KÖNIGSWARTER, *Essai sur la législation des peuples anciens et modernes relative aux enfants nés hors mariage*.
- LAURIÈRE, *Glossaire*, v^o bâtard.
- LEHUEROU, *Histoire des institutions mérovingiennes et carolingiennes. Les Niebelungen*.
- MÉDECIN, *Etude historique sur la condition des enfants nés hors mariage*, thèse, 1879.

- MEYNIALS, *Le mariage après les invasions* (Nouvelle revue historique, 1897-1898).
- MOREAU DE LA MELTIÈRE, *Traduction des Niebelungen*.
- MORILLOT, *De la condition des enfants nés hors mariage* (Revue historique de droit français et étranger, t. XII).
- NICOLAS PERRIER, DE LA MARE et JEHANNIN, *Coustume générale du pays et duché de Bourgogne*.
- PARDESSUS, *Loi salique. — Diplomata, Chartæ, Epistolæ*.
- PASQUIER, *Les recherches de la France*.
- PERTZ, *Monumenta historiæ germanica*.
- PERRECIOT, *De l'état civil des personnes et de la condition des terres en Gaule*.
- PETIT, *Histoire des ducs de Bourgogne*.
- PEYRÉ, *Traduction de la loi Gombette*.
- PROST, *Inventaires mobiliers et extraits des comptes des ducs de Bourgogne de la maison de Valois (1363-1477)*.
- Recueil des délibérations secrètes du Parlement de Bourgogne*.
- STARCKE, *La famille primitive*.
- STOUFF, *Costumes de Bourgoingne faites par Jehan Vaichere* (Revue bourguignonne, 1904).
- TACITE, *De moribus Germanorum*.
- TAISAND, *Commentaire sur la coutume générale du pays de Bourgogne*.
- ULYSSE (Robert), *Testaments de l'officialité de Besançon*.
- VIOLLET, *Histoire du droit civil français. — Etablissements de saint Louis*.
-

INTRODUCTION

- 1^o Opinion commune : incapacité du bâtard de disposer et recevoir dans l'ancien droit ;
- 2^o Fondement : indignité, châtement, législateur moderne : protection familiale et sociale, injustice d'un partage égal ;
- 3^o Caractère local du sujet, causes.
- 4^o But de cette étude. Plan.

Les principes qui, dans l'opinion généralement admise (1), résument les droits successoraux de l'enfant naturel avant la Révolution, sont les suivants : « Le bâtard ou bâtarde ne vient point *ab intestat* à la succession de père ne de mère (2). » « ... Monseigneur le duc a en sa terre et duchée l'eschoite des

(1) Demolombe, *Cours de Code Napoléon*, t. II. « Il est de règle constante que « enfants bastards ne succèdent », sauf quelques rares coutumes, ils ont droit à des aliments », p. 7. — Huc, *Commentaire du Code civil*, t. V, p. 118. — Nouveau Denisard, v^o bâtard. — Merlin, *Répertoire*, v^o bâtard. — Jurisprudence : Fuzier-Hermann, *Recueil d'arrêts*, v^o enfant naturel, n^o 11. « Dans la plupart de nos provinces, la filiation naturelle n'établissait entre les père et mère et l'enfant aucun droit de successibilité. Entre eux tous avantages directs ou indirects, entre vifs ou testamentaires étaient prohibés ou sujets à réduction, dans la proportion de simples aliments. » — Dalloz, *Recueil d'arrêts*, v^o succession, n^o 266.

(2) Bouhier, *Coutumes de Bourgogne de 1459*, t. VIII, art. 3.

bastards(1)... » Incapacité de recevoir, incapacité de disposer, telle est la situation de l'enfant naturel dans l'ancien droit.

Et cette sévérité de la loi à l'encontre du bâtard, qui heurte nos sentiments actuels, paraissait naturelle à nos ancêtres. Au début de la civilisation, ceux-ci frappaient l'enfant naturel non pour réprimer le dérèglement des mœurs, mais pour conserver la dignité, la pureté de la race (2). Fiers de l'illustration de leur ascendance, orgueilleux de la noblesse du sang, ils défendaient à chacun d'en ternir l'éclat par des unions étrangères ou par des mésalliances : l'homme libre doit épouser une femme libre. Si une personne dépasse les limites de sa condition, son union sera réputée vile, basse, et sera punie en la personne des conjoints (3) et en celle des enfants qui seront des étrangers par rapport à leurs auteurs, à qui ils ne pourront ni succéder ni rien laisser par succession. Cet orgueil de race s'affaiblit avec le temps et le progrès des idées chrétiennes, mais les enfants n'en continuèrent pas moins à être exclus de la famille, à être frappés en châtiment de la faute commise par leurs parents. « Punir les pères dans leurs enfants, c'est les punir dans leur bien le plus réel, c'est les punir dans une partie d'eux-mêmes que la nature leur a rendue plus chère que leurs propres membres et même que leur propre vie, en sorte qu'il n'est pas moins juste de punir un homme dans ses enfants que de le punir dans ses membres

(1) Bouhier, *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne antérieures à 1459*, § 21.

(2) *Encyclopédie*, v^o bâtard, article de M. Paul Cauwès.

(3) Pertz, *Monumenta historiæ germanica*, t. III, *Legum, Liber constitutionum*, titre XXXV, § 2, p. 547.

et dans sa personne (1)... * Mais déclarer responsable, frapper d'exhérédation un enfant qui n'a commis aucun crime (2), n'est-ce pas aller à l'encontre du principe de justice que chacun n'est et ne peut être responsable que de son fait ? Dès lors pourquoi ne pas assimiler l'enfant naturel à l'enfant légitime, ne pas lui accorder des droits semblables à la succession de ses auteurs ?

C'est qu'aujourd'hui encore nous reconnaissons la nécessité d'une ligne de démarcation entre le fruit d'une honnête union, bénie par Dieu et sanctionnée par les hommes, et celui d'un commerce sensuel et passager ; nous comprenons le devoir absolu de protéger le mariage, de ne pas porter atteinte à la dignité, à la forme de la famille, de crainte d'ébranler la société ; nous constatons l'injustice d'admettre en concours sur le bien familial la filiation naturelle et la descendance légitime. La fortune, créée pendant la durée du mariage, provient de la dot de la femme, des produits de l'industrie du mari, des économies qu'une sage administration de la mère a permis de réaliser. Aussi le législateur moderne, qui n'éprouve aucun sentiment d'hostilité ni de mépris à l'égard de l'enfant naturel, lui donne la qualité de successible à ses parents, mais lui octroie une part inégale. Et comme d'autre part il n'entend pas châtier l'enfant d'une faute qui ne lui est pas personnelle, il lui permet de disposer librement des biens qu'il s'est acquis par son travail, qui n'ont aucune provenance coupable ni suspecte. Ces droits ont été le résultat d'une longue

(1) Bossuet, *De la connaissance de Dieu et de soi-même*, chap. IV, § 11.

(2) Cf. Letellier, *Journal officiel*, Chambre des députés, 1890, n° 1630, p. 866.

évolution réalisée plus ou moins hâtivement suivant les régions, les circonstances et les mœurs. Notre étude a pour but de retracer ces transformations successives dans une province déterminée : la Bourgogne.

Ce champ d'études pourra, peut-être, sembler un peu restreint ; mais si un travail général aurait présenté moins de lacunes, il aurait renfermé par contre plus d'inexactitudes. Rien de plus variable que les droits successoraux de l'enfant naturel, à une époque déterminée, suivant les régions. Au sixième siècle, par exemple, les Lombards (1) permettent au fils naturel de concourir avec les filles légitimes ; les Bavares (2) l'écartent de l'hérédité : *Non enim filius ancillæ cum filio liberæ*, et si la loi des Bourguignons (3) n'en parle pas au sujet de la dévolution des biens, les peines sévères qu'elle édicte contre les unions formées entre personnes de castes différentes, font présumer son exclusion du patrimoine. Au treizième siècle, alors que les *Assises de Jérusalem* (4) permettent à l'enfant adultérin de succéder à la mère, les *Coutumes de Beauvoisis* (5) posent la règle contraire ; les *Eta-*

(1) *Monumenta historiæ germanicæ*, édit. Bluhme, in-8, *Edictum Rotharis*, § 158-159, p. 32.

(2) Pertz, *Monumenta historiæ germanicæ*, t. III : *Legum*, in-f°. — *Leges Baiuvariorum*, t. XV, § 9, p. 320.

(3) *Ibid.* — *Liber constitutionum*, t. XXXV, § 2 et 3, p. 547, titre XLIV, § 1, p. 550.

(4) *Assises de Jérusalem : Cour des bourgeois*, chap. LX, p. 286. « Et ce me semble que tous les enfans de la mère peuvent hériter à ces biens, et céans qui sont nés d'elle mariée ou non mariée, car tous les enfans et les uns et les autres sont de son ventre yssus, et ce tels enfans bastars et avoutres. »

(5) Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, édit. Salmon, chap. XVIII, n° 596, p. 293. « Bien sachent tuit cil qui sont bastart... qu'il n'ont droit en nul descendent... »

blissements de saint Louis (1) défendent à tout bâtard de recevoir par donation; la coutume de Bourgogne lui refuse la qualité de successible sans prohiber expressément toute libéralité à son égard. Même opposition au quinzième siècle entre l'ensemble des coutumes qui reconnaissent à l'enfant naturel un droit à la succession maternelle, alors qu'en Bourgogne il ne jouit pas de cette faveur. Pour éviter le mélange de législations dissemblables, nous avons limité notre étude à cette contrée, et fait usage autant que possible des documents régionaux, et à leur défaut des renseignements des provinces voisines, comme le comté, dont la coutume a dû concorder avec celle du duché. Aux différentes époques de l'histoire, nous avons essayé de résoudre ces deux questions :

1° Le bâtard succède-t-il à ses parents ?

2° Peut-on lui succéder ?

Ce sujet se divise en trois parties :

1° Du très ancien droit à l'apparition des premières coutumes en Bourgogne, c'est-à-dire au quatorzième siècle.

2° Des coutumes (quatorzième et quinzième siècles).

3° De leur reformation à la Révolution. Durant cette longue période de trois siècles, la situation du bâtard s'améliore sous l'influence des commentateurs.

En 1789, avec la disparition des provinces présentant une autonomie, une individualité propre, l'enfant naturel cesse d'avoir, suivant les régions, une

(1) *Etablissements de saint Louis*, liv. 1, chap. II, édit. Viollet, p. 173. « Bastarz ne puet riens demander ne par lignage ne par autre raison, par sa mauvaise condicion. »

situation spéciale, des droits particuliers, pour être soumis à la législation commune. C'est à cette époque que s'arrête cette étude, qui passe sous silence les lois révolutionnaires et les lois actuelles. Nous serions heureux si nous pouvions établir qu'avant la Révolution l'enfant naturel n'a pas été, contrairement à l'opinion commune, privé de tout droit successoral, qu'il a eu une certaine existence et que la législation actuelle n'est que la continuation de celle de l'ancien droit.

PREMIÈRE PARTIE

DES ORIGINES JUSQU'AUX COUTUMES

CHAP. I^{er}. — *Le matriarcat burgonde.*

CHAP. II. — *Les Burgondes en Gaule.*

CHAP. III. — *Les Mérovingiens.*

CHAP. IV. — *Les Carolingiens et Capétiens.*

CHAPITRE PREMIER

Le matriarcat burgonde.

- I. La filiation naturelle implique l'existence de la famille.
- II. Antérieurement les Burgondes connurent le matriarcat.
 - 1° Opinion négative ; Starcke ; extranéité de l'enfant par rapport à la famille maternelle.
Défaut de préférence dans la dévolution héréditaire.
 - 2° Opinion affirmative ; a) Argument rationnel ;
b) Argument littéraire ; Tacite ;
Epopées { Nibelungen.
Eddas.
c) Argument juridique ; loi salique.
- III. Conclusion ; égalité de droits successoraux entre la filiation légitime et naturelle.

Il semble qu'à l'origine des sociétés l'enfant naturel n'ait pas occupé une situation spéciale. Ceci se comprend à merveille : la distinction entre la filiation légitime et la descendance naturelle n'apparaît qu'avec la monogamie, l'union contractée entre deux conjoints dans un esprit de perpétuité, le mariage « qui ne se dissout pas au gré des époux et qui de sa nature doit durer autant que leur vie (1) ». Tant que la promiscuité exista dans les temps primitifs, que la femme ne fut pas la compagne d'un seul, que les unions furent passagères, sans force

(1) Planiol, t. III, p. 3.

obligatoire, la famille ne put se constituer, et les enfants, quels que soient les lits d'où ils proviennent, furent placés sur le même rang, eurent les mêmes droits successoraux.

Cette confusion entre la filiation légitime et la filiation naturelle exista chez les anciens Burgondes : l'enfant n'eut, à l'origine, d'attache qu'avec la mère dont il prend le nom, la condition et avec le clan dont elle fait partie. La filiation est dite alors matriarcale. L'existence de ce régime a fait l'objet de vives controverses; nous ne voulons nullement les reproduire, et si nous en résumons brièvement quelques arguments, c'est qu'ils sont empruntés à la très ancienne légende des Burgondes, à l'antique épopée des Nibelungen.

Pour certains auteurs, M. Starcke en particulier, la parenté maternelle n'a pu être la base du droit familial. « Nous voyons chez les Germains, comme chez tous les Aryens en général, le mari et le beau-père, c'est-à-dire le possesseur actuel et passé de la femme, se disputer l'enfant, mais jamais la famille maternelle tout entière ne s'occupe du sort de l'enfant, circonstance qui nous prouve bien l'absence du matriarcat (1). » Ainsi l'enfant serait un étranger pour la famille de la mère et les oncles maternels n'auraient aucun droit de préférence dans la succession de leur neveu. S'il prend le rang de la mère, ce fait s'explique par l'extrême défaveur qui, dans les sociétés anciennes, a entouré les unions de castes différentes : l'homme libre, qui épouse une esclave, perd sa liberté, l'enfant issu du mariage de deux

(1) Starcke, *La famille primitive, ses origines et son développement*, p. 104 et suiv.

esclaves sera nécessairement esclave. Qu'il ait plus d'affection pour la mère que pour le père, ceci est possible, mais « quelle que soit la violence des sentiments qui attirent l'enfant vers la famille de la mère, elle n'en est pas moins celle du père de sa mère (1) ».

Contrairement à cette théorie, nous croyons avec les évolutionnistes (2), que le matriarcat a existé à l'origine chez les Burgondes. La paternité est un fait incertain, dont la preuve directe et positive est impossible. La maternité par contre est susceptible d'une constatation matérielle, se révèle par l'accouchement. Il est logique d'admettre une filiation basée sur le lien du sang du côté maternel, à une époque où l'union des sexes n'est pas encore organisée en mariage. Une relation a dû exister entre l'enfant et la mère seule. Vis-à-vis de l'homme, il y eut un lien juridique dérivant de la protection que le chef exerce sur toutes les personnes groupées autour de lui, du droit de puissance pour le maître, du devoir de soumission pour l'enfant, qui se transforma plus tard avec la consolidation de la famille en un lien plus profond et plus doux. Ainsi la parenté maternelle semble bien la base de la consanguinité, et cette hypothèse, conforme à la logique, est confirmée par les faits révélés par les auteurs et les épopées.

Dans un passage célèbre, Tacite atteste la très grande affection qui existe entre oncle et neveu :

(1) Starcke, *op. cit.*, p. 108.

(2) Dargun, *Mutterrecht und Raubehe und ihre Reste im Germanischen Recht und Leben*. — Bachofen, *Mutterrecht antiquarische Briefe*. — Wanderkindere, *Bulletin de l'Académie royale de Belgique*, 1888, p. 857.

« Les neveux sont aussi considérés de l'oncle que du père, quelques-uns même regardent ce lien comme plus étroit, et dans le choix des otages exigent de préférence les neveux ; on pense qu'ils lient plus fortement les volontés et qu'ils étendent les engagements à plus de personnes (1). » Aucune raison de douter de l'affirmation de l'historien : il rapporte un trait de mœurs, il fait une constatation concernant le choix des otages et il se rend compte de l'importance de son témoignage qui conduit à faire des neveux les héritiers de leur oncle plutôt que de leur père, car il ajoute : « *Heredes tamen successorum sui cuique liberi*, cependant ce sont ses enfants que chacun a pour héritiers et pour *sui*. »

De même nous voyons dans les premiers poèmes épiques du Nord le frère reporter sur le neveu la très grande affection qu'il éprouve pour sa sœur. Les Nibelungen, qui nous intéressent particulièrement par la description de la lutte des Burgondes contre les Huns, nous fournissent avec les Eddas de nombreuses preuves de l'affection et autorité fraternelle. C'est au frère et non à la mère que le prétendant demande la main de la jeune fille (2), c'est vers lui que la femme mariée se tourne en présence de quelque danger (3), c'est lui qui occupe la pre-

(1) Nisard, *Traduction*, p. 442. — Tacite, *De la Germanie*, chap. xx. « Sororum filiis idem apud avunculum qui apud patrem honor. Quidam sanctiorem ac tioresque hunc nexum sanguinis arbitrantur, et in accipiendis obsidibus magis exigunt, tanquam ii et animum firmitus et domum latius teneant. »

(2) *Nibelungen*, dixième aventure : Gunther, et non la reine Uta, accorde la main de Chriemhilde à Siegfried ; vingtième aventure : puis au roi Attila.

(3) *Nibelungen*, vingt et unième aventure. — Laveleye, *La Saga des Nibelungen dans les Eddas*, traduction, 3^e chant de Gudrun, p. 264.

mière place dans le cœur de la femme : l'amour fraternel prime l'amour conjugal et filial (1). Chriemhilde accepte de son frère Gunther, une composition pour l'assassinat de son mari (2), alors que Gudrun tue ses enfants et les donne à manger à son époux meurtrier de ses beaux-frères (3), et que Lyngheide, aux cris de vengeance de son père Hreidmar assassiné par ses fils, répond : « Il n'appartient pas à la sœur même, quand elle voit son père assassiné, de venger le crime sur son frère (4). » Après la sœur, vient immédiatement dans la hiérarchie des affections de l'homme, le neveu. Tandis que le père ne donne aucune preuve d'attachement à son fils, l'oncle chérit son neveu, témoigne de vifs sentiments de joie à son arrivée, de regret à son départ (5), le protège du danger, le pleure en cas de perte. Hildebrand défend en vain son neveu Wolfhart, qui, blessé à mort, s'écrie : « Mon oncle bien-aimé, c'en est fait de moi. Et le vieillard vit périr son neveu bien-aimé et, jusqu'à sa mort, rien ne lui fut aussi douloureux (6). » Les enfants sont donc bien les parents de l'oncle maternel qui s'intéresse à eux, qui a des droits à leur succession. Les épopées font rarement allusion à une dévolution de biens, car la propriété exclusive est à la fois rare et peu importante à cette époque. Des documents postérieurs, la loi salique

(1) Meynial, *Le mariage après les invasions : Revue historique de droit français et étranger*, année 1898, p. 165.

(2) *Nibelungen*, dix-huitième aventure.

(3) Laveleye, *op. cit.*, *la Saga d'Atli*, traduction, p. 280 et suiv.

(4) Laveleye, *op. cit.*, 2^e chant de Sigurd, vainqueur de Fafnir, traduction, p. 197.

(5) Laveleye, *op. cit.*, 1^{er} chant de Sigurd, vainqueur de Fafnir, traduction, p. 182 et 186.

(6) *Nibelungen*, trente-huitième aventure, traduction de Moreau de la Meltière, p. 410.

déclare qu'en cas de mort d'un homme sans enfant, la succession autre que la terre salique, passe à la mère à l'exclusion du père (1). A défaut d'ascendants, les biens sont déferés aux frères et sœurs du défunt, puis aux tantes, d'abord les sœurs de la mère, ensuite celles du père (2). De même le *reipus*, c'est-à-dire le droit acquitté par celui qui veut épouser une veuve, est payé au plus proche parent mâle de la famille du mari : le neveu maternel, l'enfant de la sœur du défunt, sera préféré au neveu paternel pour toucher l'indemnité (3), puis successivement le fils aîné de la nièce, de la cousine maternelle et à défaut l'oncle, frère de la mère du défunt, enfin le frère du défunt. De même, en matière de composition, lorsqu'un homme en avait tué un autre et qu'il ne pouvait satisfaire à la peine pécuniaire encourue, la loi lui permettait de céder ses biens et ses parents suppléaient à ce qui manquait. Après le père, la mère et le frère, c'était la tante maternelle qui payait. Pourquoi préférer la sœur de la mère à celle du père, sinon parce que les enfants la considéraient comme une deuxième mère (4) ? Les disposi-

(1) *Lex salica*, édit. Pardessus, premier texte, chap. LIX, § I, p. 33. « Si quis mortuus fuerit et filios non demiserit, si mater sua superfuerit, ipsa in hereditatem succedat. »

(2) *Op. cit.*, premier texte, chap. LIX, § 2, p. 33. « Si mater non fuerit et patrem aut sororem demiserit, ipsi in hereditatem succedat. » § 3 : « Tunc si ipsi non fuerint, soror matris in hereditatem succedant. »

(3) Le *reipus* a pour but d'indemniser le parent mâle de la perte du droit de protection ou *mundium* qu'il possédait sur la veuve. — *Lex salica*, cinquième texte, chap. XLVI, § 5, p. 308. « Si nepus fuerit, sororis filius senior, ille reippum accipiat. » — § 7 : « Quod si neptis filius non fuerit, consubrinæ filius, qui ex materno genere venit, ipse accipiat. » — § 8 : « Si autem nec consubrinæ filius fuerit, tunc avunculus, frater matris, reippum accipiat. »

(4) *Lex salica*, cinquième texte, chap. LXI, p. 317, *De chrenechruda* :

tions de la loi salique attestent donc bien une préférence successorale basée sur la filiation maternelle. Elles sont des vestiges d'un régime antérieur, fondé sur la maternité, où les enfants sont la propriété plutôt de la mère que du père.

Sous ce régime, qui a existé chez les Burgondes primitifs, aucune distinction ne saurait exister entre la filiation légitime et illégitime; il n'y a pas d'enfants naturels par rapport à la mère, tous lui sont aussi chers, tous viennent à sa succession. Ce ne fut que plus tard, avec l'accroissement de la masse des sociétés humaines, la complication de leur structure, la vie agricole ou semi-nomade, l'évolution de la propriété, que la famille proprement dite exista. Le matriarcat burgonde a fait alors place au régime patriarcal.

« Si quis hominem occiderit et in tota facultate sua non habuerit unde legem totam implere valeat... quod si jam pater aut mater vel fratres solverunt, tunc super sororem matris... »

CHAPITRE II

Les Burgondes en Gaule.

SECTION I. — Législation gallo-romaine.

Avant les invasions : Distinction entre la filiation légitime et la descendance naturelle. Classification des enfants illégitimes : *naturales, spurii, vulgo concepti*. Droits successoraux de chacun d'eux. Légitimation.

Après les invasions : *Lex romana Burgundionum* : conditions requises pour la légitimité. Privation de droits successoraux de l'enfant naturel. Limite des libéralités à son égard.

CC. Situation plus défavorable après l'arrivée des Burgondes.

SECTION II. — Loi Gombette ou *Liber constitutionum*.

SECTION PREMIÈRE

Législation gallo-romaine.

Les Burgondes suivirent le flot des envahisseurs barbares qui se répandirent au cinquième siècle sur le sol de la Gaule. En 406, sous la conduite de leur roi Gondahaire, ils franchirent le Rhin et jetèrent les fondements d'un établissement qui devint le royaume de Bourgogne. Ils trouvaient en face d'eux les Gallo-Romains soumis aux lois théodosiennes. Cette légis-

lation distinguait la filiation légitime de la descendance illégitime et, pour les enfants naturels, tenait compte de l'union dont ils étaient issus : concubinat, adultère, inceste ou unions passagères. Le concubinat était une union d'ordre inférieur (1), licite (2), d'effets durables (3). Un citoyen prenait pour concubine une affranchie, une ingénue, qui n'était pas élevée à la condition sociale de son mari. Les enfants qui en naissaient avaient un père connu, une parenté maternelle, qui produisait des effets au point de vue de la dévolution héréditaire. Le sénatus-consulte Orphitien (4) permettait à l'enfant de succéder à la mère et le sénatus-consulte Tertullien (5) donnait à celle-ci un droit réciproque, à défaut de descendance, de frères et sœurs consanguins ou simplement cognats. Faisant partie de la famille maternelle, il échappait à la puissance du père, pour qui il était un étranger. En conséquence, il ne recueillait rien de sa fortune, à moins d'être gratifié d'un vingt-quatrième en présence d'une postérité légitime et, à défaut de cette parenté, d'un quart (6). Nulle restriction n'atteignait la mère, qui pouvait disposer en faveur de tous les enfants naturels quels qu'ils soient, même *spurii* ou *vulgo concepti*. Ceux-ci, adultérins, incestueux ou nés d'une rencontre passagère, n'avaient aucun droit à la succession d'un père qui, juridiquement, leur

(1) L. 3. C. théodosien, V, 27 : « inæquale conjugium »

(2) Paul, titre XX. « Qui uxorem habeat, concubinam habere non potest. »

(3) L. 7, C. théodosien, IV, 6. « Legitima conjunctio sine honesta celebratione matrimonii. »

(4) *Digeste*, livre VI, titre LVII.

(5) *Ibid.*, titre LVI.

(6) *Constitutions des empereurs Valentinien, Valence, Gratien* : Nouvelle 89, CXII. — L. 4 et 6, C. théodosien, IV, 6.

était inconnu, mais pouvaient recevoir de lui des libéralités universelles ou à titre universel (1). Enfin les sénatus-consultes cités leur donnaient un droit de succession à l'égard de la mère (2). Puis sous l'influence de l'Eglise, cette condition s'améliora, et les enfants naturels obtinrent un droit à des aliments, et virent se multiplier les légitimations. Le procédé le plus parfait était la légitimation par mariage subséquent qui effaçait la faute des conjoints et faisait de l'enfant un héritier sien. A défaut d'une des conditions requises : possibilité du mariage lors de la conception, ingénuité de la concubine, acte écrit, la légitimation par rescrit du prince ou par oblation à la curie, relevait l'enfant de la tache de sa naissance.

Ainsi si la législation gallo-romaine distinguait nettement la filiation légitime de la descendance naturelle, pour donner à l'une et à l'autre des droits différents de succession, elle accordait tout au moins à l'enfant, innocent de la faute de ses auteurs, un droit à des aliments, et aux parents de grandes facilités pour lui rendre tous les droits successoraux.

Il n'en est pas de même après les invasions. Bien que les Burgondes aient eu la sagesse de ne pas imposer leurs lois aux habitants du territoire conquis (3) et que Gondebaud, leur roi, ait fait rédiger un code

(1) Les constitutions précédentes visent les *liberi naturales* seuls. — Cf. Accarias, *Précis du droit romain*, t. II, p. 147.

(2) Cf. Girard, *Manuel de droit romain*, 2^e édit., p. 177.

(3) Préface de la loi Gombette : « Inter Romanos, sicut a parentibus nostris, statutum est, romanis legibus, præcipimus judicari. » — Loi Gombette, titre LX, § 1. — Titre LV, § 2. Le Burgonde qui plaide contre un Romain doit se soumettre à la loi romaine : « Jubemus causam romanis legibus terminari. »

spécial aux Gallo-Romains (1), la législation concernant l'enfant naturel présente de nombreuses différences. L'enfant légitime est le fruit d'une union soigneusement réglementée, qui exige comme conditions (2) : égalité de classe, consentement, donation nuptiale, célébration solennelle. A défaut de l'une de ces conditions, l'union ne sera pas régulière, et l'enfant qui en naîtra sera exclu de la succession de ses parents, primé par les agnats, à leur défaut par les cognats ; il sera un étranger aussi bien à l'égard du père que de la mère, car les textes n'établissent aucune différence : ... *Aliter filii exinde nati legitimorum locum obtinere non poterint et fit in hac hereditate successioni locus his qui ab intestato per agnationem, ac si agnatio defuerit, per cognationem forte succedunt* (3). Bien plus, sous l'influence des idées

(1) *Lex romana Burgundionum* ou Papien, *Monumenta historiae germanica*, édit. Pertz, t. III, *Legum* (t. XV de la collection).

(2) *Monumenta*, t. III, *Legum*. — Papien, t. XXXVII, p. 619, § 1 : « Nuptiæ legitimæ contrahuntur, si conventu parentum aut ingenuorum virorum, intercurrente nuptiali donatione, legitime contrahentur. » — § 2 : « Quod si pares fuerint honestate personæ, consensus perficit nuptias, sic tamen ut nuptialis donatio solemniter celebreretur... » Cette condition d'égalité de rang pour la validité de l'union est très ancienne. Migne, *Encyclopédie théologique*, 126, col. 132 et suiv. *De nuptiis Stephani et filiae Regismundi comitis*. Hincmar, de Reims, op. II, p. 652 : « ... Tunc est vera legitimi conjugii copula, quando inter ingenuos et inter æquales fit et paterno arbitrio viro mulier juncta, legitime dotata et publicis nuptiis honestata, sexuum connixtione conjungitur. » Saint Léon le Grand, *Epist. CVII ad Rusticum* (année 458). « ... Non omnis mulier juncta viro est uxor viri, quia nec omnis filius est hæres patris. Nuptiarum autem fœdera inter ingenuos sunt legitima et inter æquales... » — Rescrit adressé aux Bulgares, en 866, par le pape Nicolas I^{er}. D'après Esmein, *Le mariage en droit canonique*, t. I, p. 98. — Euripide, *Electre*, vers 43 à 46. Le laboureur respecte Electre. « J'aurais rougi, ayant pris une fille d'homme opulent, de lui faire honte, n'étant pas d'une condition égale », vers 43-46, traduction Leconte de Lisle.

(3) Papien, *loc. cit.*, § 2, p. 619.

primitives, très vivaces chez les Burgondes, qui punissaient les unions disproportionnées, un châtiment frappe, et les conjoints qui ne sont pas du même rang, et l'enfant issu du mariage : l'ingénu qui s'est uni avec une colone ou une esclave perd son ingénuité et la faculté de s'éloigner (1), l'enfant prend la condition de celui de ses auteurs qui a la plus mauvaise (2), souvent il devient un esclave, une chose nouvelle dans le patrimoine d'un maître (3). Etranger pour ses auteurs qui, nous le supposons, sont ingénus ou affranchis, il semblerait qu'il pût recevoir d'eux les mêmes libéralités qu'un étranger. Seulement les restrictions de la législation romaine, mais modifiées, ont pénétré cette loi destinée aux Gallo-Romains. L'enfant et sa mère ne pourront recevoir plus d'un huitième, calculé sur l'ensemble de la fortune, déduction faite de la donation nuptiale au profit de la mère (4). Toutes libéralités indirectes résultant de donation, de testament ou d'interposition de personne, qui auraient pour but d'augmenter cette part,

(1) Papien, t. XXXVII, § 6, p. 619. « Secundum etiam, secundum legem novellam, quisquis ingenuus colone aut ancille, queque ingenua servo aut colono se iunxerit, salva ingenuitate discedendi licenciam non habere, secundum legem novellam sub tit. de advenis. »

(2) Papien, *loc. cit.*, § 5. « Inter ingenuum vero et ancillam, sive servum et ingenuam sicut consensus contubernia facere possunt, ita nuptiæ non vocantur, et qui ex his nati fuerint, deteriore lineam secuti dominis adquiruntur. »

(3) Papien, *loc. cit.*, § 3. « Naturales sane, si ex ancilla nati fuerint, et non manumittuntur a domino, inter hereditaria mancipia computantur. »

(4) Papien, *loc. cit.*, § 4, p. 619. « Quod si aut de ingenua fuerint naturales, aut de liberta aut certe libertina, ultra sescunciam matri cum naturalibus filiis dari amplius non licet, hac ratione ut donatio nuptialis in hereditatis subputatione non veniat; sed de eo quod supra donationem nuptialem fuerit, inde sescuncia deputata naturalibus jure debetur. Quod si aliquid ultra aut per donationem, aut

pourraient être révoquées de plein droit sur la plainte de l'héritier légitime (1).

Mais à défaut de descendance légitime, de quelles libéralités le père peut-il gratifier l'enfant naturel ? Le silence de la loi, le renvoi qu'elle fait dans son paragraphe 4 (1) au Code théodosien, laissent supposer qu'il pourrait recevoir, comme à l'époque antérieure, jusqu'à concurrence du quart des biens.

Ces libéralités ne sauraient concerner l'enfant issu de l'union d'une vierge consacrée à Dieu et d'un ravisseur, qui, en haine du crime commis par ses parents, est privé de tout droit successoral (2).

Cette sévérité, qui n'existait pas dans la législation gallo-romaine, rend la situation de l'enfant naturel plus mauvaise après les invasions qu'auparavant. Frappé antérieurement en vertu de la conception de la famille et dans l'intérêt de la société, il l'est encore en vertu du principe de l'égalité des castes. La faculté de recevoir des libéralités plus étendues compense faiblement la perte de son droit à des aliments et à la succession de sa mère. En somme sa condition a empiré chez les Gallo-Romains, imprégnés de la législation romaine; que peut-elle être chez les Burgondes plus rudes et moins civilisés ?

per testamentum, aut per suppositam quacumque personam, illis fuerit derelictum, ab herede legitimo, legibus revocetur, secundum legem Theodosiani, quæ de naturalibus filiis et matribus eorum lata est. »

(1) Voir note 4 de la page précédente.

(2) Papien, t. IX, § 4, p. 601. « Quod si devotam Deo puellam raptor abduxerit et de coniunctione viri illa consenserit, filii ex tali conditione nati.. in hereditatem non veniant; quibus etiam si principali beneficio prestetur vita, filios legitimos in potestate habere non possunt, nec eorum hereditatem quoquo modo vindicare, set facultas ipsa proximis parentibus adquirenda. »

SECTION II

Loi Gombette ou « Liber constitutionum ».

1^o La législation chrétienne gallo-romaine n'exerce aucune influence sur les Burgondes. Arianisme. Confusion entre l'union légitime et le concubinat : polygamie, inobservation des empêchements de mariage tenant à la parenté. Vestiges du matriarcat primitif.

2^o Situation de l'enfant naturel.

Principe : égalité des castes dans le mariage pour légitimité de la descendance.

Sanction : corporelle, perte de la liberté, pécuniaire.

Esclavage de l'enfant.

Le bâtard privé de tous droits successoraux ; possibilité théorique, mais en fait inexistence de libéralités à son égard.

En même temps que Gondebaud faisait recueillir par des commissaires les prescriptions applicables aux Gallo-Romains et publiait le résultat de leur enquête, il réunissait les lois de ses prédécesseurs (1), les siennes, dans un recueil que nous appelons loi Gombette. Nous ne pouvons pas reconstituer exactement ce travail primitif qui comprend en outre des additions postérieures du roi Sigismond (2).

Des traces de droit gallo-romain y apparaissent, et nous devons nous demander, si, sous l'influence

(1) Préface loi Gombette : « Cum de parentum, nostrisque constitutionibus, pro quiete et utilitate populi nostri. »

(2) Sur l'histoire de la formation de la loi Gombette, cf. de Hubbé, *Rev. hist. de droit français et étranger*, t. XIII, p. 210. — Peyré, *Traduction de cette loi : Introduction*. — *Monumenta*, t. III : *Legum*, introduction de Bluhme.

de cette législation et des idées chrétiennes, la situation de l'enfant naturel ne fut pas modifiée.

Nous ne le croyons pas. Les Burgondes étaient ariens, et bien que l'arianisme ne soit qu'une variété du christianisme, ils n'entendaient nullement se convertir. Ils chassèrent même saint Aprunculus, évêque de Dijon, qui intrigua en faveur des chrétiens (1). Ce ne fut qu'après la victoire de Soissons (486) que Gondebaud, sur le point de mourir, songea à s'appuyer sur le clergé et se fit baptiser par saint Avitus (2). Son successeur, Sigismond, avait été élevé dans cette religion ; par suite, il est vraisemblable que ce fut à peu près à cette époque, c'est-à-dire après la rédaction de la loi Gombette, que les idées chrétiennes pénétrèrent dans la masse de la nation (3).

Du reste, quelle que soit la date de la conversion des Burgondes, ce changement de croyance était plutôt de surface qu'intime. La distinction entre le mariage légitime et le concubinat leur était profondément inconnue et s'établit difficilement dans leur esprit. Tacite, il est vrai, nous rapporte que « seuls d'entre les barbares, ils se contentent d'une seule femme, sauf un petit nombre qui en prennent plusieurs, non par libertinage, mais parce que leur noblesse fait ambitionner leur alliance... qu'aucun pardon n'existe pour la pudeur qui s'est prostituée... Nul ne rit ici des vices, et corrompre et être

(1) Grégoire de Tours, *Historia Francorum*, édit. H. Omont, liv. II, § 23, p. 60 ; § 15 (30), p. 54.

(2) *Ibid.*, liv. II, § 25, p. 62.

(3) Lehuerou, *Histoire des institutions mérovingiennes et carolingiennes*, liv. I, chap. XII, p. 239-263.

corrompu ne s'appelle pas vivre selon le siècle (1) ». Mais on peut douter du témoignage de Tacite qui, sur ce point, a opposé de parti pris l'austérité des mœurs de la Germanie à la débauche de Rome. Son ouvrage perd sa valeur « quand il parle des barbares pour en faire honte à ses concitoyens... (ce n'est plus que).. l'éloquente boutade d'un patriote philosophe qui veut voir la vertu là où il ne rencontre pas la mollesse honteuse et la dépravation savante d'une vieille société (2) ». Que les Germains aient pratiqué en principe la monogamie, mais non pour la raison que nous indique Tacite, ceci est possible, mais la polygamie en fait était très répandue chez eux et n'était pas contraire aux lois.

Frédégaire rapporte qu'un certain Samon avait douze femmes dont il eut vingt-deux fils et quinze filles (3). Dagobert avait trois reines et un si grand nombre de concubines que le chroniqueur renonce à insérer leurs noms (4). Dans Grégoire de Tours, nous voyons Gontran posséder à la fois une concubine, Vénérande, et des femmes légitimes, Marcatrude et Austrechilde, nommée Bobyla (5), le fils du duc de Beppolène abandonner ses deux femmes

(1) Nisard, *Traduction*, p. 441. — Tacite, *Dè la Germanie*, chap. xviii et xix.

(2) Guizot, *Histoire de la civilisation en France*, 7^e leçon, 2^e édit., p. 205. — Voltaire, *Essai sur les mœurs*, introduction, § 14, compare Tacite « à ces pédagogues qui, pour donner de l'émulation à leurs disciples, prodiguent en leur présence des louanges à des enfants étrangers, quelque grossiers qu'ils puissent être ».

(3) Dom Bouquet, *Fredegarii scholastici chronicum*, t. II, p. 432, § 48 : « Samo duodecim uxores ex genere Winidorum habebat, de quibus viginti duos filios et quindecim filias habuit. »

(4) Frédégaire, *op. cit.*, § 60, p. 437 : « Nomina concubinarum eo quod plures fuissent, increvit huic chronicae inseri. »

(5) Grégoire de Tours, *Historiæ Francorum*, liv. IV, § 18, p. 120.

pour contracter une nouvelle union avec l'épouse de Willulf (1). On condamne une malheureuse à tourner la meule au village de Marlheim et à préparer la nourriture des femmes qui habitent le gynécée : *trahens molam his qui in genicio erant* (2). La polygamie est donc d'usage répandu chez les Germains, de coutume si habituelle, que lorsque Clothaire apprend à Ingunde son union avec sa belle-sœur Arégunde, sa femme lui répond : « Que ce qui paraît bon à mon seigneur soit ainsi fait, seulement que ta servante vive toujours avec la faveur du roi (3). » Si la monogamie n'est pas observée, à plus forte raison les empêchements au mariage que l'Eglise avait tenté d'introduire, restent à l'état de lettre morte. Les rois épousent leurs belles-sœurs : Clothaire épouse Gontheuque, veuve de Clodomir, son frère, puis Wultrade, après la mort de son neveu Théodebald (4) ; Caribert prend Marcovève pour remplacer sa sœur Méroflède (5). La parenté au troisième degré, oncle et nièce, tante et neveu, ne constitue pas, à leurs yeux, un empêchement : Mérovée se marie avec Brunehaut, veuve de Chilpéric, son frère (6) ; Virus enlève sa tante Tétradie pour l'épouser, lorsque son oncle le tue (7). Les conciles

(1) Grégoire de Tours, liv. IX, § 13 (édit. Collon, pour les livres VII à X), t. II, p. 105.

(2) *Ibid.*, liv. IX, § 38, t. II, p. 133.

(3) *Ibid.*, liv. IV, § 3, p. 106. « Quod bonum, inquit, videtur in oculis domini mei, faciat; tantum ancilla tua cum gratia regis vivat. »

(4) *Ibid.*, liv. III, § 6, p. 80 ; liv. IV, § 6, p. 108.

(5) *Ibid.*, liv. IV, § 19, p. 120.

(6) *Ibid.*, liv. V, § 2, p. 147.

(7) *Ibid.*, liv. X, § 8, t. II, p. 161. Les exemples abondent. Cf. liv. VIII, § 36, t. II, p. 81 : Magnovald et sa belle-sœur ; liv. VII, § 3, t. II, p. 8 ; liv. IX, § 1, t. II, p. 91 : Recared et sa belle-mère Gonsuinthe.

de l'époque (1), destinés à réprimer la polygamie et à faire observer les empêchements de mariage, révèlent, par leur fréquence, leur peu d'efficacité et la survivance chez les Burgondes des mœurs primitives. Cet attachement est si profond que nous retrouvons encore au septième siècle des vestiges du régime matriarcal antérieur : c'est ainsi que Frédégaire reproche à la fille de Charles Martel d'avoir épousé le roi de Bavière sans le consentement de ses frères (2), que Childebart déclare la guerre au roi Amalaric pour venger les mauvais traitements dont il abreuve sa sœur (3). Le frère reste après le mariage le meilleur défenseur de la femme : Bertchram protège Berthegonde qui a déserté le foyer conjugal et plaide sa cause (4) ; Marcatrude qui en a été chassée trouve en son frère un vengeur, et le roi Gontran, pour prévenir cette attaque, le fait tuer (5).

Ces mœurs barbares attestent que les idées chrétiennes n'ont pas encore pénétré les âmes des envahisseurs et avec elles les principes gallo-romains : distinction entre le mariage légitime et illégitime, empêchements résultant de la parenté en ligne

(1) Conciles d'Agde, 506; synode d'Orléans, 511, canon X; Epaon (Bourgogne), 517, canon XXX; Lyon, 517; Orléans, 533; Auvergne, 535, canon XII; Orléans, 538, canon X; troisième synode de Paris, concile de Paris, édit de Childebart I^{er} prohibant les mariages entre certains parents (532, d'après dom Bouquet; 596, d'après Pardessus)...

(2) *Fredegarii scholastici chronicum continuatum pars III*, t. CXI, Dom Bouquet, p. 458. « Faciente consilio nefario novercæ... ad conjugium copulavit, contra voluntatem vel consilium fratrum suorum. » Le frère accorde la main de sa sœur. *Fredegarii scholastici chronicum*, t. XXXIV, p. 424.

(3) Grégoire de Tours, *op. cit.*, liv. III, X, p. 82.

(4) *Ibid.*, liv. IX, § 33, t. II, p. 127.

(5) *Ibid.*, liv. V, § 11, p. 161.

directe ou de l'alliance à un degré rapproché. Les Burgondes sont si peu civilisés que, bien qu'entourés de Gallo-Romains, qui ont une conception monogamique de l'union, ils conservent des usages dérivés du matriarcat primitif, il semble donc que l'enfant naturel doive posséder dans cette société une situation favorable.

Ce serait la conséquence logique des idées, des mœurs des Burgondes : aucune distinction ne devrait exister entre la filiation légitime et naturelle, tous les enfants, quelles que soient les unions d'où ils proviennent, mariage durable ou rencontre temporaire, femme ingénue ou esclave, devraient être admis à la succession paternelle.

Il en aurait été ainsi sans l'orgueil des races, la fierté de la caste héréditaire, qui formait le fond de l'âme germanique. Un mariage, pour produire des effets, ne saurait exister qu'entre personnes de même condition. Le principe n'est pas exprimé dans la loi Gombette, mais ressort des dispositions pénales qui châtent les unions disproportionnées : « Si une jeune fille de condition libre s'est volontairement abandonnée à son esclave, nous ordonnons qu'ils soient l'un et l'autre mis à mort (1). » « Si les parents de la jeune fille ne veulent pas lui infliger la peine qu'elle a méritée, elle perdra sa liberté et deviendra l'esclave du roi (2). » Punie de mort ou réduite en servitude

(1) Pertz : *Monumenta historiae germanica*, t. III, Legum. — *Liber constitutionum*, titre XXXV, § 2, p. 547. « Si vero ingenua puella voluntaria se servo coniunxerit utrumque jubemus occidi. » Traduction de Peyré, p. 64. — Cf. *Lex ribuaria*, titre LVIII, § 11, 15, 18, édit. Sohm, in-8°, p. 83 ; *lex Wisigothorum*, édit. Zeumer ; *Monumenta*, liv. III, titre I, § 1. p. 120.

(2) *Op. cit.*, *Liber constitutionum*, titre XXXV, § 3, p. 547 : « Quod si parentus puellæ parentem suam punire fortasse noluerint, puella libertate careat et in servitutem regiam redigatur. »

en cas d'union avec un esclave, la femme qui s'abandonne à un Romain ou un barbare n'est que « livrée à l'infamie... et l'homme condamné à payer une amende de quinze sous d'or (1) ». La peine portée contre l'un et l'autre complice varie donc avec le rang de l'homme ou, au cas d'inceste entre personnes libres, avec la gravité de la faute (2). Cette loi burgonde, si rigoureuse pour le mariage entre la femme libre et l'esclave, ne renferme aucune disposition concernant l'union entre deux personnes libres : l'enfant naît libre, ou entre l'homme libre et une femme esclave : le maître n'encourait pas même un blâme public, il usait de sa chose, l'enfant était un esclave.

Et c'est le sort réservé à l'enfant né d'union disproportionnée : que son père soit libre et sa mère esclave, l'enfant est esclave ; que sa mère soit libre et le père esclave, la femme perd sa liberté en vertu de l'idée que l'alliance avec une race inférieure constitue une souillure ; l'enfant né de deux esclaves est nécessairement esclave. L'absence des autres conditions du mariage : paiement d'un prix pour obtenir le consentement des parents (3), constitution d'une dot

(1) *Liber constitutionum*, *op. cit.*, titre XLIV, art. 1-2, p. 550. — Traduction de Peyré, p. 74.

(2) *Ibid.*, titre XXXVI, p. 547.

(3) Peyré, p. 96 : « Le mari donnait un sou d'or et un denier pour obtenir le consentement des parents. La prétention de faire déclarer nul le mariage contracté *sine consilio parentum* n'aboutit pas. » Cf. Grégoire de Tours, liv. IX, § 33, p. 128. — La loi Gombette présente deux dispositions qui traduisent une évolution, titre LXI, p. 560 (Pertz) : le mari est contraint de payer le prix du mariage aux parents, il peut se remarier. Dans le supplément de Sigismond, liv. CI, titre XIV, art. 1 et 2, p. 573 : le mari paie une amende, mais on ne parle plus de la faculté de se remarier. Le mariage est valide. Cf. Pardessus, *lex salica*, 13^e dissertation, p. 665.

personnelle à la femme pour assurer ses ressources en cas de prédécès du mari (1), ne semble pas influencer sur la validité, l'enfant qui en naît paraît légitime. L'enfant naturel né d'une mésalliance est donc esclave, en conséquence il ne possède aucun droit à la succession de ses auteurs. Cette hypothèse ne s'appuie sur aucun texte de la loi Gombette, mais elle est conforme à la logique et aux dispositions des lois environnantes : la loi des Bavares déclare que l'enfant de l'esclave n'hérite pas avec l'enfant légitime (2) ; il en est de même dans la loi des Ripuaires (3) et dans la loi salique (4). Nous voyons l'ingénu qui a épousé l'esclave d'autrui devenir l'esclave du maître de sa femme ; l'enfant issu de cette union naîtra esclave. Et les faits s'accordent avec les dispositions législatives. C'est ainsi que Mundéric, de race royale, est exclu de la succession des Etats de Clovis (5), que Gondoald, qui se prétend fils de Clothaire, sans que celui-ci veuille le reconnaître, est traité avec la même rigueur (6).

Saint Colomban refuse de bénir les enfants naturels de Thierry II : ils ne régneront jamais, dit-il, car ils sortent d'un mauvais lieu (7) ; Hermanfroy, roi de Thuringe, ne reconnaît pas Thierry, bâtard de

(1) On ne saurait alléguer la formule LII de l'appendice de Marculfe qui date d'une époque postérieure. La rédaction d'un *libellum dotis* n'apparaît qu'avec les Carolingiens.

(2) *Monumenta* (Pertz), t. III, Legum. — *Leges Baiuvariorum*, t. XV, § 9, p. 320. « Non enim heres filius ancillæ cum filio liberæ. »

(3) *Ibid.*, édit. Sohm, in-8°. *Lex Ribuaria*, chap. LVIII, § 11, 15, 18, p. 83. « Generatio eorum semper ad inferiora declinentur. »

(4) Pardessus, *lex salica*, 1^{er} texte, chap. xxv, § 5, 6, p. 14. — 7^e dissertation : *De l'esclavage d'après la loi salique*, p. 518.

(5) Grégoire de Tours, *op. cit.*, liv. III, § 14, p. 85.

(6) *Ibid.*, *op. cit.*, liv. VI, § 16, p. 214.

(7) Dom Bouquet, *Fredegarii sch. chr.*, *op. cit.*, § 36, p. 425.

Clovis, parce qu'il est serf et qu'il doit aspirer à la liberté avant de prétendre au trône (1). Aussi Frédégonde, veuve de Chilpéric, accusée d'avoir mis au monde un enfant adultérin, s'empresse de faire témoigner la légitimité du nouveau-né par trois prêtres et trois cents nobles (2). Les enfants naturels sont donc exclus des successions de leurs auteurs ; nés de mésalliances, « ils sont nécessairement serfs, parce qu'un de leurs parents appartient à cette condition ; ils sont étrangers à la famille du père ou de la mère et n'y sauraient prétendre aucun droit de succession (3) ».

Peuvent-ils recevoir d'une autre manière ? Rien ne s'opposerait à ce qu'ils reçoivent des donations. Le père qui a fait un partage entre vifs de ses biens, qui a donné à chacun des enfants sa part et s'en est réservé une, peut en disposer à son gré (4), en gratifier l'enfant naturel par libéralité soit entre vifs, soit à cause de mort. Mais le testament qui apparaît à

(1) *Monumenta*, édit. Waitz, in-8°, *Scriptores* : Widukindi rerum gestarum saxonicarum, liv. I, p. 10 et 11. « Mirari tamen non posse, quomodo usurpare vellet prius imperium quam libertatem : servum natum, et quomodo sui quæreretur dominium ? proprio servo non posse manus dare » — *Id.* Appendice. *De origine gentis sueworum*, p. 132.

(2) Grégoire de Tours, *op. cit.*, liv. VIII, § 9, t. II, p. 55.

(3) Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. III, p. 32 et suiv. — Cf. Kœnigswarter, *Essai sur la législation des peuples anciens et modernes relative aux enfants nés hors mariage*, p. 19. — Pertz, *Monumenta*, t. III, Legum, note, p. 320. — Médecin, *Etude historique sur la condition des enfants nés hors mariage à Rome et dans l'ancien droit français* (thèse), p. 147.

(4) *Monumenta*, t. III, Legum. — Loi Gombette, titre XXIV, art. 5, p. 544. « Si quis Burgundio filios habens tradiderit filiis portionem, de eo, quod sibi reservat, donare aut vendere, cui voluerit, habeat liberam potestatem. »

cette époque(1) n'a pas dû être d'un usage fréquent(2) parmi les Barbares attachés à la copropriété familiale, pénétrés de l'idée que chacun doit avoir les siens pour héritiers (3), inaptes à comprendre que la volonté d'un homme mort peut produire des effets de droit, avoir, après lui, une efficacité juridique énergique et féconde. Les modes de disposer pourraient permettre de le gratifier, mais nous doutons de la fréquence de ces libéralités en raison de l'orgueil de race, de la fierté de caste, qui dut animer le père et lui faire oublier l'existence du fils né d'une souche impure. Nous n'en trouvons pour le moment aucun exemple, alors qu'à l'époque suivante il en existe des preuves. Réciproquement la question de succession des parents à l'enfant naturel ne se pose pas : pour transmettre, il faut posséder un patrimoine.

Ainsi réduit à l'esclavage, privé de droits successoraux, incapable d'acquérir pour soi et de transmettre, telle est la situation malheureuse du bâtard chez les Burgondes. Et ce n'est pas la punition d'une infraction à la loi religieuse, la religion ne préside ni ne règle les conséquences du mariage ; d'une dérogation à la loi civile, le mariage durable, les exigences d'une vie morale sont des motifs inconnus

(1) *Monumenta*, loc. cit., t. XXIV, art. 4, p. 544. « ... Si quis filiorum matri per testamentum aliquid, aut donatione contulerit, mater exinde faciendi quod voluerit habeat liberam potestatem... »

(2) Cf. *Encyclopédie*, v^o testament, article de M. E. Champeaux. — Viollet, *Précis d'histoire du droit*, p. 738 : la solidarité morale de la famille est la base des droits successoraux *ab intestat*, c'est aussi le roc qu'usera peu à peu le flot montant du droit testamentaire. — Auffroy, *De l'évolution du testament des origines au treizième siècle*, p. 133.

(3) Tacite, *De la Germanie*, chap. xx : « Heredes tamen successores sui cuique liberi et nullum testamentum. »

d'eux. Ils tiennent uniquement compte « de la séparation héréditaire des castes, de la souillure originelle de l'esclave, de la nécessité de maintenir la séparation des rangs pour assurer le maintien et la conservation de l'État, pour empêcher la confusion des ordres. Mais le principe germanique va être attaqué de toutes parts sous les Mérovingiens, et ce sont les rois eux-mêmes qui donneront l'exemple de le fouler aux pieds (1) ».

(1) Lehuierou, *Histoire des institutions mérovingiennes*, t. I, p. 129.

CHAPITRE III

Les Mérovingiens.

Disparition de l'égalité nécessaire des conjoints pour le mariage. —

Causes : influence gallo-romaine ; chrétienne. — Evolution de l'esclavage vers le servage. — Mépris des castes des Mérovingiens.

Conséquence : droit successoral de l'enfant naturel de roi ; de simple particulier. — Libéralité testamentaire possible à son égard. — Restrictions.

Conclusion : situation favorable de l'enfant naturel, résultat de l'abaissement des mœurs.

Avec l'avènement des Mérovingiens, le principe que le mariage exige l'égalité de condition des conjoints perd son importance et la situation de l'enfant naturel s'améliore. Cette évolution devait arriver : en contact avec les Gallo-Romains, dont la civilisation était fort avancée, les Burgondes étaient obligés de subir leur influence. Or, les Gallo-Romains n'éprouvaient pas un tel respect pour la noblesse du sang ; aucune déchéance, aucune *capitis deminutio* n'atteignait l'homme libre qui s'unissait avec une affranchie ; seulement, en raison de la conception romaine de la famille, il ne possédait pas sur l'enfant la *patria potestas*. En même temps que le peuple vaincu faisait la conquête pacifique

des vainqueurs, les idées chrétiennes pénétraient dans la masse des Burgondes. Nouveaux convertis, ils éprouvaient un sentiment de crainte (1) devant l'évêque ou l'abbé; ils recueillaient avec avidité son enseignement, et, aux heures de repos, ils le méditaient; ils ressentaient le sentiment obscur d'une justice inconnue. Or, l'abbé, l'évêque, s'adressaient à tous, promettaient à chacun, quel que soit son rang, le royaume de Dieu, prêchaient à tous la résignation, inspiraient à tous la patience, la douceur, l'abnégation et la charité. L'esclave est le frère spirituel de l'homme libre, il participe aux mêmes sacrements, il a les mêmes droits à la récompense éternelle. Et, en particulier, le mariage chrétien est accessible à chacun, quelle que soit sa condition (2); il est valable entre personnes de castes différentes, même entre esclaves, mais avec le consentement du maître (3). Du reste, la condition de ces esclaves eux-mêmes tendait à s'améliorer, à se rapprocher de celle des colons, lides et affranchis, avec la fixité du domicile, le travail côte à côte sur le domaine des riches, le commencement de sécurité. Cette vie journalière de peines, supportées en commun par des hommes de classes diverses, amenait une fusion des conditions et insensiblement la transformation de l'esclavage en servage. Et ce mouvement ascendant des classes inférieures correspondait à un abais-

(1) Taine, *Les origines de la France contemporaine*, t. I, p. 5 et 6.

(2) Esmein, *Le mariage en droit canonique*, p. 98, n° 331. — Ce n'est qu'à partir du septième siècle que l'Eglise admit la validité du mariage entre personnes de castes différentes. Même à notre époque on conteste encore sa validité s'il était contracté par erreur entre homme libre et serve.

(3) Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 85.

sement des classes supérieures dont les rois mérovingiens donnaient les premiers l'exemple, en affichant le mépris des conditions : Charibert épousait deux servantes de sa femme : Marcovève et Méroflède, filles d'un ouvrier en laine (1); Théodebert, Bili-childe, une esclave que Brunehaut avait achetée à des marchands (2); Sigebert voyait avec indignation ses frères Chilpéric, Charibert et Gontran, « s'allier à des personnes indignes d'eux, et prendre pour femmes, à leur grand déshonneur, jusqu'à leurs servantes (3) ». Donné de si haut, l'exemple est suivi, et la femme est contrainte de se partager le cœur de l'homme, pris par des personnes de la dernière classe (4). L'orgueil de la caste disparaît, et, dès lors, l'enfant, né de ces unions entre conjoints de rangs disproportionnés, n'est plus considéré comme indigne, comme un étranger pour la famille. S'il est encore distingué de l'enfant légitime, traité même à l'occasion de bâtard (5), il acquiert néanmoins des droits successoraux dont nous avons la preuve pour la descendance royale. Dans une scène qui se passe en Bourgogne, l'évêque Sagittaire déclare que les fils naturels du roi Gontran ne peuvent posséder le royaume, parce que leur mère avait été prise parmi les servantes, ignorant que, *maintenant*, sans s'informer de la naissance des femmes, on appelle enfants du roi ceux qui sont engendrés

(1) Grégoire de Tours, *op. cit.*, liv. IV, § 9, p. 120.

(2) Dom Bouquet, *Fredegarii schol. chron.* XXXV, t. II, p. 424.

(3) Grégoire de Tours, *op. cit.*, liv. IV, § 20, p. 122 : « Quod fratres eius indignas sibimet uxores acciperent et per vilitatem suam etiam ancillas in matrimonium sociarent... »

(4) *Ibid.*, *op. cit.*, liv. IX, § 13, t. II, p. 105; liv. X, § 8, t. II, p. 161.

(5) *Ibid.*, *op. cit.*, liv. X, § 8, t. II, p. 163.

par le roi (1). — Ce texte est susceptible de deux interprétations : ou Sagittaire invoque le droit commun, qui exclue les enfants naturels de la succession paternelle, mais oublie que ce droit ne s'applique pas aux enfants de roi ; donc l'enfant du roi succéderait, l'enfant naturel de toute autre personne n'hériterait pas ; — ou Sagittaire fait allusion à la règle en usage à l'époque précédente, d'après laquelle l'enfant suit la condition de ses auteurs qui est la moins élevée ; par suite, le fils d'une servante serait incapable de succéder, serait-il fils de roi (2) ; mais il ignore que maintenant la règle est modifiée et que l'on s'attache à la condition du père. En tout cas, l'enfant du roi succède ; Thierry, fils aîné de Clovis, né d'une concubine, prend une part égale à celles de ses frères : Clodomir, Childebart, Clotaire (3) ; il est très probable qu'il en est de même pour tous les autres enfants naturels. S'ils sont successibles *ab intestat*, à plus forte raison, ils peuvent recueillir en présence d'une volonté expresse de leur auteur. Qu'on puisse les gratifier par libéralités entre vifs, ceci est certain ; en est-il de même par libéralités testamentaires ?

(1) Grégoire de Tours, *op. cit.*, liv. V, § 13 (20), p. 170. « Quod filius ejus regnum capere non possint, eo quod mater eorum ex familia Magnacharii quondam adscita registorum adisset ; ignorans quod, prætermisissis nunc generibus feminarum, regis vocantur liberi qui de regibus fuerant procreati. » — Reccared, fils d'une femme (probablement une servante car l'historien la distingue de la reine), succède à son père Leuvigild, roi d'Espagne. — *Ibid.*, liv. IX, § 1, t. II, p. 91.

(2) Réponse d'Hermanfroy, roi de Thuringe, à Thierry, bâtard de Clovis : il ne le reconnaît pas, parce qu'il est serf et qu'il doit aspirer à la liberté avant de prétendre au trône. *Monumenta*, édit. Waitz, in 8°. *Scriptores, op. cit.*, liv. I, p. 10 et 11.

(3) Grégoire de Tours, *op. cit.*, liv. III, § 1, p. 76.

Le testament s'était répandu en Bourgogne sous l'influence de l'Eglise. Le clergé recommandait aux fidèles l'aumône qui soulage les misères du pauvre et assure au donateur dans le royaume des cieux un trésor d'éternelles richesses (1). Ces exhortations revenaient à l'esprit des mourants, à la dernière heure, alors qu'il fallait réparer bien des fautes. Ils faisaient donc des libéralités aux pauvres, à l'Eglise, *pro remedio*, *pro compendio animæ* (2), mais ils n'oubliaient pas les héritiers légitimes qui auraient soutenu leurs prétentions par des moyens énergiques; ils songeaient même à effacer l'inégalité successorale des filles et à leur permettre de concourir avec les frères sur l'héritage paternel (3). Employé à l'origine par les prêtres : Widerad, abbé de Flavigny (721) (4), Leodegarius, évêque d'Autun (676) (5), le testament arrive à être fréquent dans la haute société mérovingienne : les gens qui accompagnent Rigonthé en Espagne, en prévision d'un voyage aventureux, font leurs testaments (6). Cet usage dut permettre d'appeler à la succession les enfants naturels, tout au moins à défaut de descendance légitime (7), et en

(1) Henri Auffroy, *Evolution du testament en France, des origines au treizième siècle*.

(2) Laurière, *Glossaire*, préface, p. xxxi.

(3) De Rozière, *Recueil général des formules usitées dans l'empire franc du cinquième au dixième siècle*, t. I, § 136 bis, p. 174 ; § 135, p. 173. Cf. *Lex Wisigothorum*, *Monumenta*, édit. Zeumer, *Legum*, t. I, liv. IV ; tit. II, § 20, p. 189.

(4) Pardessus, *Diplomata, Chartæ, Epistolæ*, t. II, p. 323.

(5) *Ibid.*, t. II, p. 173.

(6) Grégoire de Tours, *op. cit.*, liv. VI, § 32, p. 232. « Testamenta condiderunt... tamquam si iam essent sepulti. »

(7) De Rozière, *op. cit.*, t. I, formule cxxx, p. 166. « Lex et consuetudo exposcit ut quicumque personas naturales filios habuerit et alios plures non habuerit, si eos in sua voluerit instituere hereditate... liberam habeat potestatem. »

leur présence avec certaines restrictions, probablement dans les limites de la quarte falcidie (1). Mais ces testaments qui emploient la forme romaine (2) ne purent être l'œuvre que de l'élite des Burgondes. Un procédé plus simple et très usité, le partage entre vifs, devait permettre à la masse d'arriver au même but. Ce n'est qu'une hypothèse, qu'elle se soit réalisée, en pratique, nous le pensons, car sous l'influence des idées romaines et chrétiennes, de l'évolution sociale, le bâtard possède sous les Mérovingiens une situation favorable et des droits successoraux.

Fils de roi, il succède *ab intestat* à son père ; enfant de particulier, il est héritier, à défaut ou, à plus forte raison, en présence d'une volonté expresse de son auteur. Il profite donc de l'abaissement des mœurs, du relâchement des liens de famille, de toutes les causes de décadence qui apparaissent sous les Mérovingiens pour produire la plénitude de leurs effets sous les Carolingiens : à cette époque, on peut se demander si une ligne de démarcation existe entre les filiations légitime et naturelle.

(1) Pardessus, *Diplomata*, t. II, p. 280, § 474 ; 14^e dissertation : *Législation des successions chez les Francs*, p. 720.

(2) De Savigny, *Histoire du droit romain au moyen âge*, t. I, p. 209, p. 71 ; de Rozière, t. I, formule CCLXI, p. 318.

CHAPITRE IV

Les Carolingiens et les Capétiens.

Désordre de la société : Guerre. — Famine. — Mœurs. — Réaction de l'Eglise. — La bâtardise est une souillure. — Perte des droits successoraux de l'enfant naturel. — Capacité de recevoir des libéralités s'il est noble. — Germe de la distinction du bâtard noble et du bâtard roturier.

Charlemagne disparu, son empire éphémère s'effondre et la société présente un incroyable désordre. Ce ne sont que bandes de brigands qui tuent, brûlent, dévastent le pays : Henri de Bourgogne (1149) (1), Guillaume IV, comte de Nevers (1163) (2), Girard, comte de Mâcon (1180) (3), « débarrassent les voyageurs de tout ce qui ne fait pas partie intégrante de leur corps, les réduisent à un état de nudité absolue, afin sans doute qu'ils ne fussent plus exposés à la rapacité de seigneurs trop pillards qui auraient pu se trouver sur leur route (4) ». Chanoines et prélats guerriers foisonnent. Fulbert, dans une lettre à Hildegare (5), les représente soudoyant les troupes,

(1) Petit, *Histoire des ducs de Bourgogne*, t. II, p. 106.

(2) *Ibid.*, loc. cit., p. 143-158.

(3) *Ibid.*, loc. cit., p. 166.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 237 ; t. II, p. 15.

(5) Dom Bouquet, t. XI, præfatio, p. ccxxxij.

entourés de soldats, et plus habiles qu'aucun général dans l'art des exercices et des évolutions militaires. Halinard, abbé de Saint-Bénigne (1), Hugues de Chalons, évêque d'Auxerre (2), prennent les armes pour la défense de leurs intérêts temporels ou spirituels. Hugues Rainard, évêque de Langres, déguise même ses soldats, et vient sous l'apparence d'une paisible procession, précédée de croix, de gonfanons et d'eau bénite, prendre le bourg de Pothières qu'il met à feu et à sang (3). La terre dans ce désordre appartient à l'homme d'armes qui couvre de sa protection les misérables et défend leurs récoltes. Le vilain, jamais sûr de recueillir, s'abstient de semer, les vivres deviennent rares ; qu'une famine survienne comme celle de 1032, on en arrivera à vendre sur les places publiques de la chair humaine rôtie (4).

Cet état de guerre et de désolation favorise le relâchement des mœurs. Les nobles Bourguignons : les ducs Robert le Pieux (5), Hugues III (6), répudient à leur fantaisie leur épouse. Guillaume Talavas fait périr sa femme (7). Le clergé même ne donne pas

(1) Dom Bouquet, t. XI, p. 203.

(2) Petit, t. I, p. 112.

(3) *Ibid.*, *loc. cit.*, p. 179.

(4) Petit, t. I, p. 129. — Dom Bouquet, t. X, p. 48. — Procès de l'assassin de la forêt de Chatenai près Mâcon, qui massacrait les passants qui s'arrêtaient chez lui. Sur une dénonciation, on trouva « ce scélérat au milieu de quarante-huit têtes d'hommes dont il avait dévoré les chairs comme une bête féroce. »

(5) Petit, t. I, p. 165.

(6) *Ibid.*, t. II, p. 205.

(7) *Ibid.*, *loc. cit.*, p. 212. — De même Guillaume, comte de Poitou, t. I, p. 188. — Philippe 1^{er}, roi de France, épouse du vivant de la reine la femme du comte d'Angers, sa parente, t. I, p. 232 ; dom Bouquet, t. XIII, præfatio, p. LXIIJ.

l'exemple de l'austérité et de la vertu. Evêques et abbés d'une extrême jeunesse, désignés moins par leurs vertus ou leurs talents que par leur naissance, manquent de l'autorité et de la maturité d'esprit nécessaires pour réagir contre la simonie et le concubinage. Hugues de Breteuil, évêque de Langres ; Gerduin, archevêque de Sens ; Aimé, abbé de Flavigny ; Arnold, abbé de Pothières ; Manassés, archevêque de Reims, sont convaincus, soit d'avoir une conduite infâme, soit de vendre les dignités ecclésiastiques, et déposés au concile de Reims (1049) (1). Le concubinage des prêtres est si fréquent que leurs enfants sont considérés comme légitimes (2), recueillent leurs biens propres et les bénéfices ecclésiastiques (3). L'abbaye, l'évêché sont en effet considérés comme une chose patrimoniale. Garnier, abbé de Saint-Etienne, vend même, en 1124, son abbaye à l'évêché de Langres, sous réserve de la jouissance viagère d'une partie des revenus de cette église (4). Pour réagir contre le mal, il fallut l'énergie du pape Grégoire VII, qui, par de nombreux conciles (5), interdit aux prêtres simoniaques ou mariés l'exercice des fonctions ecclésiastiques, et défendit aux laïcs de communiquer avec eux. Malgré de vives résistances, la réforme de Grégoire VII, qui parut aux bons

(1) Petit, *op. cit.*, t. II, p. 150 et 195. — Dom Bouquet, t. XIV, p. 613.

(2) Dom Bouquet, t. XI, *præfatio*, p. CLXXJ.

(3) Dom Bouquet, *præfatio*, p. CLXXJ. — Petit, *op. cit.*, t. I, p. 151, note. L'évêque du Mans dote ses fils et filles avec les biens de l'Eglise.

(4) Petit, *loc. cit.*, t. III, p. 338. — De même, vente par l'évêque de Langres, du comté de Dijon, au roi Robert (1015), t. I, p. 91.

(5) Concile de Reims 1074, synode d'Autun 1077, Tours 1096, conciles de Valence 1100, Poitiers 1100, Troyes 1101, Autun 1130, Clermont-Sens 1140.

esprits d'alors inconsidérée, et lui valut les épithètes « d'hérétique et d'insensé (1) », triompha et aboutit finalement à une violente réaction, désastreuse pour l'enfant naturel.

La législation à cette époque reste sévère pour lui. Est-ce en raison de l'idée primitive qui considère la bâtardise comme une souillure ? Il le semblerait. Hugues Capet prétend que le fils d'une concubine ne doit pas être évêque et fait déposer en 991 Arnoul, évêque de Reims (2) ; les habitants de Bourges refusent de recevoir pendant cinq ans leur nouveau pasteur Gauzlip parce qu'il est bâtard (3). De même le chevalier, l'homme de bonne maison ne peut pas demander le témoignage d'un bâtard, alors qu'il peut recevoir la preuve d'un vilain (4). Accusé, l'enfant naturel n'a pas à sa disposition tous les modes de preuves, il ne peut recourir pour sa défense qu'aux épreuves judiciaires (5) et parfois au serment. Mais cette indignité présumée de l'enfant ne suffit pas à expliquer toutes ces incapacités, qui sont aussi une

(1) Dom Bouquet, præfatio, t. XIV, p. 4, et t. XI, præfatio, p. ciiij. Lettre des cleres de Cambrai, à ceux de la métropole de Reims, se plaignant de ce qu'on les oblige à vivre dans la continence, qu'on les réduise chacun à un seul bénéfice, de ce qu'on refuse d'ordonner leurs enfants ; t. XI, p. 444 : « Anonymi querela in gratiam nothorum. »

(2) Dom Bouquet, t. X, p. 220.

(3) *Ibid.*, t. X, p. 149.

(4) Giraud, *Revue historique de droit français et étranger*, 1857, t. III. — *Coutumier de Marniers*, chap. iii, p. 529. « Ensi que plusors dient se tu es bien nés, tu ne doit recevoir la proeue du bastart ; mais li doit dire : Je ne receuroie pas ta proeue por ce que tu es bastars. »

(5) *Coutumier de Marniers*, *loc. cit.*, chap. iii, p. 529 : « Li bastars se peut bien deffendre, mais il ne puet prouez a droit se par les sains ou par les iuis non. » — L'homme loyal jure par les saints (*Marniers*, chap. xiv, p. 541) ; l'homme déloyal par les saints ou par les iuis. Le iuise consistait à tenir dans la main un fer rouge

conséquence de la lutte que l'Eglise a entreprise contre les mœurs dépravées de ses membres et de la société laïque. Elle remet en vigueur ses lois antérieures qui notaient d'infamie les enfants de prêtres, les déclaraient inhabiles à succéder, qui s'élevaient contre les clercs qui avaient des femmes chez eux, contre les laïcs qui épousaient de proches parentes. C'est ainsi qu'elle brise les mariages incestueux de Robert, duc de Bourgogne (1), et de Philippe I^{er}, roi de France (2). Elle déclare les enfants issus de telles unions incapables de succéder (3). Seul le mariage légitime permet d'avoir des héritiers siens (4). Et ces dispositions rigoureuses de l'Eglise sont observées par la société.

Henri le Grand, premier des ducs de Bourgogne propriétaire, laissait à sa mort, en 1002, un enfant naturel, Eudes, et un beau-fils, Othe Guillaume, surnommé l'Etranger. Sa succession donna lieu à un conflit entre Othe Guillaume et le roi de France Robert le Pieux. Durant tout le débat, Eudes ne parut pas (5) et ne recueillit aucun domaine; alors que l'armée royale remontait en Bourgogne comme

pendant un temps déterminé; on y recourait en cas de meurtre. — Beugnot, *Assises de Jérusalem. Cour des Bourgeois*, préface lv. — Du Cange : « Juise, iuisium, proprie, purgatio vulgaris, seu per duellum, aut per ferrum candens, — sumitur que pro judicio ferri candentis. »

(1) Petit, *op. cit.*, t. I, p. 68.

(2) Dom Bouquet, t. XV, præfatio, p. v.

(3) *C. J. Canonici*, liv. IV, t. XVII, § 5. « Nati ex matrimonio contracto contra publicam honestatis justiciam illegitimi sunt et ab hereditate parentum excludendi... »

(4) *Canciani*, édit. 1785, t. III, liv. VII, p. 355, § 463 : « Taliter enim a Domino placebunt et filios non spurios sed legitimos atque hereditabiles generabunt. »

(5) Petit, *op. cit.*, t. I, p. 68-78. — Dom Bouquet, t. XI, præfatio, p. cxlvj.

un torrent dévastateur, il s'occupait tranquillement avec sa femme Ingola à relever une église ruinée dans le voisinage de Beaune. De même, Guillaume d'Ypres, fils naturel, n'hérite pas de Charles, comte de Flandre, et se voit évincer par Robert Clifton, parent éloigné (1). Mais si l'enfant naturel ne possède pas de droit successoral, il reçoit toujours quelque chose de son père par donation : Eudes porte le titre de comte de Beaune ; Guillaume, duc de Normandie, succède même à son père, mais avec l'assentiment de tous les barons et prélats (2). Ces faits, qui établissent l'incapacité successorale du bâtard de noble, laissent présumer *a fortiori* la même situation pour tous les autres. Très probablement, sous l'influence des idées chrétiennes, ils étaient considérés comme des étrangers, exclus de la famille, privés de droits successoraux actifs et passifs. Enfants d'esclaves, s'ils sont nés hors mariage, ils appartiennent au maître de la mère ; s'ils sont nés postérieurement, ils sont partagés entre les maîtres des deux auteurs (3). Plus généralement fils de serfs, ils sont de la même condition que leurs auteurs, misérables, mainmortables, heureux dans le désordre et la dévastation de se réfugier sous la protection d'un soldat. De même que le bâtard ne succède pas à ses parents légitimes, de même les fils légitimes du bâtard n'ont aucun droit à sa succession, en raison des principes du ser-

(1) Dom Bouquet, t. XIII, præfatio, p. xxxv.

(2) *Ibid.*, t. X, præfatio, p. clx.

(3) Archives départementales de la Côte-d'Or, G. 125, registre, charte 71. « Beraudus servus Widonis de Elena, videlicet ancilla sancti Stephani, de mala custodia, duos filios habuit..., quos sanctus Stephanus retinet dominico iure.. (mariage) tali conditione ut nascitura soboles a supra dictis domnis partiretur equaliter. »

vage. Cette règle de la réciprocité souffre une exception pour la descendance légitime de bâtards nobles (1) : ainsi, Henri de Bourgogne, marié avec la fille naturelle du roi Alphonse de Portugal, donne des descendants à la couronne ; il en est de même des enfants issus de Raymond de Saint-Gilles et d'Elvire, fille naturelle d'Edouard VI, roi d'Espagne.

Nous trouvons dès maintenant une différence accentuée entre le bâtard de noble et celui de roturier : le premier peut recevoir des libéralités, les transmettre à ses héritiers ; le second est privé de tous droits civils. Mais les uns et les autres sont incapables de succéder *ab intestat*, et cette incapacité, portée sous l'influence de l'Eglise qui veut punir les parents en la personne des enfants, subsistera pendant tout l'ancien régime.

(1) Petit, t. I, p. 225, 226, 229.

DEUXIÈME PARTIE

LES COUTUMES

CHAP. I^{er}. — *Le bâtard au quatorzième siècle.*

CHAP. II. — *Les coutumes au quinzième siècle.*

CHAP. III. — *Formalités qui suivent la mort du bâtard, bénéficiaires de sa succession, autres que le duc.*

CHAPITRE PREMIER

Le bâtard au quatorzième siècle.

Distinction du bâtard noble ; roturier ; condition de celui-ci ; main-morte. — Capacité restreinte.

Aucun droit de succession *ab intestat*, testamentaire. — Libéralités indirectes possibles.

Incapacité de transmettre : le duc lui succède. — Des successeurs préférables au fisc : femme, seigneur suzerain, censier, haut justicier. — Evêque, droit de prévention. — Charges de la succession. — Incapacité de transmission testamentaire.

Conclusion : Début de patrimoine de l'enfant naturel.

La distinction rencontrée l'époque précédente entre les bâtards de nobles et ceux des roturiers, subsiste au quatorzième siècle. Les uns, soumis à un droit rigoureux, sont serfs ; les autres, entourés de richesse, de considération, sont nobles. Cette contradiction s'explique par l'orgueil féodal : le rang du père couvre l'illégitimité de la naissance. Ainsi, les enfants naturels ont hérité sous les Mérovingiens et, dépouillés, à partir des Carolingiens, du droit d'être admis à l'hérédité paternelle, ils ont conservé le privilège de noblesse quand ils sont reconnus : le seigneur de Montrichard s'appelle Jean, bâtard de

Chalon (1); le bailli du comté de Bourgogne, signe fièrement ses lettres : Guillaume le Bastard de Poitiers (2); le Bâtard de Bourgogne, à son retour à Dijon, trouve au-devant de lui une députation de la municipalité, pour lui faire présent de vin, d'avoine et de cire (3), cadeaux alors réservés aux grands personnages (4), et quelques années après, il reçoit d'elle un présent, à l'occasion du mariage de son fils (5).

A côté de quelques privilégiés, l'immense majorité est frappée d'incapacités. Considéré, à raison de la bâtardise, comme une personne vile, l'enfant naturel ne saurait témoigner en justice pour autrui, ni employer tous les modes de preuves, lorsqu'il doit y paraître dans son intérêt (6). Drouet ne peut provoquer au duel judiciaire la femme de Jean, dit Hape, soupçonnée d'homicide, parce qu'il est bâtard (7). Son indignité lui fait refuser les dignités ecclésiastiques ; il faut une autorisation spéciale du pape Innocent IV, pour permettre aux bâtards Nicolas, Gui de Chablis, de recevoir les ordres sacrés (8). Malade, malheureux, l'accès des maladreries lui est interdit; il n'en

(1) Arch. départ., B. 11302, année 1386.

(2) Stouff, *Les comtes de Bourgogne et leurs villes domaniales*, ordonnance du 4 avril 1372, n° 42, p. 104. — Lettre du 4 déc. 1375, p. 80.

(3) Archives municipales, B. 164, Registre (années 1474-1477) : Antoine, bâtard de Bourgogne.

(4) *Ibid.*, loc. cit. La municipalité fait les mêmes présents à la duchesse de Savoie, cousine du roi, pour sa première venue à Dijon. — B. 165, au sénéchal de Normandie nommé gouverneur de Bourgogne en 1477.

(5) Archives municipales, B. 164, Registre (années 1474-1477).

(6) Giraud, *op. cit.* — *Coutumes de Bourgogne*, loc. cit.

(7) Ducoudray, *Les origines du Parlement de Paris*, p. 811.

(8) Petit, *op. cit.*, t. IV, nos 2506 et 2485.

franchit le seuil que grâce à l'éloquente pitié de Beaumanoir (1). Repoussé par la société, il est encore exclu de la famille, considéré par ses frères comme un étranger (2) ; en un mot, c'est une épave vivante.

« Se bastard a sa mansion sous aucun seigneur, il sera et demourra, sa vie durant, de la condition des autres du lieu, taillable, justiciable, explectable, soit en lieu de mainmorte ou de franchise (3). »

Le bâtard est donc serf, mainmortable, et il profite à notre époque de l'amélioration de cette condition. Toujours pressé d'argent dont il a le plus grand besoin pour mener une vie noble d'oisiveté, d'aventures, sans autres profits que les gains aléatoires de la guerre, à demi ruiné par les croisades ou les luttes fréquentes, le seigneur comprend qu'il est plus avantageux pour lui de laisser plus d'aisance à ses serfs, car « les mortemains et les formariages seront plus grands (4) ». Il connaît le proverbe « que celui qui une fois écorche ne tond ni deux ni trois fois ». Il autorise donc le serf à faire tous les actes non préjudiciables à ses intérêts ; il lui permet de « gagner par marchandise », c'est-à-dire d'amasser, puis de « vivre de ce qu'il a amassé à grief peine et à grand travail ». Comme le serf, l'enfant naturel peut acquérir

(1) Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, édit. Salmon, chap. lvi, § 1619. « Les maladreries furent fondées sur aumosne et pour le commun pourfit, pour dessevrer les sains des enfers de liepre... estoit li bastars crestiens et nés et nourris en la vile. »

(2) Ducoudray, *op. cit.*, p. 811. — *Olim*, t. I, p. 507. « De la Ragate refuse le frerage à un enfant qu'il renie pour son frère. »

(3) *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne antérieures à 1459*, § 19, édit. Bouhier.

(4) Beaumanoir, *op. cit.*, chap. xlv, § 1457 et 1458, édit. Salmon ; § 37, édit. Beugnot, p. 237.

ou vendre en franc lieu (1), donner, céder, échanger ou vendre son héritage, situé en lieu de mainmorte, aux gens de la seigneurie ou de la condition dont il est (2). Si l'acquéreur est un homme franc, le seigneur peut le contraindre, sans qu'il puisse opposer de prescription, à vider ses mains entre celles d'un de ses mainmortables, dans le délai d'un an et jour (3). A défaut, le duc reprendra le bien de mainmorte, en fera les fruits siens. C'est que le seigneur tient à posséder sur ses terres des mainmortables, soumis aux droits de chevage, formariage, mainmorte... et non des hommes francs, domiciliés dans une ville libre, exempts de ces droits. L'acquéreur n'a qu'un moyen d'éviter cette dépossession, c'est de mettre en en tête de son exploitation un homme de mainmorte. Le bâtard possède donc un embryon de capacité juridique, il peut acquérir, mais ce droit est bien limité, s'il n'a pour complément celui de transmettre aux enfants ou de recevoir des parents.

La faculté de recueillir ne semble pas avoir existé au profit de l'enfant naturel, et cette hypothèse, à défaut de texte, s'accorde avec l'opinion, qui lui est défavorable, et la généralité des règles coutumières de l'époque. Les *Etablissements de saint Louis* (4) qui contiennent les coutumes d'Anjou et du Maine,

(1) *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne antérieures à 1459*, art. 20 : « Bastard puet acquerir en franc lieu et vendre quand il lui plaist sans licence. » *Consuetudines generales antiquæ ducatus Burgundiæ*, CII.

(2) Droit reconnu par la coutume de 1459, art. 10, tit. IX.

(3) Le délai d'an et jour correspond à la distinction entre la possession et la propriété.

(4) *Etablissements de saint Louis*, Viollet, l. I, chap. CII, p. 173. « Bastarz ne puet riens demander ne par lignage ne par autre raison, par sa mauvaïse condicion. »

la *Somme rurale* (1), résumé des usages d'Artois, de Flandre et de Picardie, les *Coutumes de Beauvoisis* (2), les *Assises de Jérusalem* (3) sont unanimes à reconnaître que le bâtard n'a « droit en nul descendance ».

Privé de droits successoraux *ab intestat*, il n'est guère mieux traité au point de vue testamentaire. Dans le silence des coutumes, il nous est permis de croire que les legs adressés à tel enfant naturel déterminé ont été très rares, du moins nous n'en avons trouvé aucun exemple dans les Archives départementales de la Côte-d'Or. Les testaments, en majeure partie de prêtres ou de hauts personnages (4), contiennent surtout des dons aux églises, des fondations de messes, la réglementation de la cérémonie funèbre, et c'est seulement après, que le testateur fait quelques legs « à sa bien amée compaigne et femme », à des écuyers, arbalétriers, aux hôpitaux, « à l'ospitaul du Saint Esperit de Dijon » où les enfants recueillis, la plupart bâtards, se trouvaient réunis (5). Mais il est probable que dans le duché, il y a eu des libéralités indirectes en leur faveur, comme nous en trouvons dans le comté.

(1) *Somme rurale*, chap. xcv. « A illégitime ne peut riens eschoir », p. 543, édit. 1603.

(2) *Coutumes de Beauvoisis*, édit. Salmon, chap. xviii, § 596, p. 293. « Bien sachent tuil cil qui sont bastart... qu'il n'ont droit en nul descendance. »

(3) *Assises de Jérusalem*, cour des Barons, chap. clv, p. 253.

(4) De Charmasse, *Cartulaire de l'église d'Autun*, B. 16, f^o 149, comté de Mâcon. Sur trente-trois testaments : vingt-deux de prêtres, dix de nobles ou de juristes, un de roturier (1250-1397).

(5) Sur les legs, cf. de Charmasse, *op. cit.*, testament de Richart de Montbéliard, p. 199; p. 393 et 225. — Arch. municipales, L. 340, f^{os} 198-204.

Les testaments de l'officialité de Besançon (1) nous offrent des mentions qui équivalent à des reconnaissances, et qui constituent pour les héritiers légitimes des obligations morales de leur fournir les choses de première nécessité. De là les noms de *nutriti*, nourris, d'*alumni*, pour les désigner. Des frères ou sœurs légitimes ont pour eux une certaine sollicitude : Jeanne de Sainte-Croix, dame de Montrond, lègue à sa sœur naturelle cent florins « pour li aydier à se marier » (8 août 1383); Jeanne de Faucoigny donne à Agnès, sa sœur naturelle, cinquante livres de rente perpétuelle, une maison, une grange... sis à Faucoigny, à Jean, dit Crolière, à Henri, dit le Put, « ses frères naturels », le rachat des terres tenues en fief, à Henry, un verger à Faucoigny... à Jean de Maiserès, à Jean et à Thiébault... « ses frères naturels... » (20 mars 1372); Hugues de Besançon, curé de Scey, donne cent sous à Jean « nourri » de son oncle Gauthier, official de Besançon (20 novembre 1333). Il est donc probable que dans le duché les enfants naturels ont été aussi l'objet de libéralités indirectes tout au moins jusqu'à concurrence de leur nourriture. Cette hypothèse n'est pas contredite par les règles que formulent à la même époque Loisel (2) et Beaumanoir (3), et surtout elle est conforme au principe de justice : celui « qui fait l'enfant doit le nourrir ». Ce n'est qu'une conjecture, comme toutes les solutions que nous avons présentées concernant la succession de l'enfant naturel à

(1) Testaments de l'officialité de Besançon, édités par Robert Ulysse.

(2) Loisel, *Institutes coutumières*, liv. I, t. I, art. 143.

(3) Beaumanoir, *op. cit.*, chap. xviii, § 597, p. 293.

ses parents, plus certaines sont les règles qui régissent la dévolution de ses propres biens.

La Coutume de Bourgogne déclare en effet que le duc succède aux bâtards : « Messires li dux a en sa terre l'eschoïcte des bastards (1)... » Les principes de la mainmorte permettent d'expliquer son droit : le duc a concédé un domaine mainmortable, il réunit au décès du preneur le domaine utile au domaine direct. Quant aux autres biens : choses personnelles, héritage situé dans le duché, que le bâtard a tenu d'un autre seigneur qui dépend du duc, il en hérite en vertu de son droit de souveraineté, de son titre de seigneur supérieur (2). Mais si le bâtard possédait un fief, ou une censive, dépendant d'un seigneur haut justicier autre que le duc, celui-ci pouvait recueillir les biens, mais devait en investir dans l'an et jour un de ses serviteurs (2). Le seigneur qui a le domaine direct, et celui qui est propriétaire de la censive n'éprouvent aucun préjudice, ils touchent l'un le droit de relief, l'autre le cens. Le duc, en raison de son droit de souveraineté, jouit des revenus

(1) Giraud, *Histoire du droit français au moyen âge*, t. II : *Coutumes de Bourgogne*, § 198, p. 302. — Cf. Stouff, *Revue bourguignonne*, 1904, t. XIV : *Costumes de Bourgoingne faites par Jean Vaichet*, § 33. — Bouhier, *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne antérieures à 1459*, § 21.

(2) Bouhier, *Anciennes coutumes antérieures à 1459*, art. 21. « ... Et s'il avoit heritage qui fut audit duché et justice et muet de mondit seigneur, ledit heritage lui escherra mesmes en main morte d'autrui, car main morte ne autre servitude ne li puet empeschier pour le droit de sa baronie. Mais si ledit heritage estoit d'autrui fief ou d'autrui cens ou fief en autre justice, ledit heritage lui escherra en telle manière qu'il l'ostera de sa main dans l'an et jour et y mettra des serviteur. Et ces choses devant dites sont à entendre, se li bastard estoit homs de Monseigneur le Duc au tems qu'il alla de vie à mort, car s'il estoit homs à autrui, mondit seigneur ne demanderait riens en l'eschoïcte ne en ses biens. »

pendant une année et place un de ses hommes qui s'enrichira de la culture des terres d'autrui. Une seule exception à son droit : lorsque l'enfant naturel, homme d'autrui, meurt dans le duché, le duc n'a aucune prétention sur ses biens. — Ainsi, d'une façon générale, en raison de son droit supérieur de souveraineté, le duc est le successeur du bâtard.

Le principe ne souffre-t-il pas de restriction ? L'enfant, issu d'une union régulière, ne peut-il pas succéder à son père bâtard ? Il ne nous le semble pas. L'article 198 du coutumier de Giraud est formel : « Messire li dux a en sa terre l'eschoicte des bastards (1)... » Nulle mention des droits successoraux des enfants, et cette lacune est voulue, elle ne résulte pas d'un oubli du rédacteur qui, dans la disposition suivante (§ 199) (2), parle précisément des bâtards qui ont des enfants. Le rédacteur a donc parfaitement songé à eux, et s'il ne mentionne pas leur droit, c'est qu'ils n'en possèdent pas.

Le duc succède donc au bâtard en principe ; pour que la descendance légitime soit préférée, il faut une concession spéciale de sa part. C'est précisément la clause que nous rencontrons dans la charte d'affranchissement de Meuvy et de Bassoncourt (3). Dans ce contrat, dont tous les articles dérogent au droit commun, pour qui la servitude est le principe, et la liberté l'exception, « l'échute du bâtard appartient

(1) Giraud, *Histoire du droit français au moyen âge*, t. II, § 198, p. 302.

(2) *Ibid.*, § 199, p. 302 : « Du bastard qui estoit mariez et avoit enfans... »

(3) Garnier, *Chartes de communes et affranchissements en Bourgogne*, t. II, p. 478. — Arch. départ., B. 11476.

au seigneur, à moins qu'il ne laisse des enfants légitimes »; la descendance légitime est préférée au seigneur, telle est la disposition exceptionnelle, la règle générale sera donc : le seigneur prime les hoirs légitimes.

Si le duc les prime, il semble que personne n'ait des droits plus forts à invoquer à l'encontre des siens. Et pourtant cette succession peut lui échapper en tout ou en partie, soit par le fait du bâtard, soit par son propre fait.

Que l'enfant naturel se marie, puis vienne à décéder, la femme aura droit au douaire et à moitié des meubles et acquêts, puisque, même en cas de forfaiture, ces reprises sont exercées (1). Au fond, le duc éprouve une perte légère, car le droit de la femme est viager (2) et les biens provenant du mari lui feront nécessairement retour. La privation est, au contraire, définitive lorsqu'il se trouve en présence d'un autre seigneur censier ou suzerain.

Il est évident que le duc n'a pas à recueillir l'eschoite ou les biens du bâtard, homme d'un autre seigneur suzerain, lorsqu'il vient à décéder par hasard dans le duché. Quel droit pourrait-il invoquer ? Mais si l'hypothèse à peu près inverse se présentait : le bâtard, homme du duc, à la tête de diverses censives, dont certaines appartiennent à d'autres seigneurs, vient à mourir. Le duc recueillera l'héritage

(1) Giraud, *Histoire du droit français*, t. II : *Coutumes de Bourgogne*, § 202, p. 302. « Se li sires prent les biens de l'omme forfait... toutes voies se il a femme, elle ne pert point son douaire ne son acquet par la coustume de Bourgogne. » — Le douaire consiste en la moitié des héritages du mari (*Coutumes de 1459*, t. IV, art. 6).

(2) Bouhier, *Autres coutumes générales du duché de Bourgogne*, § 34 : « ... La femme haura la moitié des biens meubles et non meubles... lesquels biens li femme tenra aï sa vie tant seulement. »

à condition de mettre, dans un an et jour, un homme pour remplacer le vassal ou le censitaire. Qu'importe, en effet, à ces seigneurs d'avoir un serviteur, choisi par leurs soins ou ceux du duc, pourvu que le droit de relief soit acquitté, la foi ou l'hommage prêté. Il est utile, au contraire, de faire reconnaître un droit de souveraineté, qui permet de recueillir un héritage, d'en jouir pendant une année, et de substituer un client nouveau à l'enfant naturel. C'est également pour faire reconnaître son droit et en récolter les profits que le seigneur haut justicier, dans les terres de qui le bâtard criminel réside, entend le juger, le condamner, et profiter de la confiscation (1). Il s'agit d'appliquer le principe : celui qui confisque le corps, confisque les biens (2). Le coupable, peu importe sa qualité de bâtard, est châtié corporellement et privé de ses biens qui sont acquis à la haute justice. Seulement elle ne recueille les héritages du condamné qu'autant qu'ils sont situés dans la seigneurie même. Les autres seigneurs voisins veulent, en effet, être maîtres absolus chez eux et ne peuvent pas permettre l'acquisition d'héritages, de biens mainmortables, sur leurs propres terres. C'est de cette époque que date la maxime : « Un seigneur de mainmorte n'acquiert point sur un autre », qui passa dans la Coutume de 1459.

La confiscation porte-t-elle sur la masse entière des biens du coupable, souvent confondus avec ceux

(1) Giraud, *op. cit.* : *Coutumes de Bourgogne*, *loc. cit.*, § 199 : « Du bastard qui estoit mariez et avoit enfans, qui estoit homs justiciable à la princepce de saint Julien, lequel a esté pendus, ou l'eschoiete doit estre à monseigneur ou à la princepce, la forfaiture sera au seigneur de la justice, non mie à monseigneur. »

(2) Bouhier, *Coutumes de 1459*, t. II, art. 1^{er}.

de la communauté? Le mari est maître de la communauté, mais il n'en est maître que pour en bien user; il ne serait pas juste que sa faute, son délit obligeât sa femme. Le crime du mari portera donc sur la moitié des biens de la communauté, l'autre partie franche et libre reviendra à la femme (1).

Cette même idée, que la justice ne doit frapper que le coupable, aurait dû faire désintéresser les créanciers, qui ne doivent pas supporter les conséquences du crime de leur débiteur. On n'alla pas jusque-là. Craignait-on une entente frauduleuse pour soustraire des biens à la confiscation? Le droit souverain du seigneur, haut justicier, ne subit aucune restriction des créanciers (2), qui ne furent probablement désintéressés qu'en vertu de concessions spéciales.

C'est également par de telles concessions, accordées, nous le supposons, moyennant bonnes finances, que le duc peut voir l'eschoite du bâtard lui échapper. Ainsi, d'un accord intervenu entre Robert II, duc de Bourgogne, et l'abbé de Cluny, en 1288, au sujet de l'échute du bâtard à Gevrey, on décida qu'elle « demoroit et soit esdiz religieux et que nos dois or avant ne puissons avoir eschoite de bastart en la ville de Gevrer de quelque lieu que li bastarz soit (3) ».

Si la composition intervenue manque parfois, il

(1) Giraud, *Histoire du droit français*, t. II, *loc. cit.*, § 202 : « Se li sires prent les biens de l'homme forfait..., se il a femme, elle ne pert point son douhaire ne son acquet pour la coustume de Bourgoingne. »

(2) *Ibid.*, § 202. « Se li sires prent les biens de l'homme forfait il ne paie rien des debtes de celui qui fit la forfaiture... »

(3) *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, t. VI, p. 767, édit. Bernard et Bruel — Arch. départ., B. 11643.

nous reste la prétention de certains seigneurs à l'encontre des droits du duc. C'est ainsi que Guillaume de la Trémouille, seigneur de Bourbon-Lancy, prétend avoir les droits de haute justice, de grâce et de bâtardise dans « sa châteltenie » et que Philippe le Hardi doit lui en permettre l'exercice temporaire, tandis qu'il ouvre une information sur cet usage affirmé immémorial (28 octobre 1375) (1). Jean, sire de Choiseul, accorde une charte d'affranchissement à Meuvy et à Bassoncourt, confirmée par Eudes IV, duc de Bourgogne, dans laquelle il stipule que l'échute du bâtard appartiendra au seigneur, à moins qu'il ne laisse des enfants légitimes (1333) (2). Mais ces prétentions de quelques seigneurs disséminés, reconnues à la suite de concessions réciproques, sont moins funestes au duc que celles élevées par le clergé.

Ce n'est qu'une phase particulière de la lutte générale qui, au moyen âge, mit aux prises les juridictions laïque et ecclésiastique, pour aboutir au triomphe des premières. Non seulement les évêques avaient émis la prétention, en Bourgogne comme dans le reste de la France, d'avoir compétence, exclusive au pénal et limitée au civil, sur les membres du clergé, mais ils voulaient encore recueillir les biens des prêtres bâtards décédés *ab intestat*. Se fondaient-ils sur la présomption que toutes les acquisitions, faites par eux après leur ordination, ont été opérées au moyen de deniers donnés à l'Eglise, que ce patrimoine appartient plus à elle qu'à son représentant, qu'elle doit

(1) Arch. départ., B 1, 534.

(2) Garnier, *Charles de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, t. II, p. 478. — Arch. départ., B. 11476.

hériter au décès de ce dernier des biens dont elle est la véritable propriétaire et le prêtre l'usufruitier ? S'appuyaient-ils sur la confusion existant entre la confession et le legs pieux (1), qui forment alors un tout indivisible, pour dire que le clerc mort *ab intestat*, sans faire de legs pieux (2), sans recevoir les derniers sacrements, est un criminel, que le tribunal ecclésiastique, seul compétent, ne peut punir qu'au moyen d'une confiscation réalisée à son profit ? Les évêques de Chalon, d'Autun, saisissaient les biens des clercs bâtards morts *ab intestat*, au grand préjudice des intérêts du duc. Des transactions intervinrent. En 1280, une sentence arbitrale rendue entre l'évêque de Chalon et Robert, duc de Bourgogne, décida que les biens du prêtre bâtard, mort *ab intestat*, appartiendraient, les meubles à l'évêque, et les immeubles au seigneur temporel (3). C'était un succès pour le duc, car la principale richesse économique consiste dans la terre, qui est le bien de famille, tandis que le meuble, fragile, périssable, de moindre valeur, est le conquêt de l'individu. Même discussion avec l'évêque d'Autun. La transaction intervenue entre Eudes (probablement Eudes IV, mort en 1351) et l'évêque prévoit trois hypothèses : ou le clerc bâtard s'est marié, et la succession appartient pour le tout au duc de Bourgogne ; ou il est resté célibataire, et le duc prendra

(1) Viollet, *Etablissements de saint Louis*, introduction, p. 129. « Mourir sans confession et mourir sans testament étaient deux expressions synonymes. — *Etablissements*, liv. I, chap. xciii, p. 151.

(2) Le clerc bâtard a le droit de tester. Cf. p. 66.

(3) Perreciot, *De l'état civil des personnes et de la condition des terres dans les Gaules*, t. II, p. 76. — *Histoire de la Bourgogne*, t. II, p. 469. — *Preuves*, p. 48, col. 2. « Si vero bastardi clerici intestati obierint, bona ipsorum mobilia ad ordinationem episcopi pertinebunt ; bona vero immobilia, absque ulla contradictione dieti episcopi pertinebunt ad dominum temporalem. »

les immeubles et partagera les meubles avec l'évêque ; ou le clerc était *in sacris*, la succession appartiendra pour le tout à ce dernier (1). Cette attribution des biens s'explique en raison de la prédominance du caractère religieux ou laïc du clerc : marié, il appartient plus à la société qu'au clergé, le droit commun doit régir sa succession qui reviendra au duc. Bien entendu, la femme prendra, en vertu des principes généraux, son douaire et la moitié des acquêts. *In sacris*, c'est-à-dire ordonné prêtre, diacre ou sous-diacre, il est soumis à la législation ecclésiastique et l'évêque recueille l'échute. Enfin, pour le clerc non marié, il y a un partage tout à l'avantage du duc.

Ces accords sont, il est vrai, loin d'être toujours observés par les parties ou par les tiers : Philippe Corberon, châtelain de Beaune et Pommard, s'empare des biens de messire Guillaume Petite, prêtre bâtard décédé à Beaune, au détriment des droits de l'évêque d'Autun (2) (Cour de Dijon, arrêt du 9 octobre 1412) ; l'évêque d'Autun, d'autres seigneurs ou barons, prétendent avoir toute juridiction en certains lieux

(1) Bibliothèque municipale de Dijon, 993, manuscrit, fonds Baudot, 76, f° 14, *Ordonnances du duché de Bourgogne* : « Par composition ici pieca faicte entre mon seigneur le duc Odes jadis duc de Bourgoigne et mon seigneur levesque d'Ostun, la succession des bastards clercs mariés alans de vie à trespas sans hoirs de leurs corps en Bourgoigne formés en loyal mariage, compete seul et pour le tout à mondit seigneur le duc tant audit duchié que es terres que tient ledit monseigneur d'Ostun en mondict duchié.

» Item la succession des bastards clercs non mariés, alans de vie a trespas es termes et limites desues dictes, la moitié des meubles sera a mondit seigneur le duc et l'autre moitié à mondit seigneur d'Ostun.

» Item la succession des clercs bastards morans eulx estans *in sacris*, es terres et termes dessus dicts compete seul et pour le tout a mondit seigneur d'Ostun tant que touche lesdicts meubles... »

(2) Depringle, *Commentaire de la coutume de Bourgogne*, édit. 1665, p. 339.

de la Bourgogne, dans certains endroits d'Autun, s'ils préviennent la justice ducale négligente. La discussion n'est pas encore close au quinzième siècle, puisque Chasseneuz donne son avis et refuse de reconnaître la compétence de la justice seigneuriale par prévention (1).

Au fond, le fisc est le véritable héritier et, malgré quelques exceptions, quelques droits préférables, ceux de la femme, du seigneur haut justicier, de l'évêque ou des seigneurs, la règle générale n'en subsiste pas moins : « Messires li dux a en sa terre l'eschoicte des bastards et doit paier la sépulture. »

Le duc est l'héritier, mais il doit supporter certaines charges, acquitter les frais de sépulture (2) : enterrement, service religieux... et les dettes du défunt (3), à concurrence de la valeur des meubles. L'individu a un pouvoir absolu sur le meuble seul, qui est sa propriété propre, qui ne semble pas susceptible d'une possession prolongée, ou de devenir le patrimoine du lignage, par suite qui répond de ses dettes. Au contraire, l'héritage ne sert pas de garantie au créancier, c'est dans les idées du temps, moins la propriété de l'individu que celle de la famille ou celle du duc, lorsqu'il s'agit d'un bâtard. L'individu n'est maître de la terre, qu'à condition de ne pas compromettre l'immeuble qu'il a reçu de

(1) Chasseneuz, *Consuetudines ducatus Burgundiæ*, édit. 1616, p. 1306.

(2) Giraud, *Histoire du droit français*, loc. cit., § 198, p. 302. — Stouff, *Revue bourguignonne*, loc. cit., *Coutumier de Jehan Vaicheret*, § 33 et 58.

(3) Bouhier, *Anciennes coutumes du duché antérieures à 1459*, § 21. « ... Et doit paier leur sepulture et ses meubles lui escherront purement et absolument, desquelx il paiera les dettes raisonnables. »

ses ancêtres et qu'il doit transmettre à ses enfants.

Mais cette obligation de ne pas exposer le patrimoine familial, n'a de l'intérêt qu'autant qu'on peut le transmettre. Or, le bâtard ne possède pas cette faculté *ab intestat*, et son droit de faire des libéralités testamentaires nous semble fort douteux. Une distinction s'impose : certains enfants naturels ont possédé cette faculté. Ainsi, la sentence arbitrale intervenue en 1280, entre Robert, duc de Bourgogne, et l'évêque de Chalon, au sujet du partage des biens des clercs bâtards décédés *ab intestat*, stipule que les clercs bâtards auront le droit de tester (1). Si les clercs peuvent faire un testament, à plus forte raison les enfants naturels nobles, qui sont entourés de richesse et de considération, possèdent ce droit. Quant aux autres, qui sont mainmortables, qui ne peuvent accomplir des actes préjudiciables au maître de la personne ou des biens, qu'en vertu d'un consentement exprès, il leur était probablement possible de faire des legs pieux, à concurrence de cinq sols (2), *pro remedio animæ*. Nous ne trouvons, à notre époque, aucun exemple de testament d'enfant naturel en Bourgogne, bien que sur les confins, à Bourges, il en existe dès 1270 (3) et 1327 (4). Le droit, pour le généralité des enfants naturels, de faire un testament, n'a pas existé dans le duché à la fin du quatorzième siècle.

(1) Perreciot, *op. cit.*, t. II, p. 76. — *Histoire de Bourgogne*, t. II, p. 469. Preuves, p. 42, col. 2 : « Bastardi clerici de bonis suis sicut alii christiani poterunt condere testamentum »

(2) *Etablissements de saint Louis*, liv. I, chap. ci, p. 72, édit. Viollet.

(3) *Olim*, t. I, p. 84, XVI. — Testament de Jean de Vendôme, bâtard, validé au Parlement de Paris.

(4) Perreciot, *op. cit.*, t. II, p. 469.

Par contre, cette époque qui a comblé de faveurs l'enfant naturel noble, a permis, sous la pression des circonstances économiques, au bâtard mainmortable d'améliorer sa condition : capable d'aliéner entre vifs des meubles ou des biens situés dans une terre franche, de disposer de son héritage mainmortable avec un serf de la même seigneurie, il acquiert un embryon de pécule et tous ses efforts tendront à le transmettre à ses enfants. En présence d'une noblesse toujours à court d'argent, le bâtard mainmortable, qui commence à s'enrichir, doit gagner une situation plus favorable au siècle suivant.

CHAPITRE II

Les Coutumes au quinzième siècle.

Réaction contre la situation privilégiée du bâtard noble : privation de la noblesse ; opinion favorable au bâtard roturier.

Incapacité de succéder à ses auteurs *ab intestat* ou testamentairement : ses enfants peuvent être gratifiés par l'aïeul.

Incapacité de tester. — Capacité de transmettre à ses enfants. — A défaut d'hoir légitime, droit du duc. — Charges des successions : services personnels. — Legs. — Dettes.

Au début du quinzième siècle, la grande différence qui séparait, à l'époque précédente, le bâtard noble du roturier subsiste : nous trouvons de nombreux enfants naturels nobles, riches, considérés, occupant de brillantes situations. Citons au hasard de nos recherches : Jean, bâtard de Mirebel, lieutenant général du bailli de la Montagne (1) ; Jean, bâtard de Vergy, sire de Richecourt et Cusey (2) ; Jean de Perrigny, sire de Perrigny et d'Osannote (3) ; Guillaume, bâtard de Beaufremont, sire de Rouvrayles-Molinot (4) ; Jean, seigneur de la Trémouille, de

(1) Arch. départ., G. 22, 21 mai 1455.

(2) *Ibid.*, B. 11383 ; B. 11371.

(3) *Ibid.*, B. 11349.

(4) *Ibid.*, B. 11376.

Jonvelle et de Bresche, grand maître d'hôtel et premier chambellan des ducs Jean et Philippe le Bon, chevalier de la Toison d'Or (1). C'est la parenté de ce dernier duc : sa sœur naturelle Philippine de Bourgogne (2), sa descendance : Baudouin, sire de Navilly et des Montous (3) ; Catherine, mariée à Humbert de Lureuil, seigneur de la Ceuille (4) ; Marie, épouse de Pierre de Beauffremont, comte de Charny (5). C'est Jehanne, bâtarde de Bavière, « cousine » de Philippe le Bon, qui la représente lors de son mariage avec Jean de Salins (6). Par contre, le bâtard de roturier est mainmorable, malheureux, vu avec défaveur, frappé d'incapacité.

Cette trop grande différence fut la cause d'une réaction, dans le milieu du quinzième siècle, qui aboutit à une assimilation des uns et des autres. Les enfants naturels de nobles sont frappés dans leur qualité : Chasseneuz nous apprend qu'eux et leur descendance légitime n'héritent pas de la noblesse « *quod ex infecta radice fructus non producitur* (7) ». A défaut du privilège de naissance, la possession d'un fief aurait pu leur conférer cette qualité. Seulement on déclare, qu'à moins d'une concession spéciale du prince, les nobles seuls peuvent acquérir un fief (8). Des sanctions rigoureuses assurent l'exécution de ces règles :

(1) Garnier, *op. cit.*, t. III, p. 7.

(2) Arch. départ., B. 1677, années 1440-1447.

(3) Garnier, *op. cit.*, t. III, p. 101.

(4) Arch. départ., B. 300 *bis*, reg. B. 1358.

(5) Garnier, *op. cit.*, t. II, p. 137.

(6) Arch. départ., B. 300, 1442 : « Phelippe par la grâce de Dieu duc... tant en notre nom comme pour et au nom de damoiselle Jehanne, bastarde de Bavière, notre cousine... »

(7) Chasseneuz, *Consuetudines ducatus Burgundiæ*, édit. 1616, p. 1315.

(8) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1315 et 1382, § 68.

le bâtard qui veut les enfreindre perd son fief qui est confisqué. La noblesse devient donc un corps fermé pour lui. En fait, il y eut des tolérances, et, en Bourgogne, bien que le bâtard ne puisse pas porter les insignes de la noblesse, on le tient pour noble, on lui permet l'usage du nom, des armes de la maison, mais avec une barre transversale qui commence à gauche et finit à droite (1). L'enfant naturel de Rollin, bailli d'Autun, porte des armes barrées, qui témoignent d'une tache, afin que sa descendance ne soit pas comptée par erreur parmi les nobles. Cette tolérance est sans valeur légale, et l'enfant que ses parents nobles font légitimer reçoit des lettres avec l'intitulé : « Lettres de légitimation ensemble de noblesse. » Ainsi Sébastien et Claude Rabutin, dont le père a été « avoué, extrait, procréé et donné de la maison de Rabutin », mais dont il n'osa prendre le nom et le titre, comme aujourd'hui « Christophe de Rabutin, baron de Suilly, seigneur de Borbilly et de Savigny, chef dudit nom et armes de Rabutin, connoissant lestoc et ligné, dont *naturellement* estoit descendu ledit Girard, leur père, *leur a permis de prendre ledit nom de Rabutin et les armes de ladite maison* (2) », obtiennent en mars 1527 des lettres d'anoblissement et de déclaration de noblesse. De même Jacques de Grillet, fils naturel de noble Jacques de Grillet, légitimé en 1578 par le duc de Savoie, reçoit en mars 1613 des lettres de confirmation de noblesse du roi de France (3). Le bâtard de

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1316, § 21. « ... Bastardi reputantur nobilia et portant nomen et arma domus... superaddendo quandam barram... » La barre qui commencerait à droite pour finir à gauche n'indique pas une tache, p. 1317.

(2) Arch. départ., B. 11997, Pincédé, t. IV, p. 375.

(3) *Ibid.*, B. 11997, *loc. cit.*, p. 335.

noble n'hérite donc plus à la fin du quinzième siècle de la noblesse, en Bourgogne, et cette déchéance fait partie d'un mouvement général de réaction qui se traduira par l'édit de Moulins (art. 267, en 1600), le Code Michaud en 1629 (art. 197) et l'Edit des Tailles de 1634 qui formule le principe définitif : « Les bâtards quoiqu'ils soient issus de pères nobles ne se pourront attribuer le titre et la qualité de gentilshommes, s'ils n'obtiennent nos lettres d'anoblissement fondées sur quelque grande considération de leurs mérites, vérifiées en la Cour des aides (1). » Ce mouvement d'hostilité durera jusqu'à la Révolution : en 1740, un arrêt spécial du conseil réforme encore les lettres de légitimation, accordées aux enfants naturels du prince de Wurtemberg Montbéliard, « en ce qui concerne les titres et qualités de princes et princesses, cousins et cousines de Sa Majesté (2) ».

Tandis que les bâtards de nobles sont frappés, ceux de roturiers sont, au milieu du quinzième siècle, mieux traités dans l'opinion. Bien que Chasseneuz refuse aux adultérins (3) l'accès des bénéfices ecclésiastiques, le droit de témoigner, le doctorat, que les infâmes et les excommuniés peuvent même obtenir, les familles s'accommodent de l'existence d'enfants naturels ; les auteurs reconnaissent volontiers leur paternité : Etienne Besancourt refusait déjà, à l'époque précédente, le mariage à sa promise Jaquette, en raison des enfants naturels qu'il voulait légitimer

(1) Isambert, *Table des édits et déclarations*, t. XVI, § 5, p. 392. — Cf. t. XV, 234.

(2) Arch. départ., B. 1197, t. IV, arrêt du 9 décembre 1740, p. 503.

(3) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1348, 1312, 1313,

en épousant leur mère (1) ; André Rollet, à notre époque, fait porter à l'église l'enfant de sa servante, le fait baptiser, et jette des dragées (2). Jehanne de la Chauline, malgré sa misère, recueille sa nièce Regnaude, abandonnée par son père Thierry et sa mère, « une povre femme mariée à ung coutellier à Besançon (3) ». Les nombreuses lettres de légitimation (4) témoignent de l'intérêt que les parents ou les amis leur portent et qui se mesure par de sérieux sacrifices pécuniaires. Ces lettres émanent des personnes les plus différentes de conditions : prêtres, nobles, écuyers, physiciens, valets, tous surmontent la honte d'avouer leur faute pour transmettre à leurs enfants leur nom et leurs biens. Ce courant de sympathie a-t-il eu des résultats au point de vue successoral ? Nous avons pour nous répondre des textes précis : la Coutume de Bourgogne rédigée en 1459, et pour combler les lacunes le Commentaire de Chaseneuz, de 1516, qui reflète l'opinion du quinzième siècle.

Comme aux époques précédentes, le bâtard ne peut pas recueillir la succession de ses auteurs. « Le bâtard ou batarde ne vient point *ab intestat* à la succession de père et de mère (5). » La coutume est formelle. Pour punir les parents de leur faute, la filiation naturelle n'a aucun droit successoral, qu'elle soit ou non en présence de la descendance légitime,

(1) Arch. départ., B. 11222.

(2) Arch. municip., B. 23, *Registre des délibérations de la mairie*, 23 septembre 1569, f° 66.

(3) Arch. départ., B. 11191, année 1415.

(4) *Ibid.*, B. 458 ; B. 11997, t. IV ; B. 11191, année 1388, année 1415.

(5) *Coutumes de 1459*, t. VIII, art. 3.

d'ascendants ou de collatéraux. Telle n'est pourtant pas la règle que nous indique Chasseneuz.

Sous l'influence du droit romain, dont les principes s'étaient propagés, selon l'expression de Hello, comme « la bonne nouvelle du monde profane (1) », par les cours des professeurs et les travaux des juristes, Chasseneuz, l'un des plus éminents, dénature les principes coutumiers. Semblable à ces avocats dont parle Pasquier (2), il emprunte, transplante les règles romaines en Bourgogne, s'en sert comme de « leçon » en ce qu'il est bon, juste, raisonnable, et veut le présenter sous forme de coutume. Du reste ce droit, dans le désordre des législations positives, était considéré par les juges et les grands de la terre eux-mêmes comme le droit commun (3).

Chasseneuz se demande si la coutume peut aller à l'encontre du droit commun en matière de succession maternelle. Le cas de succession de l'enfant naturel à la mère ne semble pas prévu ; or, la coutume ne prévoit que les cas où il ne succède pas, donc il doit succéder à sa mère (4). Et si cette solution peut sembler douteuse, elle est du moins incontestable pour certaines parties du bailliage d'Autun, qui suit les règles romaines et se sert de la Coutume de

(1) Hugueney, *Dumoulin en Franche-Comté*, p. 14.

(2) Pasquier, *Les Recherches de la France*, édit. 1723, liv. IX, chap. xxxviii. « Les advocats ayant pris leurs nourritures aux écoles de lois, lorsqu'ils en sortent et entrent aux barreaux pour plaider, ils deffendent leurs causes par les autoritez des empereurs et jurisconsultes... (ils ont) enprunté ou transplanté en France plusieurs regles et propositions de loi... »

(3) Le sieur Boulanger, nommé trésorier, requiert encore, en 1713, la Chambre des comptes de Dijon, de le recevoir sur la loi tant du Digeste que du Code. — Arch. départ., C. 2705, f° 53.

(4) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1311-1312.

Bourgogne dans trois cas : les successions, les mariages, les retraits ; toute disposition contraire au droit commun ne doit pas être étendue hors du duché (1).

Une seule restriction purement romaine : si la mère est *illustris*, l'enfant naturel ne concourt pas avec la descendance légitime, mais, à défaut, il vient à la succession (2). Outre ces droits à la succession maternelle, Chasseneuz lui accorde les mêmes avantages à l'égard des biens de son frère (3). Enfin il transporte en Bourgogne une autre solution du Bas-Empire : l'enfant naturel, né du concubinage, et qui est dans le besoin, peut recueillir avec sa mère, à défaut de descendant ou d'épouse légitime, deux onces de la succession paternelle (4). Ainsi Barbara Rollin, fille naturelle de Nazarie Jaquelin et de Blaise Rollin, recevra deux onces de la succession paternelle.

Ces solutions, très favorables à l'enfant naturel, sont contraires aux termes formels de l'article 3 : le bâtard ou bâtarde ne vient point *ab intestat* à la succession de père ni de mère. Mais s'il ne peut recueillir même le strict nécessaire dans la succession de ses auteurs, ne peut-il pas le devoir à une libéralité, ne peut-il pas être gratifié par testament.

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1312. « An si hoc casu eveniat quod aliqua mulier habeat filios naturales debeat servari hæc consuetudo ? dixi in casu emergent quod non. »

(2) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1312, § 4. « ... Hoc verum nisi mater esset illustris, quia tunc non veniunt spurii una cum legitimi, sed si legitimi non extarent, succederent tales spurii, etiam matri illustri. »

(3) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1308. « Frater naturalis possit succedere fratri. »

(4) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1311-1362.

Bien que la coutume soit muette, Chasseneuz lui refuse cette faculté. Que l'enfant soit ou non en présence de descendance légitime, que celle-ci accepte ou refuse l'hérédité, dans tous les cas, le père ne peut pas instituer son bâtard. Ne pourrait-il pas au moins, après l'avoir entretenu pendant sa vie, lui laisser de quoi vivre après sa mort ? Chasseneuz pose la question qu'il ne résout pas (1) ; mais les autorités qu'il cite, sont favorables à l'affirmative. Les parents pourront faire un legs viager à leurs enfants naturels, proportionné aux besoins du gratifié, aux facultés du disposant, et réductible en cas d'excès. De même, ils pourront donner à leur fille naturelle une dot modique en faveur du mariage. Cette dot sera-t-elle viagère ; au décès de la légataire, les héritiers du père pourront-ils la répéter ? Bartole, que cite Chasseneuz, analyse brièvement la nature du contrat de constitution de dot (2) : gratuit entre la femme et le constituant, onéreux entre elle et le mari. Le mari reçoit un bien, à charge de remplir une obligation qui s'éteint à sa mort. Les héritiers se trouveront, en cas de prédécès de la femme, en présence du droit de jouissance du mari, c'est-à-dire d'un acquéreur à titre onéreux ; en cas de survie de la femme, en présence d'une légataire viagère. Dans les deux cas, ils n'adjoindront l'usufruit à la nue propriété qu'au décès du survivant. Mais ces dispositions ne sont que viagères, ce sont, au con-

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1314. « Naturales an debeant alimentari a parentibus... — Sicut pater potest donare filio spurio pro alimentis, ita filiam spuriam dotare potest... dummodo tamen non excedat modum. »

(2) *Ibid.*, p. 1314. « Quod heredes non possunt revocare a viro quia habet dotem ex titulo oneroso. »

traire, des libéralités en pleine propriété, que le descendant légitime du fils naturel pourra recevoir, d'après Chasseneuz (1). Il convient de châtier le père en l'empêchant de transmettre à son fils naturel, mais non d'atteindre le petit-fils issu d'une union régulière et légale.

Cette même pensée d'équité, qui confert à l'aïeul le droit de gratifier son petit-fils, ne permet-elle pas au père de laisser par testament au moins quelque chose à son enfant ? A la coutume qui déclare que « le duc succède aux bâtards et bâtardes décédés sans hoirs légitimes » (tit. VIII, art. 1^{er}), devons-nous ajouter : et sans disposition testamentaire ?

L'affirmative semblerait préférable ; toute disposition restrictive concernant les testaments est limitative ; toute personne à qui ce droit n'est pas retiré peut tester, et comme la coutume ne l'enlève pas d'une façon expresse au bâtard, il paraîtrait le posséder (2). Ce serait la suite de l'évolution vers la capacité juridique qui se dessinait au siècle précédent. Nous avons rencontré des bâtards clercs ou nobles qui pouvaient tester ; nous avons supposé que le mainmortable, non moins favorisé en Bourgogne que dans le reste de la France, pouvait faire des legs pieux, à concurrence de cinq sols ; nous avons remarqué qu'il amassait un pécule, bientôt nous le verrons transmettre ces quelques économies à ses enfants, pourquoi ne pourrait-il pas, par testament, répartir inégalement sa faible fortune entre eux ? Il ne s'agit, dans l'espèce, que d'un testament partagé et non de libéralités en faveur d'étrangers.

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1318. « Pater... potest instituere filium eius (bastardi) et sic nepotem suum legitimum. »

(2) *Ibid.*, p. 1330.

Seulement aucune preuve ne justifie cette hypothèse, tandis que des arguments confirment l'opinion négative. Chasseneuz (1), au sujet de la dévolution des biens du prêtre bâtard, déclare qu'il n'y a pas à distinguer suivant la présence ou l'absence de testament ; la loi ne distingue pas, nous n'avons pas à suppléer à son silence. Il en est de même pour l'enfant naturel mainmortable. C'est ainsi qu'un certain Nicolas Liébault, homme de mainmorte, s'était avisé de faire un testament ; la justice ducal déclara que, comme mainmortable, il n'en avait pas le droit, et s'empara des biens (24 mai 1458) (2). Le bâtard mainmortable n'a donc pas eu cette faculté, et l'enfant naturel roturier, auquel il faut assimiler le noble, qui perd à cette époque ses privilèges, ne semble pas avoir été plus favorisé. Du moins, la clause contenue dans toutes les lettres de légitimation (3), qui ont pour but de le relever de ses incapacités, justifie cette supposition. « Et aussi lui avons octroyé et octroyons par ces présentes qu'il puisse faire testament et ordonner de ses biens par testament ou autrement si bon lui semblera (4). »

Ainsi le quinzième siècle, si favorable à l'enfant naturel, ne lui a pas permis de tester, mais il lui a accordé la faculté autrement importante de transmettre *ab intestat* à ses enfants. « Le duc succède aux bâtards et bâtarde décédés sans hoirs légitimes. » (Tit. VIII, art. 1^{er}.) La descendance légitime

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1330.

(2) Arch. départ., B₁, 193 bis.

(3) Chasseneuz, *Légitimation du cardinal Rollin*, p. 1333. — Arch. départ., B. 11197, p. 504, « Legitimat Bosque : veut qu'il... puisse tester et acquérir, etc. »

(4) Arch. départ., légitimat Perrenot, B. 11191, année 1388.

prime donc le duc. Dès que le mainmortable a eu la capacité de faire tous les actes non préjudiciables au seigneur de mainmorte, et qu'il a pu réaliser un pécule, il s'est efforcé de le transmettre à ses enfants. A son décès, ceux-ci opposent aux prétentions seigneuriales la maxime : « Le mort saisit le vif », c'est-à-dire le plus proche héritier survivant a le droit de prendre possession des biens du défunt à l'exclusion de tout détenteur. Cette règle très ancienne, citée comme « coustume du duché de Bourgoingne » en 1458 (1), est très juste en l'espèce. Le droit de l'enfant légitime du bâtard, sur la possession de certains biens, sur la propriété d'autres, est au moins aussi fort que celui du père. En effet réunis, associés pour trouver un adoucissement à leur condition, les mainmortables « employés chacun selon leur âge, leur sexe, leurs moyens, obéissent à un seul, qui est le maître de la communauté (2) », acquièrent en commun des biens, réalisent en commun des économies. A la mort du chef, ses associés, d'ordinaire ses enfants, reçoivent moins en qualité d'héritier qu'en celle de sociétaire, les biens sur lesquels ils ont déjà un droit égal et qu'ils conservent par voie de non-décroissement. Le duc leur laissera la terre, la tenure, moyennant à l'origine un droit de mainmorte; puis, à défaut de paiement, car il est de son avantage d'accepter une association, riche en bestiaux, en instruments agricoles, qui défriche de nouveaux domaines et cultive mieux les

(1) Arch. départ., B₁. 193 bis. Testament de Philippe Bertrand, jeudi avant la saint Laurent, 1458. — Chasseneuz, p. 1352. — Déjà mentionnée dans les *Olim. Olim*, t. I, n° 16, p. 452. — *Coutumes du duché de 1459*, tit. VII, Des successions.

(2) Gui Coquille, *Coutumes du Nivernais*, chap. VIII, art. 7.

anciens. Il a tout intérêt à posséder des mainmortables aisés, qui acquittent facilement les redevances féodales, distribuent au besoin entre eux les tailles, les perçoivent et constituent à l'occasion des gages solides en cas d'emprunts, car le duc a fréquemment besoin d'argent. Pour ces raisons juridique et économique, il laisse l'enfant légitime du bâtard lui succéder.

Déjà au quatorzième siècle cette question s'était posée, mais sans recevoir de solution. Témoins l'accord entre le duc de Bourgogne et l'évêque d'Autun (1350) (1), l'article 22 des anciennes coutumes du duché de Bourgogne (2) antérieures à 1459. Dans ces actes, on avait songé à la descendance du bâtard, on l'avait mentionné : il meurt sans hoir légitime, mais on était resté à la règle générale. Seuls certains pays, Meuvy, Bassoncourt (3), avaient déclaré que le droit de l'héritier, né d'une union régulière, prime celui du duc ; mais ils constituaient l'exception, et ce n'est qu'en 1459 seulement qu'on formule la règle : le duc succède aux bâtards et bâtardes décédés sans hoirs légitimes (tit. VIII, art. 1^{er}), c'est-à-dire sans enfants nés d'une union régulière ou naturels légitimés. Chasseneuz étend en outre cette qualité à la mère et au frère légitime, en vertu du principe de réciprocité, qui donne comme successibles à l'enfant ceux auxquels il peut succéder lui-même (4). Cette

(1) Bibl. mun., 993, manuscrit, fonds Baudot, 76, *op. cit.*

(2) Bouhier, *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne antérieures à 1459* : « ... Se en la ville a bastards et il muert sans hoir légitime... » De même, Arch. départ., B. 4483, f° 30, année 1431. Vente des biens d'Estienne le Gros, bâtard décédé sans descendance ; B. 4489, f° 29, 1436, de Jehan Petit Bourmont, bâtard « trepassé... sans hoir de son corps ».

(3) Garnier, *op. cit.*, t. II, p. 478.

(4) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1306-1308.

opinion est contraire aux termes de la coutume et aux principes généraux, d'après lesquels « les héritages ensuivent en succession la ligne du tronc de laquelle ils sont issus (1) ». Or, le bâtard n'a ni ligne ni tronc, donc, à défaut de descendance légitime, son héritage ne saurait revenir ni au père, ni à la mère.

Celle-ci ne succéderait même pas aux biens qu'elle lui a donnés (2) ou à ceux que l'enfant légitime du bâtard aurait recueillis dans la succession de son père. Un fils a hérité de son père qui était un enfant naturel et a vendu les immeubles moyennant un certain prix. A son décès, le fisc refusa à la mère le droit de recueillir les deniers en vertu de la subrogation (3). Comme la succession provenant du tronc du père bâtard devait revenir au seigneur, le prix qui lui est substitué, doit également lui appartenir (3). Ce n'est que l'application de l'article 2, titre VIII : « Ledit seigneur succède aussi aux enfants desdits bâtards es biens provenans diceux : se les enfans legitimes du bâtard ou les enfans d'iceux enfans vont de vie à trepas, sans hoirs legitimes de leur corps, mondit seigneur aura seulement les heritages procedans du tronc du père bâtard ou grand père bâtard ou de la mère ou grand mère bâtarde,

(1) *Coutumes de 1459*, tit. VII, art. 17 : « Les heritages ensuivent en succession la ligne du tronc de laquelle ils sont issus, à savoir : que les heritages procedans du coté et ligne paternel retournent au defunt du coté paternel et ceux procedans du coté et ligne maternel retournent aux heritiers du defunt du coté maternel, soit au prochain ou lointain degré. »

(2) Arch. départ., B. 2756, f° 7. Jasson de Roilley rachète moyennant 20 francs différens biens de sa fille naturelle Jehannote, sur la considération « que li diz biens estoient de petite valour et qu'il les avait donnez à sa dicte fille ».

(3) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1309, procès Pierre des Pierres.

et les autres héritiers collatéraux auront le surplus. » Ainsi, en vertu du principe de la fente, la mère recueille dans la succession de son fils légitime, les legs qu'elle lui a faits, les propres qu'il a acquis, et le duc ou le roi (depuis 1476) prend le surplus, en vertu de son droit de souveraineté qui, avec le temps, perd de son autorité et tend à se transformer en un droit de déshérence.

Chasseneuz (1) dit lui-même : *fiscus est loco heredis, non filiorum*, aux lieu et place d'héritier et non un véritable héritier. Il ne succède qu'à condition de supporter les charges réelles des héritages et de payer les dettes (2) ; ainsi, en même temps que la nature du droit se modifie, ses conditions se transforment. Le fisc n'est plus seulement tenu d'acquitter les frais de sépulture et les dettes raisonnables sur les meubles ; successeur d'un particulier, il doit supporter toutes les charges auxquelles ce particulier était astreint. Elles peuvent être de différentes sortes. L'enfant naturel a pu devoir des services personnels à un seigneur. Le duc, le roi, doivent-ils, comme successeurs, faire hommage à quelqu'un qui est leur propre sujet et feudataire ? Il est à supposer que le seigneur, suzerain du bâtard, avait le bon goût de refuser d'acquérir un vassal trop puissant qui ne saurait remplir les obligations communes. C'est, du moins, ce que fit l'évêque d'Auxerre, auquel revenait

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1306. « Succedere hic ponitur improprie... ponitur in locum heredis cum vere non sit heres. »

(2) *Coutumes de 1459*, tit. VIII, art. 1^{er} : « Se un batard ou batarde va de vie à trepas sans hoirs legitimes de son corps, Monseigneur le Duc lui succede en tous ses biens, quelque part qu'ils soient assis, soit en lieu de mainmorte ou autrement, en payant et supportant par mondit seigneur les charges reelles des heritages et en payant les dettes. »

un hommage du roi Louis X (1). Le Parlement le força à recevoir l'hommage du roi, en déclarant que le souverain devait donner l'exemple du respect des lois féodales, mais en spécifiant qu'il ne jouirait pas des redevances et services inhérents au fief. Supposons que l'enfant naturel ait fait des legs, soit à cause de mort, c'est un clerc bâtard qui a la faculté de tester, soit entre vifs, par contrat de mariage. L'opinion négative, en ce qui concerne les donations matrimoniales, est certaine. Dans le contrat de mariage d'un bâtard, Raolet Barbu, et d'une certaine Marie, il avait été convenu, qu'à défaut de descendance et en cas de prédécès du mari, la veuve prendrait sur la part des ayants cause, la somme de cinquante francs. A la mort de Raolet, tous les biens furent mis en la main du duc « sans ce quil li ait volu laissier pranre, ne avoir sur les diz biens ladite somme de 50 fr., ainsi que pranre les devoit ». Sur requête adressée à la duchesse de Bourgogne et transmise à la Chambre des comptes, il fut jugé que la donation « ne vault et ne doit valoir pour la femme car il appert évidemment qu'il (le mari) le fist en fraude et pour... decevoir monseigneur le duc qui devoit estre son hoir (2) ». De même, le fisc (3) ne dut probablement pas désintéresser les légataires, créanciers éventuels qui ne pouvaient invoquer un droit acquis. Pour les autres créanciers certains du défunt, le fisc est tenu à leur égard, mais d'une façon différente, suivant la qualité du bâtard. Est-il de franche condition ? le fisc paiera les dettes, supportera les charges

(1) *Olim*, t. II, p. 616.

(2) Arch. départ., B. 15, p. 85.

(3) Chambre des comptes, 23 octobre 1410.

réelles des héritages (tit. VIII, art. 1^{er}) dans les limites de la succession, puisqu'il n'est pas un véritable héritier (1). Est-il mainmortable ? L'article 15, titre IX (2), déclare que les dettes du mainmortable obligent ses meubles situés ou non en lieu de mainmorte et les héritages qui sont en lieu franc. Le trésor jouit, pour ses propres dettes actives, d'un droit de préférence à l'égard des autres créanciers, déduction faite des frais funéraires, et possède la faculté de leur délaisser les biens meubles et les héritages situés en lieu franc. Pour les autres, qui dépendent de la seigneurie, il les reprend sans être contraint d'acquitter les dettes du mainmortable trépassé. Ainsi le duc n'est tenu que dans une limite relative des dettes du bâtard. Comment les déterminer, dans quel ordre les payer, autrement dit, quelles sont les formalités qui suivent la mort du bâtard ? Quels peuvent être ses héritiers, autres que le duc ou ses descendants légitimes ?

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1307. « Videatur quasi contrahere cum creditoribus. »

(2) *Coutumes de 1459*, t. IX, art. 15. « Le seigneur quand echute et succession de mainmorte a lieu, prend les héritages etant en sa seigneurie mainmortables, sans pour raison diceulx, payer les dettes de son homme mainmortable trepassé. — Et s'il prend les meubles etant en ladite mainmorte et dehors et les heritages etant en lieu franc, demeurés de ladite echute, il est tenu de payer sur iceux, les frais funeraux de son dit homme et après ce, se paiera de ce que son dit homme lui devoit au temps de son trepas, et au surplus paiera les autres dettes de son dit homme, tant et si avant que les dits meubles étant au lieu de la dite mainmorte et dehors, et les heritages étant en lieu franc, se pourront etendre, ou les abandonnera aux créanciers. »

CHAPITRE III

Formalités qui suivent la mort du bâtard. — Bénéficiaires de sa succession autres que le duc.

Formalités d'inventaire. — Détermination de l'actif. — Vente des objets mobiliers. — Passif. — Produit net. — Importance en raison du pouvoir commercial de l'argent.

Des successeurs qui en profitent autres que le duc et les hoirs légitimes : veuve, collatéraux pour les biens des enfants légitimes du bâtard. — Seigneurs suzerain, censier, haut justicier. — Evêque. — Légitimation. — Modes : mariage subséquent. — Lettres du prince. — Effets variables. — Produit de l'entérinement des lettres du prince.

Une personne vient à mourir à Dijon, immédiatement le décès, ou au plus tard dans la huitaine (1), les gens de la mairie et ceux du duché se transportent au domicile faire l'inventaire. Trop souvent les agents accomplissent ces formalités sans s'être informés de la qualité du défunt et malgré les protestations réitérées des héritiers qui attestent sa filiation légitime. C'est dans le duché une lutte continuelle de

(1) Arch. départ., B. 2158, f° 20, inventaire de Philebert le Bastard dans la semaine du décès ; f° 37, décès le 10 juillet 1372, inventaire le 13 ; f° 2, mort le 18 février, inventaire le 20 février 1369.

rapidité entre le procureur du duc et celui de la mairie : très souvent celui-ci devance le premier et procède à l'inventaire, même en son absence. De là des remontrances de Philippe le Bon (1), des plaintes de la mairie (2), une transaction (3), des lettres patentes de Louis XII (4) ordonnant au maire « que plus ne doresnavant ils n'ayent à procéder, à faire les inventaires des biens des bastards et bastardes ne de ceulx qui decederont sans enfans en laditte ville et banlieue de Dijon comme homme de leur dicte justice (4)... » Un inventaire régulier a lieu, en 1487, en présence de « Pierre le Goux, procureur du roi, de maître Jehan Conte, commis de Jaques Monnot, contrôleur du receveur de l'espargne, d'Andrey Pautier, lors procureur de la ville, et de Guenot clerc de notaire public, commis en l'absence de Robert le Fourc, clerc de la mayrie dicelle ville (5) »; ajoutez les intéressés : descendants, veuve ou deux témoins s'il s'agit d'un étranger (6), et toutes les parties seront présentes.

L'analyse et l'estimation des objets faites, les biens

(1) Arch. munic., A, n° 7, cote 1 *bis*. Lettres de Philippe le Bon à ses officiers de justice, B₂. « Item faisoit doléance ledit procureur de mondit seigneur le duc (de ce que en cas de mort des bâtards)... inventaire se font desditz biens par lesditz maire et chevins sans le appeler pour le voir faire, et que mondit seigneur y estoit intéressé et dommaiger... » (31 août 1443.)

(2) *Ibid.*, C₈. Apposition de scellés sans appel des magistrats municipaux, 24 juillet 1546.

(3) *Ibid.*, B₂, 21 août 1443. Transaction ménagée par la duchesse de Portugal entre le duc Philippe le Bon et la ville de Dijon, au sujet des privilèges et de la juridiction communale.

(4) *Ibid.*, n° 7, cote 4 *bis*, 28 février 1501. — Autres lettres du 22 avril 1512.

(5) Arch. départ., B. 458, année 1487. Sentence de Pierre du May, lieutenant au bailliage de Beaune.

(6) *Ibid.*, B. 458. Inventaire de Jehan Garnier, 1411.

sont confiés à la garde de l'époux survivant ou d'un homme probe désigné par le seigneur haut justicier ou le procureur royal (1). C'est alors que s'ouvrent les procès concernant la qualité de la personne. Girard de la Porte décédé, le procureur du duc, maître Dreux d'Eschenon, prétend que Jean de la Porte, son fils, est bâtard. Ce dernier, capitaine du « chastel » de Gilly, est forcé d'exposer « par lectres certificatoires et tesmoinales des maïeurs des lieux de Vault et Bouhaing » qu' « il estoit né en loyal mariaige et non estoit bastard ». D'où mainlevée ordonnée par la Chambre des comptes (4 décembre 1466) (2). Colas Grossevin, marchand de Namur, meurt à la foire de Chalon. Sur le bruit qu'il était bâtard, on s'empresse de saisir ses marchandises, de les vendre, et il faut une attestation du comte de Namur, certifiant la naissance en loyal mariage, pour que les officiers du duc versent les 300 francs, montant de la vente, au procureur de la veuve (3). Si la preuve n'est pas absolue, une transaction favorable au duc intervient entre les parties en cause (4).

Supposons la bâtardise prouvée : rien n'échappe aux minutieuses investigations de la justice ducale ; l'inventaire mentionne les objets de moindre valeur : « ung chetif bufflot, un chandelier de bois, ung petit saichot, une chetive robe (5) ». On ajoute les créan-

(1) *Olim*, t. II, p. 456, ordonnance de Philippe II, 1301.

(2) Arch. départ., B. 458.

(3) *Ibid.*, B. 11324.

(4) *Ibid.*, B. 458. Débat entre Jehan Lucas, clerc et substitut du duc à Vesoul, et Jehan le Vucl, 1438.

(5) *Ibid.*, B. 458. Inventaire de la femme, dite la Clérote, 1409. — Inventaire du 18 décembre 1487.

ces d'argent ou de denrées (bichot de froment, de blé) (1), celle même de la dot promise et non versée. La mère de Jeanne Bolet qui a promis à sa fille « en augmentation de son dit mariage lors advenir la somme de soixante francs » et qui depuis s'est opposée « judicialement... à la délivrance es choses prétendues... », citée devant le procureur et mise en présence de ses écritures, reconnaît sa dette et paie (2). Mais on a soin de ne pas porter les créances irrécouvrables, que l'on mentionne seulement : « *Item* ai l'on trouve que plusieurs devoient audit Perrel, tant en lettres comme suers lettres, la somme de 38 florins de florence, lesquels li devoient povre genz et genz qui ont laissé le pais pour les guerres et ne les ait on pehu lever ne exeacter pour les causes dessus dictes (3) ». Puis on détermine le prix des objets mobiliers et des héritages par une vente faite après « criz et subshactacions duement et par intervalles faiz, a jours et aux lieux appartenant et acoustumez en tels cas (4) ».

L'actif déterminé, il s'agit de liquider les dettes. Le duc paie en premier lieu les frais religieux : il convient d'assurer aux morts une sépulture décente et de leur procurer un prompt ensevelissement. Ces frais sont peu élevés : ainsi un châtelain verse « pour le mortuaire de Berthiot Plumey, au curié de Villenes »

(1) Arch. départ., B. 458. Inventaire de la femme, dite la Clérote, 1409. — Inventaire du 18 décembre 1487.

(2) Arch. départ., B. 458, 1487.

(3) Bernard Prost, *Inventaires mobiliers et extraits des comptes des ducs de Bourgogne de la maison de Valois, 1363-1477*, 1^{er} fascicule, p. 487 ; 2^e fascicule, p. 279.

(4) Arch. départ., B. 1587, cahier, f^o 29, année 1415. Nous n'avons malheureusement pu trouver les délais, cris, modèles de placards et désignation des lieux d'affichage.

3 gros, pour celui de la veuve Le Bègue 3 gros, pour celui d'un nommé Chopart 8 gros. « Deux chapuis » qui ont fait quatre cercueils reçoivent 14 gros et demi ; l'individu chargé de sonner et de faire les fosses de ces défunts 8 gros; le conducteur de la « charrote qui l'a mené mettre en terre 2 gros (1) ». On donne « à trois prestres qui chantèrent le jour de l'enterrement » 3 gros, « 6 pains pour offerendes » d'une valeur d'un gros et demi, 8 gros « pour deux livres de cire pour le luminaire (2) ». Ces frais sont privilégiés, passent avant ceux du tabellion: une personne « n'avoit fuers que sa robe... li curié ai ehue pour son enterraige, qui poul vailloit (3) ». Puis les frais de justice, l'officier public touche un demi-franc pour l'inventaire (4). Enfin les dettes du défunt acquittées jusqu'à concurrence de l'actif de la succession.

La différence est versée au receveur public des deniers extraordinaires, en tout ou en partie. Le conjoint survivant a droit, en effet, à la moitié des biens (5), à moins qu'il ne renonce soit sur la fosse (6),

(1) Prost, *Inventaire mobilier*, op. cit., 1^{er} fascicule, p. 44, note 1.

(2) *Ibid.*, op. cit., loc. cit., p. 234, note.

(3) Arch. départ., B. 6560, f^o 10. — Prost, op. cit., 2^e fascicule, p. 318 et 414; 1^{er} fascicule, p. 85 et 87.

(4) Arch. départ., B. 1587, cahier, f^o 29.

(5) *Ibid.*, B. 3562, cahier, année 1362. — Prost, op. cit., 1^{er} fascicule, p. 9 et 13, année 1415.

(6) *Ibid.*, B. 458, inventaire Jean Baudot, 24 octobre 1474. — Pasquier explique ainsi cette formalité (*Les recherches de la France*, liv. IV, chap. x, p. 390) : « Nos ancestres avoient accoustumé de porter en leurs ceintures les principaux outils de leurs biens : l'homme de robe longue son ecritoire, son cousteau, sa gibbecière, ses clefs, l'escritoire pour gagner sa vie, le cousteau pour vivre, la gibbecière pour retirer ses deniers, les clefs qui ouvroient ou fermoient sa maison et ses coffres. Philippe I^{er}, duc de Bourgogne, estant mort, sa vesve renonça à ses biens meubles, craignant les debtes, en mes-tant sur la représentation sa ceinture avecques sa bourse et ses clefs comme il est de coustume et de ce demanda acte à un notaire public qui estoit là présent. »

soit devant la maison du défunt, en présence d'officiers de justice. Et cette vente des échutes des bâtards de trois bailliages produit au trésor, en 1360, une moyenne de 94 francs. Le bailliage de Chalon en quatre ans rapporte 227 francs, soit 57 francs en moyenne ; celui d'Argilly, en neuf ans 94 francs, soit 10 francs annuellement ; celui d'Auxois, une moyenne de 27 francs, calculée sur douze ans. Ces sommes représentaient une fortune pour les années 1363 à 1375 (1). Le sou de l'époque valait à peu près notre franc actuel, mais avait en réalité une autre valeur, si l'on tient compte du pouvoir de l'argent à une époque où les métaux précieux étaient rares. D'après une échelle, dressée par M. d'Avenel, du pouvoir commercial de l'argent, c'est-à-dire de la quantité moyenne de marchandises qu'un poids quelconque d'argent peut acheter, si l'on représente par 1 le pouvoir actuel, il serait, dans la deuxième période du quatorzième siècle, représenté par 4, c'est-à-dire 7 sous valant à peu près 7 francs, auraient, en les comparant à la puissance actuelle de l'argent, une valeur de 28 francs (2). Ainsi, par exemple (3), le prix d'un cheval varie avec la qualité de 5 francs à 30 francs ; le duc donne à un chevalier, « lequel s'en va outre mer » en 1370, la somme de 160 francs, et en 1373 il offre à la duchesse, comme présent de nouvelle année, une merveille : « un demi ceint d'or

(1) Prost, *op. cit.*

(2) Sur la valeur économique : de Wailly, *Mémoire à l'Académie des inscriptions*, t. XXI, 2^e partie. — D'Avenel, *Histoire économique de la propriété*. — Levasseur, *Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1892, 2^e semestre, p. 349-419. — Arch. munic., B. 172, registre, taxe de la journée dans les hôtelleries, en 1526.

(3) Prost, *op. cit.*, 1^{er} fascicule, p. 148, 159 et 163.

garny de balaiz, saphirs et autres pierreries » de la valeur énorme de 750 francs. Ainsi, si l'on tient compte de la valeur économique de l'argent, il résulte que les sommes produites par la vente des biens des bâtards étaient considérables, et ceci nous explique le soin jaloux que le duc apporta à défendre un droit aussi lucratif.

C'est qu'il n'est pas en effet le seul successeur de l'enfant naturel et que des personnes, autres que les hoirs légitimes, peuvent invoquer un droit préférable au sien. Ce sont d'abord celles que nous avons rencontrées le siècle précédent : la veuve (1), qui recueille moitié des meubles et acquêts en pleine propriété et qui a l'usufruit de la moitié des héritages. Elle peut, du reste, renoncer à son douaire si l'obligation de supporter la moitié de toutes les charges réelles lui semble trop lourde. Les collatéraux (2) qui reçoivent de la succession des enfants légitimes du bâtard, décédés eux-mêmes sans postérité, les meubles, acquêts et héritages, procédant du conjoint légitime en vertu de la règle : « Héritages ensuivent en succession la ligne du tronc de laquelle ils sont issus. » (Tit. VII, art. 17.) A côté de ces excep-

(1) *Coutumes de 1459*, titre IV, art. 2. « Fenme mariée au duché de Bourgogne, selon la generale dudit duché, est participante avec son mari pour la moitié de tous meubles et acquets faits constant le mariage de son dit mari et d'elle.

» Art. 6. — Fenme mariée... est douée après le trepas de son mari sur la moitié des heritages anciens de son dit mari, dont il est mort vetu et saisi, pour en jouir sa vie durant et supporter la moitié de toutes les charges recelles à cause de son dit douaire... »

(2) Tit. VIII, art. 2. « Se les enfans legitimes du bâtard ou les enfans d'iceu enfans ou d'autres descendans du bâtard vont de vie à trepas sans hoirs legitimes de leur corps, mondit seigneur aura seulement les heritages procédans du tronc du père bâtard ou grand père bâtard ou de la mère ou grand mère bâtarde. Et les autres heritiers collateraux auront le surplus des biens. »

tions tenant à la parenté, d'autres résultent du régime féodal. Ainsi le duc ne conserve ni les héritages mainmortables dans la mouvance d'autrui, ni les fiefs qu'il met hors de ses mains dans l'an et jour (1); il n'a aucun droit sur les biens du bâtard, qui commet une grave infraction, et qui reviennent au seigneur haut justicier dans la seigneurie de qui ils sont situés (2). Toutefois, le motif de cette condamnation pécuniaire varie. A l'époque précédente, la confiscation des biens pouvait s'expliquer soit par la survivance du principe pénal primitif : châtiment d'abord pécuniaire, puis corporel, soit par le droit de souveraineté ; le seigneur recueille les biens du défunt qui ne possède ni lignage, ni héritier. Au quinzième siècle, la peine est avant tout corporelle, et les hoirs légitimes succèdent. On peut fonder cette condamnation sur l'idée que le crime emporte la personne, c'est-à-dire change la qualité, modifie l'ordre successoral, pour enlever les biens aux enfants. Par contre, en raison de la personnalité du châtiment, la confiscation est moins rigoureuse : le seigneur haut justicier permet à la femme de reprendre ses apports et son douaire (3); à l'appelé, en cas de substitution fidéicommissaire, de recueillir le bien grevé de fidéicommis (4); aux créanciers de se faire désintéresser sur les sommes obtenues, déduc-

(1) *Coutumes de 1459*, tit. VIII, art. 1^{er} déjà cité. — Chasseneuz admet toutefois le droit du prince de retenir les grands fiefs et les dignités ducales, p. 1308. « (Le fisc doit mettre hors ses mains...) quod tamen intellige in parvis feudis et non in dignitatibus duca-libus et aliis magnis feudis. »

(2) *Coutumes de 1459*, tit. VIII, art. 4 déjà cité.

(3) *Ibid.*, tit. II, art. 2.

(4) Chasseneuz. « Ea quæ subjacent restitutioni per fideicommissum, cum res prohibita alienari non veniunt in fiscum. »

tion préalable des frais de justice. Si les biens sont situés en diverses justices, chaque seigneur acquitte les dettes proportionnellement à la valeur des biens dont il profite. Puis dans les siècles suivants, par une idée d'humanité, le roi, qui accorde parfois la vie au condamné sans lui remettre les biens, lui laisse la liberté de rester paisible possesseur de ceux qu'il acquiert postérieurement par succession ou par son industrie et son travail.

Ce fut peut-être également comme récompense de sa peine et de ses efforts que le prêtre bâtard eut la possibilité de laisser à l'évêque le gain réalisé par son travail, je veux dire, le meuble qui est personnel.

Cette décision fut l'objet de longues luttes entre les justices ecclésiastique et laïque. En 1459, une solution générale, qui nous semble une transaction, intervient : « Quand le prêtre bâtard va de vie à trépas, monseigneur li duc prend les héritages dudit prêtre bâtard et, au regard des biens meubles, ils sont et demeurent à leurs prélats ou ordinaires qui les ont accoustumé d'avoir. » (Tit. VIII, art. 5.) Ainsi le duc, en vertu de l'idée : que le défunt avant d'être prêtre était bâtard et que la prêtrise survenante ne doit pas lui faire perdre son droit antérieur (1), prend l'héritage, c'est-à-dire la partie la plus importante de la succession, et le prélat les meubles, sans doute en en vertu de l'axiome : *Mobilia sequuntur personam*, la justice religieuse, qui jouit à l'égard des clercs d'une compétence exclusive au pénal et limitée au civil, doit, par extension, en raison de la confusion entre les mots personne et meuble, hériter des meu-

(1) Chasseneuz, p. 1329.

bles du prêtre bâtard. Toutes ces causes, tenant aux principes féodaux ou à la parenté, privent le duc de la succession totale ou partielle du bâtard, quelle que soit la diligence qu'il apporte à défendre un droit aussi lucratif.

Moyennant finances, parfois, il renonce lui-même à cette échute, en accordant des lettres de légitimation.

Elles sont des bénéfices qui confèrent fictivement la légitimité à des enfants nés hors mariage. Les modes se réduisent à deux : la légitimation par mariage subséquent ou par lettres du prince. Quant aux autres modes que Chasseneuz cite (1), en souvenir du droit romain : oblation à la curie, désignation dans un acte public, ou mariage avec un enfant légitime, ils n'ont pas existé en Bourgogne. Comme conditions communes, toute légitimation exige : la demande ou le consentement du père, s'il est encore en vie ; à défaut, la demande de l'enfant naturel (2), l'acquiescement des enfants légitimes ou des héritiers présomptifs (3), l'adhésion du seigneur de mainmorte (4), du duc ou du roi. Comme condition spéciale, la légitimation par mariage subséquent supposait entre les conjoints l'absence d'empêchement lors de la conception (5).

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1320-1321.

(2) Légitimation postérieure au décès des auteurs. — Arch. départ., B. 11997, p. 519, René de Chassignolles ; p. 521, 522, 525, 526, etc.

(3) Même en cas de légitimation par lettres du prince. — Arch. départ., B. 11997, p. 375, légitimation de Sébastien et Claude Rabutin déjà citée ; — p. 521, légitimation d'Anne Patoillet, « qui est consentie et approuvée par les frères dudit Patoillet et autres parens... », février 1575 ; — p. 494, d'Antoine Garrot, 22 mars 1574.

(4) Bouhier, *Observations sur la coutume de Bourgogne*, t. II, p. 785.

(5) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1321.

A défaut elle ne pouvait avoir lieu que par lettres du prince, vérifiées en la Chambre des comptes et celle-ci déterminait en même temps une finance que devait payer le bénéficiaire. En transformant un main-mortable en roturier ou en noble, le prince perd un contribuable, puisque le roturier échappe à la main-morte, le noble à certains impôts ; il est naturel qu'il en soit indemnisé. Et sous le terme prince, Chasseneuz qui se révèle un ardent défenseur de la royauté (1), entend le roi ; et avant la réunion de la Bourgogne à la couronne (1476), le duc pour le comté, mais non pour le duché où il était vassal du roi. Ainsi le roi seul peut légitimer en France (2) et toute autre légitimation, même émanée de l'autorité religieuse, est inefficace au regard de la coutume. Jacques Roussel, curé de Malincourt, fils illégitime de prêtre, se fait légitimer en 1459, « quoique dès sa jeunesse il eut obtenu permission de Notre Saint-Père le Pape (3) ». Par contre, la justice ecclésiastique refuse de reconnaître la validité de la légitimation royale en ce qui concerne les biens ecclésiastiques d'un clerc bâtard. Cette légitimation produira des effets à l'égard des biens personnels ou patrimoniaux de Blaise Rollin, mais non à l'égard de ceux dont il est devenu propriétaire, grâce aux revenus des bénéfices ecclésiastiques et auxquels le prélat succédera malgré la légitimation (4). C'est qu'elle porte atteinte, dans ce cas, aux droits des juridictions laïque et ecclésiastique, et que le

(1) Chasseneuz, p. 1323. « Rex seu princeps est in terris sicut Deus in cælo. »

(2) Isambert, *Ordonnances*, t. XI, p. 353, ordonnance de 1498.

(3) Arch. départ., B. 11997, p. 526, 23 novembre 1559.

(4) *Ibid.*, *op. cit.*, p. 1368, 1369, 1373.

consentement de chacune d'elles devient nécessaire pour que la légitimation produise tous ses effets.

Ceux-ci sont des plus complets dans la légitimation par mariage subséquent. Le bâtard ainsi légitimé entre dans la famille de ses auteurs, recouvre tous les droits des enfants légitimes à l'égard des parents, ascendants, descendants ou collatéraux, par suite il leur succède et réciproquement. Chasseneuz, toutefois, lui refuse la faculté de recevoir d'eux par testament plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant (1). Toutes les incapacités qui l'atteignaient disparaissent : il peut recevoir les ordres, les dignités sans dispense, tenir les offices et autres bénéfices (2). En un mot, il est considéré par une fiction comme conçu et né pendant le mariage.

Moins étendus étaient les effets de la légitimation par lettres du prince. Elles étaient accordées à l'origine à titre de faveur, mais moyennant le paiement d'une indemnité dont le duc faisait remise à ses fidèles serviteurs. Ainsi Charles de Dortan, écuyer, « attendu qu'il a exposé son corps et son cheval » pour le duc ; les enfants de Jean de Parme, « physicien, en raison des bons et agréables services qu'il [le père] a fait à nous et à nos très chière et aimée compaigne la duchesse et nos enfanz » ; Pierre et Jean d'Andelot, qui « en noz armées et chevauchées... se sont grandement employez pour nous à l'encontre noz adversaires et ennemis », sont dispensés de payer une indemnité d'entérinement (3).

(1) Chasseneuz., p. 1326. « Non possint tamen habere ex testamento vel alias plus quam uni filiorum fuerit datum, qui minus habuit. »

(2) *Ibid.*, loc. cit. — Cf. Bacquet, *Œuvres*, t. II, *Des droits du domaine et de la couronne de France concernant le droit de bastardise*.

(3) Arch. départ., B. 11191, légitimations de 1388 à 1417. — B. 11197,

Ces lettres effacent la tache de la bâtardise, elles rendent l'enfant capable vis-à-vis de l'autorité royale : il peut recevoir des bénéfices, des dignités publiques, des donations, des legs universels, transmettre *ab intestat* ou testamentairement, mais elles ne lui donnent pas une place dans la famille, elles ne l'autorisent pas à recueillir *ab intestat* la succession de ses auteurs ou de ses autres parents (1). Pour obtenir cet effet, il faut leur consentement par écrit (acte notarié ou tout autre non révocable) (2). Ainsi la légitimation d'Anne Patoillet est demandée par le père et approuvée par ses frères (3); celle de Claude de Toisy par le père et deux héritiers (4); celle d'Antoine Garrot par les parents et deux héritiers présomptifs (5). A défaut, le droit héréditaire se trouve limité : on enregistre les lettres de légitimation de Louis Blondeau, « à charge que l'impétrant ne pourra succéder *ab intestat* à ses parents

Lettres de légitimation et ensemble de noblesse de messire Hercule des Royes, « en raison de l'assiduité de ses services, de sa valeur », 20 juin 1608.

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, p. 1327-1333. Teneur des lettres de légitimat du cardinal Rollin. « Certa scientia legitimavimus et legitimamus dictum Petrum supplicantem et dictum nativitatís defectum abolemus... et concessimus et concedimus de nostra gratia, quod possit tanquam legitima persona succedere et ad omnes quascumque successiones pervenire, tam directas quam collaterales, quæ ipsi competunt et competent et post hac competere poterunt... retinere pro se et suis heredibus in perpetuum omnia bona quæ sibi advenient... possit etiam facere testamentum, de suis bonis disponere per testamentum aut aliter quemadmodum ipsi placuerit... et admittatur ad munera, dignitates, officia et ad acta quæcumque... habeatur pro persona legitima tanquam natus ex legitimo matrimonio. Et post ipsius mortem, nonobstante naturalitate, proximiores ipsi succedant... sicuti facerent aut facere possent si natus esset in legitimo matrimonio. »

(2) Bacquet, *op. cit.*, 2^e partie, chap. xi, p. 187.

(3) Arch. départ., B. 11997, p. 521.

(4) *Loc. cit.*, p. 522.

(5) *Loc. cit.*, p. 494.

collatéraux du chef de ses père et mère, sinon du consentement de ses parents (1) ». Même disposition dans les lettres de légitimation d'Aimé et Pierre Pinsonnet (27 novembre 1686) (2). Le droit héréditaire de l'enfant est donc restreint à défaut de consentement des collatéraux, il peut l'être également à l'égard des parents.

Ceux-ci ne sollicitent parfois la légitimation que moyennant certaines clauses particulières : « à condition que (leurs) deux fils naturels ne (puissent) prétendre que 6,000 livres chacun à la succession, sans quoi ils n'auraient pas obtenu pour eux les dictes lettres (3) », ou l'autorité royale ne les accorde qu'avec certaines restrictions : un arrêt du Conseil, du 9 décembre 1740, vint réformer les lettres de légitimation obtenues, le 6 août 1718, en faveur des enfants naturels du duc de Wurtemberg-Montbéliard « en ce qui concerne les titres et qualités de princes et princesses, cousins et cousines de Sa Majesté (4) ». En résumé, les lettres de légitimation produisent des effets variables selon les volontés des demandeurs, du duc ou du roi qui légitime, en un mot de tous les intéressés. Et, parmi eux, mentionnons pour mémoire le seigneur de mainmorte qui doit son consentement, sinon le bâtard restera mainmortable, incapable de disposer de son bien par testament, ou de le laisser *ab intestat* à d'autres qu'à ses hoirs légitimes (5).

(1) Bibl. munic., ancien fonds, manuscrit n° 460, t. V, p. 675. *Délibérations secrètes du Parlement*, 11 décembre 1721.

(2) *Ibid.*, *op. cit.*, t. III, p. 629.

(3) Arch. départ., B. 11997, p. 497.

(4) *Ibid.*, *loc. cit.*, p. 503.

(5) Bouhier, *Observations sur la Coutume de Bourgogne*, t. II, p. 75.

Ces enfants sont donc, au quinzième siècle, les vrais successeurs du bâtard ; ils recueillent son patrimoine *ab intestat*, mais non par testament ; ils l'emportent sur le duc dont le droit perd de son importance et se transforme en droit de déshérence. C'est ainsi qu'il est primé par de nombreux ayants cause : femme, seigneurs suzerain, censier, haut justicier, évêque, famille en cas de légitimation. Toutefois, dans le cas de légitimation par lettres du prince, la perte devient une source de profits, grâce aux indemnités d'entérinement. Celles-ci proportionnées aux ressources des parents et amis qui voudront « aidier à paier la dicte finance se il (le bâtard) n'avoit assez de quoy la paier (1) », essentiellement variables (2), produisent, d'une façon très approximative (3), en 1436, un revenu de soixante-cinq livres cinquante sous d'or (4), qui, ajoutés au produit de la vente des biens des bâtards, forment une somme importante pour la trésorerie ducale. Aussi, les rois de France

(1) Arch. départ., B. 458. Lettre des gens des comptes « notre dit seigneur a legitimé Perrin filz bastard de messire Eude de Velle... moyennant certaine finance... pour laquelle arbitrage... il nous est besoing de savoir la faculté, estat et chevance dudit bastart et de ses pere et mere ou aucuns de ses parents ou amis luiouldroient aidier à paier ladicte finance... Et vous mandons (de vous informer)... et savoir la verité de l'estat, facultée chevance dicelli et de ses pere et mere se ils sont en vie et quelle finance il pourroit paier » (4 mai 1428).

(2) Arch. départ., B. 11191. Jean, enfant adultérin, de Perrenet de Bar-sur-Aube, paie, en 1388, 70 fr. d'or ; Regnaude, fille de Thierry Fremiot, verse, en 1415, 60 solz ; le noble cardinal Rollin, en 1464, 100 écus d'or. B. 11197, p. 499 : Pierre Dufournay, en 1644, est légitimé moyennant une aumône de 100 fr. à l'hôpital de Dijon, 50 fr. aux Pères Cordiers, 90 fr. aux Jacobins, 50 fr. aux Carmes.

(3) Les titres des Archives omettent fréquemment le montant de l'indemnité, et beaucoup de personnes, qui approchent la cour ducale, en sont, d'autre part, dispensés.

(4) Arch. départ., B. 4489, f° 30.

tendront à multiplier les légitimations par lettres, à en faire une simple formalité accordée moyennant finances, en même temps que l'opinion, favorable aux enfants naturels, leur facilitera l'acquisition de nouveaux droits jusqu'à la Révolution.

TROISIÈME PARTIE

DE LA RÉFORMATION DE LA COUTUME A LA RÉVOLUTION

Insuccès de la réformation de la Coutume. — Quelques incapacités du bâtard au dix-septième siècle. — Mouvement favorable provoqué par les commentateurs.

Capacité successorale : *ab intestat* ; testamentaire ; en présence ; à défaut de descendance légitime.

Capacité de tester. — Restrictions. — Capacité de transmettre à ses hoirs légitimes. — A défaut, droit du roi. — Evolution de ce droit. — Légitimation : simplification des formalités, extension des effets.

Conclusion : Existence juridique de l'enfant naturel.

La Bourgogne, réunie à la couronne en 1478, chercha durant tout le seizième siècle à substituer la clarté, la précision, l'uniformité aux incertitudes et à la variété de la coutume (1). Dès 1562, les députés des trois ordres demandaient une correction, et des lettres patentes de Charles IX (6 juin 1562) ordonnaient la réunion des Etats, pour nommer les commissaires chargés de procéder à cette revision. Après quelques réunions et sur nouvelles lettres du roi,

(1) Sur l'historique de la réformation : cf. Bouhier, *op. cit.*, t. I, p. 28, 34, 72.

•

une commission entreprenait ce travail de réfection : il s'agissait de modifier les règles anciennes selon les mémoires présentés par les députés des bailliages et les arrêts du Parlement. Malheureusement, la présentation des cahiers avait lieu au moment des guerres de religion, et leur adoption était contrariée par l'opposition du tiers. Aussi, la noblesse et le clergé se bornaient à rédiger quelques articles qui les intéressaient particulièrement et obtenaient l'approbation du roi Henri III (lettres du 5 juillet 1572, enregistrées les 9 et 15 décembre 1575).

La législation concernant le bâtard n'était pas comprise dans cette réforme, elle restait stationnaire ; toutefois, les commentateurs : Begat, de Rubys, Depringle, Bouvot, Martin, Bretagne, de la Mare, Jehannin, Nicolas Perrier, Taisand, Bouhier, Martin... lui étaient favorables et déterminaient un revirement de jurisprudence qui ne fut définitif qu'à la fin du dix-huitième siècle.

C'est ainsi qu'au dix-septième siècle, la cour invalidait encore l'élection au doyenné de l'église collégiale de Saint-Georges à Chalon, de Jean Philippe, fils de prêtre, parce qu'il n'avait obtenu une dispense du pape que pour les dignités inférieures : *ita ut possit promoneri ad dignitates non in majores et principales* (1), qu'on lui refusait la capacité de tenir des offices de judicature (1), que l'on décidait que l'enfant naturel né d'un père franc et d'une mère mainmorte, était mainmorte (2). De tout temps, la coutume de Bourgogne avait déclaré, qu'en légitime mariage « en lieu et condition de mainmorte, l'enfant

(1) D'Espiard, *Commentaire sur la Coutume de Bourgogne*, Arch. départ., manuscrit B. 288, cote 362, p. 87 et p. 24.

(2) Bouhier, *op. cit.*, t. II, p. 781.

ensuit la condition du père et non de la mère (1) », mais que l'enfant né hors mariage suit la condition de la mère. Cette solution, conforme à la tradition, aux principes et à la généralité des coutumes, devait-elle s'appliquer lorsqu'elle était défavorable à l'enfant naturel ? L'énorme développement de la mainmorte en Bourgogne, la tendance de la législation à l'unification, l'influence du droit romain (2), firent rejeter toute exception. L'enfant sera mainmortable, quel que soit le lieu de sa naissance. Du moins c'est l'opinion de Bouhier, qui est un grand seigneur, favorable à la mainmorte (3), mais non celle de Chasseneuz et celle de la jurisprudence. Puisque l'enfant légitime né en lieu franc, d'un père mainmortable, échappe à la mainmorte, il doit en être de même de l'enfant naturel né en lieu franc, d'une mère mainmortable. Le lieu de la naissance l'emporte donc sur la condition de l'auteur.

Les mêmes considérations pécuniaires, qui font déclarer mainmortable l'enfant né d'une mère de telle condition, font présumer bâtard et mainmortable l'enfant exposé dans un lieu de mainmorte. La légitimité exige la preuve certaine du mariage des auteurs ; or, cette preuve ne se présume pas, donc l'enfant trouvé sera un bâtard et l'endroit de sa naissance sera le lieu même où il a été trouvé. Qui l'élèvera ? Chacun de rejeter la charge de la nourriture et de l'entretien : le seigneur haut justicier, bien qu'ayant le droit de recueillir les choses abandonnées, refuse de conserver ces coûteuses épaves d'un

(1) *Anciennes coutumes*, tit. II, art. 6. — *Coutumes de 1459*, tit. IX, art. 3. — Bouhier, *op. cit.*, p. 781.

(2) Ulpien, loi 50, t. I, D, liv. I, § 21.

(3) Bouhier, *op. cit.*, p. 782. — Arrêts de 1604 et du 3 juillet 1569.

nouveau genre, on charge de ce soin les fermiers, les communautés de village, jusqu'à ce qu'un revirement de jurisprudence l'impose au seigneur même (1).

A côté de cette exclusion égoïste, on trouve toujours de nombreuses reconnaissances des auteurs et des actes désintéressés en faveur du bâtard. Philibert Pelleteret ne craint pas d'affirmer sa parenté adultérine et de faire légitimer sa fille Jaquette, née durant son mariage et de sa servante (2). Le sieur de la Tours, seigneur de Villars-Fontaine fait légitimer les enfants qu'il a eus de ses deux servantes (3); la noblesse et les gens d'Eglise de Salins présentent, dans leur cahier de doléances, un article en faveur de l'enfant naturel qui est tout à leur honneur; ils s'élèvent contre la confiscation, même en présence de descendants légitimes, de tous les biens du bâtard, qui a forfait: « cet article (est) indigne de la clémence de votre siècle et de la douceur des lois chrétiennes »; ils demandent que les enfants « soient deschargiés des amendes et fraiz de justice sinon y ais le lèze majesté devine ou humaine, desquels crimes les enfants suspects (de) suivre le mauvais exemple de leurs pères se doivent ressentir de la punition du forfait deffunt (4) ». En même temps

(1) Bouhier, *op. cit.*, p. 781-591. Un arrêt du Parlement de Paris (5 juillet 1594) met les enfants abandonnés à la charge des seigneurs hauts justiciers. — Bibl. munic., fonds Saverot, n° 41. *Recueil des délibérations secrètes du Parlement de Bourgogne au dix-septième siècle*. Arrêts du 12 mars 1636 et 24 mars 1648 : charge des communautés de village. Arrêts du 28 novembre 1678, 3 juillet 1680, 4 mars 1701 : charge des seigneurs.

(2) Begat, *Coustume du duché de Bourgogne*, p. 337, édit 1665.

(3) Arch. départ., C. 2100, f° 417, registre.

(4) *Ibid.*, B. 288. « Requête au roy pour l'homologation de la correction de la coutume par les gens d'Eglise et de noblesse... Confiscation sans que la legitime ou autre porcion soit reservée

que les parents reconnaissent leurs enfants naturels, que certains privilégiés présentent des revendications en leur faveur, la jurisprudence cherche à en restreindre le nombre. Les tribunaux déclarent légitime l'enfant né d'un rapt, suivi de mariage (1), ou d'un mariage clandestin mais avec célébration à l'église (2), ou de l'union contractée de bonne foi pendant une très longue absence du mari (3). Ces décisions sont le résultat des efforts des commentateurs qui veulent accorder plus facilement la légitimité et relever le bâtard de ses incapacités.

La plus importante est la privation des droits successoraux. Quels que soient leurs sentiments de bienveillance en faveur de l'enfant naturel, les auteurs s'accordent, dans l'intérêt même de la société, à lui refuser le droit de succéder à ses parents, en présence ou à défaut de descendance légitime. Mais ils ont soin de remarquer que le droit civil, pour eux le droit romain, leur donne *ab intestat*, en concours avec la mère, la sixième partie des biens du défunt; cette solution passe même, dans le désordre de la législation, dans un arrêt du Parlement de Grenoble (15 janvier 1568) (4). Seulement s'il ne peut

aux enfans du condamné, lesquels par ce delict de leurs pères demeurent en perpetuelle pauvreté et indigence, encore qu'ils fussent naiz riches non par industrie et labeur de leurs pères mais par une chevance amassée dès longtemps à la famille pour être transmise par ordre et successivement à la posterité. Par commiseracion est requis même par la grande noblesse qui avoit le principal interest de vouloir plus empirer la rigueur (l'adoucissement mentionné). »

(1) Taisand, *Coutumes des pays et duché de Bourgogne*, p. 519 et suiv., édit. 1747.

(2) Bacquet, *op. cit.*, t. II, § 5.

(3) Bretagne, *Coutume générale du pays et duché de Bourgogne*, p. 365.

(4) Bretagne, *op. cit.*, p. 378-384.

recevoir une partie du patrimoine familial, il a le droit de vivre. Aussi les commentateurs permettent à l'enfant naturel, même adultérin, de réclamer à ses parents et à ses frères légitimes les choses nécessaires à la vie, le remboursement des frais d'éducation et d'entretien, en un mot un établissement. Cette obligation est proportionnée aux facultés des parents et aux besoins des enfants. S'ils ont appris un métier (1), reçu des leçons des maîtres, ils n'ont plus le droit de demander des aliments puisqu'ils sont en état de s'en fournir eux-mêmes. Par extension, la jeune fille peut réclamer au père qui l'a reconnue et avouée, une somme modique, une dot pour l'aider à se marier (2).

C'est seulement dans ces limites que les enfants adultérins ou incestueux peuvent recevoir une libéralité testamentaire, la faute grave de leurs auteurs les empêche d'être gratifiés de biens dépassant le strict nécessaire. Ainsi le fils du sieur Trésonier David, à qui son père avait donné un domaine de 140 livres de rente, voit ce legs réduit à une pension de 50 livres, par arrêt en date du 26 novembre 1694 (3). Mêmes restrictions pour les legs adressés par les parents aux enfants des prêtres ou des sous-diacres qui en plus sont incapables de recevoir

(1) Apprentissage long et peu rémunéré. Arch. départ., B. 11317, épicerie, « apothicairie » : quatre ans, maître tenu de nourrir, chausser l'apprenti. — 11318, tabellion, notaire : quatre ans, obligation de nourrir, chausser, fournir une robe, un chaperon et instruire de son pouvoir en l'office de notaire. — B. 11320, menuisier, ébéniste : six ans, obligation d'instruire « es science d'archerie » et fournir au bout du terme une resse et un rabot. — 11387, couturier : cinq ans. — 11334, « peinture » : six ans, nourriture, gain : 6 francs.

(2) Bacquet, *op. cit.*, p. 159.

(3) Bibl. munic., ancien fonds, manuscrit n° 2291, p. 279.

d'un étranger (1). Quant aux autres enfants naturels, le père ne peut les instituer en présence d'une descendance légitime qu'à concurrence des aliments (2). A défaut de frères ou sœurs légitimes, ou lorsqu'ils répudient l'hérédité ou en sont exclus (3), l'enfant naturel peut recevoir une partie des biens. « Mais s'il n'y a enfants naturels et légitimes, le père peut instituer son bâtard en telle portion de ses biens que bon lui semble, encore qu'il ne fût légitimé par le prince, sauf la légitime des autres héritiers, pourvu que le bâtard ne soit né *ex damnato coitu*, de conjonction damnable et prohibée » (art. 287) (4). Peut-il recevoir l'universalité du patrimoine? Bretagne est de cet avis; à défaut de descendance légitime, le bâtard succéderait à tout le bien ou à telle portion que bon semble au père (5). L'opinion contraire, plus généralement admise, nous paraît préférable. Les cahiers dressés pour la réformation de la Coutume, les commentateurs Davot, Bannelier, Bacquet, sont d'accord sur ce point avec la jurisprudence (6). Ainsi le testament de Claudine Mignotte fut attaqué comme contenant un vrai

(1) Bouvot, *Epitome* p. 153. — Depringle, *Coutume du Duché de Bourgogne*, p. 339. — Arrêt de juin 1627. Les frère et sœur consanguins peuvent « quereler la disposition de leur frère consanguin si les dits frère ou sœur ont institué leur héritier le bastard d'un prestre. »

(2) Cahiers dressés pour la réformation de la coutume, art. 286, p. 92. « Le père ne peut instituer par testament son bâtard héritier tant qu'il y aura des autres enfants naturels et légitimes, auquel cas il lui peut leguer pour ses aliments seulement. »

(3) Bégat, Depringle, *op. cit.*, édit. 1652, p. 158. — Taisand, *op. cit.*, p. 527. — Boubier, *op. cit.*, p. 92.

(4) Cahiers, art. 287, p. 92.

(5) Bretagne, *op. cit.*, p. 364.

(6) Cahiers, art. 287. Davot et Bannelier, *op. cit.*, t. I, p. 66. — Bacquet, *op. cit.*, p. 151.

fidéicommis tacite de tous ses biens en faveur d'un sieur Ravot, son bâtard ; ce dernier alléguait, qu'à défaut de descendance légitime, sa mère avait le droit de lui faire une libéralité universelle. Les commissaires du Parlement de Bourgogne, consultés par Daguessau, répondirent que les enfants naturels étaient incapables de dispositions universelles, et un arrêt du 31 juillet 1775 cassa le testament, envoya les héritiers présomptifs en possession, à charge de payer 200 livres à l'enfant pour lui faire apprendre un métier, de lui fournir des aliments jusqu'audit temps, enfin de lui donner 400 livres lors de son établissement ou de sa majorité (1). Ainsi l'enfant naturel ne peut recevoir qu'une quote-part du patrimoine de ses auteurs.

Cette même restriction existe-t-elle à l'égard des libéralités que le bâtard voudrait faire à ses auteurs ? Il a gagné à cette époque le droit de tester, sauf le consentement du seigneur de mainmorte s'il est mainmortable. Les commentateurs Davot, Bannelier, Bouvot, Bacquet, Taisand, les cahiers dressés pour la réformation de la coutume et la jurisprudence lui reconnaissent ce droit (2) : « Si un bastarde va de vie à trespas sans hoirs legitimes de son corps ou sans faire de testament ou ordonnance de ses biens. » L'article 283 mentionne donc formellement son droit. C'est même la grande différence qui sépare en France, mais non dans le duché de Bourgogne (3),

(1) Davot et Bannelier, *op. cit.*, *loc. cit.*

(2) Davot, *op. cit.*, t. I, p. 65. — Bannelier, *op. cit.*, t. III, note 938, p. 33. — Bouvot, *op. cit.*, p. 395. — Taisand, *op. cit.*, p. 519. — Bacquet, *op. cit.*, p. 163. — Cahiers, art. 283, 284.

(3) Arch. munic., A, n° 7, cote 4 bis. « Memoire du procureur des Etats de Bourgogne et de celui de la mairie, contre les dispositions

le bâtard de l'aubain ; l'étranger qui peut accomplir les actes du droit des gens : donation, échange, ne saurait tester, faire un acte du droit civil. Le bâtard peut disposer de l'universalité de ses biens en faveur de toutes personnes, sauf de ses parents, qui ne sauraient recevoir de lui au delà de ce qui est nécessaire pour leur vie. A plus forte raison ils ne peuvent recueillir *ab intestat* sa succession.

Seuls succèdent au bâtard les hoirs légitimes, et à défaut, ou lorsque ceux-ci viennent à disparaître sans descendance, le roi, qui prend l'héritage provenant du tronc bâtard. Les parents collatéraux ne sont jamais appelés *ab intestat*, car l'enfant naturel ne fait pas partie de la famille, mais peuvent l'être par testament.

Le droit du roi s'est modifié quant à son étendue ; il a tout à la fois gagné et perdu en importance. Il a progressé au détriment de celui de l'évêque. Au siècle précédent, l'héritage se divisait entre l'évêque qui prenait les meubles et le duc qui avait les héritages. Au siècle suivant, la règle particulière, qui avait été, en 1429, l'objet d'un accord entre Philippe le Hardi et l'évêque d'Autun, concernant la succession de Nicolas Degasse, à savoir : les meubles situés dans le diocèse d'Autun appartiendront à l'évêque, et les héritages et autres meubles quelque part qu'ils soient assis, au duc, devient la règle générale (1). Du reste, on commence

des lettres patentes de Louis XII (1501) : « Suivant les privileges de la province, les *étrangers* qui viennent y demeurer, notamment à Dijon, *ne sont pas sujets au droit d'aubaine et peuvent librement disposer de leurs biens...* Que *tous estrangers* de quelques lieux et contrées estrangères que ce soient, non subjectz ne estans des appartenance du roy de France, qui sont venuz audit duchié, soit pour y resider ou se gouverner.., ou comme passans, *peuvent et ont peu tester et disposer de leurs biens à leur bon vouloir et plaisir.* »

(1) Martin, *op. cit.*, p. 1463.

à ne plus comprendre la nature du droit de l'évêque. Le roi, nous dit Taisand (1), succède en vertu du droit de la couronne, aux prêtres bâtards; les prélats et évêques, en vertu de l'usage « ils sont accoutumés d'avoir »; la coutume ne fait que conserver ce qui se pratiquait. Aussi Bannelier (1) déclare que les prélats et ordinaires n'ont plus de droit aux biens meubles du prêtre bâtard. Si ces meubles situés hors du diocèse viennent enrichir les caisses royales, par contre, la Trésorerie doit lutter contre les prétentions de la parenté des enfants naturels. Ces revendications sont anciennes. Dès 1461, le procureur du duc de Bourgogne à Mâcon, écrivait déjà : « Les parens des bastars et bastardes qui sont alez de vie à trespas en ladite conté de Mascon, on avis eulx dizans avoir droit diceulx et se sont efforcez et efforcent ung chascun jour de prendre et de appliquer à eulx les successions des bastars et bastardes, disans à eulx appertener, et que le roy notre dit Seigneur, ne mon dit Seigneur de Bourgogne, qui de lui a present (1461) a le droit en cette partie, ny ont aucun droit et que aucune chose nen fut oncques receue au prouffit du roy (2). » Au dix-septième siècle, les ascendants de l'enfant laissant une postérité légitime qui s'éteint, bataillent en faveur d'un droit de réversion à leur profit. Un père qui a fait une donation par contrat de mariage à son fils naturel, décédé ensuite, ainsi que sa descendance légitime, entend reprendre ces mêmes biens, de préférence au fisc. Bien que le retour n'ait pas été prévu

(1) Taisand, *op. cit.*, p. 519 et suiv. — Bouvot, *op. cit.*, p. 337. — Bannelier, *op. cit.*, p. 69, note 15.

(2) Arch. départ., B. 16, Chambre des comptes, f° 249.

dans l'acte, c'est une tacite stipulation présumée par la loi, une condition résolutoire, inhérente à l'acte, qui procède *ex vi et ipsa natura subjectæ materiæ*. Cette solution n'est, d'autre part, pas contredite par la coutume qui prévoit bien le cas où un bâtard meurt sans descendance, mais non où il laisse des ascendants. A défaut de dispositions spéciales, il faut revenir au droit écrit qui admet le retour légal (1). Cette interprétation de Martin ne nous semble pas avoir déterminé la jurisprudence qui reste indécise.

Plus certaine et plus désastreuse pour le trésor royal est la prétention du seigneur de mainmorte. A lire l'article premier du titre VIII, le roi semble préféré au seigneur de mainmorte au regard de toutes les successions des bâtards, sans distinction entre ceux qui sont mainmortables ou non. S'il existait encore quelques doutes, le titre de la mainmorte, qui passe sous silence la succession du bâtard de cette condition, les dissiperait et contribuerait par son silence à établir la règle que la succession du bâtard mainmortable appartient au roi. Cette solution n'est pas universellement admise. Ainsi Bretagne prétend que le seigneur de mainmorte l'emporte sur le roi et, dans une démonstration très claire, établit son droit de préférence. Le roi ne succède pas au bâtard à l'exclusion de tous les autres héritiers qui, par contre, ne sont pas préférés au seigneur de mainmorte. Ce sont, d'après l'article premier (tit. VIII) : « les hoirs légitimes, le seigneur haut justicier, en cas de forfaiture » ; (art. 4, tit. VIII) l'évêque diocésain, en ce qui concerne les meubles du prêtre bâtard (art. 5, tit. VIII) ; les légataires, donataires,

(1) Martin, *op. cit.*, n° 1393, p. 594.

appelés par le testateur. Le roi ne succède qu'à défaut de successeurs appelés, ou par une disposition de la loi, ou par une disposition du défunt. Le droit du roi est donc un droit de succession par défaut d'héritier ou par déshérence. Or, le droit du seigneur est un droit de préférence sur les biens de son homme mainmortable. Il exclut, en ce qui concerne les biens de mainmorte, et le seigneur haut justicier, en cas de confiscation (1) (art. 3, tit. II), et l'évêque diocésain au regard des meubles (art. 20, tit IX) (2), et l'héritier institué par testament fait sans son consentement (art. 13, tit. IX) (3), et les enfants même du défunt lorsqu'ils sont séparés de sa communion (4). Donc il est préféré à de nombreux successibles qui excluent le roi de la succession du bâtard mainmortable. Ajoutons encore que l'obligation aux dettes du mainmortable dont est tenu le roi, n'incombe pas au seigneur mainmortable (art. 15, tit. IX) (5). Le seigneur de mainmorte prend donc la succession du bâtard mainmortable, de préférence au roi.

Et Bretagne (6) ne s'en tient pas à cette seule solu-

(1) *Coutumes de 1459*, art. 3, tit. II : « Si l'homme qui a confisqué corps et biens a heritages taillables ou de mainmorte, en justice d'autrui, lesdits heritages sont au seigneur de qui ils sont taillables ou mainmortables en justice d'autrui, lesdits heritages sont au seigneur de qui ils sont taillables ou mainmortables et non pas au seigneur haut justicier. »

(2) Tit. IX, art. 20 : « Le seigneur prend la succession du pretre de mainmorte en meubles et heritages s'il n'y a parens qui lui doivent succeder, demeurant en communion avec lui. »

(3) Tit. IX, art. 11 : « L'homme de mainmorte ne peut disposer de ses biens meubles et heritages, par testament ne ordonnance de dernière volonté, sans le consentement de son seigneur. »

(4) Tit. IX, art. 13 : « Gens de mainmorte ne peuvent succéder l'un à l'autre sinon ceux demeurans ensemble et etant en communion de biens. »

(5) Tit. IX, art. 15 déjà cité.

(6) Bretagne, *op. cit.*, p. 367-375.

tion défavorable à la royauté, il admet un retour successoral au profit du bâtard dans la succession de son fils légitime. Un enfant naturel a fait des libéralités à son fils. Peut-il les recouvrer à son décès? En matière de filiation légitime, l'article 14, titre VII, est formel : « Le père succédera seul et pour le tout ès biens que ses enfants auront eu de lui et pareillement y succédera la mère comme le père ès biens provenant d'elle. » Or cet article n'est pas modifié par l'article 2, titre VIII, qui vise le décès du père bâtard ou de la mère bâtarde sans descendance. Il s'appliquera donc, et le père, ou la mère, peut recouvrer les libéralités faites à leur enfant légitime. Telle n'était pas à l'époque précédente l'opinion de Chasseneux et, au dix-septième siècle, celle de Bouvot et de de la Mare, qui déclarent, en outre, que le roi succède aux choses données au bâtard par le père, même avec prohibition d'aliéner (1). Par le même raisonnement, la même interprétation de l'article 2, Bretagne admet les droits des frères et sœurs germains et autres descendants du père ou aïeul bâtard, de la mère ou aïeule bâtarde, ou autres collatéraux, provenant du même tronc, à la mort de l'enfant légitime du bâtard, sur les biens procédant du tronc commun, en vertu de l'article 17 des successions (tit. VII) : « Les héritages ensuivent en succession la ligne du tronc de laquelle ils sont issus. » Toutes ces solutions de Bretagne, partagées en partie par Bouhier et Davot, tendent à restreindre le droit du roi, à le transformer en un droit de déshérence, qui ne pourrait être exercé qu'à défaut d'héritier. Le roi n'est donc appelé à la suc-

(1) Bouvot, *op. cit.*, p. 398. — *Epitome*, p. 152. — La Mare, *op. cit.*, p. 372.

cession du bâtard qu'à défaut d'hoir légitime ou de disposition testamentaire, et à celle de ses enfants légitimes que lorsque le père aïeul, la mère ou autres descendants ne sont plus en vie, qu'il n'y a ni frères, ni sœurs, ni collatéraux provenant du tronc du bâtard, à défaut d'héritier institué, de donataire, de seigneur haut justicier, de confiscation, de seigneur de mainmorte en cas d'échute. Et une conséquence singulière est la suivante : les seigneurs de mainmorte auront tout intérêt à ne pas affranchir leurs mainmortables, pour recueillir la succession des enfants naturels qui vivent parmi eux.

Ces considérations pécuniaires qui les déterminent à restreindre les affranchissements, engagent par contre la royauté à multiplier les légitimations par lettres du prince. Du reste les deux modes deviennent plus simples comme formalités, et les lettres royales d'une obtention plus facile.

Dans la légitimation par mariage subséquent, on n'exige plus la formalité de la toilette qui consistait à placer l'enfant naturel avec le père et la mère sous un poêle étendu sur leur tête durant la cérémonie religieuse. Le Parlement de Bourgogne valide la légitimation d'Antoinette Jaqueletat, malgré l'inexécution de cette formalité (10 janvier 1678). Il est vrai que sous l'influence du droit canonique, on déclare que seul le mariage susceptible de produire des effets civils peut légitimer des enfants naturels ; par suite le mariage contracté *in extremis* (ordonnance de 1639, art. 6 ; édit de 1697, art. 8) n'aura pas cet effet. A cette simplification de formalités correspond une extension des effets : l'enfant naturel, relevé de son incapacité, a droit à la légitime, à l'emphytéose, aux fiefs, il brise le testament antérieur, est admis

au retrait lignager, jouit même selon certains commentateurs (1) du droit d'ainesse. Pour lutter contre le développement de la légitimation *per subsequens matrimonium*, et bénéficier des indemnités d'entérinement, la royauté prodigue les lettres du prince.

Exigent-elles toujours la présence du seigneur de mainmorte pour assurer leur pleine efficacité ? Un arrêt du Parlement de Dole (1620) admet leur validité « quoique le seigneur de mainmorte n'y eut pas consenti pour son intérêt et que la qualité de mainmortable n'ait pas été exprimée par les lettres (2) ». Cet arrêt est vivement critiqué par Bouhier et Davot qui rétablissent les principes : la légitimation vérifiée sans appeler les intéressés ne sert que pour les droits du roi. Or le seigneur de mainmorte a intérêt à s'opposer à la légitimation d'un mainmortable qui n'aurait pu, sans son consentement, transmettre ses biens par testament. Il devait donc être appelé à la vérification des lettres. Du reste sa présence, de même que la légitimation, étaient une question de finances.

Ces lettres qui, dans les siècles précédents, avaient été une faveur, en étaient arrivées à être une mesure fiscale. Le roi reconnaissait comme légitimes les enfants naturels, même adultérins, moyennant une certaine indemnité. Pour donner à chacun des droits réciproques de succession, le consentement de tous les intéressés (3) était toujours requis. Une seule exception à cette règle concerne les parents, auxquels Bannelier et Davot permettent de succéder à

(1) Taisand, *op. cit.*, *loc. cit.*, p. 643 et suiv.

(2) Bouhier, *op. cit.*, *loc. cit.*, p. 781.

(3) Arch. départ., B. 11197, p. 507, 508, 525.

leur enfant, même s'ils n'ont pas consenti à sa légitimation. Le principe général n'en subsiste pas moins : tous les intéressés doivent être appelés à l'entérinement de ces lettres. Ainsi la légitimation royale n'entraîne révocation d'une donation qu'autant que les donataires sont présents et consentants à l'entérinement.

A-t-elle de même pour effet d'exclure le substitué dans un fidéicommiss (1) ? Claude de Chassignolles, sur le point de mourir, institue, par testament, Regnier de Chassignolles, son fils naturel, en priant le roi de le légitimer, puis il lui substitue un sieur de Chevignon. Revenu à meilleure santé, il néglige la légitimation et, par testament, confirme les dispositions précédentes. Le substitué, alléguant l'incapacité du légitimé de recevoir le patrimoine, prend les biens. Procès ; entre temps de Chassignolles s'est fait légitimer par lettres du prince. Nous n'avons pas la solution.

Deux systèmes sont en présence. L'un s'en tient à la date du fidéicommiss : postérieur à la légitimation, il a une valeur certaine ; antérieur, le substitué exclut le légitimé, la légitimation ne saurait porter atteinte à son droit. L'autre déclare que l'enfant légitimé par le prince n'est pas un enfant légitimé, et que seule la présence d'un enfant légitimé, par assimilation avec les causes de révocation d'une donation, peut empêcher l'ouverture du fidéicommiss. D'autre part, la légitimation ne saurait porter préjudice aux tiers, et leur consentement aurait dû être requis lors de l'entérinement. Ce furent sans doute les arguments qui décidèrent la jurisprudence. En 1613, le Parle-

(1) Martin, *Supplément aux œuvres de Bouhier*, t. II, p. 591.

ment déclara ouvert un fidéicommiss en faveur d'Antoine et Claude Rey, qui recueillirent les biens malgré la présence d'un enfant naturel d'Humbert Rey, légitimé par le prince et institué par le testateur.

La légitimation par lettres du prince ne fait donc pas du légitimé un véritable enfant légitime, pleinement capable au point de vue successoral ; elle n'a qu'un effet : supprimer les incapacités qui le frappaient à l'égard du fisc.

Et si maintenant nous considérons quelles sont les incapacités qui atteignent l'enfant naturel en Bourgogne à la fin du dix-huitième siècle, nous le voyons capable de recueillir de la succession de ses auteurs les choses nécessaires à la vie ; d'être gratifié, dans les mêmes limites, en présence d'une descendance légitime, et, à défaut, d'une quote-part du patrimoine ; libre de transmettre ses biens à ses enfants, d'en léguer l'universalité (avec le consentement du seigneur s'il est mainmortable) à qui bon lui semble, sauf à ses parents, qui, en raison de leur faute, ne peuvent recueillir que pour aliments. Le droit royal de bâtardise ne s'exerce donc qu'à défaut de testament et d'héritier.

CONCLUSION

Nous croyons avoir démontré la fausseté de l'opinion de certains auteurs, pour qui l'enfant naturel n'a pas succédé et n'a pas eu de successeur dans l'ancien droit. En réalité, sa situation successorale a varié en Bourgogne suivant les époques.

A l'origine, chez les Burgondes primitifs, livrés à la polygamie, la bâtardise a joué un faible rôle. Le bâtard n'entre dans l'histoire qu'avec la monogamie, le mariage contracté dans un esprit de perpétuité. Le développement de la bâtardise coïncide avec un progrès moral considérable qui se réalise lentement. Le souvenir du temps où tous les enfants étaient placés sur le même rang se perpétue pendant des siècles chez les Bourguignons qui abandonnent lentement la polygamie. L'enfant non issu d'une union légitime est bâtard, mais sa condition chez les Mérovingiens n'est guère plus mauvaise, car il n'est pas tombé au rang avili qu'il occupera plus tard. Non pas que le courant d'opinion défavorable, qui devait à la fin triompher, n'apparaisse de bonne heure, créé et alimenté par l'influence religieuse et romaine, il se dégage dès l'époque carolingienne. Dans les siècles suivants, la coutume l'écarte de la succession de ses parents, lui défend de tester, mais lui laisse la faculté

de transmettre à ses enfants nés de loyal mariage. A la fin de l'ancien régime, aucune incapacité civile pour ainsi dire ne l'atteint : il est libre de disposer de ses biens, mais il ne recueille du patrimoine de ses auteurs que les choses nécessaires à la vie. Un mouvement rétrograde violent le mit, en 1793, sur le même rang que les autres enfants, quant à la succession de ses parents (loi du 12 brumaire an II, art. 2). Depuis 1803, il a repris une situation inférieure ; actuellement il jouit de la qualité d'héritier, mais il reçoit une part de l'hérédité différente en quotité de celle de la descendance légitime. Accorder au bâtard en présence de cette filiation une créance alimentaire largement entendue est conforme à la justice et à l'équité, mais lui donner les mêmes droits successoraux serait porter atteinte à l'institution du mariage, par suite à l'existence même de la société.

VU :

ERNEST CHAMPEAUX.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER ,

Dijon, le 2 juin 1905.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

Opinion généralement admise : incapacité du bâtard de disposer et de recevoir dans l'ancien droit. — Fondement. — Caractère local du sujet. — But de l'étude. — Plan.

PREMIÈRE PARTIE

Des origines jusqu'aux coutumes.

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Le matriarcat burgonde</i>	9
--	---

La filiation naturelle implique l'existence de la famille.
— Les Burgondes ont connu le matriarcat. — Discussion. — Egalité de droits successoraux entre la filiation légitime et naturelle.

CHAPITRE II. — <i>Les Burgondes en Gaule</i>	17
--	----

Section I ^{re}	17
-----------------------------------	----

Législation gallo-romaine. — Avant les invasions : distinction de la filiation légitime et naturelle. — Classification des enfants naturels : *naturales*, *spurii*, *vulgo concepti*. — Droits successoraux de chacun. — Après les invasions. *Lex Romana Burgundionum*. Défaut de droits successoraux de l'enfant naturel. — Limite des libéralités à son égard

Section II. — <i>Loi Gombette</i>	23
---	----

Défaut d'influence de la législation gallo-romaine sur les Burgondes. — Causes. — *Liber constitutionum* ou loi Gombette. — Esclavage de l'enfant naturel. — Absence de droits successoraux.

CHAPITRE III. — *Les Mérovingiens* 35

Possibilité d'unions entre conjoints de conditions différentes. — Causes. — Effets : droit successoral de l'enfant naturel royal ; de simple particulier. — Libéralités testamentaires possibles. — Restrictions.

CHAPITRE IV. — *Les Carolingiens et les Capétiens* 41

Désordre de la société : guerre, famine, mœurs. — Réaction de l'Eglise. — La bâtardise est une souillure. — Perte des droits successoraux de l'enfant naturel. — Capacité du bâtard noble à l'égard des libéralités.

DEUXIÈME PARTIE

Les coutumes.

CHAPITRE I^{er}. — *Le bâtard au quatorzième siècle*. 51

Distinction du bâtard noble ; roturier. — Condition de chacun. — Défaut de droit successoral *ab intestat* ; testamentaire. — Libéralités indirectes possibles. — Incapacité de transmettre : le duc lui succède. — Des successeurs préférables au duc. — Charges de la succession.

CHAPITRE II. — *Les coutumes au quinzième siècle*. 69

Réaction défavorable au bâtard noble : privation de la noblesse. — Opinion favorable au bâtard roturier. — Incapacité successorale *ab intestat* ou testamentaire. — Incapacité de tester. — Capacité de transmettre à sa descendance légitime. A défaut, le duc hérite. — Charges des successions.

CHAPITRE III. — *Formalités qui suivent la mort du bâtard. Bénéficiaires de sa succession autres que le duc* . . . 85

Formalités d'inventaires. — Actif. — Passif. — Produits de la vente des biens. — Des successeurs préférables au duc. — De la légitimation. — Produit de l'entérinement des lettres du prince.

TROISIÈME PARTIE

De la réformation à la Révolution . . . 101

Insuccès de la réformation de la coutume. — Mouvement favorable aux enfants naturels provoqué par les commentateurs. — Capacité successorale *ab intestat*; testamentaire : en présence; à défaut de descendance légitime. — Capacité de tester. — Restrictions. — Capacité de transmettre à ses hoirs légitimes. — A défaut, droit du roi. — Evolution de ce droit. — Légitimation.

CONCLUSION 119

ERRATA

P. 1, 6^e ligne, au lieu de : *en sa terre et duchée*, lire : *en sa terre et duchié*.

P. 18, note 1, au lieu de : *L. 3. C. théodosien*, V, 27, lire : *L. 3. C. V*, 27.

P. 18, note 2, au lieu de : *Paul, titre XX*, lire : *Paul, liv. II, titre XX*.

P. 18, note 4, au lieu de : *Digeste*, lire : *Code*.

— note 5, même correction.

— note 6, au lieu de : *Novelle 89, CXII*, lire : *Novelle 89, caput XII*.

P. 20, note 2, 3^e ligne, au lieu de : *legitime contrehentur*, lire : *legitime celebrentur*.

P. 20, note 2, 6^e ligne, au lieu de : *celebreretur*, lire : *celebretur*.

P. 20, note 2, 12^e ligne, au lieu de : *conmixtione*, lire : *commix-tione*.

P. 21, note 1, 1^{re} ligne, au lieu de : *Secundum etiam*, lire : *Scien-dum etiam*.

P. 22, suite de la note 4, page 21, 1^{re} ligne, au lieu de : *aut per suppositam quacumque personam*, lire : *aut per suppositam quamcumque personam*.

P. 28, note 2, au lieu de : *Quod si parentus puellæ*, lire : *quod si parentes puellæ*.

P. 43, note 3, au lieu de : *dom Bouquet, præfatio*, lire : *dom Bouquet, t. XI, præfatio*.

P. 44, note 4, au lieu de : *Marniers*, lire : *Marnier*.

— note 5, au lieu de : *Marmiers*, lire : *Marnier*.

P. 52, note 6, au lieu de : *Coutumes de Bourgogne*, lire : *Coutumier de Marnier, p. 529*.

P. 57, note 1, 2^e ligne, au lieu de : *Coutumes*, lire : *Coutume*.

P. 59, note 1, 1^{re} ligne, au lieu de : *Coutumes*, lire : *Coutume*.

P. 59, note 1, 3^e ligne, au lieu de : *toutes voies...*, elle ne pert point son douaire ne son acquet par la coustume de Bourgogne, lire : *toutesvoies...*, elle ne pert point son douhaire ne son acquet, pour la coustume de Bourgoingne.

P. 59, note 2, dernière ligne, au lieu de : *tant seulement*, lire : *tant soulevant*.

P. 60, note 1, au lieu de : *Coutumes*, lire : *Coutume*.

— note 1, 2^e ligne, au lieu de : *homs justiciable*, lire : *homs justiciables*.

P. 60, note 1, 4^e ligne, au lieu de : *doit être*, lire : *doit estre*.

P. 61, note 2, 2^e ligne, au lieu de : *il ne paie rien des debtes*, lire : *il ne paie riens des debz*.

P. 71, note 2, au lieu de : *Pincédé*, lire : *Peincédé*.

P. 84, note 2, 3^e ligne, au lieu de : *mainmortables, sans pour raison diceulx*, lire : *mainmortable, sans pour raison diceux*.

P. 86, note 4, au lieu de : *Ibid.*, n^o 7, lire : *Ibid.*, A, n^o 7.

P. 91, note 2, 2^e ligne, au lieu de : *enfans d'iceu enfans*, lire : *enfans d'iceux enfans*.

P. 91, note 2, 3^e ligne, au lieu de : *de leur corps*, lire : *de leurs corps*.

P. 95, note 4, au lieu de : *Ibid.*, lire : *Chasseneuz*.

P. 98, note 5, au lieu de : *Observations sur la coutume de Bourgogne, t. II, p. 75*, lire : *Observations sur la coutume du duché de Bourgogne, t. II, p. 785*.

P. 103, 1^{re} ligne, au lieu de : *et non de la mère*, lire : *et non pas de la mère*.

P. 105, dernière ligne, au lieu de : *15 janvier 1568*, lire : *15 janvier 1658*.

P. 105, note 1, au lieu de : *p. 519 et suiv.*, lire : *p. 530*.

— note 2, au lieu de : *t. II, § 5*, lire : *t. II, p. 181*.

P. 109, note 1, au lieu de : *p. 1463*, lire : *n^o 1463, p. 613*.

P. 112, note 1, 6^e ligne, au lieu de : *seigneur haut justicier*, lire : *seigneur de la haute justice*.

CARTULAIRE
DE
L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON

CHARTES DES ANNÉES 1385 A 1394

NOTA. — Quelques chartes de la même époque ont été publiées par M. l'abbé Fyot dans son *Histoire de l'église abbatiale et collégiale de Saint-Etienne de Dijon*.

Les pièces n'ayant aucun sommaire sont des résumés.

*Les Chartes font partie de la publication intégrale
du Cartulaire de Saint-Etienne, entreprise par une Société
d'étudiants de l'Université de Dijon.*

CARTULAIRE

DE

L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE

DE DIJON

CHARTES DES ANNÉES 1385 A 1394

N^o 1.

18 janvier 1385/6 ⁽¹⁾.

Bail à cens.

Universis presentes licteras inspecturis, officialis lingonensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, in presencia dilecti et fidelis iurati nostri *Guillelmi Girardi* de Divione, clerici tabellionis curie lingonensis, cui quantum ad hec que secuntur et alia maiora loco nostri recipienda, audienda et nobis referenda commisimus, vices nostras personaliter constituti *Galterius* dictus *le Regnardet* de Divione, doliarius, et *Bonneta* eius uxor, que quondam fuit uxor *Colini dicti Bon Vallet* deffuncti, dicta inquam *Boneta* licenciata et auctorizata a dicto *Galterio*, marito suo, quo ad ea que secuntur inferius, per eam cum dicto marito suo facienda, et quas auc-

(1) Ce deuxième chiffre indique la date de l'année d'après le calendrier moderne.

toritatem et licenciam dicti mariti sui sibi datas ipsa *Bonneta* gratante in se suscepit et acceptavit, quo ad hoc spontanei recognoverunt et publice confessi sunt et uterque illorum in solidum se retinuisse et retinent, ad eorum vitam coniugum, necnon ad vitam *Johannis dicti Bon Vallet*, quondam filii dicti quondam *Colini* in corpore dicte *Bonete* procreati, ac ad vitam superuiuentis ipsorum trium prenominatorum solummodo, a religiosis viris domino Abbate et conventui monasterii Sancti Stephani Divionensis, quandam domum suam, unacum fundo, manso et pertinentiis suis, pertinentem et pertinentibus ad cellam predicti domini abbatis, situatam Diuione, in vico dicto es Riboutez, juxta domum *Odeneti Coquarii*, ex una parte, et juxta domos, que quondam fuerunt *Jacobi Johannis et Petri de Monte Barro*, a parte posteriori, ex parte altera. Et hanc presentem retencionem fecerunt prefati coniuges, cum auctoritate et licencia predictis prout supra, pro censa seu censu annuali octo francorum auri boni et iusti ponderis et octo grossorum turonensium argenti veterum, de cuius domino nostri Regis, quolibet franco auri pro viginti solidis turonensium et quolibet grosso veteri argenti turonensium pro viginti denariis computandis. Quosquidem octo francos auri cum dictis octo grossis turonensium argenti veteri monete superdicte censu annuali predicta, dicti *Galterus* et *Boneta* coniuges, cum auctoritate et licencia predictis, promiserunt, per eorum iuramenta propter hoc ad sanctissima Dei euangelia corporaliter prestita, et sub obligatione et ypotheca rerum suarum omnium et singularum presencium et futurarum ubicumque existencium, per se et dictum *Johannem Bon Vallet* et

ipsorum trium superviventem, pro quoquidem *Johanne* absente se fortes fecerunt ipsi coniuges et manuceperunt, quo ad hoc obligando se et bona sua soluere et tradere predicto abbati et suis successoribus, annis singulis, scilicet medietatem dictorum octo francorum auri et octo grossos turonensium veteri argenti, ad festum nativitalis Domini, et aliam medietatem ad festum nativitalis beati *Johannis Baptiste*, per totum tempus vite illorum trium et dicti superuiuentis ex ipsis. Preterea predicti coniuges per se et dictum *Johannem*, pro quo se fortes fecerunt et manuceperunt prout supra, ac per superuiuentem eorum, dictam domum cum suis pertinentiis predictis in bono et sufficienti statu, suis propriis missionibus et expensis, manutenere, per totum tempus predictum promiserunt ac tenentur per suum iuramentum, et sub obligacione predicta, presentemque retencionem per eos ut promiccionem factam, firmiter observare et contra tenorem presencium litterarum, per se nec per alium seu alios, nunquam venire, nec contra dicere, vel facere, neque etiam consentire quoquo modo. Supponentes propter hoc ipsi coniuges, cum licencia et auctoritate quibilet supra, se et suos heredes omniaque bona sua presencia pariter et futura iuridictioni et cohercioni curie lingonensis et cuiuslibet alterius curie tam ecclesiastice quam seculare, altera vero dictarum cohercionnum propter alteram non cessante et excommunicacionis sententia non obstante. Renunciando expresse in hoc facto, per sua iam tradita iuramenta, omnibus excepcionibus, allegacionibus et auxiliis tocius iuris consuetudinis atque facti, et generaliter omnibus et singulis aliis, que contra formam et effectum presencium licterarum

dici possent, vel allegari quolibet aut obici, et maxime iuri generalem renunciacionem nisi preceserit specialis reprobanti, omni quoque priuilegio et iuri in favorem mulierum introducto. Quibus sit pactis dictus iuratus noster predictis coniugibus percepit et iniunxit ex parte nostra viva voce ut premissa teneant, solvant, faciant, et adimpleant modo et forma suprascriptis. Alioquin nos contra ipsos coniuges et eorum quemlibet procedemus per censuram ecclesiasticam ut ius erit. In cuius rei testimonium, nos ad fidelem relacionem dicti iurati nostri de premissis nobis factam, cui in hiis et aliis fidem adhibemus plenariam, sigillum dicte curie lingonensis presentibus litteris duximus apponendum. Datum et actum Divione die Jovis in festo ad cathedram sancti Petri. Anno domini millesimo trecentesimo octogesimo quinto. Presentibus *Johanne de Maroilliis, Regnauldo de Saconneyo, et Symone Bergerii*, clericis Divione comorantibus, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. — *G. Girardi* de Divione. Ita est.

Liasse, G. 271.

N° 2.

8 juin 1385.

Vente de cens pour fondation d'anniversaires.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnation d'icelli courant mil trois cens quatre vins et cinq, le huitième jour du mois de jung, je *Poinsart Bourgeoise* de Diion, faiz sauoir a touz ceulx qui verront et orront ces presentes lettres, que je, de mon bon gre et plene volente senz deceuance, vens cede quicte et transporte perpetuelment pour

moy et pour mes hoirs, aux religieux prieur et couuent du monastiere de saint Estienne de Diion, frere *Guy dArc* procureur et en nom de procureur des diz religieux present et stipulant, au proffit de deux anniuersaires fondez ou dit monastere par frere *Robert de Chaignay* chanoine du dit monastere et maistre de l'ospital de nostre dame de Diion, les quelx seront celebrez chascun an perpetuellement en ycelli monastere par les diz prieur et couuent, pour le remede de lame dudit frere *Robert*, cest assauoir lun des diz anniuersaires es quartemps de la sainte Lucie, et l'autre es quartemps des Bordes, cinquante solz tournois de annuelle et perpetuelle rente, vng franc de bon or et de juste pois du coing du roy nostre seigneur compte pour vint solz tornois et vng groz viez compte pour vint deniers tornois, a paier chascun an par moy et mes hoirs perpetuellement aux diz religieux et a leurs successeurs a la feste de la nativite saint Jehan Baptiste. Et commencera le premier paiement a la dite feste de la nativite de saint Jehan Baptiste, qui sera l'an courant mil trois cens quatre vins et six. Et ce present vendaige, je faiz pour le pris de trente huit frans de bon or et de juste pois, du coing du roy nostre seigneur, les quelx j'ay euz nombrez et receuz des diz religieux par la main dudit frere *Robert* realment et de fait, en la presence du coadiuteur et des tesmoins cy dessoubz nommez, Dont je me tien pour content et bien paie deulx et les en quitte perpetuellement par ces presentes. Et les diz cinquante solz tornois de annuelle et perpetuelle rente, assie et assigne perpetuellement aux diz religieux sur une maison fons mex et appartenances dicelle, assise a Diion en chasteaul prez de la porte au lion, de coste la voie commune d'une

part et la maison *Perrinet Vangerry* d'autre part, la quelle maison ainssi confinee est appelee la maison sire *Jehan de Saumaise*. Item sur vne autre maison fons mex et appartenances d'icelle tenent a ycelle maison a la partie par darriers, la quelle tient a cense *Huguenot Manechot* demeurant a Diion. Item et sur la cense que ledit Huguenot Manechot en doit. Et vueil et me consens que pour chascun deffaut de paie de la dite rente les diz religieux puissent recourre aux diz assignaulx et les tenir et possider et faire les loyers et reuenues leurs, jusques affin de paie des arraiges de la dite rente et des despens pour ce encouruz. Promettens je le dit *Poinssart*, par mon serement pour ce donné corporelment aus sains euuangles de dieu, et soubz l'obligacion de tous mes biens meubles et nonmeubles, presens et auenir quelconques, ce present vendaige tenir et observer a touiours senz contrevenir, et paier chascun an perpetuellement aux diz religieux la dicte rente audit terme, ensemble tous despens qu'il pourroient encourir pour deffaut de ma paie, et aussi garantir perpetuellement a yceulx religieux et a leurs successeurs la dite rente sur les diz assignaulx et faire tout ce que lon doit faire en garantie. Renuncens en ce fait a toutes excepcions par les quelx l'an pourroit dire ou venir contre la teneur de ces presentes lettres ou aucune des choses contenues en ycelle, mesmement au droit disant la general renunciacion non valoir se l'especial n'est deuant mise. Voulens a ce moy et mes hoirs estre contrains ainssi comme de chose adiugie par la court de monseigneur le duc de Bourgoingne, a la juridiction de laquelle court, quant a ce, je submet et oblige moy, les diz assignaulx, et tous mes autres biens meubles et non-

meubles presens et auenir quelconques. En tesmoing de ce j'ay requis et obtenu le seel de la dite court estre mis a ces presentes lettres. C'est fait pardeuant *Jehan de Maroilles*, clerc jure de la dite court et coadiuteur du notaire de Diion. Presens messire *Guy de Blaigney* prestre et *Therry le Barbolet* demeurant a Diion, tesmoins ad ce appelez et especialment requis l'an et le jour dessus diz.

J. de Maroilles.

Orig. : liasse G. 173, scellé à double queue de parchemin.
Copie, Reg. G. 133, f° 336.

N^o 3.

9 août 1385.

Collation de l'office d'infirmier de Saint-Etienne donnée par l'abbé de Marigny à messire Guy d'Arc, chanoine.

Johannes de Marigneyo, decretorum doctor, dei gracia humilis abbas monasterii sancti Stephani de Diuione, ordinis sancti Augustini, lingonensis diocesis, dilecto nobis in Christo fratri *Guidoni de Arcu*, presbitero concanonico nostro expresse professo, salutem in domino sempiternam. Probitatis tue merita, quibus apud nos familiari experientia multipliciter commendaris, nos inducunt ut te fauore prosequamur gracie specialis. Volentes igitur te premissorum meritorum tuorum intuitu fauore prosequi graciosi, officium infirmarie dicti nostri monasterii, per canonicos eiusdem solitum gubernari, quod officium frater *Guillermus de Nantholio* prior sanctorum geminorum ordinis et diocesis predictorum in dicto nostro monasterio nuper obtinere solebat, vacans ad presens et liberum tibi cum suis juribus et pertinentiis uniuersis conferimus et assi-

gnamus et de illo eciam prouidemus teque petentem et requirentem in ipsius infirmarie officii ministerii et pertinenciarum uniuersorum eiusdem corporalem et realem possessionem per nostri birreti (1), necnon per clauem domorum eiusdem infirmarie officii tradicionem ponimus et inducimus ac eciam investimus presencialiter de eodem modo dantes nichilominus omnibus et singulis subdictis nostris quatinus tibi uel tuo procuratori tuo nomine de ipsius officii infirmarie fructibus redditibus, prouentibus juribus et obuencionibus uniuersis, quantum ad eos pertinet et spectat respondeant integre seu faciant plenarie responderi. In quorum omnium et singulorum premissorum testimonium presentes litteras in formam publici instrumenti redactas, per notarium publicum infrascriptum, subscribi et publicari rogauimus nostrique sigilli fecimus appensione muniri. Datum et actum Diuione in dicto nostro monasterio, anno a natiuitate domini millesimo trecentesimo octuagesimo quinto, indictione octaua, die nona mensis Augusti pontificatus sanctissimi in Christo patris, et domini nostri domini *Clementis* diuina prouidencia pape Septimi anno septimo. Presentibus venerabilibus religiosis et discretis viris fratribus et dominis *Guillermo* priore sanctorum geminorum predicto, *Philiberto de Marigneyo* priore de Gleno prope montem sancti Johannis ordinis sancti Benedicti, et *Johanne Bertrandi de Tilicastro*, presbiteris testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Datum ut super. — *G. de Argeyo*.

Et ego *Guillermus Brunelli de Argeyo*, clericus

(1) De *birretum* : barrette.

eduensis diocesis publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius, premissis omnibus et singulis dum sic ut premittitur per reuerendum patrem dominum abbatem predictum fierent et agerentur una cum prenomminatis testibus presens fui eaque per alium scripta in notam recepi publicam et in hanc publicam formam redegi hic me propria manu subscripsi, signoque meo solito signaui, requisitus et rogatus in testimonium premissorum.

Liasse G. 146, scellé à double queue de parchemin.

N° 4.

17 octobre 1385.

Bail à Cens à Rolin dit Frommaigeot de Ville soubz Gevrey et Jehannote sa fane, autorisée de son mari, pour eux et leurs hoirs, par Jacob dit Mairet dudit Ville, filz de feu Jehan Maire et de Dalfine sa femme, fille de feu Jehan Estiot dudit Ville — d'une maison dite grange, ensamble mes darrière, trege devant, comportant un celier, un chaufour (le solier audesus du celier retenu par ledit Jacob), le tout sis à Ville soubz Gevrey, de costé la maison des hoirs Monseigneur Nicolas Brecey, prêtre, et celle dudit Jacob, d'autre part. — Pour le cens annuel de vint soubz, comptés pour un franc ou une livre, payable à la feste de sain Remi et doues pintes doille dues par ledit Jacob es signour de Saint Estiene de Diion et payable au moi de mars. Les reteneurs serons tenus de mettre en ediffice deci à dux ans à la date de ces lettres commansans jusques à la some de dix frans dour. Fait en présence de Jehan Arnouf de Gevrey, clerc coadiuteur du tabellion de Diion, de

Jehan Quillot, de *Jehan Jauloiset* et de *Rahoul Bolardeaul* deu Ville, tesmoins.

Liasse G. 391, scellé à double queue.

N° 5.

11 janvier 1386/7.

Vente par *Aalis* fille de feu *Symonnot Damaigne* et femme de feu *Monnot de Rovvre*, masson, demeurant jadis à Diion — à Messire *Pierre de Lixey* et Messire *Pierre dAuteroiche*, chanoines du monastère de saint Estienne — De vint solz tournois de annuelle et perpetuele rente, ung franc compté pour vint solz tournois, et un gros viez tournois d'argent pour vint deniers tournois, payable par elle et ses hoirs aux dits religieux à la feste de la Nativité Notre Dame. Ce vendage pour le pris de seze frans paieiz par Messire *Thiebault de Lixey*, presire, pour un anniversaire faire et celebrer chascun an à l'Eglise Saint Etienne le sezime jour de septembre pour le remède de l'ame dudit Messire *Thiebault*. La rente a pour assiele une maison, fons, appartenances, sise à Diion, rue Vannerie empres la maison des religieux du Val Notre Dame près de Talent, d'une part, et celle de *Jehan Girarde* d'autre part. A defaut de paie, les religieux pourront recouvre et assigner à la dite maison, et la tenir et possider et faire les loughiers dicelle leurs jusques afin de paie de tout ce qui leur seroit deu. Approuvé par *Jehannote*, fille de feu Monseigneur *Guy de Saint Jehan* de Diion et femme de feu *Philippe de Longeaul* escuier. Par devant *Guillemot Girart* clerc juré et coadiuteur du notaire de Diion. — Temoins : *Perrenot Gauthie-*

rot tonnelier, Perrenin le Froloiset et Symmonet Bergier clerks à Dijon.

Orig. : liasse G. 278, scellé à double queue, copie dans reg. G. 133, f^o 356, datée du 2 mars 1386.

N^o 6.

17 janvier 1386/7.

Amodiation à *Therriot*, filz de feu *Guillaume le Maire* de Fauverney, jusques dix ans après continuellement ensuivant et avenir, d'une pièce de terre d'environ sept journaux, assise au finaige de Fauverney, en Espenois, de costé la terre *Jourdain Vannereul*, moyennant sept amenes de blef, cestassavoir trois de tourte et quatre d'avenne, à la mesure de Dijon, payable une amine d'avenne à la feste de Tous-sains, une amine de tourte à la même feste l'an mil trois cens quatre vins et neuf, une d'avenne l'an mil trois cens quatre vins dix, une de tourte en quatre vins douze, une d'avenne en quatre vins treize, une de tourte en quatre vins quinze, une d'avenne à la meme feste après. Par devant *Guillemot Girart* de Dijon clerc juré et coadiuteur du notaire. Présens : *Huguenot Mainchet* et *Henry de Port sur Saone*, clerc à Dijon.

Liasse G. 348, scellé à double queue de parchemin.

N^o 7.

22 janvier 1386/7.

Collation de prieuré, cure d'Ahuy, donnée par Jean de Marigny, abbé de Saint-Etienne, à Jean de Pontailier, chanoine.

Frater Johannes de Marigneyo, decretorum doctor, humilis abbas monasterii sancti Stephani de Divione,

ordinis sancti Augustini, lingonensis diocesis, dilecto concanonicalo nostro fratri *Johanni de Pontecisso* presbitero religionem nostram expresse proffesso salutem in domino. Deuocionis affectus, quem ad nos et monasterium nostrum habere diuosceris, ac probitatis et virtutum merita, quibus apud nos fidedigno commendaris testimonio, necnon grata et accepta seruicia per te nobis et eidem monasterio haecenus impensa, nos incitant et inducunt ut personam tuam beniuolo fauore prosequamur. Volentes itaque premissorum obtentu gratiam tibi facere specialem, curam regimen et administracionem in spiritualibus et temporalibus prioratus et ecclesie de Aqueductu ac capelle de Asneriis dicte diocesis ad nos et selam nostram pleno jure spectantes omniumque jurium et pertinencium ipsorum, quos nos et predecessores nostri consueuimus et consueuerunt, per religiosos dicti monasterii facere gubernari, tibi una cum jurium et pertinencium predictorum integra et libera percepcione ad usus tuos committimus per presentes, quamdiu vitam duxeris in humanis teque possessionem cure regiminis et administracionis, prioratus, ecclesie et capelle ac omnium jurium et pertinencium supradictorum inducimus, et per birreti nostri tradicionem presencialiter investimus de eisdem conscienciam tuam, super curastrarum dictarum parrochialis ecclesie et capelle ac aliis premissis onerare, et nostram exonerare penitus intendentes recepto per nos a te super hoc solito et corporali juramento. Mandantes presencium tenore religioso viro fratri *Guidoni de Archubarrensi* infirmario dicti monasterii nostri, quatenus te uel procuratorem tuum tuo nomine in realem et corporalem possessionem cure regiminis administracionis

prioratus ecclesie et capelle ac jurium et pertinentium predictorum ponat et inducat adhibitis solennitatibus consuetis. Precipientesque parrochialibus ipsarum ecclesie et capelle ac aliis nobis subdictis, non subdictos rogantes quatenus tibi vel procuratori tuo pro te de fructibus, redditibus prouentibus iuribus et obuencionibus uniuersis dictorum prioratus ecclesie et capelle partum in eis fuerint respondeant integre. In quorum omnium et singulorum premisorum testimonium presentes litteras per notarium publicum infrascriptum subscribi et publicari mandauimus ac sigilli nostri fecimus appensione muniri. Datum et actum in dicto monasterio nostro anno a natiuitate domini millesimo trecentesimo octuagesimo sexto, indictione nona mensis januarii, die vice-sima secunda pontificatus sanctissimi in Cristo patris et domini nostri domini *Clementis*, diuina prouidencia pape septimi anno octauo. Presentibus *Guidone de Senceyo* et *Johanne Perrelli* dicto Diuione commorantibus, vocatis ad hoc testibus specialiter et rogatis. (Deux lignes hors texte illisibles comprenant dates.) Et ego *Johannes Girardi de Maroilliis*, clericus lingonensis diocesis, publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius, premissis omnibus et singulis, dum sic ut premittitur per dictum Abbatem fierent et agerentur, cum testibus antedictis, presens fui, que per alium scripta de ipsius domini abbatis mandata in notam recepi, scripsi publicau, et in hanc publicam formam redegi, signoque meo solito signaui et hic manu propria me subscripsi, cum appensione sigilli prefati domini abbatis, rogatus et requisitus in testimonium veritatis.

Liasse G. 210, scellé à double queue de parchemin.

N° 8.

9 juillet 1386.

Bail à cens à Jehan le Margotet, vigneron à Diion, à *Acelène*, sa femme, de la licence de son mari, pour leur vie, celle de *Villemot*, filz dudit et de feu *Marie*, sa première femme, et celle du survivant des trois — d'une maison, fons, mex et appartenances, assise es fuerbours de la paroisse Saint Michiel de Diion, rue des Offroiz, de costé le mex Messire *Aymé de Thorey*, prestre, d'une part, et la maison *Laurent Pileavainne* d'autre part. — Moyennant le cens annuel de deux frans, le franc compté pour vingt solz tournois, payable par moitiés aux festes de la Nativité Notre Seigneur et Saint Jehan Baptiste. Par devant *Jehan de Maroilles*, clerc et coadiuteur du notaire de Diion. — Présents: *Symonnet Bergier* et *Belin Passerote*, clercs à Diion.

Liasse G. 280, scellé à double queue.

N° 9.

1^{er} août 1386.

Bail à cens à Belin le frepier de Dijon, à *Marguerite* sa femme de l'auctorité de son mari, pour leur vie, celle d'*Hugote* fille de ladite et de feu *Jehan de Lorraine* son premier mari, celle du plus vivant des trois, par *Pierre d'Autroiche* et *Philibert de Ville soubz Gevrey*, chanoines de Saint Etienne — de trois chambres assises à Dijon rue de la Tournelle entre la maison dudit *Belin* et celle de *Jehannot la Noire*, moyennant le cens annuel de trois francs dor payable par moitiés aux festes des Nativités de Notre

Seigneur et de Saint Jehan Baptiste. Par devant *Jehan de Maroilles* clerc juré et coadiuteur du notaire de Dijon. Présents : *Jehan de Maroilles* vigneron, et *Symonnet Bergier*, clerc à Dijon.

Liasse G. 262, scellé à double queue.

N^o 10.

15 octobre 1386.

Bail à cens à Perrenot de Nuy, serrurier à Diion et à *Thevenote* sa femme, de la licence et auctorité de son mari, pour leur vie, celle de *Jehannote* leur fille, celle du survivant des trois — par Messire *Philebert de Ville soubz Gevrey*, chanoine de Saint Estienne. — D'une maison, fons, appertenances, essise à Diion, rue de la Serrurerie, dite la Rue es Channex, attenante à la maison que *Monnot Fiot de Saccey*, custurier, tient à cense desdits religieux — Moyennant quatre florins de florence, ung franc d'or compté pour vint solz tournois, ung gros viez tournois d'argent pour vint deniers tournois, payable moitié à la feste de Noel, moitié à la feste de la Nativité de saint Jehan Baptiste. Les dits mariés sont tenus de mettre « en la mélioration de ladite maison vint frans d'or dedens dix ans suigans la date de ces lettres ». Fait par devant *Guillemot Girart* clerc juré et coadiuteur du notaire de Diion. Présents : *Jehan de Maroilles*, *Henry de Port*, clercs et *Perrenot Monnot* tainturier à Diion.

Liasse G. 278, scellé à double queue.

N^o 11.

26 octobre 1386.

Vente par Jacot du Val de la parroiche de Grenans, demeurant à Dijon et Agnelz sa femme de la licence et auctorité de son mary, à Messire Guy dArc, chanoine, enfermier et procureur de Saint Estienne — de deux florins de florence de annuelle et perpetuelle rente, le florin compté pour seze solz et huit deniers, payable moitié à la feste de la Nativité Nostre Seigneur, moitié à la feste de la Nativité saint Jehan Baptiste. — Assignée sur une maison, fons, mex, appartenances assise à Dijon, rue Chaude, de costé la maison aux hoirs Jacot le Poiseret d'une part et le mex Jehan de Tar barbier d'autre part. — Vendaige pour le pris de vint florins d'or, le florin compté comme dessus, paie. — A deffaut de paie de la rente les religieux pourront recourre audit assignal, le possider et en recevoir les fruiz affin de paie de touz les termes passez et des despens faiz en y recourant. Fait par devant Jehan de Maroilles, clerc et coadiuteur du notaire de Dijon. Présens : Maistre Pierre Moreaul saige en droiz, Guillaumet Girart à Dijon et Perrenot le Quirodet de Marcenney en Montaigne.

Liasse G. 284.

N^o 12.

26 novembre 1386.

Vente par Huguenin le Goussot dAsnières, pour lui, Hugote, sa suer moindre daaige, pour qui il se porte fort, à Jehan Sarrasin de Viz sur Soone, perrey, demorans à Diion. — D'une pièce de vigne, en Désert, d'ung journaul et demy environ, essise au finaige

d'Asnières, lieu dit es vignes de La Perrère, ou en la vie d'A huit, de costé la vigne *Hugues Guerre* d'une part et la perrère Monseigneur de Saint Estienne et la vie d'A huit d'autre part. — Accencissement pour le prix d'ung florin de Florance, en la valeur de seze solz huit deniers tournois de annuel cense, payable perpetuellement à la feste de la Nativitey Notre Seigneur. Le vendeur cède audit *Jehan* tout droit sanz ce que lon peust suigre en aucune manière de la perrière qui se pourroit trover desoubz. En presence d'*Aubertin de Sauxurettes* coadiuteur du tabelion de Diion. Présens : *Symon le Débonnaire* d'Asnières et *Henry Digenot*, clerc à Diion.

Liasse G. 323, scellé à double queue.

N° 13.

30 novembre 1386.

Bail par Messire *Philebert Passerote* de Ville soubz Gevrey, chanoine et pictancier de Saint Estienne, à *Andrié et Jehan*, frères, enfens *Jehan le Rousseaul* de Semur, demeurans à Diion, reteneurs chascun pour le tout dez maintenant jusques à dix ans après continuellement ensuigans et avenir, de deux mex assis es fuerbours de Saint Pierre de Diion vers la croix Blanche, l'un de costé le mex de la Trompière et le mex que tient desdiz religieux le genre *Gros Jonnaul* d'autre part. — Pour le pris chascun an de dix solz tournois, le franc compté pour vint solz et ung gros pour vint deniers tournois, payable à la feste de Tous Sains. Passé par devant *Guillemot Girart*, clerc iuré et coadiuteur du notaire de Diion. Presents : *Jehan Chambellan* et *Jehan Gastellier* de Diion.

Liasse G. 294, scellé à double queue.

N° 14.

8 mars 1387/8.

Bail à cens consenti à *Odor* filz *Perrot* de *Talent*, vigneron à *Diion* et à *Marguerite* sa femme, de la licence et autorité de son mari, pour leur vie, celle de leur filz *Raoul* et celle du survivant des trois, par frère *Philebert de Ville soubz Gevrey* chanoine et pictancier du monastère. D'une maison assise à *Diion* rue des grans champs attenante à celle *Poinsot d'Arbois* perrier, et à celle *Regnault Rosote*. Moyennant la cense annuelle de quinze gros viez tournois d'argent, ung franc d'or compté pour vint sols, et ung gros pour vint deniers, payable à la fête de la Toussains. Fait par devant *Guillemot Girart* de *Diion*, clerc juré et coadiuteur du notaire de *Diion*. Temoins : *Guiot Custet* et *Oudot Custet* frères, clercs à *Diion*.

Liasse G. 260, scellé à double queue.

N° 15.

20 mars 1387/8.

Serment prêté par *Robert de Baubigney*, abbé, lors de sa réception dans l'abbaye de *Saint-Etienne*.

In nomine domini amen. Ex huius instrumenti publici tenore cunctis pateat evidenter, quod anno a natiuitate eiusdem domini millesimo trecentesimo octuagesimo septimo, indictione decima, mensis marcii, die vicesima, circa horam primam ipsius diei, pontificatus sanctissimi in christo patris, et domini nostri domini *Clementis*, diuina prouidentia pape septimi, anno nono, in monasterio sancti Ste-

phani de Diuione, ordinis sancti Augustini, lingonensis diocesis, videlicet, ad hostium seu introitum loci capitularis eiusdem monasterii. In mei notarii publici, ac testium infrascriptorum ad hec vocatorum specialiter et rogatorum, presencia, personaliter constitutis, venerabili in christo patre fratre *Roberto de Baubigneyo* licenciato in decretis, abbate monasterii supradicti, ad ipsius monasterii possessionem corporalem adhipiscendam, nouiter accedente, ex parte vna, ac venerabilibus et religiosis viris, fratribus *Josserando de Capella*, priore claustrali, *Petro de Lixeyo* suppriori, *Guidone de Archu* infirmario, *Philippo de Graneyo* sacrista, *Roberto de Chaigneto* rectore hospitalis beatè Marie de dicta Diuione, *Guillelmo Perrelli* cantore, *Philiberto Passerote* pictanciariorum, *Galthero de Ruppeforti*, *Guillermo de Arneto*, *Petro de Altarocho*, *Parisio de Luco*, *Johanne Valloti*, et *Stephano Gibonhey*, prefati monasterii canonicis, in dicto loco capitulari, ad sonum campanæ, ut moris est, congregatis, ex parte altera. Predicti autem prior, et canonici, dicto domino abbati cum instantia requisierunt, quatenus ipse iuramentum per abbates dicti monasterii, cum ad ipsum de novo accedunt prestari solitum, dare vellet, et prestare, iuxta seriem cuiusdam cedulae papiri scripte formam dicti iuramenti continentis, quam ipsi domino abbati exhibuerunt, et tradiderunt, cuius tenor talis est : *Juramentum* solitum prestari per abbates novos monasterii sancti Stephani diuionensis. Juro ego *Robertus de Baubigneyo* licenciatus in decretis, miseracione diuina humilis abbas huius monasterii sancti Stephani de Diuione, ordinis sancti Augustini, lingonensis diocesis, jura, priuilegia et libertates dicti monasterii conseruare, et deffendere, alienata

ad jus et proprietatem ipsius monasterii pro posse reuocare, priuilegia, consuetudines, et statuta conuentus eiusdem obseruare, ac soluere tam coiunctim quam diuisim, dicto conuentui, et canonicis illius, ea que ab antiquo a predecessoribus meis abbatibus in pictanciis vestiariis fleubothomiis et aliis juribus statutis et consuetudinibus est dari, et solui consuetum, soluam pacifice et quiete et omnia alia, et singula faciam, et adimplebo, que bonus abbas facere debet, et consuevit. Sic deus me adiuuet, et hec predicta ad sancta dei euuangelia juro. Quiquidem dominus abbas requisicionem huiusmodi fore iustam, et juri consonam reputans, dictam cedulam recepit, ac eam legens de verbo ad verbum omnia, et singula in ea comprehensa, facere tenere complere, et integraliter obseruare iurauit, et promisit, ac iuramentum in eadem cedula contentum solenniter prestitit, ad sancta dei euuangelia, iuxta ipsius cedule continenciam, et tenorem, nichil addito, uel remoto. Super quibus, iidem prior et canonici petierunt a me notario infrascripto sibi dari et fieri publicum instrumentum. Acta fuerunt hec anno, indictione, die mense, hora, loco, et pontificatu predictis. Presentibus discretis viris magistris *Johanne de Verrangiis*, et *Guillelmo* camerarii de Muxeyo episcopi, clericis vtriusque juris peritis, et pluribus aliis vocatis ad hoc testibus specialiter et rogatis. Et ego *Johannes Girardi de Maroilliis*, clericus lingonensis diocesis publicus, apostolica et imperiali auctoritate notariis, premissis omnibus et singulis dum ut premititur, agerentur et fierent cum testibus antedictis, presens fui, eaque per alium scripta, in notam recepi, publicaui, et in hanc publicam formam redegisti signoque solito signaui, hic manu propria me sub-

scribendo rogatus et requisitus, in testimonium premissorum. — *J. G.*

Orig. : liasse G. 140. — Copie : Reg. G. 133, f° 357.

N° 16.

8 mai 1387.

Vente par Richart de la Marche de Diion et Dampnon sa femme autorisée par son mari, « de certaine science senz force, barat ou decept » à Messire Philibert de Ville soubz Gevrey chanonne et pitancier de Saint Estienne, de vint solz, c'est assavoir ung franc dor pour vint solz, ung gros tournois pour vint deniers, de annuel et perpetuel cens, payable la mitief à la feste de la Nativitey Nostre Seigneur et l'autre mitief à la Nativitey Saint Jehan Baptiste. Ce cens est assigné spécialement sur une maison fons, mez, appartenances essise à Diion en la Rue-lote es Nonnains de Thard, de costé la maison des hoirs Richart Clerambault de Diion d'une part et d'autre. Vendaige pour le prix de quinze frans dor à eux paieiz. Fait par devant Guillaume de Brasey clerc coadiuteur du tabellion de Diion. Présens : Monseigneur Estienne Passerote de Ville soubz Gevrey preste, Hugue le Ranceret dAsnières clerc, filz Jehan le Ranceret dudit lieu.

Orig. : liasse G. 277, scellé à double queue. — Copies : Reg. G. 133, f° 361 et Reg. G. 127, f° LXIII.

N° 17.

Mai 1387.

Bail à cens par Reverent Père en Dieu Messire Robert de Baubigny, abbé, et Messire Guy dArc,

chanoine enfermier de Saint Etienne, à *Symonnot Badart* de Marcennay en Montaigne, pour sa vie, celles de *Sebille* sa femme, de sa fille et celle du survivant des trois, — d'une vigne d'environ ung journal, assise au finaige dudit Marcennay, lieu dit es Craiz, decosté la vigne des religieux de Saint Benigne et de l'autre le Desert appartenant audit Messire abbé. — Moyennant le cens de trois sextiers de bon vin, vermeil, pur, net, moustal, léal, et marchant, à la mesure de Diion, à payer chascun an audit Marcennay, es cuveaulx dudit abbé, à la feste de saint Remy. — Obligation de curtiver de tous ses coups en bonnes saisons, mettre en bonne vigne. Par devant *Guillemot Girart* de Diion clerc juré et coadiuteur du notaire de Diion. Tesmoins : *Guillaume Chevilley* de Marcennay et *Symonnet Bergier*, clerc.

Liasse G, 370, scellé à double queue.

N° 18.

1^{er} juin 1387.

Bail à cens par Reverent Père en Dieu Monseigneur *Robert de Baubigney*, abbé, et Messire *Guy dArc*, chanoine et enfermier de Saint Etienne, à *Guillaume Viart* de Marcennay en Montaigne, pour sa vie, celle de *Berthier* et *Regnaul*, ses enfens et du survivant des trois, — d'une vigne d'ung journal, assise au finaige de Marcennay, lieu dit es Craiz, de costé la vigne *aLaisot*, femme *Jacot Saute-reaul* d'une part, et le Désert dudit Messire abbé d'autre part, — moyennant le cens annuel de trois sextiers de bon vin vermeil, pur, net, moustaul, léal et marchant à la mesure de Diion, payable à la feste

de saint Remy. Par devant *Guillemot Girart*, clerc coadunteur du notaire de Diion. Présens : *Julien Rosey* de Fixins et *Symonnet Bergier* clerc à Diion.

Liasse G. 370, scellé à double queue.

Nº 19.

11 juin 1387.

Bail à Cens à Perrenot le Verpillot dAiserey, custrurier à Diion, à *Henriote* sa femme autorisée par son mari, pour leur vie, celle du premier de leurs enfants à naître, du survivant des trois, par Messire *Pierre de Lixey*, chanoine et soubzprieur de Saint Estienne, d'une maison, fons, mex, appertenances, assise es fuerbours de Saint Michiel, en la rue es Noiroz, de costé la maison que *Gilot le Garrotet* tient desdits religieux, et lospital de Notre Dame dautre part, — d'ung mex assis prez de ladicte maison, de costé le mex *Jehan Poissenot* et la maison de Notre Dame. Moyennant le cens annuel de vint et sex gros viez tournois dargent, le franc compté pour vint solz, ung florin pour seze solz huit deniers tournois, un gros pour vint deniers tournois, payable par moitiés à la Noel et à la Saint Jehan. Par devant *Guillemot Girart*, clerc juré et coadunteur du notaire de Diion. Présents : *Guillaume Moreaul* dEschelon et *Symonnet Bergier*, clercs à Diion.

Liasse G. 279, scellé à double queue.

N° 20.

10 juillet 1387.

Mercredi après la Translation de saint Martin.

Bail à cens par Philibertus de Villa subtus Gevreyum, chanoine et pitancier de Saint Etienne à *Johannes de Lieffrant*, du diocèse de Besançon, demeurant à Dijon, à *Guieta* sa femme de l'autorité de son mari, pour leur vie, celle du survivant et de l'ainé de leurs enfants, — d'une certaine demeure, fons, manse et dépendances, sise à Dijon, « extra muros, in parrochia sancti Petri, in vico templi », près la demeure de *Milet le Main* d'une part, et la volerie contigue à la maison, qu'*Odetus*, fils de *Perrinus Morismondus* et *Stephaneta* sa femme, tiennent à cens desdits religieux. — Ensemble une chambre et un cellier, derrière la volerie, « juxta puteum eiusdem domus », avec la grange tenant à la volerie d'une part — et le manse des religieux de Saint Bénigne d'autre part et « trarium ab hostio retro dictam grangiam usque ad hostium dicte camere super dictum celarium per eundo et rediundo ». Moyennant quatorze gros tournois anciens d'argent, d'annuel cens, le franc d'or compté pour douze gros et le gros pour vingt deniers, payable par moitiés aux fêtes de la Nativité de Notre Seigneur et de saint Jean Baptiste. Présents : *Odetus* filius quondam *Perrini Morismondi*, à Dijon, et *Perrenetus* dit *le Choraul* de Faverneyo.

Liasse G. 289, scellé à double queue.

N° 21.

7 septembre 1387.

Bail à cens par Messire *Philibert de Villesoubz Gevrey* chanoine et pitancier de Saint Estienne, à *Marie de Cuisey, Jehannotte* et *Symonnote* ses filles, de l'auctorité de leur mère, pour leur vie, celle de la survivante,— d'une maison, fons, appertenances, sise à Diion, près le *Pautelz*, devant l'église des Cordeliers, de costé la maison que *Estevenote*, fille de feu *Jehan dEstaules* tient à cens desdits religieux ; item d'ung mex assis de costé ladite maison et les murs du Chasteaul d'autre part. — Pour le cens annuel de quatre frans d'or, pièce comptée pour vint solz tournois, et ung gros pour vint deniers tournois, payable par moitiés aux festes de la Nativité Notre Seigneur et saint Jehan Baptiste. Par devant *Jehan de Maroilles*, clerc et coadiuteur du notaire de Diion. Présents : *Perrenet de Bouloinne, Guillemot Girart* et *Symonnet Bergier*, clercs à Diion.

Liasse G. 287, scellé à double queue.

N° 22.

29 janvier 1388/9.

Commission de Philippe II, dit le Hardy, duc de Bourgogne, au sujet des acquisitions faites par les gens d'Eglise depuis quarante ans, dont le prince exige une déclaration dans les vingt jours.

Philippe, filz de Roy de France, duc de Bourgogne, conte de Flandres, d'Artois et de Bourgogne, Palatin, sire de Salins, conte de Rethel, signour de Malines à notre bailli de Diion salut. Il est venu à notre

congnoissance par la relacion de plusieurs que, au temps passé, plusieurs personnes d'Eglise ont acquis plusieurs terres, rentes et possessions en notre duchié de Bourgogne et es ressors dicelli, tant en noz fiez et resffiez comme autrement, sanz ce quil aient eu ou obtenu, de noz prédécesseurs ou de nous, sur ce aucune licence; que plusieurs personnes nobles ont vendu, aliéné, et trainspourté plusieurs terres, rentes et possessions tenues de nous en fie ou en resffiez sanz en avoir aucune licence de noz diz prédécesseurs ou de nous; et que plusieurs personnes nonnobles ont acquis de plusieurs nobles plusieurs terres rentes et possessions quilz sont et doivent estre de noz fiez et resffiez, sanz avoir obtenu ladicte licence. Sur ce lesquelles terres et autres choses les personnes dessus dictes et autres qui amfin les ont acquises, tiennent ez possident, qui est en notre très grant preiudice et dommage et en grant diminucion de noz droiz ez seigneuries ez de notre héritage. Pourquoi nous voulonz pourveoir surce, vous mandons, commectons et estroitement enioingnons que, ces lettres veues, vous faites crier et publier depar nous par touz les lieux de votre bailliage, aux lieux acoustumez à faire cris, que, dedans vint jours prouchains après ledit cry: touz les dessus diz, vous appourte ou envoient par escript soubz leurs seelx ou autres auclementiques toutes les terres, rentes et possessions, cest assavoir: lesdictes gens déglise, ce quil en ont aquis ou qui leur a esté donné et laissé par testaumentz et autrement, et les nons de ceulz de qui il les tiennent, la cause et le temps que cest, et ou ils sont assis, quelx admortissemens et licences il ont sur ce obtenu de nous de puis XL ans en ça; et les diz nobles et nonnobles, ce qu'il ont aquis de

noz diz fiez et resffiez depuis les diz XL ans en ça comme dessus, quelle licence davoir fait les diz acquez et quant il les feirent. Et que les diz XX jours passés, vous appellez avec vous lung de noz aimez et féalz des gens de noz comptes à Diion, veez et examinez diligemment ce que les dessus diz vous bailleront ou envoieront einsemble les amortissemens et alters dont ilz se voudront aidier en ceste chose. Surquoy vous faites rapport en la menniere qu'il appertuera. Et se fait se vous trouvez que les dictes genz déglise tiennent et possident aucunes terres, rentes et possessions, senz avoir surce admortissemens ou licences de nous; si lour faites commandement, iniomcion depar nous, que, dedanz an et jour apres ledit commandement, il les mettent hors de leurs mains. Les dictes acquisitions prenez et mettez realment et defait en notre main tout ce que eulx auront acquis depuis ledit temps de XL ans et appliquez à notre demmaine. Et les frinz, profiz, et emolumens des diz acquestz, faites leur à notre prorfiz. Et se vous trouviez aussi que les diz nobles et non nobles tiennent et possident aucunes terres rentes et possessions en nos fiez et resffiez senz en avoir licence, si les prenez et mettez tantost ez senz délay realment et de fait an notre main; parmi icelles les faites gouverner pour personnes susfisés et ydonez, qui en puissent et sachent rendre bon compte et loyaul, toutefois que requis en seront aux frais et a ceulx de la chose, senz en faire rendue ne recrance, se nest par expres et espécial mandement de nous. Et au cas que aucuns des dessus diz gens dEglise, nobles et non nobles voudrent traitier ez acourdier a finance, pour les choses quil tiennent et possident senz licence comme dit est, si advisiez et traivetz avec eulx aucune

somme convenable, que il nous voudrons pource paier selon la valeur des choses, lequel avis et tout ce que fait aurez sur ledi fait, vous appourtez ou envoieez en la chambre de noz diz comptes a Diion, pour faire au surplus ce qui sera surce deliberés. Et nous donnons en mandement à touz noz Justiciés, officiers et subgets, que a vous en ce faisant obeissent et entendent diligemment. Donné à Diion le XXIX^{eme} jour de Janvier lan mil CCC III XX et huit. Amfin signers par Monseigneur le Duc à la relacion du conseil estant en la chambre au quel vous estiez.

Liasse G. 180.

N^o 23.

3 février 1388/9.

Bail à cens à Perrenot de Nuix sarrurier à Diion et à Thevenote sa femme de loux licence et auctorité de son mari, pour leur vie, celle d'Isabel leur fille, celle du survivant d'eux — par frère Philibert de Ville soubz Gevrey, chanoine et pitancier de Saint Estienne -- D'une maison et appertenances, essise à Diion, rue de la sarrurerie, ou en Chaneis, de costé la maison des religieux d'une part et celle de Symonin de Greix qui est censiable à Luciote femme d'Hugues d'Aignay de Diion, d'autre part, — Moyennant quatre florins de florance d'annuelle cense, payable la mitief à la feste de la Nativité S^t Johan Baptiste et l'autre mitief à la feste de la Nativité Notre Seigneur. Monot Phiot de Cessey demorans à Diion et Hugote sa femme consentent à ce présent bay et renoncent à tout droit en ycelle maison à cause de retenue. Fait en présence d'Aubertin de Sauxurettes coadiuteur du notaire de Diion. Presents : Johan de Pro-

voinchères en Bacigney, *Johan de Vignoru*, clerc à Diion.

Liasse G. 278, scellé à double queue.

N^o 24.

3 février 1388/9.

Vente par Doumegin de Lenecour, fournier à Diion et *Ysabelot* sa femme, de loux licence et autorité de son mary, pour eux et leurs hers. De vint soulz de annuelle et perpetuelle cense, le franc d'or pour vint solz, le gros tournois d'argent pour vint deniers comptés. Moyennant le pris de XVI frans d'or à eux paieiez, bailliez et deliurez. — Ces vint soulz de cens sont assignés sur une maison, fons, mez et appartenances assise à Diion en la rue saint *Jehan*, près la moison de Mormont, de costé la maison es hoirs *Milot de Lenecourt* tonnelier d'une part et la maison *Rochart Truffon* de Diion cordouannier, et sont payables la moitié à la feste de la Nativité Saint Jehan Baptiste et l'autre moitié à la feste de la Nativité Nostre Seigneur. Lesdis mariez s'engagent à paier ung franc d'or chascun an perpetuellement à *Jehan Chambellain* et ung franc de cense deheu chascun an perpetuellement à *Guillemotte*, femme *Richart Guillot* de Diion. Et renoncent à toutes excepcions de decepcion, d'erreur, d'ignorance, malice, decevance de lésion et de circonvection à l'excepcion de decepcion, en benefice de division à l'excepcion de la dite somme de frans nous non avoir euhu ne recehue à l'esperance de l'avoir et recevoir au temps avenir. Passé en présence d'*Aubertin de Sauxurettes* coadiuteur au tabellion de Diion. *Perrenot Arran* de Che-

noves, messire *Estienne Passerote* de Ville soubz *Gevrey* prestre, et *Jehan Mengin* filz des diz vendeurs, tesmoing ad ce appellees et requis.

Reg. 127, f^o ccviii.

N^o 25.

Dernier février 1388/9.

Bail à cens à Huguenin le Jobelenet autrement le *Souhardet* de Baissey près d'Aiserey, vigneron à Diion, pour sa vie, celles de *Thevenote* sa femme et d'*Isabeaul* sa fille et du survivant des trois, par frère *Philibert de Ville soubz Gevrey*, chanoine et pictancier de Saint Estienne. — D'une maison, fons, mex, appartenances, assise à Diion, hors des murs, rue aux Noiroz, de costé la maison *Nicolas le Roussellot* et le mex *Maistre Nicolas Pitoul* dautre part. — Moyenant le cens annuel de huit gros viez tournois dargent, payable par moitiés aux festes de la Nativité Notre Seigneur et Saint Jehan Baptiste. — *Jehan de Veloime* ou de Broindon, vigneron à Diion, consens, accorde et promet non contrevénir. Par devant *Guillemot Girart* de Diion, clerc et coadiuteur du notaire de Diion. Présents : *Perrin le Courdier* et *Monnin le Faney*, vigneron à Diion.

Liasse G. 279, scellé à double queue.

N^o 26.

Dernier jour de février 1388/9.

Bail à cens à Aliot Taleneaul vigneron à Diion, pour sa vie, celle de *Guillemote* sa femme et d'*Isabeaul* sa fille et du survivant d'eux — par frère *Phi-*

lebert de Ville soudz Gevrey, chanoine et pictancier de Saint Etienne — d'ung mex assis à Diion, rue des Bordes, darrière la maison de saint Anthoine, de costé la voie commune d'une part et le mex *Regnaul Richier* de Diion d'autre part — moyennant la cense chascun an de trois solz payable à la feste de Saint Remy. Par devant *Guillemot Girart* clerc juré et coadiuteur du notaire de Diion. Présents : *Perrin le Courdier* et *Monnin le Faney* de Diion.

Liasse G. 280, scellé à double queue.

N^o 27.

6 mars 1390.

Die dominica qua cantatum fuit in sancta Diei ecclesia
« Oculi mei ».

Bail à cens à Stephanus le Fournernet de Beracastro, demeurant à Dijon, à *Guillemeta* sa femme autorisée par son mari, pour leur vie, celle de *Stephaneta* leur fille, et celle du survivant — d'une maison, fons, manse, dependances, sise à Dijon, rue es Noirros, contre la maison *Nicolas le Rosselet* et le manse Maistre *Nicolas Pitou* d'autre part — pour le cens annuel de huit gros tournois d'argent payable moitié à la fête de la Nativité de Saint Jehan Baptiste, moitié à la fête de la Nativité de Dieu. Fait en presence de *Guillellmus de Argerio* clerc au tabellion. Temoins : frère *Jacobus de Courtison*, religieux de l'ordre du Saint Esprit, *Odo le Matou* de Saint Julien, clercs.

Liasse G. 279, scellé à double queue.

N° 28.

8 décembre 1362 et 11 mars 1388/9.

Déclaration baillée par Messieurs les prieur et couvent de Saint Estienne de Dijon au bailly de Dijon député par commission du 11 mars 1388, des héritages, censes et rentes, qu'ils ont acquis depuis 40 ans, en vertu des lettres d'amortissement de deux cents livres de rente à acquérir, que le Roy *Jean* leur avait accordées à Beaune au mois d'octobre 1362; ces héritages montant à cent cinquante livres de rente.

(Énumération longue et fastidieuse et résumé des différentes pièces.)

Liasse G. 180.

N° 29.

15 mars 1388/9.

Bail à cens à Estienne Goudot de Savoiges, demorans à Marcennay en Montaigne, pour sa vie, celles de Jehannot sa femme, de son filz Jehan et du plus vivant des trois, par Révérent Père en Dieu Messire Robert de Baubigney, abbé de Saint-Estienne et Messire Guy d'Arc, vicaire et procureur dudit monastère. — D'une vigne d'environ ung journal, assise au finaige de Marcennay, lieu dit es Croix, de costé la vigne des religieux de Saint Bénigne, emprès celle que Symonot Badart tient à cens dudit abbé. — Moyennant le cens annuel de trois sextiers de bon vin, vermeil, pur, net, moustal, à la mesure de Diion, à paier audit Marcennay chascun an à la Saint Remy. — Obligation de cultiver bien et léalement de tous ses cops chascun an, en bonnes saisons convenables, — Robert Viart de Marcennay fais savoir à tous que a

icelle (il) consen et permet par (son) serment et sous l'obligacion de tous ses biens. Par devant *Guillemot Girart* coadiuteur du notaire. Presens : *Guillaume Choville*, *Guillaume Viart* de Marcennay et *Symonnot Bergier*, clerc à Dijon.

Liasse G. 370, scellé à double queue.

N^o 30.

12 septembre 1388.

Vente par *Jehan Juliot le June* de Dijon d'ung franc de cense annuelle, pièce acquise de *Huguenin Graindorge* de Dijon, assignée par une maison, fons et appartenances, assise à Dijon, rue des Petiz Champs, emprès la maison *Jehan Daube*, tixeur à Dijon d'une part et celle qui fut à *Oudot Truffon* d'autre part, — payable moitié à la feste de la Nativité Nostre Seigneur, l'autre moitié à la fête de la Nativité Saint Jehan Baptiste. — Vendaige moyennant le prix de douze frans dor paieiz, — le vendeur se devest perpetuellement lui et ses hoirs, et les religieulx de Saint Estienne en revest a tousiours par la teneur, confeccion et octroy des présentes lettres. Fait par devant *Guillemot Girart*, clerc juré et coadiuteur du notaire de Dijon. — Présens : Messire *Estienne Passerote* de Ville soubz Gevrey prestre et *Jehan de Provoinchères* clerc à Dijon.

Liasse G. 291, scellé à double queue.

N^o 31.

16 décembre 1388.

*Vente par Monnoz li Cornuez dEsteuaulx recou-
vreur à Diion, au profit de Messire Guy d'Arc enfer-
mier et Messire Philebert de Ville soubz Gevrey,
pitancier, et chanoines de Saint Estienne, — d'ung
franc de cense annuelle, le franc compté pour vint
solz tournois et ung gros viez tournois d'argent pour
vint deniers, payable moitié à la feste de saint Remy,
moitié à la feste de Pasques Charnelx, oultre ung
autre franc de rente qu'il doit aux diz religieux, —
assigné sur une maison, fons, mex, appertenances
assise à Diion, au chanon de Rue Chaude de costé
la maison des enfans Guiot Thaleneaul de Diion,
d'une part et d'autre. — Moyennant le pris de qua-
torze frans paie. — A chascun deffaut de paie les
religieux pourront recouvre la dicte maison, possi-
der et faire les loyers d'icelle leur jusques afin de
paie. Fait par devant Guillemot Girart clerc juré et
coadiuteur du notaire de Dijon. Présents : Jehan de
Creancey et Symonnot Bergier clerc.*

Liasse G. 284.

N^o 32.

Février 1389/90.

Donation à Saint-Etienne pour anniversaire.

In nomine sancte et individue Trinitatis amen.
Vniuersis et singulis presentibus et futuris presentes
licteras inspecturis, ac etiam auditoris, officialis lin-
gonensis salutem in domino. Notum facimus quod
anno benedictæ Incarnacionis eiusdem currente mille-

simo trecentesimo octuagesimo nono, die dominica ante festum purificationis beate Marie Virginis, in presencia dilecti nostri et fidelis domini *Petri de Laeyo*, presbiteri apostolica imperiali et regia auctoritatibus publici notarii tabellionisque curie nostre lingonensis iurati personaliter constituta, *Johanneta* filia quondam *Johannis Villaume* de Plombieriis, relictaque *Hugonis de Mallano* pelliparii olim Diuione commorantis, actendens quod omnia sunt transitoria preter deum, volens et cupiens anime sue et animabus parentum antecessorum et benefactorum suorum salubriter prouidere, sponte scienter et prouide dedit, et concessit, relinquit obtulit et donavit, donacione mera fatta causa mortis, irreuocabili firma et imperpetuum valitura deo et ecclesiis monasterii sancti Stephani sancti Michaelis et sancti Petri de dicto Diuione ac rectoribus deseruientibus ac procuratoribus earumdem ecclesiarum et cuiuslibet ipsarum presentibus et posteris, ab eisdem pro porcionibus et ad opus infrascriptum ab hinc in antea singulis annis, super infradictam domum et a tenentibus possidentibus et occupantibus eandem percipiendos et leuandos decem et octo grossos veteres turonensium argenteos annui et perpetui redditus seu census. Videlicet ecclesie dicti monasterii sancti Stephani sex, ecclesie sancti Michaelis quatuor, et ecclesie sancti Petri quatuor grossorum turonensium argenteorum predictorum, pro tribus anniuersariis, videlicet in qualibet dictarum ecclesiarum, ab ei deseruientibus, vno die simili qua dictam *Johannetam* ab hac luce migrare contingerit perpetuo singulis annis pro supradictarum animarum salute post eiusdem obitum *Johannete* celebrandis et dicendis, ac dicte sancti Petri ecclesie Diuionis. In qua dicta

Johanneta donatrix optauit et elegit facere et esse fauente deo tumultata, reliquos quatuor grossos turonensium argenteos, pro eiusdem ecclesie fabrica et ad eius vtilitatem fabrice ac in ipsius manutencione et opere dicti sancti Petri Diuionensis ecclesie, perpetuo collocandos, et conuertendos, quos decem et octo grossos turonensium veteres argenteos annui et perpetui census seu redditus — a tenentibus possidentibus et occupantibus supra et infradictam domum rectoribus et deseruientibus, et procuratoribus predictis presentibus et futuris, per porciones et opus predicta, terminis et temporibus, per ipsos rectores deseruientes et procuratores concorditer statuendis, singulis annis, imperpetuum post eiusdem *Johannete* donatricis decessum, soluendos et reddendos. Ipsa *Johanneta* pro se et suis heredibus assessit et assignauit, perpetuo, ecclesiis earum rectoribus deseruientibus, modernis et venturis et eorum quibuslibet vt per prescripta sibi competit, ad opus et vtilitatem predicta super quamdam domum suam fondum que et pertinencias domus eiusdem dicto Diuione, in vico dicto du Pautiez, situatas iuxta domum dictorum es *Geleniers*, quam quondam *Odetus Bruchiote* de dicto Diuione, dum viueret, tenere et inhabitare solebat, ex vna parte, et domum domini *Sauxonis le Peullet* de Diuione, presbiteri ex altera, pro recurrendo ad eam et ad tenentes ipsam et occupantes lapso quolibet termino super hoc ut supra fertur ordinando ex parte rectorum deseruientium et procuratorum predictorum ac cuiuslibet eorundem, secundum quod sua interest et intererit iuxta porciones supra dictas pro solucione et integra satisfacione summe totalis decem et octo grossorum turonensium argenteorum predictorum consequenda et obtinenda. Quam

domum . cum eius pertinentiis ac tenentes ipsam deinceps possidentes et occupantes, dicta *Johanneta*, pro se et suis heredibus, propter hoc erga dictos ecclesias dictisque rectoribus deseruientibus atque procuratoribus et quibuslibet ex ipsis ut eis competit obligavit et ypothecavit obligatque per presentes et ypothecat perpetuo specialiter et expresse nec de cetero contra predicta uel eorum aliqua, sub dictis obligacione et ypotheca ceterorum que bonorum et heredum suorum venire promisit se ipsam tenentesque et possidentes heredes et bona predicta, quo ad hoc vigoribus, compulsionibus et potestatibus cuiuslibet curie tam ecclesiastice quam secularis cuiuscumque totaliter supponendo. In quorum omnium et singulorum robur et testimonium premisorum nos, prefatus officialis, ad instantem requisicionem religiosi viri fratris *Oddonis le bogeillet*, canonici regularis ordinis sancti Augustini rectorisque firmarii dicte ecclesie beati Petri ibidem presentis, et ad opus ecclesiarum rectorum deseruientium et procuratorum predictorum prout ad ipsos et eorum singulos spectare dignoscitur, stipulanti et acceptanti factam nobis et oblatam per supradictum notarium publicum et juratum nostrum, cui quantum ad hec et maiora commisimus vices nostras ac indubiam et fidem adhibemus sigillum dicte curie lingonensis presentibus litteris et duabus aliis ad rogatum dicti fratris *Odonis* ad opus et vtilitatem predicta per dictum notarium et juratum nostrum factis et expeditis duximus apponendum. Actum et datum apud dictum Diuionem anno et die predictis presentibus, *Symone le Germet*, *Hugone Morelli* et *Raolmo Villemote* de Longacuria, habitatoribus diuionensibus testibus cum pluribus aliis illic astantibus

tam viris quam mulieribus ad hoc vocatis specialiter et rogatis. Ita est. — *P. de Laeyo.*

Orig. : liasse G. 288. — Copie : G. 127, Reg. f^o CCXLI, scellé en cire jaune.

N^o 33.

23 mai 1389.

Bail à cens à Jacot le Chandelier de Diion et à Guillemote, sa femme, de l'auctòrité de son mari, pour leur vie, celle d'Estevenot, filz de Guillemote et de feu Moingeot, disier, celle du survivant des trois, par frère Philebert de Ville soubz Gevrey, chanoine et pitancier de Saint Estienne, — de la moitié « ou un poul plus » d'une maison et appartenances, assise à Diion dessoubz les murs de Chastel, devant l'église Saint Michiel, de costé la potelle dicelli monastère et la maison des dits religieux d'autre part, — d'une vigne contenant environ cinq quartiers au finaige de Diion, dessus Largillière, lieu dit en Burgis, entre la vigne Jehan Bouhey et celle des hoirs Robetot le Retondeur. — Moyennant le cens annuel de quatre frans de bon or, un franc compté pour douze gros viez tournois et chaque gros pour vint deniers tournois, payable par moitiés aux festes de la Resureccion Notre Seigneur et de saint Michiel Arcange. Par devant Guillemot Girart clerc et coadiuteur du notaire de Diion. Présents : Jehannot le Bonnot vigneron et Symonnet Bergier, clerc à Diion.

Liasse G. 275, scellé à double queue.

N° 34.

27 mai 1389.

Vente moyennant 4 francs d'or.

En nom de nostre seigneur amen. En l'an de lincarnation dicelluy courant mil trois cens quatre vins et nuef, le vint et septieme jour du mois de may, Je *Regnault Richief*, bourgeois de Diion, fais sauoir a tous presens et auenir que je, de ma certaine science et bon propouz, vend, cede, quitte, renunce, transporte, et deliure perpetuellement pour moy et pour mes hers, aux religieux priour et couuent de Saint Estienne de Diion, pour eulx et leurs successeurs, vng curtif enssi comme il se comporte de roye a autre, essiz ou finage de Diion, en la rue dez Bordes vers Tulley, darrier la maison saint Anthone, de coste le curtif de la chappelle monsieur le duc a Diion d'une part enssi comme il se confine, anciennement ez lettres de laquesition dicelluy curtif, fait par feu le grant pere du dit *Regnault*. Et ce present vendaige ie fais pour le prix et la somme de quatre frans d'or du coing du roy de France nostre sire de bon or et de iuste pois, a moy pour ce paieiez bailliez et deliurez realment et de fait, en la presence du coadiuteur et dez tesmoings cy dessoubz escrips, dez quelx ie me tien pour bien content, deuestans moy et mez hers du dit curtif; lez diz priour et couuent en inueix perpetuellement au proffit deulx et de leurs successeurs. Et promet ie li dit *Regnalt* vendeur, par mon serement donne pour ce corporellement aux sains euuangles de Dieu et soubz l'obligacion de touz mez biens mobles et non mobles presens et auenir quelconques, ce present vendaige auoir et tenir ferme estable et aggregable perpe-

tuelment et contre ycelluy et la teneur de cez presentes lettres non jamais faire dire ou venir ne procurer ou consentir que autre y veugne ou temps auenir, mais ledit curtif deffendre et garentir aux diz priour et couuent et a leurs successeurs, enuers et contre touz frainchement pour sa perche se point en doit et faire et prester tout ce que en cas de garentie et d'euiction appartient. En renuncent en ce fait, ie li dit vendeur a toutes excepcions de deceptions d'arreur, d'ignorance, malice, deceuance, de lesion, et de circonuencion, a l'excepcion de deception, a l'excepcion de la dite somme de frans non auoir eue ne recehue, a touz drois escripts et non escripts, et a toutes autres exceptions de deception de fait de droit et de coustumes ad ce contraires et au droit reprouuant general renunciation. Et a l'observance dez chouses dessus dites ie veulx estre controuing et execute auxi comme de chouse adiugie par la court monseigneur le duc de Bourgongne, a la juridicion et contrainte de la quelle court quant ad ce ie submey moy mez hers et touz mez biens dessus diz. En tesmoing de ce j'ay requis et obtenu le seel de la dite court monseigneur le duc estre mis ad ces presentes lettres, faites et passees en la presence de *Aubertin de Sauxurettes*, coadiuteur du tabellion de Diion pour mon dit seigneur. Present *Jehan le bon* de Diion et *Perrin Berbier* de Besançon, clers tesmoins, ad ce appelez et requis l'an et le jour dessus diz.

Orig., liasse G. 280, scellé à double queue. — Copie : Reg. G. 133, f^o 375.

N° 35.

28 juin 1389.

Fondation de deux anniversaires en l'église Saint-Etienne
par Thierry le Barbolet.

En nom de nostre seigneur amen. Lan de lincarnation dicellui courant mil trois cens quatre vins et neuf, le vint huittiesme jour du mois de juing, nous *Thierry le Barbolet*, peletier de peaulx demorant à Diion et *Moingeart* sa femme, c'est assauoir je la dite *Moingeart* de la licence dudit mon mary, a la quelle je le dit *Thierry* donne et octroie licence et autorite de faire toutes les choses que cy apres s'ensuignent, faisons sauoir a tous ceulx qui verront et orront ces presentes lettres, que nous les diz mariez meuz de deuocion donnons, cedons, quictons, transportons et deliurons perpetuellement, chascun de nous pour le tout, pour nous et noz hoirs par pure parfaite et irreuocable donacion, faite entre les vifs, aus religieux prieur et couuent du monastere de Saint Estienne de Diion, freres *Guy Darc* en fermier *Gauthier de Roichefort*, *Guillaume d'Arnay* et *Pierre d'Aulteroiche*, chanonnes dudit monastere, presens et stipulans pour les diz prieur et couuent et leurs successeurs, — vne maison fons mex et appartenances dicelle, ainsi comme elle se comporte de long et de large, assise a Diion en Chasteaul, deuant la maison de la Chambre des comptes de monseigneur le duc de Bourgoingne, de costé la maison *Jehan Jaquin* a cause de la chappellenie quil tient en leglise de la chappelle de mondit seigneur le duc a Diion dune part, et la maison et mex maistre *Regnaul Gonbaut*, maistre de la Chambre des diz comptes dautre part. Et ceste presente donacion

nous faisons afin que nous soions participans des messes et bienfaiz que len celebrera et fera dorese-nauant au dit monastere. Et aussi parmi ce que les diz religieux prieur et couuent et leurs successeurs seront tenuz fere et celebrer en leur dit monastere chacun an perpetuement, pour le remede des amies de nous, de noz peres et meres et de noz predeces-seurs, deux anniuersaires, c'est assauoir l'un es aduans et l'autre en caresme. Et serons nous les diz mariez enterrez et enseueliz ou portal deuant dudit monastere. De la quelle maison nous deuestons per-petuellement nous et noz hoirs et les diz prieur et cou-uent en reuestons pour eulx et leurs successeurs a touiours par la teneur confection et octroy de ces presentes. Promettans nous les diz mariez et chas-cun de nous pour le tout pour nous et noz hoirs mesmement je la dite *Moingear*, de la licence et autorite que dessus, par nos seremens, pour ce don-nes corporelment aus sains euuangelis de Dieu, et soubz l'obligacion de touz noz biens meubles et non meubles presens et auenir quelconques, ceste pre-sente donacion tenir perpetuellement senz contrevenir et garantir perpetuellement aus diz prieur et couuent et a leurs successeurs la dite maison franche et quicte pour vint solz deuz chacun an de cense ou rente aus doien et chappitre de la chappelle dessus dite, au terme de la feste de la Natiuite saint Jehan Baptiste et pour six deniers viennoiz deuz chacun an ou mois de mars au maistre de la Magdelene de Diion, senz autre charge ou seruitude quelconque et faire tout ce] que len doit faire en garantie. Renuncens du tout en ce fait par nos diz seremens a l'excepcion de mal, de fraude, de barat, lesion, cir-conuencion, et deceuance et a toutes autres et singu-

leres excepcions de tout droit canon et ciuil par les
quelx l'on pourroit dire ou venir contre la teneur de
ces presentes lettres ou aucune des choses conte-
nues en ycelles, mesmement au droit, disant gene-
ral renunciacion non valoir se l'especial n'est deuant
mise. Et quant a ce tenir et accomplir nous les diz
mariez, c'est assauoir je la dite *Moingear*, de la
licence et autorite que dessus, voulons chascun de
nous pour le tout et pour tant comme il nous tin-
che, estre contrains ainsi comme de chose adiugie
par la court de mondit seigneur le duc, a la juridis-
tion compulsion et contrainte de la quelle court
quant ad ce, nous submettons et obligeons nous et
chascun de nous pour le tout, noz hoirs et tous les
biens de nous et de noz hoirs, meubles et non meu-
bles, presens et auenir quelconques. En tesmoin de
ce nous auons requis et obtenu le seel de la dite
court estre mis a ces presentes lettres, c'est fait par
deuant *Guillemot Girart* de Diion, clerc jure de la
dite court et coadiuteur du notaire de Diion pour
mondit seigneur le duc. Presens *Pierre Petrement*
potier de coiere demorant a Diion et *Gauthier Gue-
nece* de Cutigney tesmoins ad ce appelez et espe-
cialment requis l'an et le jour dessus diz. —
G. Girart.

Orig. : liasse G. 267, scellé à double queue. — Copie : Reg.
G. 133, f° 366.

N° 36.

7 novembre 1389.

Bail à cens par *Jacob dit Mairet*, de Ville soubz
Gevrey, à *Girart dit Barbier*, dudit lieu, pour lui et
ses hoirs, d'une maison, fons, mes, appartenances,

essise à Ville soubz Gevrey, dite la maison *Jehan Estiot*, près la terre es signours de Saint Estienne de Diion et le mes et maison es hoirs à la Viele d'autre part — pour le pris de huit gros tournois d'argent, ung gros vies tournois contez pour vint deniers et pour ung pintet doille de nois, dampnnel cense et perpetuelle rante, payable la première samene de mars, et advec le locataire païera la taille de ladicte mision chascun an es termes en telle chouse adcostumés. En présence de *Jehan Arnouf* de Gevrey, clerc coadiuteur du notaire de Diion, de *Martin Rousselet*, *Hotenin Guselier*, *Perrenot Gorbiller* de Ville soubz Gevrey, tesmoins.

Liasse G. 391, scellé à double queue.

N° 37.

15 novembre 1389.

Bail à cens à Perrenin dit le Burget de Diion, à *Iehannote* sa femme de l'auctorité de son mari, pour leur vie, celle de leur filz *Iehan* et du survivant des trois — par Révérend Père en Dieu frère *Roubert de Baubigney* abbé et frère *Guy d'Arc*, chanoine et procureur de Saint Estienne. — D'une maison, fons, meix, culti darrières ycelle, sise à Diion, rue es Fèvres, hors la porte du Fourmerot, emprès une maison dudit monastère, dite maison Dieu de Trechastel, d'une part, et celle de *Thiebault Bisot* d'autre part. — Pour la rante annuelle de vint deniers tournois, un gros tournois compté pour vint deniers, payable moitié à la Nativité de Notre Seigneur, moitié à celle de saint Jehan Baptiste. — Les mariez mettront en réparation dix livres tournois deans

deux ans au jour dui commanceans. Par devant *Guiot Bartinet* d'Orchamp clerc juré et coadiuteur du notaire de Diion, *Jehan Chièrè* à Diion et *Estienne Rouhier*, tesmoins.

Liasse G. 284, scellé à double queue.

N° 38.

18 février 1390/1.

Bail à cens à Perrin le Tielley de Lonchamp, filz de feu *Jaquin le Tielley* du même lieu, à *Perrenote* sa femme, de l'auctorité de son mari, pour eux et leurs hoirs, d'un mes, d'un demy journaul, assis à Cutigney, lieu dit en la Vantoise, empres les fonsses de la maison de l'abbé de Saint Etienne, le mes *Perrenot*, fait hostel daultre part, et auxi la vie commune au dessurs. Moyennant le cens annuel de six gros tournois d'argent, payable à la feste saint Bertholomier. Les mariez promectent de maisonnier et edifier bien et convenablement selon ce que le lieu le requiert et ycellui maisonne bien et léalement maintenir. Fait en présence d'*Aubertin de Sauxu-rectes*, coadiuteur du tabellion de Diion. Présents : *Perrin Fenllemort* de Cutigney, *Perrenot le Carrelet* et *Perrin le laineret*, recreveurs.

Liasse G. 384.

N° 39.

**Septième jour d'avril après Pâques 1390
(10 avril 1390).**

Reconnaissance de cens.

Jacques Maillé, clerc à Diion, confesse devoir sur sa maison, jadis à feu *Huquenin Grain Dorge*,

assise à Dïon, rue des Petis Champs, emprès le meix *Jehan Dabbe*, tixerant, et la maison *Odot Trufont*, — aux prier et couvent de Saint Estienne, deux frans, assavoir en vint quatre gros viez tournois d'argent, de cense à paier chascun an perpétuellement ung franc dor à la feste de la Nativité Notre Seigneur, l'auctre franc à la feste de la Nativité Saint Jehan Baptiste. — Au deffaut de paie par quatre ans, les religieux pourront la prandre, mettre en leur main, faire les frui et émolumens dycelle leurs, ou la vendre ou accense perpétuel ; et pour et permi ce que lesdits religieux (lui) ont ouctroyé et promis la dicte maison tenir quitte de vint huit gros de cense, en quoy ycelle et certaine vigne, assise au finaige de Poilley, estoient obligiés auxdis religieux. En présence de *Guillemot Bartinet* dOrchamp clerc juré et coadiuteur du tabellion de Dïon, de Messire *Eude Maillot* prestre et *Guillaume de Vandenesse* clerc à Dïon.

Liasse G. 291.

N^o 40.

**Dix-septième jour d'avril après Pâques 1390
(20 avril 1390).**

Bail à cens à Perrenin de Blaigney, Jehannote sa femme, Vienot leur filz, de l'auctorité de leur mari et père, pour leur vie, celle du survivant, par Messire Guy dArc, vicaire et procureur de Monseigneur Robert de Baubigney, abbé de Saint Estienne — d'une maison, fons, mes, appertenances, assise à Dïon, rue des Quarraulz, de costé la maison que Jaquot le Norgeolet tient du monastère, et le mex

Perrenot Bouhart d'autre part — moyennant le cens annuel d'un florin, payable par moitiés aux festes de la Nativité Notre Seigneur et Saint Jehan Baptiste. Passé devant *Guillemot Girart*, clerc coadiuteur du notaire de Diion. Présens : *Pierre le Gros*, sommelier de la paneterie du Duc, *Symonet Bergier* clerc.

Liasse G. 286, scellé à double queue.

N^o 41.

Lundi 9 mai 1390.

Vente par *Thevenot Henriaille* de Brasey, archier à Diion, et *Hugote*, sa femme, qu'il autorise, au profit de *Garnier Pion*, bouchier à Diion, et *Guillemotte* sa femme, pour eux et leurs hoirs. — D'ung franc d'or d'annuel cense, le franc compté pour vint soulz tournois, le grosviez tournois d'argent pour vint deniers tournois, payable moitié à la feste de la Nativité de saint Jehan Baptiste, moitié à celle de la Nativité de Notre Seigneur — Assigné sur ung mes vuit, assis à Diion, rue de la Serrurerie, à la partie devant, à savoir dès la rue des Ribottés jusqu'à la maison qui fut aux hoirs *Johan de Montbart*, aujourd'hui aux hoirs *Guillemin lospitalet*, situé d'une part entre la maison des religieux de Saint Estienne, laquelle soloit tenir *Colinet de Saqueney*, et à présent la tient *Gaulthier le Tonnelliers*, et la voye commune de la rue Serrurerie d'autre part. — Moyennant le pris de douze frans d'or paieiz. Fait en présence de *Pierre de don Martin*, clerc coadiuteur du notaire de Diion. Témoins : *Richart Laurenceote*, filz *Perrenot Laurenceote*, de Saint Johan près de Loône, *Johan Michaul* de Marigney près d'Ostun, bouchier à Diion.

Liasse G. 278, scellé à double queue.

N° 42.

Lundi 4 juillet 1390.

Bail à cens à *Jacot Faucoigney* de Dampierre près de Vesoul, demeurens à Maigney sur Tile, pour lui, *Hugote*, sa femme et pour ses hoirs, de vailent et honeste *Jehan Juliot lainsne*, bourgeois de Diion — D'environ sept journaux de terre arable, en plusieurs pièces, au finaige de Maigney, d'un mes, essis emprès les mes de *Madame de Pesmes* d'une part, et des hoirs de Gebilley d'aulture part; Item tous les préis que *Estevenoz Baillechapet* tenait du même *Jehan*, jadis à *Bauldot* — Moyennant, chascun an, ung bichot de blef, par moitié froment et avoine, mesure de Dijon, payable au jour de la Saint Martin. — En présence de *Pierre de Don Martin* coadiuteur. Tesmoins : *Estienne Jolicuer* de Maigney, demeurant à Dijon, et *Johannin Janrnin* dudit Maigney.

G. 366.

N° 43.

26 septembre 1390.

Vente par *Thevenot Henriaille* de Pont Emeri, archier à Diion, et *Hugote* sa femme, de l'auctorité dudit — à frère *Philebert de Ville* chanoine et pictancier de Saint Etienne, de quarante solz tournois de rente annuelle, le gros compté pour vint deniers tournois, payable aux religieux par moitié aux festes de la Nativité de Notre Seigneur et de saint Jehan Baptiste — assignée sur un meix, acquis de *Marc Darnay* de Diion et de *Nicole* sa femme, assis à Diion, au quarron de la rue ès Riboutez, empres la vie commune d'une part, et la maison que *Gaulthier le*

Regnauldet, tonnelier et *Bonnote* sa femme tiennent à cens desdits religieux. — Moyennant le pris de trente deux livres tournois paies. — Les mariez sont tenus de maisonner, dedans ung an au jour dui comaceant, et la maintenir, à leurs propres missions et despens. En présence de *Guiot Bartinet* d'Orchamp, clerc juré et coadiuteur du tabellion de Diion, *Guiot Custet*, clerc, et *Estienne Royer* de Diion.

Liasse G. 278. — Copie : Reg. G. 133, f^o 396, scellé à double queue.

N^o 44.

14 octobre 1390.

Bail à cens à *Jehan Morot* de Saint Thiebault, prestre, à *Moingin Lessertey* de Valeroy, pelleconnier, à *Jehannote* sa femme, de l'auctorité dicelli *Moingin*, demorans à Diion, pour leur vie, celle du survivant d'eux, — d'une maison, mex, appartenances, autrefois tenue par *Thierri le Barbolet* et *Mainger* sa femme, assise à Diion, rue de Chastel, emprès la maison que tient *Jehan Jaquin*, clerc coréal de la chapelle de Monseigneur le Duc, à cause de sa chapellenie, et celle de maistre *Regnault Gonbault*, maistre de la chambre des comptes — moyennant le cens annuel de quatre frans d'or, le franc pour vint solz tournois, payable par moitiés aux festes de la Nativité de Notre Seigneur et Saint Jehan Baptiste. Les reteneurs s'engagent à paier, chascun an, vint solz tournois, deuz au chapitre de Chapelle, à la feste de la Nativité Saint Jehan Baptiste, et six deniers viennois, deuz à la Magdelene de Diion, en mars, dont ladicte maison est chargé. En présence de *Guiot Bartinet* d'Orchamp, clerc juré et coadiuteur

du tabellion de Dijon. Témoins : *Robert Salebrohot*,
masson, *Jacot de Longeville*, à Dijon, et messire
Pierre, curé de Saint Juliain.

Liasse G. 267.

N^o 45.

3 novembre 1390.

Bail par frère *Philebert de Ville soubz Gevrey*,
chanoine et pictancier de Saint Etienne, à *Jehan*
Maicherin dit *Chauvirey*, *Jehan Boubaul* autrement
Chalon, *Jehan Denisot* de Salon la Chapelle, tous
demourant à Talent, chacun d'eux pour soi et pour
le tout, pour une durée de neuf ans, contenans neuf
levacions et perceptions de fruiX — d'une vigne
franche de disme d'environ quatre journaulx, assise
au finaige de Talent, lieu dit es Costes, de costé la
vigne des religieux de Saint Bénigne et la voie
commune d'autre part. Les reteneurs sont tenus de
curtiver loyalement ladicte pièce, la laissier en bon
estat, comme ils la prendront. « Pour la pene et
labour (ils auront), chacun an, les deux pars des
fruis, qui venront en la dicte vigne et les religieux la
tierce partie ; [les] fruiX des venanges prochene
venant se partiront à Dijon en la maison des reli-
gieux .. et seront tenuz paier y ceulx religieux la
tierce partie des missions des dites venanges. » Pour
les huit autres venanges « les fruiX se partiront en
yeelle vigne ou au chief au benaston ». Les reteneurs
seront tenus « de payer toutes les missions et des-
pens des venangeurs pourteurs des dicts darreniers
huit venanges et charroieront... leur part des fruiX à
leurs missions et déppens là où il leur plaira ; et les
diz religieux leur part là où il leur plaira à leurs

despens ». Le pitancier pourra faire exécuter « des ouvraiges de preux ou dyver » en la vigne, durant la location ; et les locataires devront payer ou faire « les deux pars dudit ouvraige ». Les reteneurs confessent devoir, chascun pour le tout, aux religieux la somme de huit livres tournois, le franc compté pour vint solz, pour prêt consenti par le pitancier, payable aux venanges prochaine venant. Fait par devant *Symonnet Bergier*, clerc juré et coadiuteur. Témoins : *Perrenot Rousey* et *Odot Custet*, clercs à Dijon.

Liasse G. 395.

N^o 46.

9 novembre 1390.

Hommage de fief à l'abbé de Saint-Etienne par Jean et Guillaume de Bèze.

Au nom de notre Seigneur amen. Lan de l'incarnation dicellui mil trois cens quatre vins et dix, le neuvisme iour du mois de novembre, nous *Jehan et Guillaume de Bèze*, frères, filz de feu *Garnier de Bèze*, bourgeois de Diion, et hoirs de notre dit père, avec nos autres cohoirs, chascun pour sa part et porcion, faisons savoir à tous ceulx qui verront et oiront la teneur de ces lettres et confessons de nos bons grez, en déclarant nous tenir, avec nos autres cohoirs, en fie et hommaige, de Reverent père en dieu Monseigneur *Robert de Baubigney*, docteur en décrez, abbé du monastère de Saint Estienne en Diion, de l'ordre de Saint Augustin, et de ses successeurs : Une notre pièce de pré, contenant trente deux soitures ou environ, assise en la prairie de Ver-ranges, de costé le pré dudit monastère d'une part,

et de costé le preý *Vasselin Rousey* dautre part ; lequel nous advouons tenir, et déclairons estre du fie dudit monseigneur l'abbé et de son dit monastère. Et en sommes presentement entrez, ensemble la solennité en tel cas acoustumée, de bouche et de mains, en la foy et hommaige du devant dit monseigneur l'abbé, li quelz nous y a receuz, cest assavoir, pour notre part et porcion, à nous compétent et appertenance dicellui preý par indivis, pour lui et pour ses successeurs et pour son dit monastère, ainsi toutes voies et par la manière, que notre dit père, que Dieux absoille, le tenoit, et en avoit fait foy et hommaige en son vivant à feu monseigneur *Jehan de Marigney*, iadiz abbé dudit monastère, prédecesseur dicellui monseigneur *Robert*, maintenant abbé, lequel notre père en fist foy et hommaige audit feu abbey, eulx vivans, et confessa tenir ledit preý de lui et de son dit monastère en la maniere que si devanciers avoient acoustume tenir ledit preý et a en faire. Pour ce est il que ceste présente confession, adveu, et déclaration, nous *Jehan* et *Guillaume*, frères dessusnommez et chascun de nous, en tant comme il li tonche et appartient, pour sa dicte part et porcion, sommes tenus et promettons pour nous et pour nos hoirs, par nos sermens, pour ce donné aux sains evangiles de Dieu corporelment et sollennelment tenir, observer et avoir fermes, estables et agréables, perpetuellement et irrévocablement à tousiours ; sans iamais contrevenir par nous ne par autres, en aucune manière quelconque, soubz l'obligacion de tous les biens de nous et de nos hoirs, meubles et nonmeubles, presens et avenir, quelconques, lesquels, nous dessus diz, frères et chascun de nous per soy, submettons, du tout pour ceste cause, à la iuridiction

et cohercion de la court Monseigneur le duc de Bourgoigne. Et volons estre constrains quant ad ce, nous et chascun par soy, ainsi comme de chose adiugée par icelle court. Renuncant en ce fait par nos diz sermens, à toutes excepcions de decepcion de mal, de fraude, de peur, de force, de lésion, d'erreur, et de circonvecion, et à toutes autre excepcions, allégacions et aydes, tant de droit comme de fait et de coustume. Et général à toutes autres choses quelconques, qui, contre lesfect et teneur de ces lettres, porroient iamais estre dictes et proposées, comment que ce fust, ou alleguées ; et mesmement au droit reprouvant generale renunciacion, se li especial ne précède. En tesmoing de ce, nous avons requis et obtenu le seel de la dicte court monseigneur le Duc estre miz à ces lettres, faites et passées en la présence de *Aleaume de Clenbeu*, demorans à Diion, notaire publique et coadiuteur du tabellion de Diion, pour monseigneur le Duc. Présens : *Geliot de Blaisey*, *Jehan de Courbeton*, habitans de Diion, et *Jehan Juhanne dAuteville*, tesmoins à ce requiz et appelez, l'an, le iour et le mois dessus diz. — *Aleaume*.

Liasse G. 403, scellé à double queue de parchemin.

N^o 47.

8 décembre 1390.

Bail à cens à Michelet Hodierne de Troyes, clerc en la Chambre des comptes, à *Guillemote* sa femme, de l'auctorité de son mari, pour leur vie, celle du premier de leurs enfans à naître, et du survivant des trois, par frère *Philibert de Ville soubz Gevrey*, chanoine pictancier de Saint Estienne, — d'une

maison, fons, cours, mex, appertenances; assise à Dijon, en Chasteaul, devant la porte du Monastère, en laquelle len souloit tenir la court de la chretienité de Dijon, — s'étendant dès la maison du Révérent père en Dieu Messire l'Abbé à la voie commune devant, et au chief derrières chies Maistre *Audrien Paste*, maistre de la Chambre des comptes — et tenue autrefois par *Josserant d'Aiserey*, cousturier, et *Guillemote* sa femme, — moyennant le cens annuel de huit francs, pièce comptée pour vint solz tornois, payable par moitiés aux festes de la Nativité Notre Seigneur et saint Jehan Baptiste. Par devant *Symonnet Bergier*, clerc juré et coadiuteur du notaire de Diion. Témoins: Maistre *Regnault*, maistre desdites chambre et comptes, Maistre *Pierre de Milan*, phisicien, *Guillaume d'Argey* et *Guiot Custet*, clercs en ladite chambre.

Liasse G. 267, scellé à double queue.

N^o 48.

2 mars 1391/2.

Vente par *Jehan* dit *Gruot* de Mosterail, archier à Diion, *Catherine* sa femme de l'auctorité de son mari, — d'ung florin de florence et de VIII deniers tournois d'annuelle cense, acquis de feu *Othenine*, fille de feu *Estienne Turelure*, jadis femme de *Odot de Maalain*, chauderenier à Diion, payable le florin à la feste de la Résurrection, et les deniers à la feste de Tous Sains. — Assignée sur une maison, appertenances, sise à Diion, rue de la Tonnellerie, près la maison jadis de *Clément Poissenot*, et celle de *Symonot Ladant* d'autre part — chargée déjà de seze

soubz de cense, payable auxdis religieux à la feste de Tous Sains. — Moyennant la somme de quinze francs paiez. Fait par devant *Guillemot Girard*, clerc juré et coadiuteur du notaire de Diion. Présents : *Maitre Girard de Passeavant*, charpentier, *Estienne Rouhier* à Diion.

Reg. G. 127, f^o LXI. — Copie : liasse G. 272.

N^o 49.

8 avril 1391.

Vente par *Thevenot Henriaile* de Braiseyo, archier à Diion et *Hugote* sa femme, de loux licence et auctorité de son mari, pour eux et leurs hoirs, à *Jehan de Maxiley*, drappier à Diion — de quarante solz de annuelle et perpétuelle cense, le franc d'or pour vint solz, le gros tournois pour vint deniers compté, payables la mitief à la feste de la Nativité saint Jehan Baptiste, l'aulture mitief à la feste de la Nativité Notre Seigneur. — Pour la somme de vint frans d'or paies. — Assignés sur une maison, fons, mex et appartenances, essise à Diion, rue de la Sarrurerie, empres la maison que *Gaulthier le Tonnellier* tient à cense de Saint Estienne d'une part et la vie commune d'aulture part, sur la rue des Ribotes par devant, et darriez la maison *Monin*, filz de feu *Guillemin de Chenon*; frainche pour deux frans de cense dehus es religieux chascun an. En présence d'*Aubertin de Sauxurect*, coadiuteur du tabellion de Diion. Présents : *Jehan la Verne*, corduannier, *Jehan de Trieu*, clerc à Diion.

Liasse G. 278, scellé à double queue.

N^o 50.

**Dixième jour du mois d'avril après Pâques
1391.**

Bail à cens par Robertus de Baubigneyo, docteur en décret, abbé de Saint Etienne et tout le couvent assemblé, à Johannes dit Jolibois de Canabis, Johanna sa femme, et Jaqueta leur fille, autorisées par Johannes, pour leur vie et celle du survivant, — d'une vigne de trois quartiers et demi, sise au finage de Marcennayo in Monte, lieu dit en Longue Roye, contre la vigne d'Odo Douhay, bourgeois de Dijon, et le chemin commun d'autre part. — Moyennant le cens annuel de vingt solides tournois, payable à la Toussaint. — Obligation de bien cultiver aux saisons convenables. Acté devant Guido Barthinetus, de Auricampo, clerctabellion; Présens : Stephanus Rotarius, et Stephanus Merceret de Arbosio

Liasse G. 370.

N^o 51.

3 juin 1391.

Bail à cens à Jehan Bourgeoiz, masson, à Diion, à Bonnotte sa femme, autorisée de son mari, pour leur vie, celle de leur léal et légitime filz Jehan, et du survivant des trois, de trois journaux, à prendre dans une pièce de terre, appelée la corvée de Bray, assise au finaige de Diion, près la terre que Maistre Belin le Chapux tient à cense de Saint Etienne, et la terre dicelle corvée d'autre part; et du consentement de Robert dit Salebrouhet à Diion et Perrenote sa femme, qui tenaient les dictes terres. — Moyennant le cens annuel de douze gros viez tournois d'argent, payable à la feste de Toussains. — A défaut d'ad-

complissement, promesse de paier auxdiz religieux, ou au porteur de ces lectres tous ceux, frais, dommages, missions et interes. — Passé devant *Guillemot Girart*, clerc coadiuteur du notaire de Diion. Présents : Maistre *Pierre Morel* d'Auxone, licencié en loix, demorans à Diion, *Perrenot Baugey* à Coichey.

Liasse G. 306.

N^o 52.

30 juin 1391.

Vente de cens par *Guiot le Roncelet*, tanneur à Diion, à Messire *Gui d'Arc* et à Monseigneur *Pierre de Lacey*, chanoines de Saint Etienne, d'ung frans d'annuelle et perpétuelle rente, le franc compté pour vint solz tournois, payable à la feste de la Nativité saint Jehan Baptiste — assie sur une maison, fons, mes, appartenances, assise à Diion, es fuerbours de la paroche de Saint Philebert, rue Cisteaux, de costé les maisons et mes de *Oudotte*, femme de feu *Gautherin Jarrot* d'une part, et partable avec *Durant le Fauconnet*, tanneur à Diion. — Vendaige pour le pris de douze frans d'or paieiz. — Pour chascun deffault de paie les religieux pourront « recouvrer à ladite maison et la tenir, possider, faire les loiers yssues et revenuez leur, jusques affin de paie de tout ce qu'il seroit devu ». Par devant *Symonnet Vergier*, clerc et coadiuteur du notaire de Diion. Présens : *Jehan Jaquin*, *Huguenin Colinet*, clercs, et *Estienot le louvet*, vigneron à Diion.

Reg. G. 127, f^o ccxii. — Copie : Reg. G. 133, f^o 385.

N^o 53.

18 juillet 1391.

Vente par Jacob dit Mairet de Ville-soubz-Gevrey, pour lui et ses hoirs, à Hugues dit Chevrot de Gevrey, pour lui et ses hoirs, d'ung franc dour, contez pour vint solz, et douces pintes doille, damp-nuel et perpetuelle cense, due par Rolin Fromai-geot doudit Ville (Cf. cense du 17 octobre 1385) — pour le pris de six frans dour et deux gros viez tournois dargent paies. Ledit Jacob desvey lui et ses hoirs, et resvey ladchettour. Fait en présence de Jehan Arnouf de Gevrey, clerc coadiuteur dou tabellion de Diion. Tesmoins : Guillaume dit Roi de Barges, Jehan Petit, Michelet Girar barbier, et Richart, advouez de Ville.

Liasse G. 391, scellé à double queue.

N^o 54.

13 août 1391.

Bail à cens par frère Regnaul de la Perrière, cha-noine et pitancier de Saint Estienne, à Jehan de Lisle, poissonnier à Diion, à Guillemote sa femme, de l'auc-torité de son mari, pour leur vie, celle de Jehan, leur fils, et du survivant des trois. — D'une maison, fons, appartenances, sise à Diion, rue de la Renoil-lie, près la maison Jehannote, femme de feu Four-quenot de Saint Julien, et celle de Jehan Poissenier d'autre part. — Moyennant vint solz tournois, un franc pour vint solz tournois, et ung gros pour vint deniers, payable par moitiés aux festes de Noel et de la Nativité Saint Jehan Baptiste. Par devant Guille-mot Girart de Diion, clerc coadiuteur du notaire de

Diion. Présents : *Perrenot le Querrellet*, recovreur, et *Jehan Chappuix*, tourcheur à Diion.

Liasse G. 293, scellé à double queue.

Nº 55.

21 août 1391.

Vente par Huguenin le Goussot d'Asnières, d'un florin de Florance de cens annuel, dû par *Jehan Sarrazin* de Vix sur Soone, perrier, assigné sur une vigne, assise au finaige d'Asnières (ainsi qu'il résulte de l'accencissement G. 323, 26 novembre 1386) — à Révérent Père en Dieu, Messire *Robert de Baubigney*, abbé de Saint Estienne, — pour le pris de huit frans de bon or et deux amines et un bichot d'avène, mesure de Diion, au pris de trois frans, receuz. Le vendeur se devest de la rente et en revest messire abbé. Par devant *Guillemot Girart*, clerc et coadiuteur du notaire de Diion. Présens : *Jehan de Bar sur Aube*, huissier de sale de Monseigneur le Duc, *Jehan le Parediet*, et *Perrenot Evrart* d'Asnières.

Liasse G. 323, scellé à double queue de parchemin.

Nº 56.

11 novembre 1391.

Vente par Johannes Legier de Dijon et *Aiglantina* sa femme, autorisée de son mari, de cinq gros de cens, payable chaque année à Pâques, assigné sur une maison, sise à Dijon, rue de la Porte Guillaume, attenante à celle d'*Etienne Chevalier* ; et ce moyennant le prix de cinq francs. Acté en présence de *Micheletus de Saconnerio*, *Johannes Chau-chiot* témoin.

Liasse G. 291.

N^o 57.

28 novembre 1391.

Vente par *Jehan Chevrot* d'A huit ou Moussey, tonnellier à Diion, et *Jehannot* sa femme, de l'auctorité de son mari, à *Ogier de Cheuges*, courduannier à Diion, pour lui et ses hoirs — de deux frans dor de cens annuel, payable le jour de la feste de la Nativité saint Jehan Baptiste, — moyennant la somme de vint frans dor. Cens assigné sur une maison, fons, mex, appartenances, essise à Diion, en la grand Rue Saint Nicolas, de costé *Philippe Arnault* d'une part, et *Nicolas Lienart* de l'autre. — En présence d'*Aubertin de Sauxurettes*, coadiuteur du tabellion de Diion. Présents : *Guienot Rouhier* de Diion, *Huguenin d'Acceaulx*, filz *Euvrard Loiley* dudit lieu.

Liasse G. 281, scellé à double queue.

N^o 58.

19 janvier 1392/3.

Vente par *Garnier Pyon* bouchier à Diion et *Guillemote* sa femme à *Sancenot de Brecey*, espicier à Diion. — D'ung franc de rante annuel et perpétuel, le franc compté pour vint solz, le gros tournois d'argent pour vint deniers, dû par *Thevenot Henriaille* de Brasey, archier à Diion et *Hugote* sa femme, payable moitié à Noel, moitié à la feste de la Nativité de Saint Jehan Baptiste. — Assigné sur ung mex veuit assiz à Diion, rue de la Sarrurerie par devant, assavoir dez la rue es Riboutez jusqu'à la maison jadis aux hoirs *Jehan de Montbart*, aujourd'hui aux hoirs *Guillemin lospitalet*, situé d'une part entre la maison des religieux de Saint Estienne, que souloit

tenir *Colinet de Saqney*, et maintenant *Gaulthier le Tonnelier*, et la vie commune de la Sarrurerie d'autre part. — Pour le pris de vint franz d'or paieez. Fait en présence de *Guillaume de Brasey*, clerc coadiuteur du tabellion de Diion. Présents : *Monin le Goux* d'Oigney et *Jehan Lesquot*, filz de feu *Jehan Lesquot* de Rovre, clerc.

Liasse G. 278, scellé à double queue.

N° 59.

22 janvier 1392/3.

Bail à cens par messire *Regnault de La Perrière*, pitancier de Saint Estienne, à *Thevenin le Noir* de Diion, bouchier, dit *Pitoul*, et *Jehannote* sa femme, de la licence de son mary, pour leur vie, celle de *Villemot* leur premier fils et celle du survivant, -- d'une maison, fons, mes, estaul à vendre, chait devant, et appartenances, jusques à la Rouelle derrière, assise à Diion, rue du Grand Bourg, emprès la maison dudit *Thevenin*, et celle de *Gauthier de Saulx*, tonnellerie, d'autre part — moyennant la somme de huit frans dor, le franc pour vint soulz tornois, le gros viez tornois d'argent pour vint deniers, payable par moitiés aux festes de la Nativité Notre Seigneur et Saint Jehan Baptiste. En présence d'*Aubertin de Sauxuretes*, coadiuteur du tabellion de Diion. — Tesmoins : *Garnier Pyon*, bouchier, *Richard le Porieter* de Cutigney.

Liasse G. 257.

N^o 60.

25 janvier 1392/3.

Quittance donnée à l'abbaye par Agnès Petitjean, de ce qu'elle peut prétendre sur son quart indivis du moulin de Verranges.

Nous official de la court de Besançon, fasons sauoir a toz, que par donation, *Jean dit Contefèvre* de Dole, notaire de la court de Besançon, notre juré et commandement especial, auquel quant ace et a plus grant chose, nous auons commis et commectons noz faire, pour ce en droit personalment establir, et à ce especial venent, *Agnès* fille de feu *Renaut Petit Jehan* de Trouhans, damoiselle feme *François de Terrans*, escuier, demorant à Choisey, du loux et auctorité dudit *François*, son mari, enqui présent, et ley on ce fait auctorizant, liquelle damoiselle, de l'auctorité que dessus, ay quictez, liberez, et absols perpetuellement, quicte, libère et absols par ces presentes lettres, religieuses personnes l'abbez et couuent de Saint Estienne de Diion, de et sur tout le droit et accion, quelle hait enuers lesdiz religieux, a cause de son quart indeuis du molin de Verrainges, de touz les temps passez, que les diz religieux ont tenuz son dit quart dudit molin, et leuez, et percephu le proffit et emolument dicelle quart de molin, jusques au jour de la date de ces lettres, et auxi du temps auenir, jusques à la feste Saint Martin d'yuers prochin venant. Parmi ce que ladite damoiselle et son dit marit demorent quicte enuers les diz religieux des frais et missions, qu'ilz ont mis et fait oudit molin, pour le rapparoillement et le maintenant dicelli molin de toz les temps passez. Promectens la dite damoiselle, de l'auctorité que

dessus, par sollempnee stipulacion, et par son serement donné aux sains euuangelles de Dieu, tenir et garder fermement ceste presente quictance et teneure de ces lettres, senz corrompre et senz jamais fere, ne venir encontre, par ley ne par autre en jugement ne deffuit, ne jamais aucune chose demander des choses dessus dites, es diz religieux ne à leurs successeurs ; toutes exceptions cessant et arriers mises. — En testmoignage de veritey, nous official dessus dit, auons fait mettre le seel de notre dite court de Besançon, à ces presentes lettres. Faites et donnees à Dole ; Présent *Guiot Sybaul*, clerc, et *Humbert Barbere* d'Estrepigney tesmoins a ce spécialement appelez et requis, le XXV^e jour du mois de Januier, l'an mil trois cens quatre vins et doze. — *Jo. Contefèure*.

Liasse G. 404.

N^o 61.

9 février 1392/3.

Bail à cens à Johannes dit de Serot, demeurant à Dijon, à *Clareta*, sa femme autorisée de son mari, pour leur vie, celle de l'ainé de leurs enfants, celle du survivant, par frère *Regnauldus de Perreria*, chanoine et pitancier de Saint Etienne, — d'une maison, jardin et place derrière, située à Dijon, rue es Noïrous, attenante à la maison que *Perrenetus d'Aiserey* tient du monastère et au champ de *Johannes Poissenetus* de Dijon d'autre part. — Moyennant le cens annuel de vingt cinq solides tournois, payable par moitiés aux fetes de la Nativité de Notre Seigneur et de saint Jean Baptiste. Acté en présence de *Guido Bardinetus* de Auricampo, clerc du tabellion. Présents : *Hugo*

*Colinet de Varonnes, clerc, Perrenetus le Joudet,
Perrenetus de Saint Joure.*

Liasse G. 279.

Nº 62.

9 février 1392/3.

Reprise de fief et hommage fait à Robert de Baubigney, abbé de Saint-Etienne, par le procureur de noble Jean de Saulx, écuyer.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnation dicellui courant mil trois cens quatre vins et douze, le novaimme jour du mois de feurier, Je *Guillaume le Puillet* de Diion, procureur et par nom de procureur de noble homme *Jehan de Saulx* dit *le lonpuet*, escuier, seigneur de Ventoux, et ayens puissance dicelli à faire ce qui sensuit. Si comme il souffisamment apparu et appert par la teneur de ma procuracion, seelée du seel aus causes de la court de la maerie de Diion, que jay exhibee saine et entiere, en la presence du jure et coadiuteur et des tesmoins cy dessoubz escripts, et de la quelle procuracion la teneur est inseree en la fin de ces presentes, faiz sauoir à tous ceulx qui verront et orront ces presentes lettres, que je, en nom que dessus, de mon bon gre, plainne volente, et certainne science, ai congneu, et confesse, et par la teneur de ces presentes, congnois et confesse et afferme en verité, en lame de mondit maistre, les choses cy apres escriptes, estre feudalx et mouuens du fie de reuerent pere en dieu, monseigneur labbe du monastere de Saint Estienne de Diion, a cause de son dit monastere. C'est assauoir: six deniers, que ledit seigneur de Ventoux et ses predecesseurs ont accoustume pranre et

percevoir, danciennete et de si long temps quil nest memoire du contraire, sur chascun feu de la ville dAhut, le landemain de la feste de la natiuite nostre seigneur, chascun an; excepte sur ledit monseigneur labbe, le feu du chanoine, et les feux des prestres et clers non mariez. Item je, ledit procureur, en nom que dessus, congnois, confesse et afferme comme dessus, la tierce partie du disme dEstaulles et de Darrois estre feudal et mouuoir du fie dudit monseigneur labbe, a cause que dessus; et ycelles choses dessus declairiees comme feudaux et estans du fie et hommaige du dit monseigneur labbe.

Je *Guillaume le Puillet*, procureur en nom que dessus, ai reprins, et, par ces presentes, reprins en fie et hommaige, de reuerent pere en dieu, monseigneur *Robert de Baubigny*, docteur en decrex, a present abbe du dit monastere, et en suis entrez, et entre en sa foy et hommaige, en la presence du coadiuteur et des tesmoins cy desseubz escripts, ycelli reuerent pere present, et seant pour ce ou chappitre dudit monastere, et receuant ad ce moy ledit procureur en nom que dessus. Et pour ce, je, procureur dessus diz, ai fait et faiz, pour et en nom de mondit maistre, audit reuerent pere en la presence du coadiuteur et des tesmoins ci dessoubz escripts, le serement de feaulte, en tel cas accoustumé, avec les solennitez en tels cas accoustumees; et oultre ai promis et promet, en nom que dessus, et par vertu de ma dite procuracion, bailler ou faire bailler, par mondit maistre, deans temps deu, au dit reuerent pere, ou a son certain commandement ou procureur, declaracion des choses dessus dites, en la forme et maniere que en tel cas appartient. Et avec ce, faire venir et comperoir mon dit maistre pardeuant le dit

reuerent pere, et lui faire faire foy et hommaige a icellui reuerent pere des choses dessus dites, et faire les autres choses appartenantes a faire en tel cas. Promettans, je, procureur dessus nommez, en nom que dessus, par mon serement pour ce donné corporellement aus sains euuangles de dieu, en l'ame de mondit maistre, et soubz l'obligacion de tous ses biens meubles et non meubles, presens et aduenir quelconques, toutes les choses dessus dites et chascune dicelle, tenir, faire, garder, observer et accomplir, et faire tenir garde, observer et accomplir par mondit maistre a touiours, senz aucun deffaut, tout par la forme et maniere que dessus est dit, et declaire, et contre la teneur de ces presentes lettres, ou aucune des choses contenues en ycelles, non faire dire, ou venir par moy, ne par aultre taisiblement ou en appert en aucune maniere. Renuncens en ce fait, en nom et soubz le serement que dessus, a toutes et singulieres excepcions de tout droit canon et ciuil ad ce contraires, et quant aux choses dessus dites, et chascune d'icelles, tenir et faire tenir, garder, observer, et accomplir, je *Guillaume*, procureur dessus nomme, vueil et consens moy, en nom que dessus, et mondit maistre estre contrains ainsi comme de chose adiugie par la court de Monseigneur le duc de Bourgoingne, a la juridiction et contraincte de la quelle court, quant ad ce, je submet et oblige, moy en nom que dessus, et mondit maistre, et touz ses biens meubles et non meubles, presens et auenir quelconques. En tesmoing des quelles choses, j'ay requis et obtenu le seel de la dite court monseigneur le duc estre mis a ces presentes lettres, faictes et passees ou dit chappitre du dit monastere pardeuant *Guillemot Girart* de Diion, clerc jure de la dite court

monseigneur le duc, et coadiuteur de discret homme *Andrie de Faanay*, notaire de Diion. Presens *Vacelin de la Piscine*, bourgeois de Diion, *Jehan Poissenot*, *Guienot de Marandeul*, *Geliot de Blaisey*, *Pierre Perrot*, *Ythier Arnolot*, et *Hugue dArc*, demeurant à Diion, et plusieurs autres tesmoins ad ce appelez et especialement requis, lan et le jour dessus diz. La teneur des lettres de procuracion dont cy dessus est faite mencion s'ensuit de mot a mot en ceste forme : A tous ceulz qui verront et orront ces presentes lettres, *Jehan Baudot*, maieur de la ville et commune de Diion, salut. Sauoir faisons que l'an de grace mil trois cent quatre vint et douze, le XIII^e jour du mois daoust, vindrent, en leurs propres personnes, en jugement a Diion, pardeuant nous, nobles hommes *Jehan de Saulx* dit le *loupuet* et *Huguenin de Saulx* dit le *borne*, freres, escuiers, seigneurs de Ventoux, lesquelz et vn chascun deulx, tant conioinctement comme diuinement, firent, constituerent, ordonnerent, et establirent, et par la teneur de ces presentes, font, constituent, ordonnent, et establisent leur procureur general et certain message especial, leur bien amé *Guillaume le Puillet*, bourgeois de Diion, porteur et exhibeur de ces presentes lettres; et ce que par lui aura este commencee, puisse par lui estre poursuy, medie, termine et fini; en toutes leurs causes quicelles et besoingnes meuez et a mouoir, tant pour eulx comme contre eulx, en demandant et en deffendant, contre toutes personnes, tant deglise comme seculeres, et tant, par deuant noz tres chers signeurs nos sires tiennent, et qui ou temps auenir, tiendront le parlement du roy nostre sire a Paris, comme par deuant tous autres juges deglise et seculers ordinaires ordinaires et

extraordinaires, quel quil soient, et de quelque auctorité qu'ilusent ou soient fondez, auquel leur procureur, les diz constituant, ont donne et donnent, par ces presentes, plainniere puissance, auctorité, et mandement especial, de ester et comparoir en jugement ; pour eulx et en leurs noms, entammer plait ou plais ; eulx deffender, et excuser, proposer, repliquer, duppliquer, tripliquer, quadrupliquer ; faire litiscontestacion ; jurer en lame deulx de calumpne malice, et verite ; dire, poser, et articuler, respondre aux posiciones, fais articles, et interrogatoires de partie aduerse par serement ; produire tesmoins, les veoir jurer et recevoir, et mettre lettres et instrumens en maniere de proue, dire contre tesmoins, leurs diz et attestacions faire publicacion ; conclure et renuncier en cause, ou causes ou drois et sentences interlocutoires et diffinitives dicelles ; et de tous autres griefs, appeller, insinuer, innouer, intimer, poursuiure leur appel ou appeaulx, y renuncier, se mestier est ; demander despens ; jurer sur yceulx, et les veoir adiugier et tauxer et yceulx recevoir, demander, et obtenir le benefice de leur absolucion simplement ou a cautelle de demander, requerir, leuer, et recevoir tous leurs drois et debz, les requerir, et poursuir pardevant tous juges ; d'empranre plais et proces, se mestier est ; de donner lettres et quictance de ce qu'il receura, de demander, requerir, et obtenir la court congnoissance, rendre et recreance de leurs hommes et femmes, bourgeois et bourgeoises, et de leurs biens et chatelz ; de oir toutes manieres de comptes, pour et en nom des diz constituants, les cloure ou veoir clourre et donner sur ce, lettres de quictance, se mestier est ; de entrer en foy et hommaige pour yceulz constituens, enuers

tous signeurs, a qui il appartient et en la maniere que en tel cas appartient ; bailler pour eulx de nommemens, receuoir aussi pour eulx, et en nom deulx, de nommemens et hommaige comme il appartient en tel cas ; de admodier et bailler leurs terres, prez et autres heritaiges, et aussi toutes justices a eulx appartenans, a temps ou a termes, en bailler et octroier lettres, se mestier est ; de compromettre et faire compromis et yceulx valer par foy et serement. Et generalement de faire et executer toutes autres et singulieres choses, que les diz constituants feroient, faire pouroient et deuroient, es choses dessus dites et despens dicelles se presens, y estoient en leurs propres personnes, mesmement es choses, qui, de leur nature, requierent mandement ou commandement especial. Et ont promis les diz constituens a nous comme a juge ordinaire, stipulant et receuant, en nom et au proffit de tous, a qui il puet ou pourra appartenir, en bonne foy et par leurs seremens, pour ce donnez corporellement sur sains euan-giles de Dieu, et soubz lobligation de tous leurs biens present et aduenir quelconques, auoir et tenir ferme estable et aggreable, tout ce que par leur dit procureur sera fait, dit et procure, ester a droit, et paier l'adiugie, se mestier est ; et leur dit procureur releuer de toutes charges de satisdacion. En tesmoing de la quel chose, nous auons fait mettre le seel, aus causes de nostre court en ces presentes lettres, faites et donnees, en la presence de *Mathe Chauchart*, et de *Jehan le vertueux*, bourgeois de Diion, tesmoins ad ce appelez et requis, l'an et le jour dessus diz. Ainsi signé, *J. Prestet*. — *G. Girart*.

N° 63.

Jour de la saint Valentin 1392/3 (14 février).

Bail à cens par Révérend *Robertus de Baubigneyo*, docteur en décrets, abbé de Saint Etienne et du consentement de ce monastère assemblé, à *Nicholaus* dictus *Challot*, maréchal à Dijon, à *Assellina* sa femme et *Philiberta* leur fille, pour laquelle il se porte fort, pour leur vie, celle du survivant des trois — d'une pièce de terre, franche de toute charge, d'environ sept quartiers, sise au finage de Dijon, lieudit Gratedos, près la vigne de *Lambertus* dit *le Celerier* de Saint Apollinaire, et près les anciens terreaux de Dijon, — moyennant quinze gros tournois d'argent de cens annuel, payable à la fête de l'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie. En présence d'*Alermus de Cleuloyaco*, tabellion à Dïon. Témoins : *Guillellmus Girardus* et *Stephanus dit Royer*, clerks à Dijon.

Liasse G. 302, scellé à double queue de parchemin.

N° 64.

19 février 1392/3.

L'abbé de Saint-Etienne et le commandeur de la Magdeleine établissent des arbitres pour savoir à qui appartiendra une place en la paroisse Saint-Pierre devant le four Poillet.

In nomine domini amen. Anno incartionis eiusdem millesimo trecentesimo nonagesimo secundo, die decima nona mensis februarii. Nos frater *Robertus de Baubigneyo*, decretorum dottor, abbas monasterii sancti Stephani de Diuione, ordinis sancti Augustini lingonensis diocesis, et frater *Jacobus de villa subtus Gevreyum*, commendator seu preceptor

preceptorie beate marie Magdalene de dicta Diuione, ordinis sancti Johannis Jherosolimitani, notum facimus, universis presentes litteras inspecturis et audituris. Cum lis et discordia verteretur, seu verti speraretur, inter me dictum abbatem, ex parte una; et me commendatorem ante dictum, ex altera, causa et ratione unius platee, situate in parrochia sancti Petri de Diuione, iuxta furnum dictum le four Poilley, hinc, et iter commune inde. Et ratione dicte discordie, informatio seu inquesta fuerit et sit fatta, de consensu nostrum dictarum parcium, per *Guienetum de Marandolio* et *Guillelmum de Fontanis*, dicta Diuione commorantes. Hinc est quod nos dicti abbas sancti Stephani, et preceptor preceptorie beate marie Magdalene de Diuione ex nostra certa sciencia et matura deliberatione, inter nos super hoc prohibitum, super dictis discordia et lite compromisimus, et compromissum fecimus, ac compromittimus et compromissum facimus per presentes, nos quibus supra nominibus condescendendo, in providos viros *Miletum de Leriaco*, burgensem divionensem, et *Ytherum Arnoleti* dicta Divione commorantem, per nos dictas partes nominatos et electos, tanquam in arbitros arbitratores seu amicabiles compositores; dantes et concedentes nos antedicti, compromittentes seu compromissum facientes, nostris dictis arbitris arbitratoribus seu amicabilibus compositoribus, plenam generalem et liberam potestatem ac mandatum speciale cognoscendi determinandi et sentenciandi, de et super dictis discordia et lite, ac pronunciandi, infra festum Resurrectionis domini proximo venturum, cui nostrarum dictarum parcium predicta platea superius confinata est et pertinet, secundum continenciam et contentum dicte inqueste aut infor-

mationis, que tradetur dictis arbitris arbitratoribus seu amicabilibus compositoribus, et in ipsorum manibus ponetur. Volentes, nos dicte partes, quod omnes processus moti inter nos, causa et preter dictae platee cessent dicto termino durante. Promittentes nos, dicte partes, et nostrum quelibet quatinus se tangit, bona fide et sub voto religionum nostrarum ac omnium nostrum et successorum nostrarum ac dictarum ecclesiarum bonorum, quorumcunque presencium et futurorum ypotheca et obligatione, huiusmodi compromissum ac omnia et singuli in presentibus litteris contenta. Necnon omne et quicquid per dictos arbitros arbitratores seu amicales compositores fuerit dictum gestum sententiatum et pronunciatum, super premissis omnibus et singulis, ratum, gratum, et firmum, perpetuo tenere, habere, ac inviolabiliter observare, sine quacunque contradictione, de cetero faciendo seu procurando, ad quorum omnium et singulorum premissorum observantiam et complementum nos antedictae compromittentes et nostrum quelibet quatenus se tangit. Volumus nos successoresque nostros cogi et compelli, quasi ex re adiudicata, per curiam domini ducis Burgundie, ac per curiam lingonensem, tam coiunctim quam divisim iurisdictionibus et cohercionibus earum curiarum, et cuiuslibet ipsarum ; propter hoc supponimus, nos successores nostros, dictaque bona nostra et dictarum ecclesiarum penitus et obligamus, omnibus exceptionibus huic facto contrariis, penitus in hoc remotis. In cuius rei testimonium nos sigillum dicte curie domini ducis Burgundie presentibus litteris rogavimus et obtinuimus apponi. Acta fuerunt hec in presencia *Guidonis Bartineti* de Auricampo, clerici iurati dictarum curiarum, ac coadiutoris discreti

viri *Andree de Faanayo*, notarii Divionensis, pro dicto domino duce. Magistri *Andree de Relamponte* et *Johannis de Auxona* de Divione, testium ad premissa vocatorum specialiter et rogatorum. Anno et die predictis. — *G. Bartinet*.

Orig. : liasse G. 287, scellé à double queue. — Copie : Reg. G. 133, p. 381.

N^o 65.

25 mars 1392.

Vente par Guy de Sancey, prestre à Dijon, pour lui et ses hoirs, aux religieux de Saint Estienne, de seze gros viez tournois d'argent de cens annuel, payable par moitiés aux festes de Toussains et de la Resurrection Notre Seigneur, assigné sur une maison, mex, appartenances, que tient à cens *Guillemete*, vesue de *Andry Charrotte*, iadiz filz de feu *Monot dEstables*, et à présent femme de *Perrenot lescuellier*. Le vendeur délivre les lettres constatant son droit à frère *Pierre de Licey*, prieur, à frère *Guy dArc* enfermier, et à frère *Gaulthier de Roichafort*, chanones du monastère et recoit le pris de vint frans. — Fait en présence de *Guiot Bartinet* dOrchamp, clerc et coadiuteur de *André de Faanay* notaire de Diion. Présens : *Bertrand dAuteville*, escuier, *Aubertin de Vinole* clerc du diocèse de Toux, *Henry Bartoul* de Diion.

(Suivent les lettres de cens du 10 mai 1371. Se reporter à cette date dans la collection.)

Orig. : liasse G. 290. — Copie : Reg. G. 133, f^o 369.

N^o 66.

26 mars 1392/3.

Compromis entre la Chambre ducale et Saint-Etienne, touchant l'offrande d'un sou d'or, offert par la duchesse de Bourgogne en l'église Notre-Dame.

In nomine domini amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat euidenter, quod anno a natiuitate eiusdem domini millesimo trecentesimo nonagesimo secundo, indictione quinta decima, die vicesima sexta mensis marcii, pontificatus sanctissimi in christo patris et domini, nostri domini *Clementis*, diuina prouidencia pape, septimi anno quarto decimo, in mei notarii publici et testium infrascriptorum, ad hoc vocatorum specialiter et rogatorum, presencia personaliter constitute reuerendo in christo patre, domino *Roberto de Baubigneyo*, decretorum doctore, abbate monasterii sancti Stephani diuionensis, ordinis sancti Augustini, lingonensis diocesis, necnon *Petro de Liceyo* priore, *Guidone de Arcu* infirmario, *Guillelmo Perrelli* cantore, *Marcello de Verrangiis* sacrista, *Philippo de Fauuerneyo*, *Guillelmo de Arneto*, *Galthero de Auxona*, *Johanne Laurencii*, *Petro de Taneria* et *Reginaldo de Perrena*, canonicis monasterii sancti Stephani predicti ex parte vna. — Et *Johanne Couiller*, decano cappelle domini ducis Burgundie, in dicta Diuione predictae diocesis ad romanam ecclesiam nullo medio pertinentis necnon dominis *Johanne de Ven-deuissa*, *Henrico de Villabernum*, *Petro Pitoice*, presbiteris, et magistro *Johanne de Cabilone*, subdiacono, canonicis dicte cappelle ex parte altera ; asserentes se adinuicem grandem controuersiam ac questionem habere et ipsam, in curia romana, pendere ex, et pro vno franco auri oblato, in ecclesia parochiali

nostre domine de dicta Diuione, a dicto monasterio sancti Stephani dependente, per dominam ducissam modernam, per decanum et capitulum dicte cappelle recepto seu eorum mandatum, ad prefatos abbatem et conuentum, de jure communi vsu et consuetudine prescripta pertinenti ut dicunt. Dictis decano et capitulo, tam vigore certorum preuilegiorum vsuque et obseruancia lungenis, ad se pertinere contendentibus ut dicunt, tandem dicte partes ab huius modi lite processibus, totali questione discedere cupientes, et pacem inter se nutrire et violatam, si que violata fuerit actore deo reformare et tractatu amicabili huius modi questionem terminari, in suis capitulis, propter hoc, ad sonum campane congregatis, ut est moris, elegerunt et nominauerunt et tenore presencium nominant, et eligunt, ad se dandam questionem supradictam, tam super principali quam expansis tam factis, in curia romana et extra, et faciendis personas infrascriptas: videlicet venerabiles viros magistros *Jacobum de Loya*, canonicum Cabilonensem, ac *Petrum Morellum*, in legibus licenciatum, pro parte religiosorum predictorum; pro parte vero decani et capituli predictorum, venerabiles et circumspectos viros magistros *Johannem Cambellani*, decanum beate Marie Belnensis, et *Matheum de Benzene*, jure peritos, in arbitros arbitratores, et amicales compositores dictarumque questionis seu controuersie decisores, vel alios eligendos in deffectu alterius nominatorum. Quibus dicte partes dederunt, et tenore presencium dant, donant, et concedunt plenariam potestatem et liberam facultatem cognoscendi de jure partium, et meritis huius cause litis et controuersie, videndi que et tractandi actestaciones, deposiciones, et dicta

testium productorum, coram prefatis dominis decano et officiali, et per ipsos ad hoc per iudicem apostolicum specialiter deputatos, examinatores, omniaque instrumenta, priuilegia et munimenta eorum, prefatis commissariis per partes in modum probacionis exhibita; et quicquid dicte partes vltius producere, seu exhibere, voluerint, et quicquid est et erit penes notarios cause dictis dominis decano et officialis commissariis ad dictam causam faciendam. Quicquidem arbitri compromissarii seu amicabiles compositores, visis, examinatis et pensatis omnibus exhibendis coram ipsis, possint et valeant dictam causam, questionem, seu controuersiam terminare et decidere, secundum deum et iusticiam, et prout ipsis visum fuerit faciendi summarie et de plano sine strepitu et iudicii figura. Declaracionem quorum decisionem et pronunciacionem per ipsos faciendas dicte partes prout ad eam pertinet promittunt, ad penam centum francorum auri per partem non parentem committendorum et parti parenti applicandorum. Ceterum si contigerit, quod absit, quod dicti arbitri electi condescendere nollent aut non possent, in vnam et concordam sententiam, et casu voluerunt et volunt dicte partes, quod acta processus actestaciones habiture, tam instrumenta quod munimenta vniuersa clausa et signata signis notariorum cause, et sigillis dictorum, decani et officialis et aliorum adiunctorum defferantur reuerendo in christo patri ac domino domino moderno episcopo Trecensi. Unacum imposterum agitandis eorum arbitris predictis, vnacum oposicionibus seu conclusionibus eorum, qui visis omnibus supradictis, decidere, declarare, et terminare valeat dictam causam, questionem et controuersiam, in principali

et accessoribus, prout in consciencia visum fuerit faciendum. Cuius declaracionem et pronunciacionem in casu predicto quelibet pars, sub pena iam dicta, promittit se ratam et gratam habere, nec contra venire, dicere, uel facere fere se vel alium seu alios quomodolibet in futurum. Et durabit potestas primorum arbitrorum, usque ad proximum festum omnium sanctorum, quorum pronunciacioni, si forsam non staretur. Tunc poterit idem reuerendus episcopus declarare et pronunciare, usque ad festum dominice natiuitatis sequentis, et in casu, quod deus nolit, quod idem reuerendus episcopus pronunciare non possit, totum processum ut sibi mictetur remittat eciam clausum jam dictis commissariis. Acto et concordato quod huiusmodi termino seu compromisso pendencia tempora fatalia non currant cum aliquam partium quodque huiusmodi compromissum compositionibus jam dudum inter partes habitis nullum affuturis preiudicium seu quodcunque nocumentum. Et quod in casu quo huiusmodi causa finem per arbitros non haberet quelibet pars testes contra se productos in curia et extra in dicta causa reporbare valeat finito compromisso, sicut facere et reporbare posset, de iure et racione si de iure et racione fieri possit, quod que partes deposiciones testium Belne in causa examinatorum non videbunt. Licet per electos videantur et videri possint, ad negocium decidendum, nec per eorum necessariam visionem habeantur pro publicatione ne si dicta et deposiciones viderent et tractarent excluderentur, ab vltiori testium productione que partibus salua manebit apensione per arbitros facienda non obstante. Ad quorum omnium et singulorum premisorum obseruanciam et complementum dicte partes

et quelibet ipsarum, voluerunt se et successores suos cogi et compelli, per quascumque curias tam ecclesiasticas quam etiam seculares, coiunctim et diuisim, quam vel quas ipse partes et earum quelibet super hoc duxerint eligendum. Quarum curiarum et cuiuslibet ipsarum viribus coercicionibus et compulsionibus dicte partes et quelibet ipsarum quo ad hoc obligauerunt, astrinxerunt, et submitserunt, se et successores suos, ac omnia et singula bona monasterii, et cappelle predictorum mobilia et immobilia, presenciam et futura, vbicumque sint et poterant inueniri; omnibus et singulis excepcionibus juris et facti huic facto contrariis penitus et expresse renunciando. Super quibus omnibus et singulis supradictis dicte partes voluerunt et pecierunt sibi fieri publicum instrumentum per me notarium publicum infrascriptum. Acta fuerunt hec dicte Diuisione; anno, indictione, die, mense, loco, et pontificatu suprascriptis. Presentibus discretis viris magistro *Guillelmo Laurencii*, clerico curato, seu rectore parrochialis ecclesie de Vona, et domino *Guidone Feuretot* presbitero curato seu rectore ecclesie parrochialis de Aisereyo testibus, ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Et ego *Guillelmus Brunelli de Argeyo*, clericus eduensis, diocesis publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius, premissis omnibus et singulis dum sic ut premittitur agerentur vna cum prenomiatis testibus, presens fui eaque per alium scripta in notam recepi, publicauim, et in hanc publicam formam redegi, signoque meo solito hic me propria manu subscribendo signaui, requisitus in testimonium premissorum. Signatum signi dicti notarii.

Nº 67.

22 juin 1392.

Vente à Messire Regnault de la Perrière, chanoine et pitancier de Saint Estienne, par Pierre de Dom-martin, coadiuteur du tabellion de Diion, Symonnote sa femme de loux licence et auctorité de son mari, — de soixante solz tournois de cense, le franc compté pour xx solides, et le gros viez pour vint deniers, payable par eux et leurs hoirs par moitié aux festes de la Nativité de Notre Seigneur et de saint Jehan Baptiste. — Assigné sur une maison, fons, mex, appartenances, assise à Diion, rue Saint Jehan, audesoubz de l'Eglise, de costé Huguenin le Foncenier de Villers sur Oiche, et Ysabel, sa femme, d'une part, de l'autre Roubert Pondry. — Vendaige fais pour le pris de quarente deux frans d'or paiez, bailliez, et delivrez. Passé en présence de Aubertin de Sauxurettes, coadiuteur du tabellion de Diion. Présents: Doumengin de Relempon et Jehan, son filz, de Diion.

Reg. G. 127, fº ccx.

Nº 68.

19 septembre 1392.

Bail à cens à Demoingeot Tuepèrre, dit Sarredin, de Leefons, demourant à Ahuit, pour sa vie, celle de Martin et Jacot, ses enfans, celle du survivant, — de deux pièces de vigne de sept quartiers environ, assises au finaige dudit Haut, lune lieu dit es Plan-tes, empres la vigne Laurent le Miarlet d'une part, et Perrel et Aubri d'Authewille, frères et gendres Jehan Monin d'Ahuit d'autre part; l'autre pièce, lieu dit es Folières, emprès la vigne que Andrie le Maistre

dAhuit et *Jacot Durant* souloient tenir à cens de Saint Estienne. — Moyennant vint cinq soulz tournois, le franc dor pour vint soulz, de cense annuelle, payable à la feste de Tous Sains. — Promesse de bien et léalement maintenir en bon estat, cultiver, labourer. En présence de *Guiot Bartinet* dOrchamp, clerc juré et coadiuteur de *Andrie de Faanay*. Tesmoins : *Huguenin Colinet*, clerc, et *Jacot de Saulz*, tincturier à Diion.

Liasse G. 314, scellé à double queue.

N^o 69.

11 novembre 1392.

Bail à cens par frère *Guy dArc*, chanoine, enfermier et procureur de Saint Estienne, à *Jehan Domine* de Villebichot, custurier à Diion, *Perrenote* sa femme de la licence de son mari, pour leur vie, celle d'*Huguenin*, leur filz, et du survivant des trois, — de la moitié d'une maison et mex darrières, assise à Diion, en la parroiche Saint Père, emprès la maison et place, que lendit le four Poilley à Monseigneur labbé, et la maison de la Chapellenie que Messire *Roubert Marchandise* tient en la Chappelle Monseigneur le Duc, — moyennant le cens annuel de quatre florins, le florin pièce en valeur de seze soulz huit deniers tournois, payable par moitiés aux festes de la Nativité Notre Seigneur et saint Jehan Baptiste. En présence de *Guiot Bartinet* dOrchamp, clerc juré, coadiuteur de *Andrie de Faanay*, notaire à Diion, *Girart de Rovre*, maçon, *Estienne Royer* et *Jehan de Faucoigney*, custuriers à Diion.

Liasse G. 288, scellé à double queue.

N° 70.

Mercredi après la saint Martin 1392
(13 novembre).

Mainlevée du temporel de Saint-Etienne, que le bailli de Dijon avait fait mettre sous la main du duc de Bourgogne et la sienne, sous prétexte d'amortissements et de nouveaux acquêts.

Jaques Paris de la Jaisse, bailli de Diion, à touz justiciers, officiers, et sergens de Monseigneur le Duc de Bourgoingne, establiz audit bailliage, et achascun de vous pour soy, sur ce requis, salut. Savoir vous façons que, comme nous avons fait mectre le temporel dez religieux, abbé et couvent du monastère de Saint Estienne de Dijon, en la main de mondit seigneur et notre, pour cause de ce que nous disent et maintiennent yceux religieux avoir acquis, de puis quarente ans ença, plusieurs heritaiges et autres choses, senz avoir sur ce amortissement de mon dit seigneur ; et iceux tiennent et occupent contre lez ordonnances de mondit seigneur sur ce faites ; si, comme nous avons entendu, et il soit ainsi que, par la partie desdiz religieux, nous ait esté monstré certain amortissement, donné de feu le roy *Jehan*, cui dieux perdonne, ensemble la déclaracion de plusieurs héritaiges et autres choses, qui détiennent et dient que tout veu qu'ils ne tiennent pas tant de terres et possessions, comme leur dit amortissement contient. Et avons requis, pour ce, aeulx la main de mondit seigneur estre levée. Pourquoy, veuz les diz amortissements et déclaracions, jusques ace que plusaplain les avons visicé, afin de savoir mieux estre infourmé de la chose, aux diz religieux, avons donné et donnons par ces présentes joissement de gouverner leur dit

temporel, parmi et soubz la main de mondit seigneur jusques a notre plaisir ; pourveu que les eglises qui appartiennent aux diz religieux ne soient pourtant en ce compris. Donné le mercredi après la saint Martin desté. Signé : *Jehan*. (Scellé d'un cachet à la cire brune dont il reste un fragment.)

Liasse G. 180.

N^o 71.

17 novembre 1392.

Bail à cens à Marie de Cusey, femme de feu Jehannin le Tarteri, de Diion, à Symonnote sa fille, pour leur vie, celle de la survivante, d'une maison, assise à Diion, en la parroiche Saint Père, rue de la Courvée, près les Cordeliers, derrière les murs de chastel, de costé la maison et le mes qu'elles et Jehannote, autre fille de Marie, tiennent de Saint Etienne, et la volerie dependant de cette maison à la partie de la vie commune d'autre part, — pour le prix de deux frans et demy dour, le franc dour pour vint solz et le gros tournois dargent pour vint deniers, payable la mitief à Noël, l'autre à la feste de la Nativité Saint Jehan Baptiste. En présence de Jehan le Bon, clerc coadiuteur de Andrie Estienne, notaire à Diion. Présents : maistre Guillaurre Loire, clerc licencié en lois, Jehannin le Picart, corduanier à Diion.

Liasse G. 287, scellé à double queue.

N^o 72.

19 novembre 1392.

Vente par Guy de Sencey, prestre à Dijon, pour lui, ses hoirs et ayens cause, aux religieux de Saint

Estienne, Messire *Pierre de Lixey*, prieur, et Messire *Guy dArc*, enfermier et chanoine, de deux frans de annuelle et perpetuelle cense, le franc pour vint solz, et ung gros pour vint deniers tournois, payable par moitiés aux festes de la Nativité Saint Jehan Baptiste, et Notre Seigneur, assignée sur une maison, assise à Diion, en la rue du Pautez, de costé la maison des hoirs de feu *Guillemote la Guillee*, jadiz sa femme, et la maison de la confrérie aux sueurs de Diion d'autre part, — moyennant le pris de trente deux francs de bon or paieiz au vendeur. — A chascun deffaut de païé, les religieux pourront recourre à ladite maison, faire les lousiers dicelle leurs, vendre et exploitier les autres biens iusques afin de paie et satisfaction du deu. Par devant *Guillemot Girart* de Diion, clerc iuré et coadiuteur de discret *André de Faanay*, notaire de Diion. Présens: *Estienne Rouhier*, à Diion, et *Perrin Berboigien* de Marcennay en Montaigne.

Liasse G. 288, scellé à double queue.

N^o 73.

20 décembre 1392.

Bail à cens à Jehan dit Chaup Pain dAsnières et *Jehan Alaison* dudit lieu, pour letant de leur viez, par frère *Regnaul de la Perrière*, pictancier de Saint Estienne — d'une vigne assise au finaige dAsnières, lieu dit dessus l'Estant dAsnière, de costé *Huot Péeteaul* et *Odote la Morisée* d'autre part — pour le pris de neuf gros viez tournois d'argent de cense annuelle, payable à la fête de Toussains. En présence de *Jehan le Bon*, clerc coadiuteur de *Andrie Estienne*,

tabellion de Diion. Présents : *Jehan*, filz *Girard* de Tarsul, et *Perrenote le Fellin* de Diion.

Liasse G. 323, scellé à double queue.

N^o 74.

6 janvier 1393/4.

Acte par lequel Bellot, veuve de J. de Beaufort, drapier, à Dijon, se départ au profit d'Odote, femme de Girard Bonamy, tonnelier, de la répétition que ledit feu Beaufort s'était réservée sur certaine pièce de vigne contenant deux journaux et demi, qu'il avait donnée en contemplation du mariage d'Odote.

Au nom de notre Seigneur Amen. En l'an de l'incarnation dicellui courant mil trois cens quatre vins et treze, le sixième jour du mois de janvier, je *Belot*, femme de feu *Jehan de Beaufort*, drappier, demorans à Diion, savoir fais à tous ceulx qui verront et oiront ces présentes lettres, que, comme en cas de repeticion du mariage de maistre *Girard Bonamy* de Passeavant, tonnellerie, demorans à Diion, et *Odote* sa femme, fust baillié par ledit feu *Jehan de Beaufort*, en contemplacion dudit mairiage, a ladicte Odote en condicion et manière qui s'en suit, cest à savoir pour elle et ses hoirs procreés et nez de son propre corps, et des hoirs de sez diz hoirs, nez de leurs propres corps en leal mariaige tant seulement, une pièce de vigne contenant deux journaux et demy, assise au finaige de Diion, en lieu dit en champ Regnault le Grant, entre le Rup de Poilley de costé la vigne *Regnault Richier* d'une part, et la vigne *Terrien le Loiroing* d'autre part; comme ce et autres chouses sont plus a plain contenuez es lettres de la dicte donnacion par my lesquelles ces presentes sont enfichées. Anffint est que je ladicte *Belot*

dès maintenant vieulx et me consent, que la dicte pièce de vigne dessus confinée soit mement, quicte-ment, et franchement, senz condicion es aucune, à ladicte *Odote* perpetuelement au profit d'elle et de ses hoirs et des aiens cause d'elle, en temps aavenir, senz avoir aucun recour par moy ou par mes hoirs profitable ne vaillable a moy ne ames dis hoirs en ladicte vigne, dont dicelle je deveix moy et mes dis hoirs, et en inveix perpetuellement ladicte *Odote* perpetuellement, pour elle et les siens. Et ce je fais tant en aumentacion et accroissance dudit son mariaige, comme en recompensacion et remuneration de plusieurs grans agreables services et curialites, à moy par elle fais, en temps passé, fait encor de jour en jour senz cesser, et espère que encore fera en temps a avenir, senz en avoir encor de moy aucune remuneration ou proffit aucun. Promettans je, la dicte *Belot*, par mon serment pour ce donné corporelment aux sains evvangilles de Dieu, et soubz l'obligacion de tous mes biens meubles et heritaiges, presents et avenir quelxconques, ce present consentement et chouses avant dictes, avoir et tenir fermes, estables, et agreables, perpetuellement pour moy et les miens, et non jamais contre icellui ou la teneur de ces presentes lettres, venir, faire, dire, ou consentir; venir en aucune manière en temps à avenir par moy ou par autre taisiblement ou en appertement. En rcuncent quant à ce, je la dicte *Belote*, par mon dit serment, et soubz l'obligacion que dessus, à toutes et singulières exceptions de decepcions, tant de droit comme de fait, et de coustume à ce contrairez, au droit reprovant general renonciation; et à l'observance des chouses dessus dictes, je vieulx estre controincte et executée

amffin comme de chouse adiugée par la court Monseigneur le Duc de Bourgongne; à la juridiction et controincte de laquelle court, quant à ce, je submect moy, mes hoirs, et tous mes biens. En tesmoignage de ce, j'ay requis et obtenu le scel de ladicte court estre mis à ces presentes lettres, faictes et passées, en la presence de *Jehan le Bon* de Diion, clerc coadiuteur du notaire dudit lieu, pour ce mondit seigneur. Présents *Anthoine Rbomgnet. Jehan Martin*, filz *Humbelot Martin* de Diion, clerks, et messire *Thierry Prongerot* de Diion, prestre, tesmoins à ce appellez et requis, l'an et jour dessus dis. — *Johannis le Bon.*

G. 296.

N^o 75.

20 janvier 1393/4.

Renonciation faite entre les mains des religieux de Saint-Etienne, en la personne de M. de Laperrière, leur procureur et pitancier, par Gauthier et Jeannette Boulon, frère et sœur, à tous droits, part et portion qui leur appartiennent en une maison et jardin, sise paroisse Saint-Nicolas, rue des Ulmos.

Universis presentes licteras inspecturis officialis lingonensis, salutem in domino. Notum facimus, quod, in præsentia *Guidonis Bartineti* de Auricampo, clerici tabellionis curie lingonensis et nostri jurati, cui in hiis et maioribus fidem plenarem adhibemus, propter hoc personaliter constituti, *Galtherius Boulon*, commorans in parrochia Sancti Nicolai de Divione, et *Johanneta* eius soror, et eorum quilibet sponte scienter et provide cesserunt, quitaverunt, renunciaverunt, et presentium tenore cedunt, quittant, et renunciant penitus ac perpetuo, pro se et suis heredibus, religiosi viris dominis priori et

conventui monasterii Sancti Stephani de Divione, ordinis sancti Augustini lingonensis Divione, religioso viro fratre *Regnauldo de Perreria*, canonico procuratore et pictancerio dicti monasterii, presente et stipulante, omne jus omnemque partem et portionem accionem et rationem, tam proprietariam quam possessoriam, quod et quas dicti *Galtherius et Juhanneta* et eorum quilibet habent et habere possunt in una domo, eisdem *Galtherio et Juhanneto* pertinente et competente, necnon in orto retro ipsam domum, prout se comportant, unacum fondo, manso et pertinentiis ipsis, sitis in dicta parrochia Sancti Nicolai, in vico dicto la Rue es Ulmos, juxta heredes defuncti *Guidonis Taleneaul* hinc, et viam communem inde. Quaquidem domus et ortus onerati sunt viginti solidos turonensium, debitos dictis religiosis, singulis annis, perpetuo et quinque solidos turonensium, monete currentis, debitos singulis annis presbiteris et clericis deservientibus in ecclesia dicti Sancti Nicolai de Divione. Et hujus modi cessionis, renunciationis et quittance, dicti *Galtherius et Juhanneta* faciunt pro et mediante hoc, quod ipsi et heredes sui, ac omnia sua hereditagia, ex nunc sunt, erunt, et permanebunt, quitta et exonerata de dictis viginti solidis turonensium, census, seu redditus. Necnon eciam et de manutentione dicte domus et super hoc, dicti religiosi tenebunt et tenere facere tenebuntur ac successores sui, predictos *Galtherium et Juhannetam* suosque heredes quittos et exoneratos ex nunc in perpetuum. Et hoc mediante eciam quod iidem prior et conventus et eorum successores solvent et solvere tenebuntur decetero dictos quinque solidos, predictis presbiteris et clericis desservientibus in dicta ecclesia Sancti

Nicolai. Et de eisdem quinque solidis turonensium, iidem religiosi et sui successores tenebunt, et tenere quitto facient dictos *Galtherium et Johannetam* ac suos heredes in perpetuum. De quibus quidem domo, orto, fondo, manso et pertinentiis ipsis, iidem *Galtherius et Juhanneta*, se pro se et suis, perpetuo devestiunt, et dictos religiosos suosque successores perpetuo investiunt omnino; volentes et consentientes dicti *Galtherius et Juhanneta*, ut dicti religiosi, per se procuratorem suum aut eorum certum mandatum, capiant et obtineant realem possessionem dicte domus, orti, fondi, mansi, et ipsarum pertinentiarum, absque iudicos seu iusticie quorumcumque licencia. Promittentes prefati *Galtherius et Juhanneta* pro juramenta sua ob hoc, ad sancta Dei evangelia, corporaliter prestita, et sub obligatione omnium bonorum suorum mobilium et immobilium, presentium et futurorum quorumcumque omnia et singula in presentibus litteris contenta rata et grata, perpetuo tenere, habere, et inviolabiliter observare, sine quacumque contradictione decetero faciendo; necnon garantire et in pace tenere facere perpetuo predictis religiosis dictam domum, ortum, et pertinentias eorundem mediantibus premissis et pro parta sua solventes francos ab omni onere alio servitute. Volentes iidem *Galtherius et Juhanneta*, quo ad hoc, se heredesque suos compelli, quasi ex re adiudicata, per curiam lingonensem, ac omnes vel curie ecclesiastice et seculares, tam coniunctim quam divisim, iurisdictione et coercione earum curiarum et cuiusque ipsarum. Propter hoc, supponentes se suos et dicta bona quecumque penitus et obligantes, omnibus exceptionibus in hoc remotis. In cuius rei testimonium sigillum dite curie lingonensis presen-

tibus litteris duximus apponendum. Datum et actum die vicesima Januarii, anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo tertio. Presentibus *Monneto le Cournuet*, recooptore, *Johanne Bourgoise* de Mirandes, Divionense commorante, et *Johanne de Colombeyo*, lathonio dicto Divione commorante, vocatis ad hoc testibus specialiter et rogatis *Gilberthus de Auricampo*. Ita est.

Liasse G. 284.

N^o 76.

Mardi jour de la saint Vincent 1393
(4 février).

Déclaration de mainmorte.

En nom de nostre Seigneur amen. Lan de l'incarnation d'icelli courrant mil trois cens quatre vins et treze, le mardi jour de la feste de Saint Vincent, je *Marguerite*, fille de feu *Jehan le Bourrellier* de Charmes, fais savoir à touz presens et avenir, que, comme Reverens pères en dieu, frères *Robers de Baubigney*, humbles abbés du monastière de Saint Estienne en Diion, me ait donney, cedey, quictey, bailley et delivrey, en moy amassant dessoubs lui et la dicte eglise de Saint Estienne en Diion, pour estre et demorer estre sa famme, en la ville de Charmes, de la condition de ses aultres hommes de Charmes et fammes, ensambles pour moy et pour mes hoirs, perpetuellement presens et avenir, ung mes et plusieurs héritaiges essis en la ville; finaige et praherie de Charmes, comme plux à plain puet et pourra apparoir par la vision et lecture de certaines lettres, que je ai par devers moy saullées du seel dudit frère *Robert*, mon cher seigneur, auxquelles lettres les dis

mes et heritaiges sont specifiez et consinez, lesquels heritaiges sansugnent pour le dit monseigneur l'abbey en estre plux internez. Et premier : ung mex essis à Charmes, que lon appelle le mes au Masseelon, contenant environ demi journaul, amprès *Huguenin* le clerc de loy de Charmes dune part et la terre aux anffans *Jehannot Terisée* dautre part. Item, au lieu dit en bas de Paules, environ demy journaul de terre, amprès la terre aux hoirs *Jehan Dunol* dune part et la terre aux hoirs feu *Huguenin* de Charmes, escuier, dautre part. Item, au lieu dit en la fin de Faha, environ ung journaul de terre, que lon appelle le Champ de lune, et demi journaul en ce mesme lieu, ampres la terre *Perrenote la Bourrellière* dune part et une aige dautre part. Item le mes amprès la maison *Aubriot Millot* ainffin comme il se comporte an long dune part et le mes *Jehan Blandin* dautre part, jusques au communaul de la ville à la partie du four. Item, au lieu que lon dit sur le Contre, une petite pièce de terre contenant le tiers de ung journaul ou environ, amprès la terre *Jehan Dunol* et la terre de *Perrenot le Priquet* dautre part. Item, au lieu que lon dit en Richet, le tiers de ung journaul de terre, amprès *Perrenote la Bourrellière* dune part et *Jehan Dunol* dautre part. Item, au lieu dit en Baubney, le tiers de ung journaul, amprès la terre *Perrenote la Bourrellière* d'une part et la terre *Andrier*, filz de feu *Robert Queurgon*, dautre part. Item le quart de ung journaul de terre en Seuracourt, amprès la terre *Jehan Blandin* dune part et la terre aux *au Priquet* dautre part. Item, sur la vie de Chuges, environ le tiers de ung journaul de terre, amprès la terre *Perrenot le Priquet* dune part. Item et une faulx de prey essise en la praherie de Char-

mes, en le fonsse de Marrandeul, amprès le prey *Guiot le Masonier* de Besonote dune part et le prey *Perrenote la Bourrellière*, et *Perrenin le Banque* dautre part. Et dyceulx héritaiges, suis, je et mes hoirs, aussi famme de la dicte eglise, pour my paiant chascun an annuellement et perpetuellement au terme de la feste de Toussains, quatre solz et deux deniers petiz tournois, un gros tournois dargent pour saaze deniers, louquelx je promet paier par mon sermant et sur l'obligacion de tous mes biens..... Fait en presence de *Perrenot bourgeois* de Saint Sauveur, demorans à Mirabel, coadiuteur du notaire de Diion, *Symon*, fils de feu *Jaquet le Maistre Breton* de Charmes, demorans à Diion, et *Symon le Precelet*, d'Ogny, demorans à Mirabel.

Liasse G. 331, scellé à double queue.

N° 77.

6 février 1393/4.

Bail à cens à Monnot le Cournuet, recouvreur à Diion, à *Iaquine* sa femme de l'auctorité dicelli *Monnot*, pour leur vie, celle de *Michelot* leur filz et du survivant d'eux. — D'une maison avec curtil, mex darrière, sise à Diion, rue ès Ulmos, emprès la maison que lui même tient à cense des hoirs de feu *Guiot Taleneaul* d'une part et la voie commune d'autre part. — Moyennant la cense annuelle de vint soulz tournois, payable moitié à la feste de la Nativité de Notre Seigneur, moitié à la feste de la Nativité de saint Jehan Baptiste. Cette maison est chargié de cinq soulz tournois, deus chascun an à l'Eglise Saint Nicolas de Diion, et de sa perche que les preneurs acquitteront. Par devant *Guiot Bartinet*

d'Orchamp, clerc juré et coadiuteur de *Andree de Faanay*, notaire de Diion Présents: *Huguenin Colinet* de Varones, clerc, et *Perrenot le Mariet* de Courtarnoul à Dijon.

Liasse G. 284.

N° 78.

7 février 1393/4.

Vente par Sanxenot de Brecey, espicier à Diion, à Saint Estienne, d'ung franc d'or d'annuelle et perpetuelle cense et en emfitéote, le franc comptez pour vint solz tournois et un gros viez tournois d'argent pour vint deniers tournois, naguères acquis de *Garnier Pion* de Diion, boicher, et de *Guillemette* sa femme, lesquels l'avoient acquis de *Thevenot Henriaille* de Braisey, archier à Diion et de *Hugote* sa femme. Ce cens payable chascun an par moitiés à la feste de la Nativitez Nostre Seigneur et à celle de la Nativitez saint Jean Baptiste, est assignez sur ung mex, fons, appartenences, assis à Diion, au quarron de la rue aux Riboutez et de la Serrurerie, et se comporte de long de ladicte rue es Riboutez jusques à la maison qui fut *Jean de Montbar*, et est à présent aux hoirs de feu *Guillemin dict Lospitaulet* autrement *des Chenons*, et de large de la maison de Saint Estienne, que souloit tenir feu *Colinet de Saconey* et à présent la tien Gauthier le Tonnelier d'une part, jusques à la rue et voie commune de ladicte Serrurerie d'autre. — Ce vendaige et cession fais pour le pris de vint frans paieiz. Le vendeur se devest, pour lui et ses hoirs, dudict fran de rente, et en revest et met en bonne possession et saisine Saint Estienne. Faict par devant *Guiot Bartinet* dOrchamp, clerc juré et coadiuteur d'An-

dré de Faanay, notaire de Diion. Présens : *Jean de Germigney* et *Guillemin Pouillet* de Chavilley à Diion, cler du diocèse de Chalon et d'Ostun.

Orig. : liasse G. 278, scellé à double queue. — Copie : Reg. G. 133, f^o 395.

N^o 79.

11 février 1393/4.

Bail à cens emphytéote à *Guillaume Loire*, clerc licencié en loiz, pour lui et ses hoirs, par Saint Estienne et les prestes et clercs deservans l'église Saint Nicolas, d'une maison appelée grange, fons, mex et appartenances, sise à Diion, parroiche Saint Philibert, en la rue du Grand Cloistre, comme elle se comporte dès la maison de *Hennequin* dit *le Grant Hennequin* de Saint Bénigne, jadis à *Euvrart Prougerot*, d'une part, et jusques au mex lui appartenant, jadis rouelle commune. — Moyennant la cense de trante gros viez tournois d'argent, le gros pris pour vint deniers tournois, payable, dix gros au prieur de Saint Estienne, cinq gros aux prestes et clercs de Saint Nicolas, à la feste de la Nativité de Notre Seigneur et à celle de saint Jehan Baptiste. Fait par devant *Guiot Bartinet* d'Orchamp, clerc juré et coad-juteur de *Andree de Faanay*, notaire à Diion. — Tesmoins : *Jehan Colin* de Troies, à Diion, *Jehan de Provenchères*, et *Hugues Moingeon*, maire d'Ahuil.

Reg. G. 127, f^o CCXVIII.

N^o 80.

27 février 1393/4.

Bail à cens à Jehan le Roy de Courcelles, custurier à Diion et à Guiote sa femme, fille de feu Thiebaut d'Aiserey, de l'auctorité de son mari, pour leur vie, celle de Milot, leur fils, celle du survivant des trois — par frère Regnaul de la Perrière, chanoine pictancier de Saint Estienne, — d'une maison, fons, mex, appertenances, assise à Diion, près la Porte Nueve, de costé le mex honorable homme et saige Maistre Jehan de Verranges et les murs de la ville de Diion, le chemin commun entre eux — pour la cense annuelle de quatre frans et demi, le franc pour vint solz et ung gros pour vint deniers tournois, payable par moitiés aux festes de Noel et de la Nativité saint Jehan Baptiste. — Les mariez seront tenus faire une estable darrièrex et leuer le crépon darrières de la dicte maison à légal dicelle maison. — Par devant Guillemot Girart, clerc coadiuteur d'Andrie de Faanay, notaire de Diion. Presens : Jehan de Germigney et Perrenot Roussel de Clavoillon, clerks à Diion.

Liasse G. 276.

N^o 81.

1^{er} mars 1393/4.

Appointement donné par les arbitres au sujet d'un franc d'or.

Jacobus Deloya, canonicus et officialis cabilonen-sis, arbiter arbitrator, seu amicabile compositor electus et nominatus una cum venerabili et circumspecto viro magistro Johanne de Verrengiis, clerico lingonensis diocesis, in utroque jure licenciato, gu-

bernatoreque cancellarie ducatus burgundie arbitro arbitratore seu amicabile compositore, electo et assumpto loco et in absentia venerabilis et discreti viri magistri *Petri Morelli*, licenciati in legibus arbitri, qui, ut dicitur in hac parte, vacare non potuit, aliis negociis legitime propeditus pro parte religiosorum, virorum dominorum abbatis et conuentus monasterii sancti Stephani diuionensis, ordinis sancti Augustini predictae diocesis, in causa mola et pendente in Curia Romana, inter ipsos religiosos ex una parte, et venerabiles viros dominos decanum et capitulum capelle domini ducis burgundie diuionis ex parte altera. Notum facimus uniuersis quod, anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo secundo, die martis, vicesima secunda mensis octobris ac diebus Marcurii Iouis et Veneris immediate sequentibus, virtute litterarum compromissi inter dictas partes in causa arbitraria, de qua in eodem compromisso fit mencio, una cum dicto magistro *Johanne de Verrangiis*, pro parte dictorum religiosorum, et venerabilibus viris dominis et magistris *Johanne Cambellani*, decano ecclesie beate Marie de Belna et *Mathro de Benzone*, pro parte dominorum decani et capituli predictorum in hac parte, electo iuxta formam et tenorem compromissi supra dicti, vacavimus diligenter. Processusque et attestaciones testium. Super hoc examinatorum nobis ex parte partium predictorum exhibitis de consensu parcium ipsarum, vidimus et inspeximus etiam diligenter, ad finem pacis et concordie, per nos iuxta posse inter dictas partes pertractande. Et quia dicte partes non poterunt fore concordēs, nos et alii coarbitri nostri predicti finem in huiusmodi negocio apponere requimus. Et his omnibus et singulis, quorum interest

vel interesse poterit, quomodolibet in futurum certificamus, et notificamus, et ad eorum et cuiuslibet ipsorum noticiam deducimus et deduci volumus per presentes. In cuius certificationis et notificationis testimonio signum solitum *Girardi Berot*, clerici publici notarii, rogauimus et obtinuimus apponi. Datum et actum Cabilone, in domo habitacionis nostræ, die prima mensis Marcii, sub anno a natiuitate Domini millesimo trecentesimo nonagesimo tercio indicione prima pontificatus sanctissimi in christo patris et Domini nostri domini *Clementis*, diuina prouidencia pape, septimi anno quinto decimo. Et ego *Girardus Berot* de cabilone, clericus publicus imperiali auctoritate et curialis dicti domini officialis cabilonensis notarius, premissi certificationem et notificationem per ipsum dominum officialem, ut premittitur sancto presens interfui. Idcirco presentibus certificatis et notificatis litteris signum meum solitum apposui, requisitus in testimonio premissorum et rogatus.

Liasse G. 221.

N^o 82.

10 des calendes d'avril 1393 (23 mars).

(La date de 1403, indiquée dans la charte, ne correspond pas au pontificat de Clément VII).

Bulle de Clément VII accordant des indulgences à ceux qui, confessés, visiterent l'église de Saint-Etienne et y firent des aumônes.

Clemens, episcopus seruus seruorum dei, vniversis christi fidelibus præsentis litteras inspecturis salutem et apostolicam benedictionem. Licet is de cuius munere venit ut sibia fidelibus suis digne et laudabiliter seruiatur, de habundancia pietatis sue,

que merita supplicum excedit, et vota bene seruientibus sibi multa maiora retribuat quam valeant promereri, nihilominus tamen desiderantes domino reddere populum acceptabilem, et bonorum operum sectatorem fideles ipsos ad complacendum et quasi quibusdam muneribus alectiuus, indulgentiis uidelicet, et remissionibus muniamus ut ipsi exinde redantur diuine gracie aptiores; cupientes itaque ut ecclesia seu monasterium sancti Stephani de Diuione, ordinis sancti Augustini lingonensis diocesis, ad quam causa deuotionis magna confluit populi multitudo, congruis honoribus frequentetur, et ut christi fideles colibencius causa deuotionis confluant, ad eandem et ad reparacionem ipsius et dicti monasterii, manus promptius porrigant adiutrices, quo ex hoc ibidem uberius dono celestis gracie conspexerint se refectos de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolorum, eius auctoritate confisi omnibus uere penitentibus et confessis, qui in Natiuitatis, Circuncisionis, Epiphanie, Resurrectionis, Ascencionis corporis domini nostri Jesus christi, et Penthecostes nec non Natiuitatis, Anunciacionis, Purificacionis et Assumptionis beate Marie uirginis, ac Natiuitatis beati Johannis Baptiste, apostolorum Petri et Pauli, et sanctorum Stephani et Medardi, predictorum, ac ipsius ecclesie dedicationis festiuitatibus et in celebritate omnium sanctorum, nec non per ipsarum Natiuitatis, Epyphanie, Resurrectionis, Ascensionis, et corporis domini ac Natiuitatis et Assumpcionis ipsius beate Marie natiuitatis, beati Johannis, apostolorum Petri et Pauli predictorum, ac Stephani et Medardi predictorum festiuitatum octabas, et per sex dies dictam festiuitatem Penthecostes immediate sequentes, ecclesiam

ipsam deuote uisitauerint, et ad ipsius et monasterii predicti reparacionem manus porrexerint adiutrices singulis, uidelicet festiuitatum, et celebritatis vnum annum et quadraginta octabarum uero et sex dierum predictorum diebus, quibus dictam ecclesiam uisitauerint, et manus porrexerint ut præfertur, quinquaginta dies de iniunctis eis penitenciis misericorditer relaxamus; ceterorum ut omnia et singulaque, per eosdem fideles, pro relaxacionis huiusmodi gracia consequendi offerri contigerit uel donari in usus ad quos oblata uel donata fuerint integre conuertantur sub interminacione diuini iudicii districtus inhiemus, nequis cuiuscumque status condicionis uel dignitatis existat quicquam de oblatis uel donatis ipsis sibi aliquatenus apropiet uel usurpet. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, non possit a reatu presumptionis huiusmodi ab aliquo, nisi apud sedem apostolicam ac satisfaccione debita per eum de illis que sibi apropiauerit uel usurpauerit realiter prius impensa, nisi in mortis articulo constitutus absolucionis beneficium obtinere. — Datum Auiuione decimum kalendas aprilis M CCC III pontificatus nostri anno quintodecimo. — *J. Dumasii.*
— *Jo. de Neapoli.*

Sur le pli : *G. de Priuagiis.*

Scellé en plomb sous fils de soie. (Indication tirée d'une copie d'Arviset.)

Orig. : liasse G. 118. — Copie : G. 121, f° 71.

N^o 83.

10 des calendes d'avril (23 mars 1393).

Confirmation par Clément VII de la bulle de Grégoire IX, de novembre 1238, en faveur des privilèges de Saint-Etienne.

Clemens episcopus, servus servorum dei, dilectis filiis abbati et conventui monasterii sancti Stephani de Diuione, ordinis sancti Augustini lingonensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Sincere deuotionis affectus, quem ad nos et romanam gentis ecclesiam promeretur, ut petitionibus uestris quantum cum deo possumus, fauorabiliter annuamus. Dudum siquidem felicis recordacionis *Gregorius*, pontifex IX, predecessor noster, ad uestre supplicationis instanciam ecclesiam sancti Stephani de Diuione lingonensis diocesis, in qua diuino mancipati estis obsequio, sub beati Petri et sua protectione, suscipiens ordinem canonicum secundum deum et regulam beati Augustini, in eadem ecclesia institutum, perpetuis temporibus ibidem inuiolabiliter obseruari necnon quascunque possessionis quęcunque bona eadem ecclesia tunc iuste et canonice possidebat et infuturum possideret, et que ex concessione pontificum, largicione regum uel principum, oblatione fidelium, uel aliis iustis modis adipisci possent, uobis et successoribus uestris firma et illibata permanere uolens vobis concessit, ut nullus decimas noualium et animalium uestrorum exigat uel extorqueat, quodque clericos vel laicos solutos a seculo, fugientes ad conuersionem indicto monasterio recipere et retinere ualeretis, et tempore generalis interdicti missam et alia diuina officia clausis januis et summissa uoce celebrare, sepulturam liberam vobis etiam concedendo nonnullaque alia idem pre-

decessor noster prohibens libertates immunitates a predecessoribus suis romanis pontificibus uobis concessas nec non libertates et exemptiones exactionum a regibus et principibus et aliis fidelibus uobis rationabiliter indultas auctoritate apostolica confirmauit prout in licteris apostolicis quarum tenorem de verbo ad verbum presentibus inseri fecimus plenius continetur.

Tenor uero dictarum licterarum talis est : *Gregorius* episcopus, seruus seruorum dei, dilectis filiis, abbati ecclesie sancti Stephani diuionensis, eiusque fratribus tam presentibus quam futuris, regularem uitam professis in perpetuam memoriam. — Quotiens a nobis petitur, quod religioni et honestati conuenire dinoscitur, animo nos decet libenti concedere ac petencium desideriis congruum suffragium imperciri. Ea propter dilecti in domino filii uestris iustis postulacionibus clementer annuimus, et ecclesiam sancti Stephani diuionensis lingonensis diocesis, in qua diuino mancipati estis obsequio sub beati Petri et nostra protectione, suscipimus et presentis scripti privilegio communimus. In primis, siquidem statuentes, ut ordo canonicus qui, secundum deum et beati Augustini regulam, in eodem loco institus esse dinoscitur, perpetuis ibidem temporibus inuiolabiliter obseruetur. Preterea quascunque possessiones, quecunque bona eadem ecclesia in presentiarum iuste ac canonice possidet aut in futurum concessione pontificum, largicione regum uel principum, oblatione fidelium, seu aliis iustis modis prestante domino poterit adipisci, firma uobis uestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda uocabulis. Locum ipsum, in quo prefata ecclesia sita est, cum omnibus pertinenciis

suis sancti Medardi, sancte Marie, sancti Nicholai, sancti Michaelis, sancti Petri de Diuione, sancti Aniani de Aqueductu, sancti Martini de Quintiniaco, sancti Mauricii de Siliciaco, sancti Florencii de Tylocastro, sancti Petri de Mirabello, sancti Martini de Campis, sancte Marie de Gimellis, sancti Andree de Ormeniaciaco, sancti Martini de Aren, sancti Germani de Copiaco, sancte Marie de Marciniaco, et sancti Genesii de Darilla, ecclesias cum decimis et omnibus pertinentiis earumdem, de stabulis de funtanis, de picangis sancte Marie de Tylocastro, sancti Andree de Parriniaco, capellas cum omnibus pertinentiis earumdem, de Puteolo, de Agnofonte, de Gardaolirei, de monte Ciconiaco, et de bona valle uirensi possessiones, cum omnibus pertinentiis earumdem necnon alias possessiones uestras cum pratis, uineis, terris, nemoribus, usuagiis, et pascuis, en bosco et plano, in aquis, et molendinis in ruis et semitis et omnibus aliis libertatibus et immunitatibus suis.

Sane noualium uestrorum que propriis manibus uel sumptibus colitis de quibus aliquis hactenus non percepit sine de uestrorum animalium nutrimentis nullus a uobis decimas exigere uel extorquere presumat. Liceat quoque uobis clericos uel laicos liberos et absolutos, e seculo fugientes, ad conuersionem recipere, ac eos absque contradictione aliqua retinere. Prohibemus insuper, ut nulli fratrum uestrorum, post factam in ecclesia uestra professionem fas sit sine abbatis sui licencia, nisi arcioris religionis obtentu de eodem loco discedere, discedentem uero absque communium licterarum uestrarum caucione nullus audeat retinere. Cum autem generale interdictum terre fuerit, liceat uobis clausis ianuis exclusis excommunicatis et interdictis non

pulsatis campanis suppressa voce diuina officia celebrare, dum modo causam non dederitis interdicto Crisma uero, oleum sanctum consecrationes altarium seu basilicarum ordinationes clericorum, qui ad ordines fuerint promouendi a diocesano suscipietis episcopo; siquidem catholicus fuerit et gratiam et communionem sacro sancte romane sedis habuerit et ea uobis uoluerit sine prauitate aliqua exhibere. Prohibemus insuper ut, infra fines parochie uestre, nullus, sine assensu diocesani episcopi et uestro, capellam seu oratorium de nouo construere audeat, saluis priuilegiis pontificum romanorum. Ad hec nouas et indebitas exactiones ab archiepiscopis, episcopis, archidiaconis, seu decanis aliis, que omnibus ecclesiasticis, secularibusue personis, a uobis omnino fieri prohibemus. Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse decernimus, ut eorum deuotioni et extreme uoluntati qui se illic sepeliri deliberauerint, nisi forte excommunicati uel interdicti sint, aut etiam publice usurarii nullus obsistat. Salua tamen iusticia illarum ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Decimas preterea et possessiones ad ius ecclesiarum uestrarum spectantes, que a laicis detinentur redimendi et legitime liberandi de manibus eorum et ad ecclesias ad quas pertinent reuocandi libera sit uobis de nostra auctoritate facultas. Obeunte uero te nunc eiusdem loci abbate uel tuorum quolibet successorum nullus ibi qualibet surrepcionis astucia, seu uiolencia preponatur, nisi quem fratrescommuni consensu uel fratrum maior pars consilii sanioris secundum deum et beati Augustini regulam prouiderint eligendum. Paci quoque et tranquillitati uestre paterna in posterum sollicitudine prouidere

uolentes auctoritate apostolica prohibemus, ut infra clausuras locorum seu grangiarum uestrarum, nullus rapinam seu furtum facere, ignem apponere, sanguinem fundere, hominem temere, capere, uel interficere, seu uiolenciam audeat exercere. Preterea omnes libertates et immunitates a predecessoribus nostris romanis pontificibus ecclesie uestre concessas necnon libertates et exempciones secularium exactionum a regibus et principibus uel aliis fidelibus rationabiliter uobis indultas auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti priuilegio communimus. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatam ecclesiam temere perturbare aut eius possessiones auferre uel ablatas retinere, minuere, seu quibuslibet uexacionibus fatigare, set omnia integra conseruentur eorum pro quorum gubernacione ac sustentacione concessa sunt usibus omnimodis profutura. Salua sedis apostolice auctoritate et diocesani episcopi canonica iusticia ac in predictis decimis moderacione concilii generalis. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisue persona hanc nostre constitucionis paginam sciens, contra eam temere uenire temptauerit, secundo tercione commonita, nisi reatum suum congrua satisfactione correxerit potestatis honorisque sui careat dignitate reamque se diuino iudicio existere perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine dei et domini redemptoris nostri Ihesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districtae subiaceat ulcioni. Cunctis autem eidem loco suo iura seruantibus sit pax domini nostri Ihesu Christi quatinus et hic fructum bone actionis percipiant, et apud districtum iudicem premia eterne pacis inueniant. Amen. Amen. Datum Laterani per

manum Magistri *Guillelmi*, sancte romane ecclesie vicecancellarii et domini pontificis notarii, nonis nouembri, indicii VII Incarnacionis dominice, anno M CC XXX VIII, Pontificatus uero domini *Gregorii*, pontificis noni, anno duodecim. Quare pro parte uestra nobis fuit humiliter supplicatum, ut priuilegium et indultum huiusmodi eadem auctoritate renouare de benignitate apostolica dignaremur, nos itaque uestris in hac parte supplicationibus inclinati, prefatum priuilegium et omnia contenta in eo auctoritate predicta innouamus, et presentis scripti patrocinio communimus per hoc autem nullum ius uobis aquiri uolumus, sed antiquum tantum in eo conseruari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre innouacionis, communionis et uoluntatis infringere uel ei ausu temerario contraire. Siquis autem hoc attemptare presumpserit, indignacionem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius se nouerit incursurum. Datum Auinione decimum kalendas aprilis, pontificatus nostri anno quintodecimo, *J. Dumas. — Jo. de Neapoli.*

Attenant des lacs de soie jaune et rouge.

Orig. : liasse G. 118. — Copie : G. 121, f^o 66.

N^o 84

**Du lundi avant le dimanche des Bordes 1393
(17 avril).**

Mainlevée par le gouverneur de la chancellerie du duché au profit de Saint-Etienne, d'une maison sise à Dijon, rue Chaude, comme lui étant hypothéquée pour les arrérages de deux francs de cens et pour la somme de trente francs employés en réparations.

Jehan de Verranges, clerc licencié en lois et en décrex, conseiller Monseigneur le Duc de Bourgon-

gne, gouverneur de la chancellerie de son Duchié, au maieur de Diion, son lieutenant ou au premier de noz sergens sur ce requis, salut. Savoir faisons que, l'an de grace mil trois cent quatre vingt et treze, le lundi avant le dymenche des Bordes, vindrent et se comparurent en jugement à Diion par devant nous : *Huguenin de Mortereul*, serviteur et garde du mengier de madame la Duchesse de Bourgongne d'une part, et *Guienot de Marendeul*, procureur et pour nom de procureur des religieux abbey, et couvent du monastère de saint Estienne de Diion d'autre part . Par le quel procureur, pour nom que dit est, fust dit et proposey, à lencontre dudit Huguenin : que puis ung an entay et de novvel, ycelly *Huguenin* sestoit fait garder, par vertu dung certain mandement contenant garde, trait et impetre pour lui, de la court de ladicte chancellerie, par *Jehan Domino*, sergent du maieur de Diion, executeur dicelli mandement, en une maison ensamble le fons, mex et appertenances dicelle, essise à Diion en rue Chaulde, empres la maison de feu *Huguenin le Peleteret* de Vonges d'une part et la maison de feu *Girart le Bobiney* d'autre part. Et que ladicte maison, fons, mex et appartenances dicelle estoit chargé et censable esdiz religieux de la somme de deux frans dor du coing du Roy Nostre Seigneur de annuel et perpetuel rente ou cense, et que yceulx religieux, avant l'exploit fait par ledit *Jehan Domino* pour deffaut de paie du dit annel rente, aurent recourruz à ladicte maison, fons, mex et appartenances dicelle comme faire le pourrent et démeut ; et en oultre que pour ce que la dicte maison venoit et cheoit en ruine et désolacion ; et affin que leur dicte cense leur fust et peust estre saulvé, ycilz reli-

gieux avoient mis et missionne en la réparation et sustentacion novesse à ycelle maison la somme de trente frans dor. Et pour ce disoit et maintenoit ledit procureur pour nom que dit est, que aladicte garde et à l'exploit dicelle, fait par ledit sergent, ycil *Huguenin* estoit tenuz et devoit cesser et desister, et ledit empeschement et main mise en ycelle par ycelly sergent, laissié et soffrir oster et lever par nous, pour yceulz religieux et à leur proffit, en les laissant joir et user paisiblement dicelle maison, fons, mex et appartenances dicelle, jusques à enteniére paie et satisfaccion de tout ce qui leur estoit deu des arraignes desdiz deux frans et aussi desdiz trente frans mis en la réparation dicelle. Et pour ledit *Huguenin* fut dit et proposey que, à bonne et juste cause, il sestoit fait garder en ladicte maison, fons et mex et appertenances dicelle, quar ladicte maison, fons, mes et appertenances dicelle lui estoit obligié de une queuhe de vin de rente ou cense, dont il lui estoit deu d'arraige certenne et grant quantitey dudit vin. Et après ces chouses et plusieurs autres dictes et alleguées par ycelle partie et aussi par ce qui fut dit et maintenu par ledit procureur, ladicte maison, fons, mex et appertenances dicelle, estre et avoir esté premièrement obligié et ypothequée aux diz religieux pour lesdiz deux frans de rente ou cense, que audit *Huguenin* pour la dicte quehue de vin, quil disoit avoir sur la dicte maison, et aussi pour ce que ledit *Huguenin* avoit plusieurs autres assignahe pour ladicte queuhe de vin, laquelle chouse fut cogneue par ledit *Huguenin*, fut voulu et consentiz par ycelli *Huguenin*, ladite main et empeschement mis en ladicte maison, fons, mex et appertenances dicelle, par ledit sergent, par vertu de la

dicte garde, estre levée et ostée, et que yceulx religieux aurent, praignent, et lievent, sur la dicte maison, fons, mex, appertenances, proffiz et revenues dicelle, et par priority, lesdiz deux frans de rente et les arraiges deuz diceulz ensamble, la mission faicte pour yceulx religieux pour la réparacion et sustentation nécessaire dicelle maison telle comme elle sera tauxée et adiusée par ouvriers qui ont et aurent sur ce cognoissance. Et par ledit procureur, pour nom que dit est, et a esté voulu et consentu que les arraiges des dix deux frans paieez et aussi les dictes missions pour le regart que dessus aux diz religieux, que ycelle *Huguenin* lievve et joisse, sur ladicte maison, fons, mex et appartenances dicelle, du surplus pour le paiement et solucion de la dicte quehue de vin et de ce que lui est deu pour les arraiges dicelle. Et pour ce, nous du consentement que dessus, ladite main et empeschement mise en ladicte maison, fons, mex et appartenances dicelle, par ledit sergent par vertu de la dicte garde, avons levée et ostée, et par ces présentes levons et oston pour et au profit desdiz religieux. A vous mandons et à chacun de vous pour soy, que vous, ladicte maison et empeschement aiez et tenes pour levée et ostée, et dicelle maison, fons, mex et appartenances dicelle faites et souffrez joir yceulx religieux et des proffiz, louaiges et emolumentz dicelle, pour la paie et satisfaccion desdiz deux frans et de la dicte mission pour eux faite pour la réparacion dicelle maison selon ce que dessus est dit et un ait facilité. Donné l'an et le lundy dessus diz.

N^o 85.

1^{er} mai 1393.

Vente par Hugues dît Chevrot de Gevrey, boichier, pour lui et ses hoirs à Reverent Père en Dieu Monseigneur Robert de Baubigney, abey de Saint Estienne, à frère Guillaume d'Arc, chanoinne et vicaire doudit monastère, pour en nom et au proffit doudit abbey; de vint soulz tournois, qui vallent ung franc et doues pintes doille dampnnel et perpétuel rante, acquise de Jacob Mairet de Ville soubz Gevrey, et due par Jacob Rolin Frommaigeot et Jehannote sa feme dudit Ville soubz Gevrey. Ceste renunciacion est faite pour le pris de six frans dour et dux gros tournois dargent paies et baillies au vendeur. Fait en présence de Jehan Arnouf de Gevrey, clerc coadiuteur du tabellion de Diion, de Hugues Raclez de Gevrey, de Heliot Coniey de Sacey demorans à lespay de Gevrey, tesmoins.

Suivent la vente du 18 juin 1391, consentie par *Jacob Mairet* à *Hugues Chevrot* de Gevrey, et le bail à cens consenti par le vendeur à *Rolin Frommaigeot* à la date du 17 octobre 1385 (se reporter aux pièces précédentes).

Orig. : liasse G. 388, scellé à double queue. — Copie : Reg. G. 133, f^o 399.

N^o 86.

2 mai 1393/4.

Bulles d'indulgences du pape Clément VII à l'église de Vertfontaines.

(La seizième année du pontificat de Clément VII correspond à l'année 1394 ancien style et 1395 style moderne).

Clemens episcopus, seruus seruorum dei, uniuersis christi fidelibus presentes litteras inspecturis, salutem et apostolicam benedictionem. Dum precelsa meri-

torum insignia, quibus regina celorum virgo dei genitris, gloriosa sedibus preclara sedereis quasi stella matutina prerutilans deuote consideracionis indagine prescrutamur, dum eciam infra pectoris archana reuoluimus, quod ipsa ut pote mater gracie pietatis amica humani generis consolatrix pro salute fidelium, qui delictorum onere pregrauantur, sedula exoratrix et perugil ad regem quem genuit intercedit dignum quimymo potius debitum arbitramur ut ecclesias et loca in honore sui nominis dedicata graciosis remissionum prosequamur impendiis et graciaram muneribus honoremus. Cupientes itaque ut capella beate Marie de Viridisfontibus, in nemoribus de Ancreyo lingonensis diocesis, situata congruis honoribus frequentetur; et ut christi fideles eo libencius causa deuocionis confluant, ad eandem et ad eius fabricam manus prompcius porrigant adiutrices, quo ex hiis ibidem uberiori dono celestis gracie conspexerint se refectos de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius auctoritate confisi omnibus vere penitentibus et confessis quum Natiuitatis, Circuncisionis, Epiphanis, Resurrectionis, Ascencionis corporis domini nostri Ihesus Christi, ac Penthecostes, necnon in Natiuitatis, Annuciacionis, Purificacionis, et Assumpcionis ipsius beate Marie Virginis, Natiuitatis beati Johannis Baptiste, apostolorum Petri et Pauli predictorum, beati Michaelis et ipsius capelle dedicacionis festiuitatibus, et in celebritate omnium sanctorum, necnon per ipsarum Natiuitatis, Epiphanie, Resurrectionis, Ascencionis, et corporis domini ac Natiuitatis beate Marie, Natiuitatis beati Johannis et apostolorum Petri et Pauli predictorum festiuitatum octabas et per sex dies dictam festiuitatem Penthecostes imme-

diate sequentes, capellam ipsam deuote uisitauerint annuatim et ad ipsius fabricam manus porrexerint adiutrices, singulis uidelicet festiuitatum et celebritatis unum annum et quadraginta dies, octabarum uero et sex dierum predictorum diebus quibus capellam ipsam deuote uisitauerint et manus porrexerint ut prefertur, quinquaginta dies de iniunctis eis penicenciis misericorditer relaxamus ceterum ut omnia et singula que per eosdem fideles pro relaxacionis huiusmodi gracia consequenda offerri contigerit, uel donari in usus ad quos oblata fuerint, uel donata integre conuertantur, sub intermicionem diuini iudicii districtius inhihemus, ne quis cuiuscunque status conditionis uel dignitatis existat quicquam de oblatis uel donatis ipsis sibi aliquatenus appropriet uel usurpet. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, non possit a reatu presumptionis huiusmodi ab aliquo nisi apud sedem apostolicam ac satisfactione debita per eum de illis que sibi apropiauerit uel usurpauerit realiter prius impensa, nisi in mortis articulo constitutus, absolucionis beneficium obtinere. — Datum Auinione secundum kalendas maii, pontificatus nostri anno sextodecimo.

Liasse G. 327.

N^o 87.

19 mai 1393.

Compromis entre l'abbé de Saint-Etienne et le commandeur de la Magdeleine au sujet d'une place, sise faubourg Saint-Pierre, à Dijon.

Uniuersis et singulis presentes litteras inspecturis officialis Lingonensis, salutem in domino. Notum facimus, cum de et super lite et discordia mota seu

movi sperata, inter reuerendum in Christo patrem dominum *Robertum de Baubigneyo*, doctorem decretorum, abbatem monasterii Sancti Stephani de Divione, ordinis sancti Augustini lingonensis diocesis ex parte una, et fratrem *Jacobum de Villa subtus Gevregum*, preceptorem preceptorum beate Marie Magdalene, de dicta Divione, ordinis sancti Johannis Jherosolimitani ex altera; causa et ratione unius platee, situate in parrochia sancti Petri de Divione, iuxta furnum dictum le four Poilley hinc et iter commune inde. Ratione cuius discordie informatio seu inquesta fuerit et est facta de consensu et voluntate dictorum abbatis et preceptoris per *Guinetum de Marandolio* et *Guillelmum de Fontanis*, ipsi dominus abbas et preceptor quibus supra nominibus compromisissent et compromissum fecissent se condescendere in prouidos viros *Miletum de Leriaco*, burgensem Diuionis, et deffunctum *Itherium Arnoleti*, per ipsas partes nominatos et electos, tanquam in arbitros arbitratores seu amicabiles compositores prout constat per licteras super dicto compromisso confectas, quarum tenor sequitur in hec verba...

Suit la pièce du 19 février 1392, G. 287 rapportée ci-dessus.

Et ita sit quod dictus deffunctus *Ytherius* qui morte preventus cum dicto *Mileto de Leriaco* infra tempus in dictis licteris declaratum determinare nec sententiare super premissis nequivit : hinc est quod, in presentia dilecti nostri et fidelis dicti *Guidonis Bartineti* de Auricampo, clerici tabellionis curie lingonensis et nostri iurati, cum quo ad hoc et maiora audienda recipienda nobisque fideliter referenda commisimus, et per presentes commictimus vices nostras, et eidem fidem plenam adhibemus propter hoc personaliter constituti religiosi viri frater *Guido*

de Arcu, canonicus dicti monasterii Sancti Stephani de Divione, vicarius et nomine vicarii generalis in spiritualibus et temporalibus dicti domini abbatis ipsius monasterii in remotis agentis prout de sua potestate constat ex parte una, et prenominate frater *Jacobus de Villa subtus Peureyum*, preceptor et præceptorio nomine dicte preceptorie beate Marie Magdalene de dicta Divione ex altera, compromiserunt et compromissum fecerunt, et presentium tenore compromittunt, et compromissum faciunt se condescendere in providos viros dictum *Miletum de Leriaco*, et *Symonem le Germinet*, burgensem Divionensem, per ipsos partes nominatos et electos, tanquam in arbitros arbitratores seu amicales compositores dantes et concedentes dicti fratres *Guido et Jacobus*, quibus supra nominibus dictis *Mileto et Symoni* plenam generalem et liberam potestatem ac mandatum speciale cognoscendi, determinandi, et sentenciandi, de et super dictis discordia et lite ac pronunciandi, infra festum Sancte Trinitatis proximo venturum, cui dictorum parcium predicta platea est et pertinet, secundum contentum et continenciam dicte inqueste, de qua fit mentio in litteris superius transcriptis. Volentes et concedentes prefati vicarius et preceptor, quibus supra nominibus primo nominatis *Mileto et Symoni* consimilem seu illam et eandem potestatem, quam dicti *Miletus* et defunctus *Ytherius* habere solebant virtute dictarum litterarum superius transcriptarum, promittentes dicti fratres *Guido* vicarius et *Jacobus* preceptor quibus supra nominibus et eorum quilibet quatenus se tangit, pro se et suis successoribus, bona fide et sub voto religionum suarum ac omnium dictarum ecclesiarum et dictorum domini abbatis et preceptoris

suorumque successorum bonorum quorumcunque presencium et futurorum, ypotheca et obligatione compromissum huiusmodi ac omnia et singula in presentibus litteris contenta et scripta rata et grata perpetuo tenere habere, ac inuiolabiliter observare sine quacunque contradictione. Volentes et concedentes dicti frates *Guido* et *Jacobus*, quibus supra nominibus maxime dictus vicarius dictum dominum abbatem suosque successores et dictus preceptor se et suos successores cogi et compelli quasi ex re adiudicata, per curiam nostram lingonensem ac omnes alias curias ecclesiasticas et seculares tam coniunctim quam diuisim, jurisdictionibus et cohercionibus earum curiarum et cuiuslibet ipsarum. Propter hoc supponentes se suosque succesores ac omnia dicta bona dictorum domini abbatis et preceptoris ac dictarum ecclesiarum quecunque penitus et obligantes; omnibus exceptionibus huic facto contrariis penitus in hoc remotis : quibus sic actis idem iuratus noster auctoritate nostra dictum vicarium et preceptorem presentem et consensientem quibus supra nominibus et eorum quemlibet quatenus se tangit ad premissa omnia et singula in huiusmodi compromisso contenta rata et grata habere, tenere, ac inuiolabiliter observare, condempnauit et viva voce monuit, alioquin nos pro quolibet deffectu contra ipsos et eorum quemlibet procedemus, prout iusticia sua debet : in cuius rei testimonium sigillum dicte curie lingonensis presentibus litteris duximus apponendum. Datum et actum die lune decima noua mensis maii, anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo tercio, presentibus dominis *Johanne* clerici *de Lanniis*, tabellione dicte curie lingonensis, et *Theobaldo de Moneta* de Divione, presbiteris

eduensis et lingonensis diocesis, vocatis ad hoc testibus specialiter et rogatis. *G. Barthinetus* de Auricampo. Ita est.

Liasse G. 287. — Copie : Reg. G. 133, p. 403.

N° 88.

20 mai 1393.

Sentence arbitrale adjugeant une place à l'abbaye.

Hinc est quod anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo tercio, die vicesima mensis maii, in presencia fidelis nostri *Guidonis Bartineti* de Auricampo, clerici nostri et curie lingonensis tabellionis iurati, coram dictis *Mileto de Leriaco* et *Symone le Germinet*, arbitris arbitratoribus seu amicabilibus compositoribus, sedentibus in portali ecclesie monasterii sancti Stephani predicti, comparuerunt et se presentauerunt personaliter prefati preceptor et vicarius, quibus supra nominibus, cum magna instantia, rogauerunt dictos arbitros arbitratores seu amicales compositores, ut ipsi vellent pronunciare, determinare, ac sentenciare, de et super premissis modo et forma quibus continetur in litteris compromissis superius transcriptis. Quaquidem requesta sit facta in presencia dicti iurati nostri. Prenominati *Miletus* et *Symon*, ut prefertur, sedentes in dicto portali, tanquam arbitri arbitratores seu amicales compositores super hoc nominati et electi et ipsorum quibus concorditer et unanimiter pronunciantes et dicentes quod visis et diligenter inspectis informatione seu inquesta, de qua superius sit mencio et contentis in eadem, ac omnibus que per dictas partes et ipsarum qualibet proposita et

allegata fuerunt, maturaque deliberacione super hoc prehabita, cum pluribus probis et sapientibus viris quo ad hanc noticiam habentibus, apparet predictam plateam superius confinatum esse hereditagium et de hereditagiis dicti monasterii. Et ideo pronunciauere, firmauerunt, et determinauerunt eandem plateam superius confinatum, prout se comportat et extendit ex utraque parte, fuisse ac esse, pertinuisse ac pertinere predicto monasterio sancti Stephani de Diuione; et dictum preceptorem beate Marie Magdalene nullum jus habere in eadem platea. Tamen quia idem preceptor fecit mundare et curare, ac ministrauit harenam pro pavimento circa dictam plateam facto, prenominati arbitri ordinauerunt quod idem preceptor super eisdem soluatur, ad dictum et respectum et relatum discretorum et proborum virorum *Johannis Baudot* maioris Diuionis, magistri *Odonis Douay* et *Johannis de Auxona* de Diuione, quibus premissis omnibus et singulis sic ut premittitur per dictos arbitros arbitratores seu amicabile compositores pronuntiatur sententia et determinatur. Predicti *Jacobus* preceptor et nomine preceptoris beate Marie Magdalene de dicto Diuione pro se et suis successoribus, et frater *Guido de Arcu* quo supra nomine, presentes premissa omnia et singula voluerunt et consenserunt, in presencia dicti jurati nostri, ac promiserunt, sub votis religionum, ipsorum et per presentes promittunt ratas et gratas perpetuo tenere habere ac inuiolabiliter obseruare, sine contradictione de cetero faciendo, obligans quo ad hoc scilicet dictus preceptor se successores suos et bona sua et suorum successorum quecumque presentia et futura; et dictus vicarius bona dicti monasterii sancti Stephani, omnibus excepcionibus et

allegacionibus juris facti et consuetudinis statuti preuilegii que contra presencium tenorem obici possent remotis in hoc et cessantibus. Volentes ad premissa obseruanda cogi et compelli, quasi ex re adiudicata, per curiam nostram lingonensem et omnes alias curias ecclesiasticas et seculares, tam coniunctim quam diuisim ; iurisdictionibus et coercicionibus earum curiarum et cuiuslicet ipsarum propter hoc supponentes et obligantes, scilicet dictus preceptor se successores suos et bona sua et suorum successorum predicta quecunque, et dictus vicarius bona dicti monasterii. In quorum testimonium et robur nos, de consensu et voluntate dictorum preceptoris et vicarii, et ad ipsorum requestam ad relatum dicti iurati nostri presentibus litteris sigillum dicte curie nostre lingonensis duximus apponendum. Datum et actum, in dicto portali, anno et die antedictis, presentibus discretis viris magistro *Regnauldo de Jusseyo*, tabellione curie lingonensis, et *Hugone Clementis* de Marneto stantibus Divione, clericis bisuntini et cabilonensis diocesis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. — *G. Bartineti* de Auricampo. Ita est.

Liasse G. 287, scellé à double queue. — En tête le compromis du 19 mai 1393 rapporté plus haut.

N^o 89.

**Du mercredi après la saint Pierre et saint Paul
(2 juillet 1393).**

Bail à cens à Johannes Gauchot de Accellis, serarius Divione, et Perrenata, sa femme, de l'autorité de son mari, pour leur vie, celle de l'aîné de leurs enfants à naître. — D'une maison et dépendances, sise à

Dijon, rue es Chanoix, contre le four appartenant autrefois à *Jaillot* et aujourd'hui à *Perreneta*, veuve de *Johannes de Aisereio* d'une part, et la maison de *Jehannete*, femme de *Iohannus Guiot tinturus*, d'autre part. — Pour le cens annuel de cinq florins, payable par moitié à la fête de la Nativité de Notre Seigneur et à celle de la Nativité de saint Johannes Baptiste. Fait en présence d'*Aubertinus de Sauxuretis*, tabellion du notaire. Présents : *Bertrandus Retor* de Verone, custurarius, et *Iohannetus le Foul* de Lantannarus, custurarius Divione.

Liasse G. 278, scellé à double queue.

N° 90.

9 août 1393.

Reprise de fief à Varanges.

En nom de nostre seigneur, amen. En lan de lincarnation dicellui current mil trois cens quatre vins et treze, le neuviemesme jour du mois daoust, je *Johan de Bese*, bourgeois de Diion, saouvoir fais a touz presens et auenir, que, pour ce que religieuse personne frere *Robert de Baubigney*, docteurs en decrez, humble abbes du monastere de Saint Estienne de Diion, ma receu en sa foy et hommaige et en foy et hommaige dudit monastere, et faictes les sollempnitez en tel cas appartenans, d'une piece de prey, contenant enuiron trente deux soictures de prey, assise en la praarie de Verranges, empres le prey du dit monastere dune part, et le prey qui fut maistre *Vise Rosier* dautre part. Je, lèdiz *Johan*, cognois et confesse icelle piece de prey estre et auoir este, et icelle declaire dudit monastere et du fie dicellui ; et pour ce, je en

antre en la foy et hommaige dudit monastere, en la personne du vicaire dudit abbey, en l'absence dicellui, si et par la maniere que mes deuantiers ont accoustume de tenir et a faire de la dite piece de prey. Pour quoy je suis tenuz, et promet par mon serement, pour ce donné aux sains euuangles de Dieu corporelment, et soubz l'obligacion de touz mes biens quelconques, les choses dessusdites ainssin comme elles sont diuisees et escriptes, auoir, tenir, garder, et observer inuiolablement fermes et estables, sens jamais contreuenir, ne en aucune maniere consentir contreuenir par moy ne par aultre taisiblement ou en appert. En renuncent quant ad ce a toutes excepcions de droit de fait et de coustume ad ce contraires, et au droit reprouent general renunciacion non valoir ; et quant a tenir faire et accomplir les choses dessus dites, et vne chascune d'icelles, je vueil estre controins et executez ainssin, comme de chose adiugie, par la court de monseigneur le duc de Bourgoingne ; a la juridicion et contrainte de la quelle court quant ad ce je submet moy, mes hoirs, et biens dessus diz. En tesmoin de ce, j'ay requis et obtenu le seel de la dite court estre mis en ces presentes lettres. Cest fait en la presence de *Aubertin de Sauxurettes*, coadiuteur du tabellion de Diion, pour mondit signeur le duc, de *Geliot de Blaisey*, et de *Guillaume de la Perrère*, clers habitans de Diion, tesmoins ad ce appelez et requis, l'an et jour dessus diz. — *A. de Sauxuret.*

Orig. : liasse G. 403. — Copie : Reg. G. 133, f° 334, scellé à double queue de parchemin.

N^o 91.

Du mercredi après la Conception de la bienheureuse Vierge Marie 1393 (10 décembre).

Remise faite à Reginaldus de Perreria, pitancier du monastère de Saint Etienne, par Margareta, veuve de Johannes Lombardus de Divione, ses filles Guieta, Guillemeta, femme d'Hugo de Auxona qui l'autorise, et Johanneta « in etatate tresdecim annorum et amplius, ut ipsa asserit » — d'une maison, fons, manse et dépendances, sise à Dijon, rue de la Porte Neuve, près le manse de Maître Johannes de Verrangiis, clerc, licencié en lois, d'une part, et les murs de la Ville de Dijon dont une voie commune la sépare. Cette maison est chargée d'un cens annuel de six francs d'or dû auxdits religieux. Acté par Guillelmus Girardus de Divione, clerc, témoins : Johannes de Germinayo, Symone Chauderon et Johannes de Chamblant, clercs à Dijon.

Liasse G. 276, scellé à double queue.

N^o 92.

29 décembre 1393.

Vente de pré en Sanchot à Robert Girart.

En nom de nostre seigneur, amen. En lan de lincarnation dicellui courrant mil trois cens quatre vins et trèze, le XXIX^e jour du mois decembre, je Regnaul, dit Baroing, demorant à Janley, sauoir faiz à touz ceulx qui verront et orront ces présentes lettres, que je veans, et considerans mon grant et euidant proffit, et ulgent necessite, ehu, sur ce, bon aduiz et mahure deliberacion, vend, cède, quicte, transporte, et deliure perpetuellement, pour moy et

mes hoirs, à *Robert* dit *Girart*, bourgeois d'Auxonne, pour lui et pour ses hoirs, demée soicture de prey, assis en la prairie de Janley, ou lieu que lon dit on prey Sanchot sur l'Oche, partant anprey de *Jehan de Thousire*, escuier, signeur de Janley, de costé le prey *Guienot Ardi* demorant à Diion d'une part, et le prey des religieux de Saint Estienne de Diion d'autre part ; franchement et quictement, pour paiant sa messerie. Cest vandaige je faiz pour le prix et somme de quatre florins de Florence, de bon or et de iuste pois ; a moy ledit vandour dudit achatour paieez, baillez, et déliurez ; et desquelx je me tien dicellui achatour por bien paieez et content. Pourquoy, je, le diz vandour, de la dite demée soicture de prey, me deuest perpetuellement pour moy et mes hoirs, et le dit achatour je an reuest pour lui et pour ses hoirs ; et mès de présent pour touz jours en juste saisine, et possession par la teneur de ces presentes lettres. Et permet je, le diz *Regnaul* vandour, pour moy et pour mes hoirs, par mon serement donné pour ce corporellement, sur sains euuangelles de Dieu, et soubz l'obligacion expresse de touz et singuliers mes biens meubles et non meubles, presens et aduenir, quelx-cunques et auxi des biens de mes hoirs la dite vandue, hauoir et tenir perpetuellement ferme et estanble ; et icelle garantir audit achatour pour lui et pour ses hoirs deffandre, et en pais tenir on jugement et desors, enuers et contre touz, à mes propres missions et despans, senz jamais contreuenir ne consantir, contreuenir par moy ne par aultres taisiblement, ou en appert directement ou par oblique ; mas faire et prester tout ce que lon doit faire et prester on cas d'euiction et de garantie, en renoncent quant ad ce a toutes graces, lettres, priuilaiges, estas, respis, dila-

cions, impetracions, et dispensacion, de foy et de serement, impetrees ou d'abuoir à impetrer de quelconque présence ou prelat que ce soit, ou d'aulture signour hayant ad ce puissance ; et a toutes aultres excepcions de decepcions quelxconques, ad ce contraires, tant de droit comme de fait, que lon pourroit dire et alléguer contre la teneur de ces presentes lettres ou aucune partie dicelles ; et meismement au droit, disant la general renonciacion non valoir, de lespécial nest auant mise. Et vuilz je, le diz *Regnaul* vandour, moy et mes hoirs estre contrains ainfin comme de chose adiugée, par la court monseigneur le duc de Bourgoingne, a la obseruacion des choses parauant dites ; a la juridicion de laquelle court, quant ad ce, je submet, moy, mes hoirs, et touz mesdits biens ; en testmoignage desquelles choses, jay requis et obtenu le seel de ladite court estre mis en ces presentes lettres. Cest fait on la presence de *Huguenin Lenbert* dAuxonne, clerc coadiuteur de *Richar Poissenier*, tabellion dudit lieu, pour mondit signour ; de *Perrin Courtot* et *Audiot le Gay* de Suchey, tesmoings ad ce appelez et requis, lan, le moie, et jour auant diz. — *H. Lenbti.*

Liasse G. 356, scellé à double queue.

N° 93.

1^{er} janvier 1394.

Extrait des registres des délibérations de la Chambre du Conseil de la ville de Dijon. Le vendredi jour de l'an neuf, 1394, au cloistre de la chapelle de Monsieur a Dijon, où estoient Monsieur le Maire et eschevins, deliberé est que l'on crie les Bans à dour deniers la pinte. Le présent extrait a esté tiré et

collationné au feuillet 22 verso, du registre huit, et par nouvelle cotte dix, par moy secrétaire greffier de ladite ville, cejourd'hui XIX juin 1702, pour valloir et servir à Messieurs les abbé, doyen, chanoines et chapitre de l'Eglise Saint Estienne de Dijon, ce que de raison; et ce, ensuite de l'ordonnance de laquelle chambre, donnée sur leur registre le 17 dudit moirr. Par ordonnance.

G. 184.

N° 94.

Samedi après la saint Vincent 1394
(7 février).

Bail à cens par frère Regnaul de la Perrière, chanoine et pitancier de Saint Estienne, à Jehan de Bourdon, tisserant à Diion, à Meline sa femme, de l'auctorité de son mari, pour leur vie et celle de leur premier né et du survivant, d'une volerie, maison, fons, appartenances, assise à Diion, devant l'Eglise des Cordeliers, decosté la maison que Symmonnote de Cuisey tient à cense desdits religieux, et la voie commune d'autre part.— Moyennant la cense annuelle de deux florins, payable par moitiés aux festes de Noel et de la Nativité saint Jehan Baptiste. Par devant Guillemot Girart, clerc coadiuteur de Andrie de Faanay, notaire à Diion. Présents: Pierre Perrot de Diion et maistre Aleaume de Cleuleu, notaire public à Diion.

G. 287, scellé à double queue de parchemin.

N^o 95.

10 février 1394.

Mandement du Gouverneur de la Chancellerie du duché de Bourgogne, adressé au Maire de Dijon ou à son lieutenant, pour maintenir M^{rs} les prieur et couvent de Saint Etienne en la possession de deux maisons, sises à Dijon, près la porte du Fermerot, rue de Bouchefour, tenant à la maison de *Barthele-mot le Bralier*, et aux murs de la ville, aboutissant sur la voie commune, chargées de douze florins de rente, dues par *Jeannin Regnart* de Melun, qui est encore débiteur de six florins et demi. — Origine de propriété : Le couvent tient ces maisons de *Mabille*, veuve de feu *Estevenain Paignot*, qui les avait acquises de Messieurs de la Chapelle du duc de Bourgogne, et ceux-ci de *Sebille* et *Jeannotte Simereaul*.

Liasse G. 282 (résumé de la pièce en raison de son mauvais état).

N^o 96.

21 février 1394.

Echange entre Jehan Chissey, écuyer, et Robert de Corbeton, abbé de Saint-Etienne, de deux prés à Verranges.

En nom de nostre seigneur amen. Lan de lincarnation dicellui courant mil trois cens quatre vins et quatorze, le vint et vnyesme jour du mois de feurier, je *Jehan Chissey*, escuier, seigneur en partie de Verranges, sauoir fais a tous presens et auenir, que je fais eschange et permutacion perpetuelle pour moy et mes hoirs, avec les religieux prieur et couuent du monastere de Saint Estienne de Diion, messire *Guy dArc*, chanoine et vicaire de réuérent pere en dieu messire *Robert de Corbeton*, abbé dudit

monastere, messire *Pierre de Licey* prieur, et messire *Regnault de la Perriere* pitancier dudit couuent, presens, stipulans et acceptans, pour eulx et leurs successeurs du dit monastere en la maniere que sensuit. Cest assauoir, que, pour ce que lesdiz religieux prieur et couuent m'ont baillé perpetuelment, pour moy et mes hoirs, vne soiture de prey, qu'ilz ont en la prairie dudit Verranges, ou lieu dit ou prey Racoul, partant a moy le dit *Jehan* dune part et les hoirs *le Roquet* d'autre, frainchement de toutes charges et seruitudes; ainsi est que lidiz escuier baille, cede, quicte, renunce, et transporte perpetuel, pour moy et mes hoirs, aux diz religieux, prieur et couuent, pour eulx et leurs successeurs ou dit monastere, en eschange et permutacion perpetuelle et en recompense de la dite piece de prey dessus confinee vne moye soiture de prey, assise en la dite prairie de Verranges, partant au prey de damoiselle *Jehannote* fille de feu *Huques le Vert* de Verranges, femme *Monin Pinot* de Tarnant soubz Vergey, de coste la vie de Maul bief d'une part et le prey maistre *Drene Felise* d'autre; de la quelle piece de prey, je me deuestz perpetuelment pour moy et mes hoirs, et lesdiz Religieux prieur et couuent, pour eulx et leurs successeurs ou dit monastere, en reuestz en perpetuite par la tradicion de ces presentes lettres, et promez, je lidiz *Jehan*, pour moy et mes hoirs, lesquels je oblige quant a ce par mon serelement, pour ce donne corporelment aux sains euuangelies de dieu, et soubz l'obligacion de tous mes biens meubles et non meubles presens et auenir quelxconques, ce present eschange et permutacion auoir et tenir perpetuel ferme estable et aggreable, et non jamais contre venir, ne consentir, venir par

autres en aucune maniere ou temps auenir, par fait, par paroles, par consentement ou autrement ; mais icelle piece de prey conduire, garantir, deffendre, et faire en paix tenir, enuers et contre tous, aux diz religieux prieur et couuent et a leurs successeurs perpetuellement, quicctement, et franchement de toutes seruitudes quelconques ; et sur ce faire toutes choses qui appartiennent agarantie. En renuncent en ce fait, par mondit serement, et soubz l'obligacion que dessus a toutes et singulieres excepcions, decepcions, cauteles, cauillacions et allegacions, tant de fait comme de droit, et de coustume a ce contraires, et a l'obseruance des choses dessus dites, je lidiz escuier vueilz, moy et mes hoirs, estre contrains et execute ainsi comme de chose adiugee par la court monseigneur le duc de Bourgoingne ; a la juridicion et contrainte de la quelle court, quant ace, je submez moy mes hoirs et tous mesdiz biens. En tesmoing de ce jay requis et obtenu le seel de la dite court estre mis a ces presentes lettres. Cest fait en la presence de *Aubertin de Sauxurettes*, coadiuteur du tabellion de Diion, pour mondit seigneur le duc ; presens *Oudot Coingnot* de Clenay, *Micheaul le tisserandet* et *Hugenin le tisserandet* de Bretigney, tesmoins ace appellees et requis, l'an et le jour dessus diz. A. de Sauxuret. Ita est.

Liasse G 401, scellé à double queue. — Copie : Reg. G. 133, f^o 386.

N° 97.

21 février 1394.

Echange par demoiselle Jeannotte le Vert à Robert
de Corbeton, abbé de Saint-Etienne.

En nom de nostre seigneur, amen. Lan de lincarnation dicellui courrant, mil trois cens quatre vins et quatorze, le vint et unyesme jour du mois de feurier, je damoiselle *Jehannotte* fille de feu *Huguenin le Vert* de Verranges, femme *Monin Pinot* de Tarnain soubz Vergey, sauoir fais a tous presens et auenir et confesse que, comme question fut menee ou appert a mouuoir entre les religieux, abbe, et couuent du monastere de Saint Estienne de Diion d'une part, et moy la dite damoiselle, daultre, de et sur ce que lesdiz religieux demandoient à moy la dite damoiselle a cause de mes predecesseurs, vne emine de blef froment d'annuelle et perpetuelle cense ou rente, assignee sur les biens de mesdiz predecesseurs, assiz et situez ou finaige, ville, et territoire dudit Verranges, tant maisons terres prez comme autres; je la dite damoiselle disans au contraire finalement je la dite damoiselle acertenee aplain de la dite verite, et que la dite emine de blef de rente est deue aux diz religieux par mesdiz predecesseurs, et icelle assignee sur lesdiz biens de mesdiz predecesseurs; ainsi est que je la dite damoiselle, du loux licence et autorite dudit *Monin* mon mary a ce present et consentent, a la quelle ma femme, je, lidiz *Monin*, ay donner et octroyer, donne et octroye, par ces presentes, lesdiz loux licence et autorite quant a faire passer et consentir les choses qui s'ensuignent, lesquelles par elles faites, passees, consenties, et acordees je loue ratiffie et

approuve du tout en tout, et promez par mon serment, et soubz l'obligacion de tous mes biens meubles et non meubles presens et auenir quelxconques, ycelles auoir et tenir perpetuellement ferme estable et aggreable, et non jamais contre venir. Et je la dite damoiselle, prenant et receuant en moy lesdiz loux licence et autorite d'icellui *Monin* mon mary et par vertuz d'iceulx, fais sauoir a tous presens et auenir que je, de certaine science et de certain propos, senz contrainte aucune, fais eschange perpetuel, pour moy et mes hoirs, avec les religieux abbe et couuent de Saint Estienne de Diion, messire *Guy dArt*, chanoine et vicaire de reuerent pere en dieu messire *Robert de Corbeton*, abbé du monastere dudit Saint Estienne, messire *Pierre de Licey* prieur et messire *Regnault de la Perrière*, pitancier dudit couuent, presens, stipulans et acceptans pour eulx et leurs successeurs ou dit monastere en la maniere que s'ensuit. Cest assauoir que pour ce que lesdiz religieux, abbe et couuent m'ont quictie et quictent perpetuellement, pour moy et mes hoirs, icelle amene de blef froment d'annuelle et perpetuelle cense ou rente, et des arrérages deuz de temps passe a cause d'icelle amene et perpetuelle cense ou rente, je la dite damoiselle de l'auctorité que dessus baille, cède, quicte, renunce, transporte et deliure perpetuellement, pour moy et mes hoirs, aux diz religieux abbe et couuent, pour eulx et leurs successeurs ou dit monastere, doue piece de prey contenant deux soitures, assise en la prairie dudit Verranges, partant au prey de noble homme *Jehan de Chissey*, escuier, seigneur en partie dudit Verranges, de coste la vie de Malbief d'une part, et le prey maistre *Drene Felise* d'autre ; et le quel prey est et amet du fief dudit *Jehan*

de Chissey. Promettans je la dite damoiselle de l'auctorite que dessus pour moy et mes hoirs, lesquels je oblige quant a ce par mon serement pour ce donné corporelment aux sains euuangles de dieu, et soubz l'obligacion de tous mes biens meubles et non meubles, presens et auenir quelconquex, ce present eschange auoir et tenir perpetuellement ferme estable et aggreable, et non jamais contre venir, ne consentir venir par autre, en aucune maniere ou temps auenir, par fait par paroles par consentement ou autrement ; mais icelle piece de prey, conduire, garantir, deffendre et faire en paix tenir aux diz religieux et leurs successeurs, enuers et contre tous, perpetuellement, quictement et franchement, senz aucune charge ; et sur ce faire toute chose quil appartiennent a garantie. Auquel bail et eschange perpetuel par la maniere que dit est, je *Jehan de Chissey*, escuier, seigneur en partie de Verranges, de cui fie et seignorie muet la dite pièce de prey, me consent et icellui loue, ratiffie et appreuue par la forme et maniere que dit est. Et renunce perpetuellement present pour de tousiours a tous drois de seignorie de fief et autres quelxconques, que j'ay puis et doy auoir en icelle piece de prey, et pourroye auoir ou temps auenir par quelque maniere que ce soit, pour et au proffit desdiz religieux, abbe, et couuent et de leurs successeurs ou dit monastere ; et promez par mon serment, soubz l'obligacion de tous mes biens meubles et non meubles presens et auenir quelxconques, jamais non contre venir. En renuncent en ce fait nous, lesdiz damoiselle *Jehannote* et *Jehan de Chissey*, escuier, chacun de nous en tant comme il lui tinche et appartient, puet tincher et appartenir, a toutes et singulieres exceptions, decepcions, cauteles,

cauillacions et allegacions a ce contraires ; et a l'observance des choses dessus dites et d'une chacune d'icelle, nous lesdiz damoiselle et escuier, voulons, nous et noz hoirs, estre contrains ainsi comme de chose adiugée par la court monseigneur le duc de Bourgogne ; a la juridiction compulsion et contrainte de la quelle court, quant a ce, nous submections, nous, noz hoirs, et tous nos diz biens. En tesmoing de ce, nous auons requis et obtenu le seel de la dite court estre mis a ces presentes lettres. Cest fait en presence de *Aubertin de Sauxurettes*, coadiuteur du tabellion de Diion, pour mondit seigneur le duc. Présens : *Oudot Conignot* de Clenay, *Micheaul le tisserandet*, et *Huguenin le tisserandet* de Breigney, tesmoins a ce appellez et requis, l'an et le jour dessus diz. — *A. de Sauxurette*. Ita est.

Orig. : liasse G. 401, scellé à double queue. — Copie : Reg. G. 133, f° 371.

N° 98.

13 mars 1394.

Bail à cens à Andreas de Sancta Maria, vigneron à Dijon, à *Johanneta* sa femme, qu'il autorise, pour leur vie, celle de leur fils *Johannes*, et celle du survivant seulement, d'un manse, sis à Dijon, rue des Bordes, contre le manse d'*Humbertus Duley* d'une part, et celui que tient à cense du monastère de Saint Etienne *Alietus Talenel* d'autre part, — Moyennant la somme de trois solz et quatre deniers d'argent de cens annuel, le gros tournois d'argent compté pour vingt deniers, payable à la feste de Tous les Saints. Fait en présence de *Guillellmus de Argeio*, clerc tabellion. Présents : les discrets *Guido Custet* et *Symonne Bergerus*, clercs.

G. 280.

N^o 99.

Dimanche 16 mai 1394.

Amodiation par frère *Reginaldus de Perreria*, chanoine et pitancier du monastère de Saint Etienne, à *Johannes* dictus li *Pougelins* de Tardo Castro, pour une durée de trois années consécutives, à partir de la fête de la Nativité Beati *Johannis* Baptiste, passéé. — D'un moulin, sis près Verranges, « supra rippariam hostare », nommé « le molin de Jonchières », — Pour dix émines de blé, à la mesure de Dijon, et pour six anguilles, prises en cette rivière, pour tout terme des trois années, payable par tiers au monastère à la fin de chaque année. Le reteneur est tenu d'entretenir « galle : aubles, fins, et memelles » du moulin. Fait en présence de *Guillellmus Girardus* de Divione, clerc tabellion. Présents : *Johannes Garbillus* de Cutigneyo, *Symon Chaudiron* de Regnaviis.

G. 404.

N^o 100.

12 juillet 1394.

Bail à cens par frère *Regnault de la Perrière*, chanoine et pitancier de Saint Estienne, à *Jehannot Sergeot* de Coichey, à *Jehannote* sa femme, fille de feu *Jehan le Grainchet*, de l'autorité de son mari, pour leur vie, celle du premier nez de leurs enffans, du survivant. D'une maison, fons, mes, appartenances, sise à Coichey devant le cymetière, de costé la maison *Guiot le Tauron*, et celle de *Jehannot le Mugney* de Courcelles au Bois, — Moyennant la cense annuelle de six sextiers de vin, vermeil, bon, pur, net, mostal, léal et marchant, mesure de Diion,

payable à la saint Remy au chief d'octobre. En présence d'*Aubertin de Sauxurettes* coadiuteur du tabellion de Dijon. Presens : *Hugues Chevre*, et *Guillaume Chemlier* de Marcennay en Montaigne.

G. 339, scellé à double queue.

N^o 101.

25 juillet 1394.

Obligation au profit du couvent de Saint-Etienne par Guillaume Belot, autrement Broquey, de la somme de trois francs d'or provenant de bail.

Universis præsentis litteras inspecturis officialis lingonensis, salutem in domino. Notum facimus quod, in presentia *Hugonis Colineti* de Varoniis, clerici tabellionis curie lingonensis nostri jurati, propter et personaliter constituti, *Guillellmus Belot* vel *Broquey* de Ploueto, sponte sua recognovit, se debere religiosis viris dominis priori et conventui monasterii sancti Stephani de Divione, fratre *Regnauldo de Perreria*, canonico et pitanciaro cercto monasterii, presente et stipulante, summam trium francorum boni auri et justis ponderis cugni regis ; de quibus intravit ipse et presentes intrat manus dictis religiosis pro *Regnauldo Belot* eius fratre, eundem acquitenciam de eadem summa erga dictos religiosos ; quibus autem *Regnaudus* debebat eandem summam, causa et ratione locagii cuiusdam domus, site in vico de la Porte Nove de Divione, quam dictus *Regnauldus* tenuit ad locatum a dictis religiosis in anno domini currente millesimo trecentesimo nonagesimo tercio. Promittens dictus *Guillermus* debitor, per iuramentum suum ob hoc ad sancta dei euuangelia corporaliter datum, et sub obligatione

omnium bonorum suorum presencium futurorum quorumcumque, reddere ac soluere dictis religiosis dictos tres francos ad festum omnium sanctorum proximum venturum, cum omnibus dampnis inde ponentibus super hoc et sustinentibus supponentibus, quo ad hoc iuridictioni dicte curie duchialis ac omnis alterius curie ecclesiastice et seculare, tam communiter quam diuisim, se, suos, et dicta bona sua quecumque, ut per eas et earum quarumlibet valeat cogi et compelli quasi ex re adiudicata, omnibus exceptionibus in hoc remotis. Quibus sit actum auctoritate nostra, idem noster iuratus dicto *Guillemo* debitori precepit una voce, iniunxit, ut dictum debitum reddat, soluat ad terminum prefatum alioquin contra ipsum elapsum. Presens dicto certo contra ipsum in scriptum procedemus ut ius erit. In cuius rei testimonio sigillum dicte curie lingonensis, presentes duximus apponendum. Datum et actum die sabbati in festo beatorum Jacobi et Christosomi, anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo quarto. Presentibus *Robelino Mortueti* et *Perreneto* filio dicti *Regnauldi Belot*, testibus ad hoc vocatis specialiter et rogatis. — A. *Colineti de Varoniis*. Ita est.

G. 279.

Nº 102.

14 septembre 1394.

Bail à cens à Michelot Bardeaul de Dijon, fils de feu Villemot Bardeaul dudit lieu, et à Girarde sa femme qu'il autorise, pour leur vie, celle de Jaquine, leur fille, d'une maison, fons, appartenances, que les religieux ont acquise de feu Girart le Bobiney et

de *Margueritte* sa femme, sise à Dijon, rue Chaude, de costé la maison que les hoirs de Messire *Nicolas Racenote* de Gray, prestre, tiennent à cense des *Gele-niers* d'une part, et la maison que *Regnault le Poul-laillier* souloit tenir des mêmes religieux, vers Saint Nicolas d'autre part. — Moyennant le cens annuel de deux florins de Florance, payable par moitiés aux festes de la Nativité de Notre Seigneur et de saint Jehan Baptiste. Fait en présence d'*Aubertin de Sauxu-rettes*, coadiuteur du tabellion de Diion. Présents : Messire *Thibault de Licey*, prestre, *Monnot le Cornuet*, recouvreur, et *Perrin Tournoisot*, vigneron à Dijon.

Liasse G. 384.

N^o 103.

23 novembre 1394.

Bail à cens à Johannes de Anceyo, demeurant à Dijon, à *Johanneta* sa femme qu'il autorise, pour leur vie, celle du survivant, d'une maison, fons, dependances, sise à Dijon, près le Pautelz, devant l'église des Cordeliers, proche celle que *Symeneta*, fille de *Johannes Carterius* de Cuseyo, tient à cens desdits religieux, et d'un manse sis au même lieu, près la maison et les murs du château. Moyennant le cens annuel de quatre francs, le franc compté pour vingt solides, et l'obligation « ædificare came-ram seu stagnum in platea ante dictam domum », avant la saint Jean Baptiste ; cens payable par moitiés aux fêtes des Nativités de Notre Seigneur et de saint Jean Baptiste. Donné en la fête de saint Clement par *Regnaudus Carpentarius* de Jusseyo, clerc ;

présents : *Johannes de Brausion, Humbertus de Barrès*,
demeurant à Dijon.

G. 287.

N° 104.

3 des nones de décembre (3 décembre 1394)

(anno primo pontificatus).

Bulle de Benoît XIII permettant à l'abbé de Saint-Etienne de
porter les ornements pontificaux, de donner la bénédiction
au peuple à condition qu'aucun évêque ne soit présent.

Benedictus, episcopus servus servorum dei, dilec-
tis filiis Roberto, abbati, et conventui monasterii
Sancti Stephani de Divione, ordinis sancti Augus-
tini, lingonensis diocesis, salutem et apostolicam
benedictionem. Exposcit uestre deuocionis since-
ritas et religionis promeretur honestas ut tam uos,
quos speciali dilectione prosequimur, quam monas-
terium uestrum dignis honoribus attollamus hinc est
quod nos uestris in hac parte supplicationibus incli-
nati, ut tu fili abbas et successores tui abbates dicti
monasterii, qui pro tempore fuerint, mitra, anulo, et
aliis pontificalibus insigniis libere uti, necnon in
dicto monasterio et prioratibus eidem monasterio
subiectis ac parochialibus et aliis ecclesiis ad abba-
tem pro tempore existentem ac conventum ipsius
monasterii communiter uel diuisim pertinentibus,
quauis uobis pleno iure non subsint benedictionem
solennem, super populum infra missarum solennia,
dummodo in benedictione huiusmodi aliquis antis-
tes uel sedis apostolice legatus presens non fuerit,
elargiri possitis felicis recordacionis *Alexandri*, pon-
tificis IV predecessoris nostri, que incipit abbates et
aliis quibuscunque constitutionibus apostolicis in

contrarium editis nequaquam obstantibus uobis et eisdem successoribus auctoritate apostolica de speciali gracia tenore presencium indulgemus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, uel ei ausu temerario contraire : si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignacionem omnipotentis. Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum, eius se nouerit incursum. Datum Auinione 3 nonas decembrorum, pontificatus nostri anno primo. — *P. de Mussiaco.*

A l'extérieur du parchemin : *P. de Paucillione* ; scellé en plomb sous fils de soie rouge (indication tirée de la copie d'Arviset).

Liasse G. 118, G. 121, Reg.

TABLES

1° *Table des matières ;*

2° *Table des noms propres ;*

3° *Table des professions ;*

4° *Table des localités ; des rues, places, faubourgs
de Dijon ; des finages ; des lieux dits.*

TABLE DES MATIÈRES

Les chiffres renvoient aux numéros des Chartes.

Bail, 6, 13, 45, 99. — à cens, 1, 4, 8, 9, 10, 14, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 25, 26, 27, 29, 33, 36, 37, 38, 40, 42, 44, 47, 50, 51, 54, 59, 61, 63, 68, 69, 71, 73, 77, 79, 80, 89, 94, 98, 100, 102, 103.	Délibération de la Chambre du conseil de ville de Dijon, 93.
Bulle du pape Clément VII, 82, 83, 86. — du pape Benoît XIII, 104.	Donation, 32, 35, 74.
Commission du duc Philippe II, 21.	Echange, 96, 97.
Compromis, 64, 66, 87.	Hommage de fief, 46, 62, 90.
Déclaration des héritages acquis par le couvent de Saint-Etienne, 28.	Mainlevée, 70, 84.
Déclaration de mainmorte, 76.	Mandement de la chancellerie du duc au maire de Dijon, 95.
Délaissement d'une maison chargée de cens, 75, 91.	Quittance, 60.
	Reconnaissance de cens, 39, 101.
	Reprise de fief, 62, 90.
	Sentence arbitrale, 81, 88.
	Serment prêté par Robert de Baubigny, abbé de Saint-Etienne, 15.
	Vente, 34, 92. — de cens, 2, 5, 11, 12, 16, 24, 30, 31, 41, 43, 48, 49, 52, 53, 56, 57, 58, 65, 67, 72, 78, 85.

TABLE DES NOMS PROPRES ⁽¹⁾

A

Aalice Damaigne, 5.
 Acelène Challot, 63.
 Acelene le Margotet, 8.
 Agnelz Jacot, 11.
 Agnez Petitjean, 60.
 Aleaume de Cleulé, notaire, 63, 94.
 Aleaume, 47.
 Aliot Taleneaul, vigneron, 26, 98.
 André de Sainte-Marie, vigneron, 98.
 André Queurgon, 76.
 André Etienne, notaire, 71, 73
 Andrie le Maître, 68.
 Andrie le Roussaul, 13.
 Andrie de Faanay, notaire, 62, 64, 65, 68, 69, 72, 77, 78, 80, 95.
 André de Relampont, 64.
 André Charrote, 65.
 Anthoine Rhomgnet, clerc, 75.
 Aubertin de Sauxurettes, clerc, 12, 23, 24, 34, 38, 49, 57, 59, 67, 89, 90, 96, 97, 100, 102.
 Aubriot Millot, 76.
 Aubertin de Vinole, clerc, 65.
 Aubry d'Hauteville, 68.
 Audriot le Gay, 92.
 Audrien Paste, maître de la Chambre des comptes, 47.
 Aymé de Thorey, prêtre, 8.

B

Bauldot, 42.
 Barthelemot le Bralier, 95.
 Belin le frepier, 9.
 Belin le Chapux, 51.
 Belin Passerote, clerc, 8.
 Ballote de Beaulfort, 74.
 Benoît XIII, pape, 104.
 Berthier Viart, 18.
 Bertrand d'Hauteville, écuyer, 65.
 Bertrand Retor, couturier, 89.
 Bonnote Bourgeois, 51.
 Bonnote, femme Gauthier le tonnelier, 1, 43.

C

Catherine de Mosteraill, 48.
 Colin Bon Vallet, 1.
 Colinet de Sacquenay, 41, 58, 78.
 Contefevre Jean, notaire, 60.
 Clarice de Serot, 61.
 Clément Poissenot, 48.
 Clément VII, pape, 3, 7, 15, 66, 81, 82, 83, 86.

D

Dalfine Maire, 4.
 Dampnon de la Marche, 16.
 De Pesmes (M^{me}), 42.

(1) En raison de la difficulté d'établir une distinction entre le nom patronymique et celui des localités, nous prions le lecteur de consulter les deux tables.

Demoingeot Tueperre ou Sarredin, 68.
Doumegin de Lenecour, fournier, 24.
Doumengin de Relampon, 67.
Durant le Fauconnet, tanneur, 52.
Drene Felise, 96, 97.

E

Eglantine Legier, 56.
Estevénote d'Etaules, 21.
Estevot, fils Guillemotte, 33.
Estevenot Baillechapet, 42.
Estevenin Paignot, 96.
Etienne Passerote, prêtre, 16, 24, 30.
Etiennot de Morimont, 20.
Etienne le Fourneret, 27.
Etiennot le Fourneret, 27.
Etienne Goudot, 29.
Etienne Rouhier, 37, 48, 50, 72
Etienne Joliceur, 42.
Etienne Royer, clerc, 43, 63.
Etienne Turelure, 48.
Etienne Merceret, 50.
Etiennot le Louvet, vigneron, 52.
Etienne Chevalier, 56.
Etienne Royer, couturier, 69.
Etienne Gibonhey, chanoine, 15.
Eude Maillot, prêtre, 39.
Euvrard Loiley, 57.
Euvrard Prougerot, 79.

F

François de Terrans, écuyer, 60.
Fourquenot, 54.

G

Gauthier le Regnardet, tonnelier, 1, 43.
Gauthier de Rochefort, chanoine, 15, 35, 65.
Gauthier Boulon, 75.
Gauthier Guenecée, 35.

Gauthier le tonnelier, 41, 49, 58, 78
Gautherin Jarrot, 52.
Gauthier de Saulx, tonnelier, 59.
Gauthier d'Auxonne, 66.
Garnier Pion, boucher, 41, 58, 59, 78.
Garnier de Bèze, 46.
Geliot de Blaisey, clerc, 46, 62, 90.
Geleniers, 32, 102.
Gebilly, 42.
Gilot le Garrotet, 19.
Girard Bonamy, tonnelier, 74.
Girart Barbier, 36.
Girard de Passavant, charpentier, 48
Girart de Rouvre, maçon, 69.
Girart Berot, notaire, 81.
Girarde Bardeaul, 102.
Girard le Bobiney, 102.
Girard de Tarsul, 73.
Grégoire IX, pape, 83.
Gros Jonnaul, 13.
Guillaume ou Guillemot Girard, clerc, 1, 5, 6, 10, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 25, 26, 29, 30, 31, 33, 35, 40, 48, 51, 54, 55, 62, 63, 72, 80, 91, 94, 99.
Guillaume d'Arc, 85.
Guillaume de Nantoux, prieur, 3.
Guillaume d'Argey, 98.
Guillelmus Brunellus, clerc, 3, 66.
Guillaume, le maire de Fauverney, 6.
Guillaumet Girard, 11.
Guillaume Perreau, chantre, 15, 66.
Guillaume d'Arnay, 15, 35, 66.
Guillaume de Mussy, clerc, 15.
Guillaume de Brazey, clerc, 16, 58.
Guillaume Chevilley, 17.
Guillaume Choville, 29.
Guillaume Viart, 18, 29.
Guillaume Moreaul, clerc, 19.
Guillaume de Argerio, clerc, 27.

Guillaume de Vandenesse, clerc, 39.
 Guillaume de Bèze, 46.
 Guillaume d'Argey, clerc de la Chambre des comptes, 47.
 Guillaume, roi de Barges, 53.
 Guillaume le Puillet, 62.
 Guillaume de Fontaines, 64, 87.
 Guillaume Loire, clerc, 71, 79.
 Guillaume, notaire, 83.
 Guillaume de la Perrière, clerc, 90.
 Guillaume Chemlier, 100.
 Guillaume Belot ou Broquey, 100.
 Guillemote Guillot, 24.
 Guillemote Taleneaul, 26.
 Guillemote le Fourneret, 27.
 Guillemote le Chandelier, 33.
 Guillemot ou Guiot Bartinet, clerc, 37, 39, 43, 44, 50, 61, 64, 65, 68, 69, 75, 77, 78, 79, 87, 88.
 Guillemote Pion, 41, 58, 78.
 Guillemote Hodierne, 47.
 Guillemote d'Aiserey, 47.
 Guillemote de Lisle, 54.
 Guillemote Charrotte, 65.
 Guillemote la Puillée, 72.
 Guillemote ou Guiote Lombard, 91.
 Guillemine hospitalet, 41, 58, 78.
 Guillemine de Chenov, 49.
 Guenot Ardé, bourgeois, 92.
 Guenot Rouhier, 57.
 Guenot de Marandeul 62, 64, 84, 87.
 Guiot Taleneaul, 31, 75, 77.
 Guiot le Masonier, 76.
 Guiot Custet, clerc, 14, 43, 47, 100.
 Guiote de Lieffrans, 20.
 Guiot le Roncelet, tanneur, 52.
 Guiot Sybaul, clerc, 60.
 Guiot Fevretot, prêtre, 66.
 Guiote de Courcelles, 80.
 Guiot le Tauron, 100.
 Guy d'Arc, chanoine infirmier, 2, 3, 7, 11, 15, 17, 18, 29, 31, 35, 37, 40, 52, 65, 66, 69, 72, 87, 88, 96, 97.

Guy de Blaigney, prêtre, 2.
 Guy de Saint Jehan, 5.
 Guy de Sennecey, prêtre, 7, 65, 72.
 Gruot ou Jehan de Mosterail, archer, 48.

H

Heliot Concey, 85.
 Henri de Villebernay, prêtre, 66.
 Henri Bartoul, 65.
 Henri de Port-sur-Saône, clerc, 6, 10.
 Henri Digenot, clerc, 12.
 Henriote Perrenot le Verpillot, 19.
 Hennequin de Saint-Bénigne, 79.
 Hugon de Mâlain, pelletier, 32.
 Hugon Moreau, 32.
 Hugon Clement, clerc, 88.
 Hugon d'Auxonne, 91.
 Hugote Belin, 9.
 Hugote Huguenin, 12.
 Hugote Phiot, 23.
 Hugote Henriaille, 41, 43, 49, 78.
 Hugote Faucoigney, 42.
 Hugues d'Arc, 62.
 Hugues Guerre, 12.
 Hugues le Ranteret, clerc, 16.
 Hugues d'Aignay, 23.
 Hugues Chevrot, 53; boucher, 85.
 Hugues Moingeon, 79.
 Hugues Raclez, 85.
 Hugues le Vert, 96, 97.
 Hugues Chèvre, 100.
 Huguenin de Charmes, écuyer, 76.
 Huguenin, clerc, 76.
 Huguenin le Goussot, 12, 55.
 Huguenin le Jobelenet ou le Souhardet, vigneron, 25.
 Huguenin Graindorge, 30, 39.
 Huguenin de Saulx ou le Borne, écuyer, 62.
 Huguenin ou Hugon Colinet, clerc, 52, 61, 68, 77, 101.
 Huguenin d'Acceaulx, 57.

Huguenin le Foncenier, 67.
Huguenin de Villebichot, 69.
Huguenin Mortereul, garde du
manger, 84.
Huguenin Lenbert, clerc, 92.
Huguenin le Tisserandet, 96, 97.
Huguenot Manechot, 2.
Huguenot Mainchet, 6.
Humbelot Martin, 74.
Humbert Barbere, 60.
Humbert Duley, 98.
Humbert de Bar, 103.
Huot Peteaul, 73.
Hotenin Guselier, 36.

I

Isabelle Perrenot, 23.
Isabelot Doumegin, 24.
Isabelle Huguenin, 67.
Isabeaul Huguenin le Jobelenet,
25.
Isabeaul Taleneaul, 26.
Ithier Arnolot, 62, 64, 87.

J

Jacob de Courtison, religieux,
27.
Jacob de Ville, commandeur de
la Magdeleine, 64, 87.
Jacob de Loya, chanoine, 66, 81.
Jacob de Montbard, 1.
Jacob Mairret, 4, 36, 53, 85.
Jacob, cf. Rolin, 4, 53, 85.
Jacot le Chandelier, 33.
Jaquot le Norgeolet, 40.
Jacot Faucoigny, 42.
Jacot de Longeville, 44.
Jacot Demoingeot Tueperre, 68.
Jacot Durant, 68.
Jacot de Saulx, teinturier, 68.
Jacot du Val de Grenans, 11.
Jacot le Poiseret, 11.
Jacot Sautereaul, 18.
Jaillot, 89.
Jaque Paris de la Jaisse, bailli,
70.

Jaquet le Maître Breton, 76.
Jaque Maille, clerc, 39.
Jaquin le Thielley, 38.
Jaquine le Cournuet, 77.
Jehan de Tar, barbier, 11.
Jehan Sarrazin, perrier, 12, 55.
Jehan le Rousseaul, 13.
Jehan Chambellain ou Cham-
bellan, 13, 25.
Jehan Chambellan, dizenier, 6,
7, 81.
Jehan de Chamblans, clerc, 91.
Jehan Gastellier, 13.
Jehan (Valloti ?), chanoine, 15.
Jehan le Ranteret, 16.
Jehan Poissenot, 19, 61, 62.
Jehan de Lieffrant, 20.
Jehannot de Cussey, 21, 71.
Jehan d'Etaules, 21.
Jehan de Provençhères, clerc,
23, 30, 79
Jehan de Vignory, clerc, 23.
Jehan Mengin, 24.
Jehan Bon Vallet, 1.
Jehan de Montbard, 1, 41, 58, 78.
Jehan de Maroilles, clerc, 1, 2,
7, 8, 9, 10, 11, 15, 21.
Jehan de Saumaise, 2.
Jehan de Marigny, abbé, 3, 7, 46.
Jehan Bertrand, prêtre, 3.
Jehan Maire, 4.
Jehan Estiot, 4, 36.
Jehan Arnouf, clerc, 4, 36, 53, 85.
Jehan Quillot, 4.
Jehan Jauloiset, 4.
Jehan Girarde, 5.
Jehan de Pontailler, prêtre, 7.
Jehan le Margotet, vigneron, 8.
Jehan de Lorraine, 9.
Jehan de Maroilles, vigneron, 9.
Jehan de Broindon, vigneron,
25.
Jehan, roi de France, 28.
Jehan Goudot, 29.
Jehan Juliot le Jeune, 30.
Jehan Dauble (ou Dabbe), tisse-
rand, 30, 39.
Jehan de Creancey, 31.
Jehan Vilaume, 32.

- Jehan Bouhey, 33.
Jehan le Bon, clerc, 34, 71, 73, 74.
Jehan Jaquin, clerc corréal, 35, 44, 52.
Jehan le Burget, 37.
Jehan Chièrè, 37.
Jehan Michaul, boucher, 41.
Jehan Juliot, l'ainé, 42.
Jehan Morot, prêtre, 44.
Jehan Maicherin ou Chauvirey, 45.
Jehan Boubaul ou Chalon, 45.
Jehan Denisot, 45.
Jehan de Bèze, bourgeois, 46, 90.
Jehan de Courbeton, 46.
Jehan Juhanne, 46
Jehan (ou Gruot) de Mosterail, archer, 48.
Jehan de Maxiley, drapier, 49.
Jehan la Verne, cordonnier, 49.
Jehan de Triei, clerc, 49.
Jehan Colin de Troyes, clerc, 79.
Jehan Jolibois, 50.
Jehan Bourgeois, maçon, 51.
Jehan Petit, 53.
Jehan de Lisle, marchand de poissons, 54.
Jehan Chapuis, tourcheur, 54.
Jehan de Bar, huissier de salle, 55.
Jehan le Parediet, 55.
Jehan Chauchiot, 56.
Jehan Chevrot, tonnelier, 57.
Jehan Lesquot, clerc, 58.
Jehan Legier, 56.
Jehan Contefèvre, notaire, 60.
Jehan de Lerot, 61.
Jehan de Saulx ou Lonpuet, écuyer, 62.
Jehan Baudot, maire, 62, 88.
Jehan le Vertueux, bourgeois, 62.
Jehan Prestet, 62.
Jehan d'Auxonne, 64.
Jehan Laurent, 66.
Jehan Couiller, dizenier, 66.
Jehan de Vandenesse, 66.
Jehan de Chalon, sous-diacre, 66.
Jehan de Relampont, 67.
Jehan Monin, 68.
Jehan Chauppain, 73.
Jehan Alaison, 73.
Jehan de Tarsul, 73.
Jehan de Beaulfort, drapier, 74.
Jehan Martin, clerc, 74.
Jehan Bourgeoise, 75.
Jehan (de Colombeyo ?), 75.
Jehan le Bouvellier, 76.
Jehan Dunol, 76.
Jehan Blandin, 76.
Jehan de Germigney, clerc, 78, 80, 91.
Jehan de Courcelles, couturier, 80.
Jehan de Verranges, clerc, 80, 81, 15, 84, 91.
Jehan Dumas, 82, 83.
Jehan de Naples, 82, 83.
Jehan Domino, sergent, 84.
Jehan le Pougelin, 99.
Jehan Gorbille, 99.
Jehan (de Lanniis ?), 87.
Jehan d'Auxonne, 88.
Jehan Gauchot, serrurier, 89.
Jehan Guiot, teinturier, 89.
Jehan le Foul, couturier, 89.
Jehan Lombard, 91.
Jehan de Thousire, écuyer, 92.
Jehan de Bourdon, tisserand, 94.
Jehan de Chissey, écuyer, 96, 97.
Jehan de Sainte-Marie, 98.
Jehan le Grainchet, 100.
Jehan d'Ancey, 103.
Jehan Carteruis, 103.
Jehan de Bransion, 103.
Jehannin Janrnin, 42.
Jehannin Regnart, 95.
Jehannin le Tarteri, 71.
Jehannin le Picard, cordonnier, 71.
Jehannot Rolin, 4, 85.
Jehannot de Longeault, 5.
Jehannot Perrenot, 10.
Jehannot la Noire, 9.
Jehannot de Cuisey, 21, 71
Jehannot Goudot, 29.
Jehannot Vilaume, 32.

Jehannot le Bonnot, 33.
 Jehannote Perrenin le Burget, 37.
 Jehannote Perrenin de Blaigney, 40.
 Jehannote Lessertey, 44.
 Jehannote Jolibois, 50.
 Jehannete Jolibois, 50.
 Jehannote Fourquenot, 54.
 Jehannote Guiot, 89.
 Jehanne Lombard, 91.
 Jehannote Simereaul, 95.
 Jehannote de Verranges, 96, 97.
 Jehanne de Sainte-Marie, 98.
 Jehannot Sergeot, 100.
 Jehannote Sergeot, 100.
 Jehannot le Mugney, 100.
 Jehannote Thevenin, 59.
 Jehanne Boulon, 75.
 Jehannot Terisée, 76.
 Josserand, prieur, 15.
 Josserand d'Aiserey, couturier, 47.
 Jourdain Vannereul, 6.
 Julien Rosey, 18.

L

Laisot Sauteraul, 18.
 Lambert Celerier, 63.
 Laurent Pileavainne, 8.
 Laurent le Miarlet, 68.
 Laviele, 36.
 Le Roquet, 96.
 Luciete d'Aignay, 23.

M

Mabille Paignot, 95.
 Marc d'Arnay, 43.
 Marc de Verranges, sacristain, 66.
 Marguerite Belin, 9.
 Marguerite Odot, 14.
 Marguerite de Charmes, 76.
 Marguerite Lombard, 91.
 Marguerite le Bobeney, 102.
 Marie le Margotet, 8.
 Marie de Cuisse, 21, 71.

Marthe Chauchart, 62.
 Martin Rousselet, 36.
 Martin Demoingeot Tueperre, 68.
 Mathieu de Benzeno, 66, 81.
 Meline Bourdon, 94.
 Milet le Maine, 20.
 Milot, tonnelier, 24.
 Michelet Hodierne, clerc, 47.
 Milet de Léry, bourgeois, 64, 88, 87.
 Michelet Girard, barbier, 53.
 Michel de Sacquenay, 56.
 Milot de Courcelles, 80.
 Michelot le Cournuet, 77.
 Micheaul le Tisserandet, 96, 97.
 Michelot Bardeaul, 102.
 Moingeart le Barbolet, 35, 44.
 Moingeot, disier, 33.
 Moingin Lessertey, pelleconnier, 44.
 Monnot, maçon, 5.
 Monnot Fiot, couturier, 10, 23.
 Monnot le Cornuet, recouvreur, 31, 75, 77, 102.
 Monot d'Estables, 65.
 Monin le Faney, 25, 26.
 Monin, 49.
 Monin le Goux, 58.
 Monin Pinot, 96, 97.

N

Nicolas Brecey, prêtre, 4.
 Nicolas le Rousselot, Rosselet, 25, 27.
 Nicolas Pitoul, 25, 27.
 Nicolas Lienart, 57.
 Nicolas Challot, maréchal, 63.
 Nicolas Racenote, prêtre, 102.
 Nicole d'Arnay, 43.-

O

Odetus Bruchiote, 32.
 Odenetus Coquarius, 1.
 Odot de Talant, vigneron, 14.
 Odot de Morimont, 20.
 Odot le Matou, clerc, 27.

Odot le Bogellet, chanoine, 32.
Odot de Mâlain, chaudronnier, 48.
Odot Douhay, 50, 88.
Odote la Morisée, 73.
Odote Bonamy, 74.
Othenine Turelure, 48.
Ogier de Cheuges, cordonnier, 57.
Oudot Custet, clerc, 14, 45.
Oudot Truffon, 30, 39.
Oudote Jarrot, 52.
Oudot Conignot, 96, 97.

P

Parisius de Lucey, chanoine, 15.
Perrin de Morimont, 20.
Perrin le Courdier, 25, 26.
Perrin Berbier, clerc, 34.
Perrin le Thielley, 38.
Perrin Fenlemort, 38.
Perrin le Laineret, 38.
Perrin le Jovdet, 61.
Perrin de Saint-Jovre, 61.
Perrin Berboigien, 72.
Perrin Courtot, 92.
Perrin Fournoisot, vigneron, 102.
Perrenin le Froloiset, clerc, 5.
Perrenin le Burget, 37.
Perrenin de Blaigney, 40.
Perrenin le Banque, 76.
Perrenel, 68.
Perrenot Gautherot, tonnelier, 5.
Perrenot de Noys, serrurier, 10, 23.
Perrenot Monnot, teinturier, 10.
Perrenot le Quirodet, 11.
Perrenot le Verpillot, couturier, 19.
Perrenot le Choral, 20.
Perrenot de Bouloinne, 21.
Perrenot Aaran, 24.
Perrenot Gorbiller, 36.
Perrenot le Thielley, 38.
Perrenote le Thielley, 38.
Perrenot le Carrelet, 38.
Perrenot Bouhart, 40.
Perrenot le Mariet, 77.
Perrenot Laurenceote, 41.
Perrenot Rousey, clerc, 45.
Perrenote Salebrouhot, 51.

Perrenot Baugey, 51.
Perrenot Evrard, 55.
Perrenot d'Aiserey, 61.
Perrenot Iecuellier, 65.
Perrenot de Villebichot, 69.
Perrenot le Fellin, 73.
Perrenote la Bourrellière, 76.
Perrenot le Priquet, 76.
Perrenot de Saint-Sauveur, 76.
Perrenot Roussel, clerc, 80.
Perrenote Gauchot, 89.
Perrenote d'Aiserey, 89.
Perrenote Belot, 101.
Perrot, 14.
Perrinet Vangerry, 2.
Philibert de Marigny, 3.
Philibert de Ville soubz Gevrey, 9, 10, 14, 16, 20, 21, 23, 25, 26, 31, 33, 43, 45, 47.
Philibert Passerote de Ville, 13, 15.
Philiberte Challot, 63.
Philippe de Longeaul, écuyer, 5.
Philippe de Fauverney, 66.
Philippe de Grenans, sacristain, 15.
Philippe II, duc de Bourgogne, 22.
Philippe Arnault, 57.
Pierre de Layer, prêtre, 32.
Pierre Petrement, potier, 35.
Pierre le Gros, sommelier, 40.
Pierre de Dom Martin, clerc, 41, 42, 67.
Pierre, curé de Saint-Julien, 44.
Pierre de Milan, physicien, 47.
Pierre Perrot, 62, 94.
Pierre (de Taneria ?), 66.
Pierre Pitois, prêtre, 66.
Pierre de Mussy, 104.
Pierre de Montbard, 1.
Pierre de Liccy, soubprieur, 5, 15, 19, 52, 65. — prieur, 66, 73, 96, 97.
Pierre de Hauteroche, chanoine, 5, 9, 15, 35.
Pierre Moreaul, licencié en lois, 11, 51, 66, 81.
Poinsot d'Arbois, perrier, 14.
Poinsard Bourgeoise, 2.

R

Rahoul Bolardeaul, 4.
Raoul Odot, 14.
Raoul Villemote, 32.
Regnault de Sacquenay, clerc, 1.
Regnault Rosote, 14.
Regnault Viart, 18.
Regnault Richier, 26, 74.
Regnault Richief, 34.
Regnault Gonbaut, maître de la
Chambre des comptes, 35, 44,
47.
Regnault de la Perrière, pita-
cier, 54, 59, 61, 66, 67, 73, 75,
80, 91, 94, 96, 97, 99, 100, 101.
Regnault Petitjean, 60.
Regnault de Jussey, clerc, 88.
Regnault Baroing, 92.
Regnault Belot, 101.
Regnault le Poulaillier, 102.
Regnault le Charron, clerc, 102.
Richard de la Marche, 16.
Richard Clerambault, 16.
Richard Guillot, 24.
Richard Laurenceote, 41.
Richard de Ville, 53.
Richard le Poretier, 59.
Richard Poissenier, notaire, 92.
Robert de Chaignay, chanoine,
2, 15.
Robert de Baubigny, abbé, 15,
17, 18, 29, 37, 40, 46, 50, 55, 62,
63, 64, 66, 76, 85, 87, 90.
Robert Viart, 29.
Robert Salebrohot, maçon, 44, 51.
Robert Pondry, 67.
Robert Marchandise, chapelain,
69.
Robert Queurgon, 76.
Robert Girard, bourgeois, 92.
Robert de Corbeton, abbé, 97.
Robert le Retondeur, 33.
Robelin Mortuetus, 101.
Rochard Truffon, cordonnier, 24.
Rolin (ou Jacques) Frommai-
geot, 4, 53, 85.

S

Sarredin ou Demoingeot Tue-
perre, 68.
Sancenot de Brecey, épicier, 58, 78.
Sauxon le Peullet, prêtre, 32.
Sebille Badart, 17.
Sebille Symereaul, 95.
Symon ou Symonnet Berger,
clerc, 1, 5, 8, 9, 17, 18, 19, 21,
29, 31, 33, 40, 45, 47, 52, 98.
Symon le Germet, 32, 87, 88.
Symon de Charmes, 76.
Symon le Preulet, 76.
Symon Chauderon, clerc, 91, 99.
Symonin de Greix, 23.
Symon le Débonnaire, 12.
Symonnot Damaigne, 5.
Symonnot Badart, 17, 29.
Symonnot de Cuissey, 21, 71, 94.
Symonnot Carteruis, 103.
Symonnot Ladant, 48.
Symonnot de Dom Martin, 67.

T

Terrion le Lorrain, 74.
Therry le Barbolet, pelletier, 2,
35, 44.
Therriot de Fauverney, 6.
Thevenote Perrenot, 10, 23.
Thevenote le Souhardet, 25.
Thevenot Henriaille, archer, 41,
43, 49, 58, 78.
Thevenin le Noir ou Pitoul, 59.
Thibault de Lacey, prêtre, 5, 102.
Thiebault Bisot, 37.
Thierry Prongerot, prêtre, 74.
Thiebault d'Aiserey, 80.
Thiebault de Moneta, prêtre, 87.

V

Vacelin la Piscine, bourgeois, 62.
Vasselin Rousey, 46.
Viénot Perrenin, 40.
Villemot le Margotet, 8.
Villemot Thevenin, 59.
Villemot Bardeaul, 102.
Vise Rosier, 90.

TABLE DES PROFESSIONS

PRINCES

Jean II, roi de France (1362),
duc de Bourgogne, 28.
Philippe II le Hardi, duc de
Bourgogne, 22.

CLERGÉ

Papes.

Benoît XIII, 104.
Clément VII, 3, 7, 15, 66, 81, 82,
83, 86.
Grégoire IX, 85.

Abbés de Saint-Etienne.

Jehan de Marigney, 3, 7, 46.
Robert de Baubigney, 15, 17, 18,
29, 37, 40, 46, 50, 55, 62, 63, 64,
66, 76, 85, 87, 90.
Robert de Corbeton, 97.

Prieurs.

Josserand, 15.
Jehan de Pontailier, prieur
d'Ahuy, 7.
Guillaume de Nantoux, 3.
Philibert de Marigney, 3.
Pierre de Lacey, 66, 96, 97.

Soubprieur.

Pierre de Lacey, 5, 15, 19, 52, 65.

Pitancier.

Regnault de la Perrière, 54, 59,
61, 66, 67, 73, 75, 80, 91, 94, 96,
97, 99, 100, 101.

Infirmier.

Guy d'Arc, 2, 3, 7, 11, 15, 17, 18,
29, 31, 35, 37, 40, 52, 65, 66, 69,
72, 87, 88, 96, 97.

Chanoines.

Etienne Gibonhey, 15.
Gauthier de Rochefort, 15, 35,
65.
Jacob de Loya, 66, 81.
Jehan (Valloti ?), 15.
Odot le Bogelet, 32.
Parisius de Lucey, 15.
Pierre de Hauteroche, 5, 9, 15,
35.
Philibert de ville, 9, 10, 14, 16,
20, 21, 23, 25, 26, 31, 33, 43, 45,
47.
Philibert Passerote de Ville, 38,
15
Robert de Chaignay, 2, 15.

Prêtres.

Aymé de Thorey, 8.
Etienne Passerote, 16, 24, 30.
Eude Maillot, 39.
Guiot Fevretot, 66.
Guy de Blaigney, 2.
Guy de Sennecey, 7, 65, 72.
Henri de Villebernny, 66.
Jacob de Courtison, 27.
Jacob, commandeur de la Mag-
deleine, 64, 87.
Jehan Bertrand, 3.
Jehan de Pontailier, 7.
Jehan Morot, 44.
Jehan de Chalon, 66.

Nicolas Brecey, 4.
 Nicolas Racenote, 102.
 Pierre de Layer, 32.
 Pierre, curé de Saint-Julien, 44.
 Pierre Pitois, 66.
 Robert Marchandise, chapelain, 69.
 Sauxon le Peullet, 32.
 Thierry Prongerot, 74.
 Thiébault de Moneta, 87.

Clercs.

Antoine Rhomget, 74.
 Aubertin de Vinole, 65.
 Belin Passerote, 8.
 Etienne Royer, 43, 63.
 Geliot de Blaisey, 46, 62, 90.
 Guillellmus Brunellus, 3, 66.
 Guillaume de Mussy, 15.
 Guillaume Moreaul, 19.
 Guillaume de Vandenesse, 39.
 Guillaume Loire, 71, 79.
 Guillaume de la Perrière, 90.
 Guillemin Pouillet, 78.
 Guiot Custet, 14, 43, 47, 100.
 Guiot Sybaul, 60.
 Henri de Port-sur-Saône, 6, 16.
 Henri Digenot, 12.
 Hugon Clément, 88.
 Hugues le Ranteret, 16.
 Jaque Maille, 39.
 Jehan de Chamblans, 91.
 Jehan de Provenchères, 23, 30, 79.
 Jehan de Vignory, 23.
 Jehan de Trieu, 49.
 Jehan Colin de Troyes, 79.
 Jehan Lesquot, 58.
 Jehan Martin, 74.
 Jehan de Germigney, 78, 80, 91.
 Jehan de Verranges, licencié en lois, 15, 80, 81, 84, 91.
 Jehan de Lanniis, 88.
 Odot le Matou, 27.
 Oudot Custet, 14, 45.
 Perrin Berbier, 34.
 Perreninte Froloiset, 5.
 Perrenot Rousey, 45.
 Perrenot Roussel, 80.

Regnauld de Sacquenay, 1.
 Regnauld de Jussey, 88.
 Regnauld le charron, 103.
 Symon Berger, 1, 5, 8, 9, 17, 18, 19, 21, 29, 31, 33, 40, 45, 47, 52, 98.
 Symon Chaudvion, 91, 99.
 Thibault de Lixey, 5, 102.

Chantres.

Guillaume Perreau, 15, 66.
 Jehan Jaquin, 35, 44, 52.

Sacristains.

Pierre de Grenans, 15.
 Marc de Verranges, 66.

Dizeniers.

Jehan Chambellan, 6, 7, 81.
 Jehan Couiller, 66.
 Moingeot, 33.

Maîtres.

De Dijon : Jean Baudot, 62, 88.
 — Jaque Paris de la Jaisse, bailli, 70.
 D'Ahuy : Hugues Moingeon, 79.

Bourgeois.

Guienot Ardi, 92.
 Jehan de Bèze, 46, 90.
 Jehan le Vertueux, 62.
 Milet de Léry, 64, 87, 88.
 Perrenot de Saint-Sauveur, 76.
 Robert Gérard, 92.
 Vacelin la Piscine, 62.

Notaires.

André Estienne, 71, 73.
 André de Faanay, 62, 64, 65, 68, 69, 72, 77, 78.
 Alaume de Cleulé, 68, 94.
 Contefèvre Jehan, 60.
 Girard Berot, 81.
 Guillaume, notaire apostolique, 83.
 Richard Poissenier, 92.
 Jean Girard de Maroilles, 7, 15.

Clercs de notaires ou juristes.

Aubertin de Sauxurettes, 12, 23, 24, 34, 38, 49, 57, 59, 67, 89, 90, 96, 97, 100, 102.

Guillaume ou Guillemot Girard, 1, 5, 6, 10, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 25, 26, 29, 30, 31, 33, 35, 40, 48, 51, 54, 55, 62, 63, 72, 80, 91, 94, 99.

Guillaume de Bracey, 16, 58.

Guillelmus de Argerio, 27.

Guillaume, clerc en la Chambre des comptes, 47.

Guillemot Bartinet d'Orchamp, 37, 39, 43, 44, 50, 61, 64, 65, 68, 69, 75, 77, 78, 79, 87, 88.

Huguenin, 76.

Huguenin Lenbert, 92.

Jehan de Maroilles, 1, 2, 8, 9, 10, 11, 15, 21.

Jehan Arnouf, 4, 36, 53, 85.

Jehan le Bon, 34, 71, 73, 74.

Pierre de dom Martin, 41, 42, 67.

Pierre Moreaul, sage en droit, 11, 51, 66, 81.

Mathieu de Benzene, 66, 81.

Maîtres de la Chambre des comptes.

Audrien Paste, 47.

Regnault Gombaut, 35, 44, 47.

Armée.

Gruot ou Jehan de Mosterail, archer, 48.

Thevenot Henriaille, archer, 41, 43, 49, 58, 76.

Bertrand de Hauteville, écuyer, 65.

François de Terrans, écuyer, 60.

Huguenin de Charmes, écuyer, 76.

Huguenin de Saulx, écuyer, 62.

Jehan de Saulx, écuyer, 62.

Jehan de Thousire, écuyer, 92.

Jehan de Chissey, écuyer, 96, 97.

Perrenot, écuyer, 65.

Philippe de Longeault, écuyer, 5.

DIVERS

Huguenin Mortereul, garde du manger, 84.

Jehan de Bar, huissier de salle, 55.

Jehan Domino, sergent, 84.

ARTISANS

Barbiers.

Jehan de Tar, 11.

Michelet Girart, 53.

Bouchers.

Garnier Pion, 41, 58, 59, 78.

Hugues Chevrot, 85.

Jehan Michaul, 41.

Thevenin le Noir ou Pitoul, 59.

Couturiers.

Bertrand Retor, 89.

Etienne Royer, 69.

Josserand d'Aiserey, 47.

Jehan Domine, 69.

Jehan Villebichot, 69.

Jehan Faucoigney, 69.

Jehan de Corcelles, 80.

Jehan le Foul, 89.

Monnot Fiot, 10, 23.

Perrenot le Verpillot, 19.

Couvreurs.

Monnot le Cornuet, 31, 75, 76, 102.

Perrin le laineret, 38.

Perrenot le Carrelet, 38.

Michelot le Courruet, 77.

Cordonniers.

Jehan la Verne, 49.

Jehannin le Picard, 71.

Ogier de Chuges, 57.

Rochart Truffon, 24.

Cordier : Perrin le Courdier, 25, 26.

Chaudronnier : Odot de Mâlain, 48.

Charpentier : Girard de Passavant, 48.

Drapiers.

Jehan de Maxiley, 49.

Jehan de Beaulfort, 74.

Epicier : Sancenot de Brecey, 58, 78.

Fripier : Belin, 9.

Fourreurs.

Doumegin de Lenecour, 24.

Etiennue, 27.

Hugon de Mâlain, 32.

Moingin Lessertey, 44.

Therry le Barbolet, 2, 35, 44.

Maçons.

Girard de Rouvres, 69.

Guiot le Masonier, 76.

Jehan Bourgeois, 51.

Monnot de Rouvres, 5.

Robert Salebrohot, 44, 51.

Maréchal : Nicolas Challot, 63.

Meunier : Jehannot, 100.

Pâtissier : Jehan le Tarteri, 71.

Potier : Pierre Petrement, 35.

Phisicien (médecin) : Pierre de Milan, 47.

Marchand de poissons : Jehan de Lisle, 54.

Perriers.

Jehan Sarrazin, 12, 55.

Poinsot d'Arbois, 14.

Serruriers.

Jehan Gauchot, 89.

Perrenot Gautherot, 10, 23.

Tanneurs.

Guiot le Roncelet, 52.

Durant le Fauconnet, 52.

Teinturiers.

Jacot de Saulx, 68.

Jehan Gruot, 89.

Perrenot Monnot, 10.

Tisserands.

Huguenin, 96, 97.

Jehan Daubbe ou Dabbe, 30, 45.

Jehan de Bourdon, 94.

Micheaul, 96, 97.

Tonneliers.

Gauthier le Regnardet, 1, 43.

Gauthier, 41, 49, 58, 78.

Gauthier de Saulx, 59.

Girard Bonamy, 74.

Jehan Chevrot, 57.

Milot de Lenecourt, 24.

Perrenot Gautherot, 5.

Vignerons.

André de Sainte-Marie, 98.

Aliot Taleneaul, 26, 98.

Etiennot le Louvet, 52.

Huguenin le Jobelenet ou le Souhardet, 25.

Jehan le Margotet, 9.

Jehan de Maroilles, 9.

Jehan de Broindon, 25.

Jehannot le Bonot, 33.

Monin le faney, 25, 26.

Odot de Talant, 14.

Perrin Fournoisot, 102.

TABLE DES LOCALITÉS

(RUES, PLACES, FAUBOURGS DE DIJON, FINAGES ET LIEUX DITS)

A

Ahuy (aquæductus), 7, 12, 57, 62, 68, 79, 83. — finages : es plantes, es-Folières, 68.
 Aignay-le-Duc, 23.
 Aiserey (près Genlis), 19, 25, 61, 66, 80, 90.
 Ancey (Anceium), 103.
 Ancey (Ancreyum), 86.
 Arbois (Jura), 14.
 Arc-en-Barrois, 2, 3, 7, 11, 15, 17, 29, 31, 35, 37, 40, 52, 55, 62, 66, 69, 72, 85, 87, 89, 96.
 Argilly ? (Argey, Argeyum), 3, 66, 47, 98. — (Argerium), 27.
 Arceau (Acceaulx), 57, 90.
 Arnay-sous-Vitteaux, 15, 35, 66.
 Arnoux (Nièvre), Arnoletum, 64, 87.
 Arrans, 83.
 Asnières, 7, 12, 16, 55, 73. — finages : en désert, 12 ; dessous l'Etang, 73. ; vignes de la Perrière ou chemin d'Ahuy, 12.
 Auxonne, 51, 64, 66, 91, 92.
 Autun, 41, 78.
 Avignon, 82, 83, 86, 104.

B

Baissey, 24.
 Bar, 103.
 Bar-sur-Aube, 55.
 Barge, 53.
 Baubigny, 15, 17, 18, 29, 37, 40, 46, 50, 55, 62, 63, 64, 66, 76, 85, 87, 90.

Beaune, 81.
 Beaufort, 74.
 Beracastrum (?) 27.
 Bèze, 46, 66, 90.
 Benzo (Bèze ?), 81.
 Besançon, 20, 34, 60, 88.
 Blagny, 2, 40, 62.
 Blasy (Blaisey), 46, 90.
 Brazey, 16, 41, 49, 58, 78.
 Brochon (?) (Brausion), 103.
 Bretigny (Doubs), 96, 97.

C

Campus (?), 83.
 Cessey, 23.
 Chaignay, 2, 15.
 Chamblanc, 80.
 Chapelle (la), 15.
 Chalon, 75, 78, 81, 89.
 Charmes, 76. — finages : en bas de Paules, en la fin de Faha, sur le Contre, en Richet, en Seuracourt, en la fosse de Marrandeul, sur la voie de Chuges, 76.
 Chavilley, 78.
 Chenoves (Canavis villa), 24, 50.
 Cheuge (Chuges), 57, 76.
 Chissey (Saône-et-Loire), 97.
 Choisey (Jura), 60.
 Clavoillon, 80.
 Clénay, 96, 97.
 Clenleu (Pas-de-Calais), 45, 63, 94.
 Courbeton (Seine-et-Marne), 46.
 Corbeton (?), 96, 97.
 Couchey (Coichey), 51, 100.

Courtison (Courtivron ? Côte-d'Or, Courtisols ? Marne), 27.
Colombiers, 75.
Corcelles, 80.
Courcelles, 100.
Copiacum, 82.
Cussy (Cuissey), 21, 71, 103.
Cusigny (Cutigney), 35, 38, 59.
99. — finage : en la Vantoise, 38.
Créancey, 31.

D

Dampierre (Haute-Saône), 42.
Davilla (Daix ?), 83.
Dijon, 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 44, 46, 47, 48, 50, 51, 52, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 82, 83, 84, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104.
Rues : Bouchefour (de), 95. — Bordes (des), 25, 34, 98. — Chaude, 11, 31, 84, 102. — Château (du), 44, 47. Château (place du), 2, 35. Rue es Channex, cf. rue Serrurerie, — Cisteaulx, 52. — Corvée (de la), 71. — Fèvres, es 37. — Grands-Champs, (des), 14. — Grand Bourg (du), 59. — Grand Cloître (du), 79. — Grand'Rue Saint-Nicolas, 57. Le Four Poilley (place), 69. — Noiroz (es), 19, 25, 27, 61. — Nonnains de Thard (es), 16. — Offroiz (des), 8. — Pautiez (du), 32, 72. — Petits Champs (des), 30, 39. — Porte Guillaume (de la), 56. — Porte Neuve (de la), 91, 101. — Quarraulx (des), 40. — Renoillie (de la), 54. — Riboutez (es), 1, 41, 43, 49, 58, 78. — Serrurerie (de la), 10, 23, 41, 49, 58, 78. — Saint Jehan, 24, 67. Faubourg Saint-

Michel, 19, 25, 27, 61. — Saint-Pierre, 13. — Saint-Philibert, 52. Rue du Temple, 20. — Tonnelerie (de la), 48. — Tournelle (de la), 9. — Ulmos (es), 80. — Vannerie, 5.

Portes : au Lion, 2. — du Formerot, 37, 95. — Neuve, 80.

Finages : lieux dits, la Corvée de Bray, 51. Gratedos, 63. En Burgis (ou dessus Largillière), 33. En Champ Regnault-le-Grant, 74.

Mesures : surfaces : faulx de pré, 76. Quartier, 33, 50, 63, 68. Journal, 6, 12, 17, 18, 29, 38, 42, 45, 74, 76. Soiture, 46, 90, 92, 96, 97. — Volumes : queue de vin, 84. Pintet, 36. Pinte, 4, 85, 93. Sextier, 17, 18, 29, 100. Benaston, 45. Amine, émine, 6, 55, 97, 99. Bichot, 42, 55.

Monnaies : franc d'or. = 20 solz = 1 livre = 12 gros d'argent ancien, 1, 2, 4, 5, 10, 13, 14, 16, 19, 20, 21, 24, 30, 31, 33, 34, 39, 41, 43, 44, 45, 47, 48, 49, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 66, 67, 68, 71, 72, 77, 78, 85, 91, 101, 103. Gros tournois d'argent ancien = 20 deniers, 1, 21, 24, 25, 27, 32, 33, 36, 37, 43, 51, 53, 59, 63, 65, 71, 73, 79, 80, 98. Gros tournois d'argent = 16 deniers, 76. Deniers viennois, 35, 43. Deniers, 93. Florin de Florence = 16 solz = 8 deniers, 11, 12, 19, 10, 23, 40, 48, 69, 89, 92, 94, 95, 102. Solides tournois, 61, 75.

Dole (Doubs), 61.

E

Echenon (Echelon), 19.
Etaules (Étables ?), 21, 62, 65.
Etevaux, 31.
Etrepigny (Jura), 60.

F

Faverney (Haute-Saône), Faver-najum, 20.
Fauverney, 6, 66. — lieu dit en Espenois, 6.
Fénay (Faamay) 62, 64, 65, 68, 69, 72, 77, 78, 80, 94.
Faucoigny (Haute-Saône), 69.
Fixin, 18.
Florence, 55, 92.
Fontaines, 64, 87.

G

Gemeaux (Gimellas), 83.
Germigney (Haute-Saône), 78, 80, 91.
Gevrey, 4, 53, 85.
Glenum prope Montem (Glanon ?) 3.
Grenand, 15.
Gray (Greix, Haute-Saône), 23, 102.

H

Hauteroche (Auteroiche), 9, 15, 35.
Hauteville, 46, 65, 68.

J

Janley (Genlis ?). — lieu dit Pré Sanchot, 92.
Jussey (Haute-Saône), 88, 103.

L

Langres, 1, 13, 32, 15, 64, 66, 75, 81, 88, 104.
Lamarche, 16.
Lanniæ (Laignes ?) Lagny (?) Les Laumes ?, 88.
La Perrière, 54, 59, 61, 66, 67, 73, 75, 80, 90, 91, 94, 96, 97, 99, 100, 101.
Lajesse (Lajaisse, Aube), 70.
Layer, 32.
Lefont, 68.
Lenecourt (Lenoncourt ?), 24.
Léry, 64, 87, 88.

Licey (Lixey)-sur-Vingeanne, 5, 15, 19, 52, 65, 66, 72, 96, 98, 102.
Lieffrans (Haute-Saône), 20.
Lisle, 54.
Longeaul, 5.
Longecourt, 32
Longeville (Haute-Marne), 44.
Longchamp, 32.
Lucey (Lucus ?), 15.

M

Mâlain (Malines), 22, 32, 48.
Magny-sur-Tille, 42.
Malbief ? 97.
Maroilles (Nord), 1, 2, 7, 9, 10, 11, 15, 21.
Marandeuil, 62, 64, 84, 87.
Marigny, 41.
Marigny (près Flavigny), 3, 7, 46.
Marsannay-la-Côte, 11, 17, 18, 29, 50, 72, 100. — lieu dit es Craiz, 17, 18, 29. — en longue Roie, 50.
Marnetum (?), 88.
Marcigny-sous-Thil, 83.
Maxilly-sur-Saône, 49.
Melun, 95.
Milan, 47.
Mirabel (Mirebel ? Mirebeau ?), 76, 83.
Mirande, 75.
Mosterail, 48.
Montbard, 1, 41, 58, 78.
Monnaie (Indre-et-Loire), 87.
Mussy-la-Fosse, 15, 104.

N

Naples, 82, 83.
Nantoux, 3.
Nuits-Saint-Georges, 10, 23.

O

Oigny (Ogny), 76. — (Oigney), 58.
Orchamps (Jura), 37, 39, 43, 44, 50, 61, 64, 65, 68, 69, 75, 77, 79, 87, 88.
Ormenciacum (?), 82.

P

Paris, 62.
 Passavant (Haute-Saône), 48, 74.
 Pesmes, 42.
 Perrigny-les-Dijon, 83.
 Plombières, 32.
 Plovétum (Pluvault ?), 101.
 Port-sur-Saône (Haute-Saône),
 6, 10.
 Pontailler (Pons scissus), 7.
 Pont-Emeri, 43.
 Pouilly, 74.
 Provençères-sur-Meuse, 23, 30,
 79.

R

Rethel, 22.
 Relampont, 64, 67.
 Renève (Regnavis), 99.
 Rochefort (près d'Aignay), 15, 35,
 65.
 Rouvres (près Pouilly), 5, 58, 69.

S

Saconay (Rhône), 56.
 Sacquenay, 1, 41, 58, 78.
 Sacey (Aube), 10, 85.
 Saint-Julien, 27, 44.
 Saint-Jean-de-Losne, 41.
 Saint-Thibault, 44.
 Saint-Jovre (Saint-Jores ?) Man-
 che), 61.
 Saint-Apollinaire, 63.
 Sainte-Marie, 98.
 Salins, 41.
 Salon-la-Chapelle, 45.
 Saumaise, 2.
 Saulx-le-Duc, 59, 62, 68.
 Sauxurettes (?) 12, 23, 24, 38, 49,
 57, 59, 67, 90, 96, 97, 100, 102.
 Savouges, 29.
 Semur, 13.
 Sennecey, Sancey, 7, 65, 73.
 Suchey (?) (Uchey, près Genlis),
 92.

T

Talant 14, 45 ; lieu dit es Costes,
 45.
 Tart, 11.
 Thart-l'Abbaye, 16, 99.
 Tarsul, 73.
 Taneria (Tanay ?), 66.
 Ternant, Tarnan, 96, 97.
 Terrans (Saône-et-Loire), 60.
 Thorey, 8.
 Thil-le-Châtel, 3, 83.
 Tours, 65.
 Trochères (près Mirebeau), 37.
 Troyes, 47, 79.
 Triey, 49.
 Trouhans, 60.

V

Varonne, Varogne (Haute-Saône),
 61, 77.
 Valleriois (Haute-Saône), 44.
 Vandenesse, 2, 62, 66.
 Vantoux, 62.
 Varrois (Darrois), 62.
 Vertfontaines (?), 86.
 Verones (Varonii ?), 89, 101.
 Verranges, Varanges, 15, 46, 60,
 80, 81, 84, 90, 91, 96, 97, 99 ;
 lieu dit Pré Rahoul, 96.
 Vesoul, 42.
 Vignory (Haute-Marne), 23.
 Ville-sous-Gevrey, 4, 9, 10, 13,
 14, 16, 20, 21, 23, 24, 26, 30, 31,
 33, 36, 43, 45, 47, 53, 64, 85, 87.
 Villeberny, 66.
 Villers-sur-Ouche, 67.
 Villebichot, 69.
 Vinol (Loire), 65.
 Viz-sur-Seine (et non Saône), 12,
 55.
 Vonges, 84.
 Vosne-Romanée, 66.

